

MAGNIFICAT

TROISIÈME PARTIE (1)

LE RETOUR A L'ÎLE AUX MOINES

ELLE sait bien où est la porte, juste au milieu. Elle entre : le père est là. Il est assis, dans la demi-obscurité de la salle basse, et il remaille un filet de pêche, dont l'extrémité est pendue à un clou de la muraille.

— C'est pas possible ? Anna ?

Il jette son aiguille de bois, laisse tomber le filet sur la terre crevassée, et vient embrasser sa fille.

— Est-ce qu'ils t'ont renvoyée ?

— Oh ! non, père !

— Depuis des années qu'ils te gardent à l'attache ! J'étais obligé de faire le voyage pour te voir. Et à présent, c'est toi qui entres, comme ça, sans m'avoir prévenu ! As-tu donc eu pitié de ton vieux père ? T'es-tu enfin décidée à me tenir compagnie ? Ça serait si bien !

Il s'est écarté, pour la regarder mieux ; une joie insensée lui a monté du cœur. Il l'a dans les yeux, dans le geste des mains tendues. Il répète :

— Dis, Anna, dis ? Ça serait si bien !

La jeune fille a posé son petit paquet blanc, sur la chaise où le père était assis, tout à l'heure.

— Vous voyez bien que je n'ai pas ma malle grise. Voilà

Copyright by René Bazin, 1931.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1^{er} mars.

TOME II. — 15 MARS 1931.

tout ce que j'apporte. Mais il y a dedans de belles pommes de reinette, qu'ils vous envoient, ceux de Penmur.

Puis, plus bas et tendrement :

— Vous savez que ce n'est plus possible, ce que vous voudriez. Moins que jamais.

— Alors, pourquoi viens-tu?

— Peut-être vous consulter.

L'homme se mit à rire bruyamment.

— Laisse-moi rire! Me consulter?

— De la part de ma tante Marie ; je peux dire même de votre frère et de votre belle-sœur... Seulement, il faudrait du temps pour vous expliquer... Nous causerons mieux ce soir...

— Tu couches chez moi?

— Si vous voulez bien!

— Parbleu! Le lit de ton frère est encore là... Me consulter?... Tu dois penser que je me défie, maintenant, des commissions qui me sont faites de la part de mon frère et de sa femme : si c'est pour se moquer de moi qu'ils t'envoient, j'aime mieux que tu te taises. Les pommes ne suffisent pas.

Anna répondit gravement, lentement, comme elle savait qu'il fallait lui parler :

— S'ils s'étaient moqués de vous, je ne serais pas venue.

Aussitôt, il changea de physionomie et, montrant la cheminée au bout de la pièce :

— On est d'accord. Tu vas commencer par enlever ton tablier, qui est trop joli: je te donnerai des œufs et des pommes de terre; je te donnerai du café; tu couperas deux tranches de lard, dans le jambon qui fume là-haut, tu te rappelles? Et quand nous aurons déjeuné, nous ferons un tour dans l'île... J'y ai des amis, qui seront contents de te revoir.

Il s'avança vers la porte, l'ouvrit et sortit.

Elle est triste et contente à la fois. Elle coupe deux tranches de lard; elle découvre la poêle dans l'angle de la chambre, sur une pile de bois. La petite huche est à côté. En peu de temps, Anna prépare l'omelette et la dresse dans une assiette; elle fait cuire les tranches de lard; elle pend la marmite à la crémaillère pour faire chauffer de l'eau : la seille était près du bois, et le pichet posé en travers. Un quart d'heure plus tard :

— Me voilà! dit le père en rentrant. Ça sent bon la friture!

Il a cueilli de la salade, et rapporte la provision de pommes

de terre. Aussitôt, il entre dans la chambre des fils, et y reste enfermé près d'un quart d'heure. Anna ne s'en inquiète point : elle connaît le père. Elle met le couvert, sur la table boîteuse rangée le long du mur, et elle s'apprête à crier : « Eh ! bien, père, quand vous voudrez ? » lorsqu'il sort de la pièce voisine, s'avance, et dit :

— Comment me trouves-tu ? Bon air encore, pour un homme de mon âge, n'est-il pas vrai ?... Je dis ça pour rire, Anna ; mais j'ai voulu te faire honneur.

Il avait fait sa barbe, peigné ses cheveux, échangé ses vêtements de travail contre un « complet » de lainage brun, qui lui donnait un air de vieil adjudant de l'armée d'Afrique, en civil. Haute taille, épaules effacées, corps maigre, teint cuivré, rien ne manquait à l'image, et les yeux, les yeux surtout, très clairs, ardents, finauds et légèrement ivres, annonçaient l'homme aventureux qu'il était, l'homme brave et de résolution sage qu'il aurait pu être. Il sentait déjà la picherelle à trois pas.

— Je vous trouve trop jeune, vous le savez bien, dit Anna, et vous serez trop beau pour moi, quand nous irons chez vos amis : je n'ai pas mis ma meilleure coiffe, ni mon tablier des grandes fêtes...

Elle dit encore, après un moment :

— Je n'ai pas le cœur à la toilette...

Content de l'approbation, il approcha de la table une des trois chaises de la chambre, et se mit à manger. Anna le servait, allait et venait, et ne s'asseyait guère.

Elle le trouvait beau, alerte, un peu fou ; elle songeait, plus inquiète qu'en arrivant : « Que va-t-il répondre, ce soir ? Et pourquoi m'a-t-on envoyée ici ? »

Ils sortirent. Tout l'après-midi, à travers l'île, le père et la fille firent des visites ; ils furent reçus dans les petites villas des capitaines en retraite, long cours, cabotage, thoniers, toutes meublées au goût de leurs filles ; chez un ancien marin de l'État, où c'était bien plus pauvre, où l'on voyait encore les coquillages rapportés de l'Inde ou de l'Océanie, et le portrait, hérité, d'une grande frégate avec toutes ses voiles, noire et blanche sur la mer bleue, avec cette inscription, faite à la main : « Frégate la *Junon*, perdue dans les mers du Sud, en 1869. » Ils entrèrent chez une vieille servante, qui avait

élevé « quatre demoiselles » sur le continent. M^{me} Yvonne reçut Anna comme une joie deux fois douce, parce qu'on ne l'attendait pas; elle se souvint, pour cette belle terrienne, d'avoir vu la mère d'Anna, au temps de la splendeur; elle ouvrit une boîte de dragées, d'un baptême ancien, conservée au fond de l'armoire; elle emmena la jeune fille dans le jardin, divisé entre les locataires des quatre maisons, aux quatre coins, et tout bêché et tout semé; elle cueillit, près du mur exposé au sud, les grappes de mimosas les mieux fournies, les plus ardentes, et décorant Anna, comme elle aurait fait l'une de « ses filles », un brin dans les cheveux blonds près de l'oreille, un autre au corsage, toute une gerbe à la main, elle lui dit, s'étant reculée :

— Il n'y aura pas plus belle mariée que toi, Anna Maguern, et ça ne peut tarder : avisez-moi, je prendrai le bateau, et j'irai à tes noces, qui seront pour moi les dernières, avant celles du Paradis!

Elle comptait sur le grand sourire illuminé, qui vient aux filles auxquelles on parle ainsi, et qu'elles ne retrouvent plus. Elle n'eut qu'un petit, qui était de reconnaissance, plus que de joie; elle s'aperçut qu'Anna regardait son père, penché au-dessus d'un semis de pourpier, près de la cuve d'arrosage, au bout du « carré » d'Yvonne, et elle dit :

— Je ne te demande point tes secrets, ma jolie, mais je vois bien que tu en as.

Et elle l'embrassa.

Jusqu'alors, le père et l'enfant avaient erré, de ci, de là, parmi les maisons non pas pressées, mais seulement voisines, bâties dans des jardins, entourées de haies ou de murs, et toutes posées sur l'une ou l'autre pente de l'île, soit au couchant, où elles ont plus de bosquets, soit au levant, d'où l'on découvre l'île d'Arz. Il était tard déjà, lorsqu'ils prirent congé d'un dernier « ami », et commencèrent d'entrer dans le chemin tracé au milieu du cap étroit et peu élevé, qui s'allonge au sud de l'île. Autour d'eux, quelques pauvres champs, des pâtures, des jachères, des morceaux de lande, et l'eau tout proche, aux deux bords, rayonnante de la lumière du couchant, et emportée, à grande vitesse, vers la passe de Locmariaker.

L'homme leva le bras, qui tremblait, et désigna on ne sait quoi, en avant :

— Je
me sem
bon, la-
côté? A
la part

Un
sonna d
faible,

— Je
chagrin
après...
que j'a

La j
jugeait
pichere
marché
comme
pour a
plusieu

A p
l'avait
s'est as
réchauf
fille al
l'alcool
car la
observ
possibl
répond
de cett
dans le

—
—
tu dois
Marie
sion d
que je

Il c
passan

— Je voulais aller jusque-là, mais je me sens fatigué... Il me semble que le vent fraîchit, et que demain l'affût sera bon, là-bas... Anna, qu'as-tu encore à tourner la tête de l'autre côté? Ah! je me rappelle : tu as quelque chose à me dire, de la part de Jean-Guillaume et de Marie!

Un rire d'ivrogne, qui n'a plus le commandement de soi, sonna dans le chemin désert, et dura un moment. Puis, se sentant faible, l'homme prit le bras de sa fille :

— Allons, viens-t'en, si c'est à cause de cela que tu as du chagrin. Tu me raconteras ton secret, et je me coucherai après... Je suis dans les jours où le sommeil me vient, sans que j'aie travaillé... Je n'ai pas faim.

La jeune fille, avec des mots ou des reproches, selon qu'elle jugeait utiles les uns ou les autres, soutint le père, que la picherelle, le vin, le café, et le reste, rendaient incapable de marcher droit. Elle avait honte. Quand elle passa, dans l'ombre commençante, près des maisons du village, qu'il fallait longer pour arriver à la ferme, elle ne répondit point au salut que plusieurs lui firent de la main.

A présent, la voici dans la ferme. Le vent a fraîchi, comme l'avait annoncé le père. Elle allume du feu. Corentin Maguern s'est assis à côté du lit, trop loin pour que la flamme puisse réchauffer les mains, qu'il tend vers la cheminée. Il regarde sa fille aller et venir. Une idée fixe le possède, et l'hébétude, où l'alcool et la fatigue l'ont plongé, l'empêche seule de parler, car la bouche grimace, et les yeux font des signes qu'Anna observe en passant et affecte de ne pas comprendre. Est-il possible qu'elle soit interrogée en ce moment, obligée de répondre, et que le conseil qu'elle est venue chercher soit celui de cette brute? Elle n'échappera pas. Elle le devine ; elle va dans la chambre à côté, qui sera la sienne tout à l'heure.

— Anna?

— Que voulez-vous?

— Tu veux donc m'empêcher de dormir? C'est ce soir que tu dois me dire pourquoi ils t'ont envoyée, Jean-Guillaume et Marie: j'attends, pour me coucher, que tu me fasses la commission de mon frère et de ma belle-sœur. Entends-tu? ou faut-il que je crie plus haut?

Il criait si fort, que les habitants des maisons proches et les passants, s'il y en avait, suivant le chemin du bourg, devaient

attendre la plainte de la victime inconnue, le bruit des coups, l'appel au secours. Un grand silence suivit. Anna, qui avait vu, dans sa première jeunesse, comment sa mère, battue souvent, parvenait à dominer Corentin Maguern, s'avanza jusqu'au milieu de la chambre, et, fronçant les sourcils, très maîtresse d'elle-même, et prononçant bien les mots pour qu'il comprît :

— Ne criez pas comme vous faites, ou je pars tout de suite!
Il baissa le ton.

— Je ne demande pas mieux : mais raconte-moi l'histoire?

— Commencez par vous coucher! Déshabillez-vous!

— Oui, ma petite Anna. Mais tu me diras pourquoi ils t'ont envoyée? Je comprends mieux que tu ne crois, je t'assure...

— Je reviendrai dans cinq minutes.

Cinq minutes après, elle rentrait dans la salle, s'approchait du mur de droite, et, debout, les mains appuyées sur la traverse de bois au pied du lit, elle considérait en silence et en grande pitié cet homme diminué, qui avait peur d'elle à présent, et la regardait aussi. Il était couché sur le dos, les mains cachées sous le drap malpropre et sous la couverture, que les rats avaient crevée par endroits. Le vent de la nuit tempétueuse, qui avait ses passages dans la chambre, tourmentant la flamme de la lampe, faisait voyager sur le visage les taches sombres et les taches claires, et cette tête immobile, qui subissait le changement et ne le commandait point, ressemblait en ce moment à celle d'un mort. Anna se sentait regardée.

— Voici, dit-elle. Gildas, votre neveu, a écrit du pays de la guerre qu'il voulait devenir prêtre.

Corentin leva la tête, et ses yeux sortirent de l'ombre.

— Il est fou! cria-t-il.

— Attendez! C'est l'avis de votre frère; ce n'est pas celui de ma tante Marie.

— Et le tien?

Elle vit encore, bien qu'il eût reposé la tête sur l'oreiller, le feu de la lampe de veille, qui dansait dans les yeux de Corentin.

— Moi, répondit-elle, je ne sais comment me décider. Il va venir en permission...

— Quand?

— Ces jours...

— Fais-lui la cour, et ses idées lui passeront!...

— C'est lui qui me la faisait, un peu seulement, comme il fallait.

— Laisse-le continuer!

— A présent qu'il prend des leçons de latin?

— Vous chanterez l'*oreamus* ensemble!... En voilà, une mijaurée, qui fait la difficile! Ne laisse pas passer une occasion pareille, Anna. Le cousin est gentil, la ferme est belle, et comme il est l'aîné, à présent...

L'homme tira les bras de dessous la couverture; devenu lucide par la puissance de la nouvelle, tendant les mains vers sa fille, il commença de la supplier, et, malgré l'égarement qu'on lisait encore dans ses yeux, ce qu'il disait n'était plus d'un homme ivre.

— Tu ne réponds rien, mais je sais bien que tu as bon cœur. Tu te marieras, dis, Anna? Pour toi, bien entendu, mais pour moi aussi... Tu vois que je suis tout pauvre, et que voilà que je deviens vieux. Servante, tu ne peux guère m'aider; fermière, je pourrai compter sur toi!...

L'effort l'avait épuisé. En achevant ces mots-là, il ferma les yeux, et le sommeil arrêta le son de la voix, sur les lèvres qui s'agitaient encore.

Anna se retira sans bruit, ne ferma qu'à demi la porte, entre sa chambre et celle où dormait Corentin Maguern, de peur de ne point entendre si le père appelait au secours, car elle voyait bien que la crise d'ivresse n'avait été qu'interrompue. Au large des côtes, il devait faire mauvais cette nuit; la toiture se plaignait, au-dessus du plafond de planches; elle était secouée terriblement. Entre deux ardoises, des souffles pénétraient dans le grenier, avec un bruit de cartouches qui éclatent, et puis c'étaient de longs sifflements, et la chute encore des lourdes pierres de la toiture qui retombaient en claquant. La bourrasque ne faisait que gagner en violence. Après une heure environ, Anna, qui n'avait pas dormi, fut obligée de répondre au père, qui l'appelait pour la troisième fois.

— Non! vous me parlerez demain matin! Dormez!

— Je ne peux pas! Les entendis-tu, les îles du grand large?

— Mais non, mon père, dormez!

— On voit bien que tu n'es plus d'ici! Moi, je les entendis

qui crient leurs noms, l'une après l'autre : « Hoedie ! Hoedie ! Houat ! Houat ! Houat ! »... C'est à faire folleyer !...

Dans le temps de silence qui suivit, Anna songeait à l'arrivée prochaine de Gildas et à ce qu'elle devrait faire. Ramenant jusqu'à ses yeux le drap du lit, pour échapper au vent de mer, qui courrait dans la chambre en lanières sifflantes, elle pensait :

« Ni le père Jean-Guillaume ne décidera cette affaire-là, ni aucun autre que moi. Je vais être le juge d'une âme et son guide, et je n'ai point le courage qu'il faudrait. Certainement, il revient pour voir ses parents et sa maison, mais il revient aussi pour moi et pour savoir ce que personne ne lui a dit : ce que je suis, dans le combat où il est engagé, et si je suis contre lui, ou si je suis contre moi... Il lui suffira de me regarder, car je ne sais pas rire au commandement, comme font d'autres filles. En me voyant, il verra mon chagrin. Moi, je n'ai pas d'autre vocation que les filles de mon âge. Toujours j'ai cru que je serais la mariée, puis la mère, même avant de venir à Penmur, et de vivre à côté de celui à qui je vais dire, à présent : « Tu es libre, va où tu veux », ou bien : « Ne m'abandonne pas, Gildas, il est trop tard maintenant pour toi, pour moi : ne change pas ! » Je m'attendais bien à la réponse qu'a faite mon père. Ah ! je ne l'ai pas eu plutôt entendue, que l'idée m'est venue que Dieu me donnait aussi l'âme de mon père à sauver ! Une fille généreuse, celle que je ne suis pas, pourrait s'offrir pour le sauver ; elle gagnerait, en s'oubliant, le paradis d'un autre, et personne n'en saurait rien. Le monde va ainsi : je l'ai appris dans les discours de nos prêtres et dans des livres que j'ai lus. Le sacrifice porte la bénédiction où il veut. Les malheureux, — comme lui, — reprennent le chemin qu'ils ont quitté ; ils reçoivent une force qu'ils n'ont pas méritée, mais qu'un parent, un ami, un tout à fait étranger, a obtenue, en offrant sa douleur à Celui qui les a toutes connues, et qui leur a donné le pouvoir de racheter. Mais je suis trop pauvre d'âme pour enrichir les autres, même mon père : je le sens bien, et je n'accepte pas de repousser moi-même ma joie ! Si je suis délaissée, malgré moi, il sera temps de me sacrifier et d'accepter de vivre sans lui, à Penmur, ou je ne sais où, car, en vérité, je ne puis pas imaginer ce que je deviendrai. Je voudrais être encore petite fille et n'avoir pas le cœur capable de tant souffrir ! »

Ainsi raisonnait cette Bretonne sans lettres, mais qui avait compris la Communion des saints, et par là étendu, jusqu'à l'infini, son intelligence du monde. Elle soupirait en songeant, elle murmurait des mots.

— Tu pleures, Anna ?

— Dormez, père !

— Et toi-même ? Comment veux-tu dormir avec la tempête dans l'île ? Je l'écoute. Le vent se plaint, lui aussi. Remarques-tu ? A présent, j'entends l'écueil de Baguenhir toujours pleurant. Tu te rappelles, à la sortie du golfe, celui qui est le plus en dehors de tous les Buissons de Méaban ?

— Non, je n'entends rien !

— Le vent n'est pas solide où il est.. Il va changer à la marée prochaine... Demain, il fera beau, et la brise soufflera de l'ouest. Bonne affaire ! Les bernaches, il n'en faut plus parler, mais les penrus sont restés sur le golfe. J'irai les tirer au passage... Oh ! que la nuit est longue ! Et encore tu es là ! Mais tout le reste de l'année, sans mes fils et sans toi !

— Ne parlez plus, père, dormez !

Il se taisait de nouveau. Anna reprenait l'histoire de son amour menacé. Son rêve d'autrefois et le conseil éternel étaient mêlés en elle, et elle souffrait de leur combat, et il n'y avait point de vainqueur.

Aux premières lueurs du matin, elle se leva, s'approcha de son père lourdement endormi, et, sur un bout de papier, écrivit :

« Je ne veux pas vous éveiller, mon pauvre père, qui avez mal dormi. Je vais au port, où je trouverai bien quelque canot, pour me porter à Arradon ou ailleurs, et de là je gagnerai Vannes. Avant de rentrer à Penmur, je compte aller voir la marraine de Gildas, l'épicier dont la boutique touche la Porte Saint-Vincent. Je coucherais chez elle, et demain, de bonne heure, je retrouverai Penmur. Je vous embrasse. — Anna. »

Elle posa le billet sur la chaise, où étaient le couteau de poche de Corentin Maguern, son porte-monnaie et son briquet de fumeur. Elle prit garde d'ouvrir et de fermer adroitemment la porte, et tout de suite elle remonta la cour, pour gagner la route et traverser le village. Le père ne s'était pas trompé : la bourrasque avait cessé ; l'air froid coulait sans bruit, venant de l'ouest, et quelque chose qui brillait, quand diminuait l'épais-

seur des brumes, annonçait que le soleil était derrière elles, et qu'il chaufferait bientôt. Elle marchait vite, toujours occupée de la même pensée. On l'eût prise, autrefois, pour quelque suivante d'une duchesse de Bretagne, à cause de la ligne fière de son corps, et de ses yeux grands ouverts, où passaient tant d'images, dont aucune ne l'intéressait plus. Elle était triste et incertaine.

Vers la fin du même jour, le vent soufflait d'Espagne. Il était régulier. La brume avait été emportée. Un homme prenait le chemin de Brouel, qui est au sud-est de l'île. Un vieux manteau le couvrait jusqu'au-dessous des genoux. Son chapeau de feutre mou enfoncé sur les yeux, l'homme, boitant un peu, allait la tête basse, soit qu'il n'eût pas trop envie qu'on le reconnût, soit que la route lui fût trop familière, et qu'il n'eût aucune curiosité des choses. Cependant, avant de quitter le haut des terres, il leva le visage un moment pour s'assurer que les phares avaient commencé leur veillée. Les gardiens n'étaient point en retard. Les deux phares fixes de Crach et de Port-Navalo luisaient devant lui; ceux du large, les moulins aux ailes de lumière, balayaient le ciel de leurs grands faisceaux de rayons: la Teignouse lançant, toutes les cinq secondes, son éclat rouge, et Goulphar, le guetteur de Belle-Ile, ses deux éclats blancs, toutes les dix secondes. Il chercha, vers la gauche, la lueur des Grands Cardinaux, qui sont à la queue d'Iloëdic, et celle du Four, et, ne les ayant pas aperçues, conclut que la nuit était plus mouillée qu'il ne le supposait.

Alors, baissant de nouveau la tête, il descendit la pente et gagna péniblement Brouel. Dans ce petit village, comme au Guerno, il y avait un cabaret borgne, où il ne manquait guère d'entrer, tantôt sous prétexte de se rafraîchir et tantôt pour se réchauffer. La nuit serait froide bientôt; il entra, but coup sur coup deux petits verres de picherelle, et se dirigea droit sur la rive qui était voisine. A présent, il pouvait laisser voir son fusil, qu'il avait jusque-là caché sous le manteau brun, un fusil Lefaucheux, de gros calibre, portant bien et qui n'avait qu'un défaut: une craquelure de l'acier, vers les deux tiers du canon, par où sortait de la fumée, chaque fois que Corentin tirait un gibier.

Le soleil allait disparaître. Corentin Maguern s'était caché derrière la haie d'un mauvais pré bossué, au delà duquel com-

mençait la vasière. L'eau garde la lumière aussi longtemps qu'elle peut. Celle du golfe descendait vers le goulet, jaune et bleue par endroits, plissée par les courants. Un coup de feu, au loin, vers le sud, annonça qu'une bande de canards siffleurs, les penrus, avait déjà traversé la pointe de l'Île aux Moines : presque aussitôt, un frémissement d'ailes agita l'air, grandit, dépassa la haie du pré, et tout de suite s'évanouit. Mais le chasseur avait tiré ; il avait attendu que la troupe des oiseaux, lancés à plein vol, eût franchi les courants du golfe, et la charge de plomb n° zéro, poursuivant les fuyards, en avait arrêté deux, que Corentin avait vus tomber dans le champ voisin du pré. Une seconde bande de penrus passa peu après, puis une troisième, puis deux autres encore. Des coups de feu, en divers points de l'île, indiquaient que le nombre des chasseurs, — sans permis, bien entendu, — était grand cette nuit-là.

De l'abri de la haie, Corentin Maguern sortit alors, car une demi-heure s'était écoulée, depuis le coucher du soleil, et désormais les oiseaux ne passeraient plus, si ce n'est de grand matin, pour regagner la baie de Quiberon ou celle de Rhuys. Longtemps, il erra dans la pâture, dans les champs voisins, pour relever les canards qu'il avait abattus. L'ombre était épaisse. On voyait, coupant les ténèbres, les deux puissants feux du phare de Goulphar; mais les autres et les phares fixes pâissaient à peine la nuit. Corentin, le long d'un sillon de mottes, ayant buté, tomba. Il essaya de se relever, ses deux poings appuyés sur la terre : une fatigue, plus puissante que sa volonté, lui ferma les yeux, et il resta étendu, souffrant de partout, tâchant d'appeler et ne le pouvant pas, et tel qu'il était parfois dans les jours de complète saoulerie. Les muscles raidis de ses bras, peu à peu se détendirent, la tête se posa dans un creux, plus bas que les pieds, et il perdit connaissance.

Une heure plus tard, il s'agita de nouveau. L'idée du mortel danger l'éveilla à moitié, et lui donna la force de s'asseoir, puis de se lever. Le fusil était dans le sillon voisin ; l'homme le ramassa. Puis, obéissant à l'instinct du chasseur, qui ne lâche point son gibier, Corentin retrouva, et pendit, à son cou, le chapelet de canards attachés par les pattes, et qu'il portait à la main avant sa chute. Il mit du temps à sortir du guéret, et, son arme lui paraissant lourde à l'épaule, il la prit par le canon, en

guise de bâton, et commença de remonter le chemin. Ce fut un dur voyage. L'homme n'en pouvait plus, quand il arriva aux premières maisons du village. Il n'avait pas tourné à droite aussi tôt qu'il eût fallu, et il entrait dans le chemin de l'église, qui était celui de sa ferme, mais plusieurs centaines de mètres le séparaient encore de la maison. Il ne s'en rendit pas compte tout de suite. Quand il comprit qu'il s'était trompé, et qu'il y avait encore un effort à faire, il poussa un cri, comme les bêtes forcées qui vont mourir. Personne ne l'entendit, ou ne comprit son appel. Les pêcheurs et les retraités de l'île savaient qu'il y a des cris étranges dans la nuit, et que « le monde plaisante » souvent, le monde des promeneurs qui viennent dans l'île douce, jusque de Paris. Maguern s'avança, tenant sa droite, à cause des murs qui l'empêcheraient de tomber, si l'équilibre venait à manquer, comme dans le champ, là-bas. Il ne pensait point à autre chose, et s'appliquait à marcher droit. Pourtant, lorsqu'il eut tâté, de la main, un mur qui lui parut plus long que la façade d'une maison, il se souvint tout à coup que ce ne pouvait être que le mur du jardin du presbytère, et, à l'extrémité, tournant pour trouver le portail, qui est à l'angle et un peu de côté, il sonna. « Je suis trop malade, pensa-t-il, je peux mourir : me faut du secours. »

Derrière le portail, il y eut un brin de dialogue.

— On sonne, Marie, allez donc ouvrir !

— J'entends bien, monsieur le recteur ! Mais, à cette heure-ci ! Il est plus de neuf heures !

— Allez quand même : je suis là, c'est peut-être un malade.

C'était si bien un malade que Marie, quand elle eut ouvert un des battants du portail, trouva un vieil homme couché en travers de l'entrée, son fusil près de lui, ses canards en collier, et qu'elle entendit, ou devina, ces mots mal prononcés :

— Dites au recteur que c'est Corentin Maguern, qui demande les sacrements : j'en peux plus !

Une demi-heure plus tard, Corentin, transporté dans une brouette par un voisin complaisant, était couché dans la chambre ; la lampe à pétrole éclairait un peu la salle vaste et presque vide de la ferme ; le recteur se retirait, après avoir administré le malade, qui n'avait qu'un peu de connaissance, et n'était parvenu qu'à grand peine, à dire, en s'y reprenant à quatre fois :

— Allez chercher Anna... à Vannes... chez la parente l'épicierie... à toucher la Porte Saint-Vincent.

Qui donc voudrait, pour cet homme presque sans amis, traverser en pleine nuit le golfe, et remonter la rivière de Vannes ?

La femme du fermier voisin, qui était jeune encore, eut un souvenir :

— Je sais! dit-elle. Mon petit gars va m'accompagner : avec lui, je n'aurai pas peur.

Elle se rappelait que, du temps que les deux fils et la fille de Corentin Maguern habitaient l'île, un fils de marin, marin lui-même, trouvait tellement « à son goût » la jolie Anna Maguern, toute jeune fille alors et chef véritable de la ferme déjà négligée par le père, qu'on disait, aux veillées : « Dans deux ou trois ans, vous verrez que Mathieu Hervouët épousera la fille de Maguern ! » Sans plus tarder, et tenant par la main son gars de neuf ans, moitié dormant et moitié fier d'être emmené dans le noir des chemins, elle traversa le village, et, descendant vers le port, s'arrêta devant une maison trapue, ancienne, dont le toit, en planches goudronnées, ne couvrait qu'une chambre au-dessus d'une cuisine. Le petit gars jeta une pierre sur le toit. Les canots, à l'ancre, roulaient, pour s'amuser, sur l'eau à bout de course et montant le long des roches. La fenêtre du grenier s'ouvrit, et la tête et les épaules d'un grand gaillard blond, en chemise, et pas de bonne humeur, s'encadrèrent entre les montants de bois.

— Qu'est-ce qu'il y a?.... C'est vous, Marie, qui réveillez les gens à coups de pierres?

— Il y a, mon pauvre Mathieu, que le père Maguern est au plus mal; on dit qu'il va passer. Faudrait un homme, pour aller, tout de suite, à Vannes....

— Ça ne sera pas moi! Cherchez ailleurs!

Il fermait déjà la fenêtre.

— Celui qui voudra, trouvera Anna Maguern, chez sa parente l'épicierie, et la ramènera sans doute au petit matin.

Le silence fut court.

— Alors, j'y vais, Marie!

Il étendit la main dehors.

— Le vent porte à la côte : j'y vais, Marie.

Peut-être dit-il encore : « Merci! » Elle crut l'avoir entendu. Elle sourit, dans l'ombre. Et elle s'en alla, avec son petit gars.

Avant le soleil levé, à l'heure incertaine où le jour n'est encore que dans le ciel ; quand les premiers bateaux, venant de la haute mer ou des îles, ayant dépassé la pointe de l'île d'Arz, se rapprochèrent les uns des autres, pour entrer dans la rivière de Vannes et porter au marché les légumes des jardins et la pêche de la nuit, ils virent un seul canot venir à leur rencontre. Il était petit, la coque peinte en vert, et, la grande voile tendue au vent presque debout, il tirait des bordées, pour avancer vers eux. Les patrons, qui barraient, habitués à reconnaître tout ce qui navigue, disaient, penchant la tête pour mieux voir le canot :

— C'est l'*Espérance* de Mathieu Hervouët ! Que diable est-il allé faire en rivière de Vannes ?

Mais, quand ils furent plus près, en troupe rassemblée, chalands, sinagos, sloops, chasses de Bourgneuf, et que l'*Espérance* passa au milieu d'eux, ils aperçurent une femme jolie, tenant la barre, tandis que l'homme veillait à la voile, pour changer de bord. Et comme la femme portait le diadème de l'Île aux Moines, ils la saluèrent, sans pouvoir dire son nom, comme s'ils avaient croisé une procession. Elle fit seulement un signe de tête, pour les bonjourer et les remercier, sans dire une parole et sans sourire, d'où ils conclurent en eux-mêmes qu'elle avait une peine de cœur.

Les voiles s'écartèrent vite les unes des autres. Le soleil était déjà haut, les maisons du village d'Arz étincelaient, les courants charriaient de la lumière et des paquets de goémons, lorsque Anna Maguern rentra dans la ferme qu'elle avait quittée la veille.

Son père, étendu sur le lit, les yeux fermés, le visage gonflé de sang, avait l'air de dormir et geignait de temps à autre, sans qu'on pût deviner s'il essayait de parler et ce qu'il aurait voulu dire, car les lèvres remuaient après qu'il avait crié. Plusieurs fois, Anna se pencha vers l'oreille poilue enfoncee dans l'oreiller :

— Je suis là, père ; je ne vous quitterai plus. Parlez-moi, même bien bas : j'entendrai.

Il n'avait donné aucun signe d'intelligence ; les paupières étaient demeurées closes ; on voyait seulement, sous leur peau tendue et rouge, le globe des yeux remuer.

Dans la cheminée, où se consumaient des tisons, reste du

feu de la nuit, un pot de terre, couvert d'une ardoise, contenait deux litres de tilleul, panacée dont la femme de journée, appelée la veille au soir, avait fait prendre quelques cuillerées, inexorablement, au malade qui manifestait son dégoût et les rejettait aussitôt. La femme était encore là, passant d'une chambre dans l'autre, à la recherche d'on ne sait quoi. Elle avait dû dormir dans le lit qu'Anna avait occupé la veille. Debout à présent dans cette seconde chambre, elle rabattait ses cheveux ébouriffés, et les lissait avec la paume de ses mains, et elle y mettait du temps, afin qu'Anna pensât à régler le compte, selon qu'il convient.

Jusque vers trois heures de l'après-midi, Corentin demeura sans connaissance et sans parole. Mais, comme un rayon de soleil entrait, par une étroite fenêtre percée à l'occident, Anna, ayant regardé du côté du lit, vit que les yeux de son père étaient ouverts. Elle s'approcha. Il parut faire un tel effort, pour s'assurer que c'était bien elle, que tous les muscles de son visage se tendirent, et que jamais les cavernes où luisaient ses yeux ne furent aussi profondes. La jeune fille se penchait au-dessus de lui. Il la regardait obstinément, sans même ciller une seule fois les paupières. Et, tout près, la bouche s'entrouvrit, et la voix embarrassée, mais forte, prononça cinq mots :

— Ne va pas contre Dieu !

Il n'eut point de réponse. Anna s'était écartée, saisie de trop d'émotion et cherchant ce qu'elle devait dire. Quand elle revint près du lit, les paupières de l'homme s'étaient de nouveau fermées; le globe des yeux recommençait à rouler sous leurs voiles clos, et la chambre demeura toute silencieuse, jusqu'à ce que le malade recommençât de gémir.

D'heure en heure, il s'affaiblit. Le médecin, demandé par télégramme, n'eut pas le temps d'arriver : Corentin Maguern, avant le soir, avait fini de vivre.

Le surlendemain, quelques habitants de l'île suivirent le corps, qui fut porté à l'église. Jean-Guillaume Maguern était venu de Muzillac, seul, et il avait eu du mal à s'y décider. Les rancunes de famille sont tenaces. Arrivé le matin, il refusa d'entrer dans la ferme, à cause du désordre et de la misère qu'il savait bien qu'il y verrait. Il demeura dans la cour, avec les quelques marins, chasseurs et autres compagnons, que la cloche, avec peine, assemblait. Dès que la cérémonie eut pris fin,

il repartit, sous prétexte d'une petite dette qu'il devait payer chez un notaire de Vannes. Mais, comme il aimait Anna, Anna en châle de deuil emprunté, Anna très malheureuse, il lui dit, au moment où il la quittait sur la route, près de la maison vide :

— Te voilà orpheline. Je ne te chasserai point de chez moi, si tu veux y rester. Prends un temps pour régler les affaires, et puis reviens à Penmur.

Et il regarda descendre la belle fille tout en pleurs, qui avait mis, sous le diadème de dentelle fine, un transparent noir, et qui pensait : « Il a raison de dire que je suis orpheline, mais je suis veuve aussi. Puisqu'il n'est point entré dans la maison de son frère, il ne l'apprendra qu'à mon retour au pays, en même temps que ma tante Marie. »

LA RENONCIATION

Quatre jours plus tard, le corps de Corentin Maguern reposant en terre bénite, sous l'ombre des grands ormes, auprès de l'église ; ses deux fils continuant de voyager sur les mers ; la famille étant déracinée de cette grève de l'Océan, où elle avait essayé de vivre, Anna revint sur la falaise où sont les champs, la lande, les arbres tordus par le vent, et la ferme de Penmur. Dès qu'elle aperçut, avant de descendre la cour, le toit et ses bottes de joubarbe au-dessus de la porte d'entrée, elle pensa : « Je n'ai plus de chez nous dans le monde, et je vivrai donc chez les autres. »

Elle portait un plus gros paquet que le jour où elle était partie. Là où se trouve un hallier d'ajoncs et d'épines, tout à la fin de la lande, elle s'arrêta, dénoua la corde qui serrait du linge blanc, enveloppé de papier. Puis, ayant étendu deux draps, sur des buissons qui les avaient déjà connus, elle prit la voyette, entre les têtards et les mauvais gaulis que drossait, tout l'hiver, le vent de la tempête. Sa cousine Denise, avec la petite sur le bras, était là, et ce fut la veuve qui l'accueillit, plus tendrement que de coutume. Quand elle eut embrassé Anna, un peu longuement, et le cœur parlant tout bas, celle-ci la regarda, d'un air humble, et dit :

— Tu te rappelles, Denise, que le jour dernier où mon défunt père a passé dans la lande, ma tante Marie avait mis là-bas deux draps de la lessive... ?

De la tête, un peu levée et tournée vers la lande, elle indiquait l'endroit.

— Va les chercher, et rapporte-les à la maison : ils ont eu le temps de sécher.

Puis elle descendit la cour, et fut reçue par la fermière de Penmur et par les enfants, qui s'empressaient autour de la grande jeunesse revenue et criaient de joie, n'ayant point l'âge où la pitié nous retient d'être heureux.

Jean-Guillaume, alerté par le bruit, revint bientôt. Il emmena sa femme et sa nièce dans la chambre des garçons, inoccupée tout le jour.

— Eh bien ! dit-il, mon frère, avant de mourir, a-t-il parlé ?

Jean-Guillaume, qui s'apprêtait à conduire une charrette de chaux dans un champ d'à côté, n'avait pas lâché l'aiguillon. Il le tenait rapproché de la poitrine, et, de son poing droit, levé à la hauteur des yeux, serrait la hampe comme une lance. La rancune contre le frère, la colère contre Gildas, étaient dans son regard. La mère Marie, les mains jointes sur son giron, attendait des mots qui lui seraient douloureux. Mais on pouvait deviner qu'elle aussi, et pour son fils, elle était combattante. Anna allait être jugée. Pas plus qu'eux, elle n'avait peur. Elle était de la même race. Elle dit :

— Oui, je l'ai interrogé.

— Qu'a-t-il répondu, ma nièce ? Est-ce à moi, qu'il a donné tort, ou à la tante Marie ?

— A vous. Il a dit : « Ne va pas contre Dieu ! »

Il n'y eut pas un mouvement, mais la voix nette de la mère Marie sonna la première, dans la pièce :

— J'en étais sûre. C'était un pécheur comme nous, mais il avait le cœur chrétien.

Le poing de Jean-Guillaume monta d'un demi-pied sur le bois de l'aiguillon.

— Tu as eu l'idée de faire interroger mon frère, Marie. Je l'ai permis, parce qu'il faut tâcher d'avoir la paix chez soi. Mais son avis, pour moi, n'a jamais compté. C'est de même, à présent. Ce que j'ai pensé, je le pense ; ce que j'ai dit, je le redis !

La femme dénoua ses mains, et chercha dans sa poche.

— Attends : j'ai une lettre du fils.

— Quand est-elle arrivée ?

— Pendant que tu chargeais la chaux, le facteur l'a remise. La voilà.

Elle ouvrait l'enveloppe décachetée, dépliait la feuille de papier, et faisait semblant de lire. Mais elle savait déjà, par cœur, la lettre de Gildas.

— Il arrive demain matin, en permission, à Questembert, par le grand train.

— A quelle heure ?

— Vers les huit heures et demie, pardine !

— Ange ira le chercher.

— Pas toi, Jean Guillaume ? Pas toi ? Ah ! si je pouvais encore conduire !

L'homme se détourna, baissant la main sur la branche de houx, pour mieux incliner l'aiguillon sous le linteau de la porte.

— Ange ira le chercher, voilà mon commandement. J'obéis à mon jugement et pas à celui de mon frère !

Il laissa les deux femmes. Elles entendirent le bruit de ses grandes foulées dans la chambre voisine, où les enfants se rangeaient sur son passage, puis l'ordre donné aux bœufs.

— Hart ! Tru !

L'instant d'après, comme le harnais, au bas de la cour, devait tourner à gauche :

— Hart ! ho ! Major !

Marie Maguern alors regarda la jeune fille, qui n'avait pas bougé. Ainsi, le soldat revenait demain, pour trouver la ferme divisée, le père mécontent, et qui ne changerait point, et cette Anna, deux fois malheureuse, qui avait l'air désespéré, maintenant qu'elle n'avait plus d'autre témoin que la vieille Marie Maguern. Cependant, Anna ne pleurait pas. « Elle a une grande force en elle », pensait la vieille femme, savante dans la peine. Et au moment où elle pensait cela, elle vit cette fille au grand cœur s'approcher tout près, la regarder, et demander :

— Tante Marie, j'ai bien de la couture à faire, pour mon deuil...

— Sans doute.

— Si vous le permettez, j'irai, dès demain matin, chez notre couturière de Muzillac, et je me mettrai à travailler avec elle. Je ne rentrerai que le soir.

Marie Maguern l'attira, et la serra contre elle, l'embrassant

deux bonnes fois, et disant, très bas, à cause des enfants :

— C'est bien, ce que tu veux faire !

Elle n'avait pas remis, dans l'enveloppe, la lettre de Gildas.

Elle ouvrit de nouveau le papier, et ajouta :

— Il ne passera pas beaucoup de temps, chez nous : il dit qu'il nous quittera dans la soirée.

— Ah ! si vite ? Pourquoi ?

— Si tu veux que je te le dise, mignonne, je pense que c'est à cause de toi. Ça ne change pas ton projet, ce que je t'apprends là ? Tu ne veux pas le revoir ?

Anna fit cette réponse, qui étonna d'abord la vieille femme :

— Je ne veux pas, surtout, qu'il me revoie !

Elles échangèrent de nouveau un long regard ami. Marie Maguern comprit, et dit :

— Chrétienne, va !

Elles se séparèrent, chacune allant à la besogne du matin.

LES VOLONTÉS

Ce fut une dure journée, celle du retour de Gildas Maguern, dans la ferme de ses parents. Pour la première fois, depuis le commencement de « sa » guerre, il revenait à Penmur. Les autres soldats de la commune, on les avait vus une fois ou deux, racontant la vie des tranchées bien plus que les combats, buvant avec les amis dans les auberges, fiers de l'intérêt qu'on attachait à leurs moindres propos, toujours en mouvement par les chemins et les champs, flanqués d'un groupe de parenté ou d'amitié : pas lui. Son capitaine lui avait dit, un jour : « Eh bien ! Maguern, vous ne demandez pas de permission ? — Pas encore, mon capitaine. » L'officier avait regardé un moment le jeune Breton qui répondait ainsi en saluant, et peut-être s'était-il dit, cherchant à deviner l'éénigme : « Sans famille probablement : un de ceux qui ne laissent rien derrière eux, quand ils partent. C'est dommage ! J'aurais eu plaisir à donner de la détente à un brave comme lui ! »

Cette fois, la permission avait été demandée et accordée ; l'homme était monté dans un train bondé de permissionnaires, officiers ou soldats ; il avait dormi quelques demi-heures, la tête appuyée sur l'épaule du voisin, avait traversé Paris à

pied de la gare de l'Est à celle d'Orléans, dormi de nouveau dans un autre train, puis, le jour étant né, il avait commencé d'observer passionnément sans le dire à personne, même aux camarades de la région, les étendues à travers lesquelles, tous, ils étaient emportés. Car la Bretagne approchait, et les signes se multipliaient, et on reconnaissait enfin la terre maternelle : bouquets d'ajoncs mêlés aux ronces des talus ; bouts de lande entourés de petits murs, où se tenait un cheval blanc qui avait l'air de rêver ; odeur de l'iode émanée du goémon ; avenues de hêtres en berceau, magnifiques et sans but ; vaches noires et blanches ; lignes de pommiers ; nuages ronds et montant par escadres, dans le ciel toujours parcouru par le vent, et puis la pierre de granit à l'angle des maisons, autour des fenêtres, autour des portes, la pierre levée aux barrières des champs, la pierre bretonne, où luit discrètement, entre les taches de lichen, l'étincelle du mica.

La fatigue d'une nuit presque blanche se dissipait à cette vue. Il apercevait les maisons du gros village. Il était dans le pays. Des trois permissionnaires qui se rendaient à Questembert, il fut le premier debout, dix minutes avant l'entrée en gare, et il descendit vite à l'arrivée, et il courut.

— Bonjour, Ange, bonjour ! Comment vont les parents ? Comment les petites, et comment la pauvre Denise ?

— Tu as bonne mine. Un peu maigre, mais l'air d'un vrai soldat.

— J'en suis un. Mais tu ne me réponds pas : comment ?...

— Tout va bien.

— On a toujours peur, quand on revient...

Il n'alla pas plus loin dans sa pensée, et reprit :

— La jument a eu de l'avoine, je vois ça. Fais attention à l'auto qui tourne !...

Mais la carriole, bien conduite, filait déjà sur la route. Le vent était joli ; les nuages ne s'étaient pas rejoints ; de longues rayées de soleil coulaient entre eux, et voyageaient sur les arbres, les gens, les toits. Gildas aurait voulu saluer quelqu'un. Dans les rues de Questembert, il chercha parmi les passants, afin de trouver une figure amie, et de porter la main au calot prestement, pour dire : « C'est moi ! Je suis hors de la guerre ; j'ai le cœur en joie d'être ici ! » Mais il ne connaissait ni ceux, ni celles qui levèrent la tête vers ces deux fils des terres bre-

tonnes, emportés au grand trot de la jument, vers la ferme de Penmur.

Après une heure de route, la voiture s'engagea dans le chemin, à gauche de la grande route de Vannes à Nantes, et on vit le bout de la lande à demi cachée par la haie; on devina, derrière les arbres, un toit qui descendait, une fumée qui s'en allait, poussée par le vent d'ouest. Alors, Gildas se leva, dans la carriole qui dansait sur les ornières; il enleva son calot et l'agita à bout de bras, pour que l'un des habitants de Penmur, s'il y en avait par les champs ou les venelles, apercevant le geste, entendant les cailloux qui sonnaient sous les roues, ne doutât plus que Gildas était de retour, et courût dire aux autres : « Le voilà! Je l'ai vu! »

Un quart d'heure plus tôt, Anna avait quitté la ferme.

Dans un panier plat, elle emportait un vêtement noir, de l'étoffe noire pour fournir les pièces, et quelques morceaux de linge à réparer. Comme elle voulait éviter de rencontrer la voiture, c'est par la traverse qu'elle gagna les premières maisons de Muzillac. On l'eût prise pour une couturière qui se rendait en journée. Elle avait les yeux levés, et l'air de ne point voir les touffes d'herbe ou d'épines, ni les clôtures des champs; elle connaissait si bien le chemin, qu'elle arrivait droit à l'échalier de la haie, l'enjambait, en prenant garde de ne point heurter son panier, et passait dans la pièce voisine. Entre deux maisons, elle eut bientôt trouvé la ruelle qui conduisait à la grande route, presque en face de la forge, où il y a toujours des chevaux attachés et des clients en attente. Elle n'eut plus qu'à tourner à gauche, et à ouvrir une porte, qui fit sonner une sonnette. La couturière, assise au clair de la fenêtre, près de sa machine, se leva, secoua son tablier couvert de bouts de fil.

— Bonjour, Marie-Dieudonné! J'apporte du travail.

— Bonjour, Anna! Vous êtes plus blanche que d'habitude?

— C'est d'avoir marché un peu vite. Quand je suis fatiguée, par moments mon cœur oublie de sauter, et cela me fait comme si j'allais tomber... Je viens travailler avec vous à mon deuil, Marie-Dieudonné : une vieille robe qu'il faut rapiécer, toutes deux, si vous pouvez?

— Eh! oui donc! Vous avez la permission de rester chez moi?

— On m'a donné toute la journée.

— Ils sont gentils pour vous, à Penmur! Asseyez-vous là, près de la vitre, vous verrez mon géranium quand vous tournez la tête, et aussi les passants. Donnez le panier, que j'enlève vos hardes... Bien, merci... Je ne comptais point sur votre visite : nous serons deux; moi, j'aime ça.

— Moi aussi.

Et Anna devint plus blanche encore, et la couturière, dans son cœur, plaignit cette jeunesse d'avoir ainsi le cœur malade, pour avoir marché une demi-heure.

Dans la cour de Penmur, au même instant, Ange et Gildas descendaient de voiture.

La première à sortir de la maison, ce fut la mère Marie. Elle accourut, la figure émerveillée, et ses deux bras ouverts, qui se refermèrent bien vite, serrant le soldat, le fils, celui qui serait plus tard le prêtre.

— O mon Gildas! mon Gildas! Y a-t-il du temps que je t'espérais!

Ils ne formaient qu'un gros paquet, elle tout en noir, lui, en bleu horizon.

Les enfants étaient autour d'eux, Alexis, Armandine, qui attendaient leur tour; Denise, avec sa fille sur le poing.

Quand il les eut tous embrassés, Gildas regarda la famille assemblée, et dit :

— Et le père?

Le père attendait. Il était revenu exprès du champ des Quatre Journées. Il se tenait auprès du lit-clos de Denise. Les plus jeunes, après avoir dit bonjour, s'étaient éloignés. Il n'y avait dans la salle que les témoins capables de comprendre, et c'est pourquoi Jean-Guillaume, prêt à partir pour le travail, coiffé de son vieux chapeau rond, vêtu d'un ancien costume des dimanches largement rapiécé et taché, attendait le fils, et n'écartait personne. Gildas, en traversant la salle, se débarrassa de sa musette, qui contenait un litre vide, et la posa sur la table; puis, voyant que le père ne faisait pas même un pas vers lui, hésita, enleva son calot, s'arrêta.

— Viens, tout de même, dit le père.

Il se laissa embrasser.

— Je t'ai dit ce que je pensais, Gildas; je te l'ai écrit dans

ma lettre. Tu ne m'as point fait réponse là-dessus. C'est donc que tu n'as pas changé?

— Non, mon père.

— Moi non plus.

Ils étaient à moins d'un pas l'un de l'autre, le fils un peu plus haut que le père; ils se regardaient bien en face. Il y avait, dans leurs deux visages, autant de douleur que de volonté. Mais on voyait de la colère, dans les yeux du père, et non dans ceux du fils.

— Qui t'a donné ton idée d'être prêtre?

— Elle m'est venue quand j'étais petit, et je l'ai dite à ma mère.

— Si tu me l'avais dite, à moi, je ne m'y serais pas opposé. Mais à présent que le temps est passé, qui te l'a fait revenir, ton idée?

— C'est peut-être de voir le monde comme il est.

— Tu espères donc le secouer?

— Dieu par moi, oui, père.

Les mots s'en allèrent dans le grand silence, qui dura bien le temps de pleurer deux larmes et de les laisser couler sur le visage. Mais c'était la mère qui pleurait. Les deux hommes avaient tout le commandement d'eux-mêmes.

Le père pensait, car l'image de son fils, il l'étudiait comme une chose nouvelle : « Il a déjà un air d'officier. » Il pensa aussi au travail, qui lui parlait à chaque moment du jour, et il dit :

— Tu veux aider le monde, et tu n'as pas su aider ton père, qui est près de toi! Voilà que ton frère Ange arrivera bientôt à son âge, et qu'il devra partir, soit en paix, soit en guerre. Et toi, même si tu n'es pas tué, tu ne seras pas là!

Gildas tourna un peu la tête, chercha son dernier frère, Alexis, qui avait pris de la force, et le montra du doigt, dans la cour, là-bas. Mais il n'eut pas le courage de faire d'autre réponse, parce que le père ne songeait qu'à lui-même, et que le fils ne pouvait le lui reprocher. Jean-Guillaume leva les épaules, du geste d'un porteur qui assure sa charge, comme il faisait souvent, à l'heure de se remettre en route.

— Je vas étendre de la chaux dans le champ des Quatre Journées, Gildas. Il en manquait, et j'en ai apporté, hier, toute une charrette, que je prenais, tu te rappelles, dans le grand tas du Cormier.

— Oui père. Qu'y mettrez-vous donc, dans le champ des Quatre Journées ?

Le père interrogea un instant les yeux de son fils, pour voir s'il n'y avait point une petite espérance, dans la question que faisait Gildas et le désir de savoir ce qui serait semé dans le champ des Quatre Journées. Puis il dit :

— Il est tard, et la pièce est froide. Je vais y semer de l'avoine de printemps... Je te reverrai à dîner, pas longtemps, le travail presse. Combien de jours resteras-tu à Penmûr ?

Vivement, la mère écarta sa petite-fille, qui était près de Jean-Guillaume, et s'avanza :

— Je n'ai pas eu le temps seulement de te prévenir, Jean-Guillaume, mais je le savais ; c'est dans la lettre : il part ce soir !

— Ce soir ? Et où vas-tu donc, Gildas ?

Il avait regardé la mère un instant, mais ce n'est pas à elle qu'il avait affaire. Au son plus rude de la voix, au geste qu'il avait fait, désignant son fils, Denise s'était écartée, et ils restaient là trois, près du lit et du coffre : le père, la mère et Gildas, comme un juge, un inculpé et une mère qui prenait parti.

— Mon père, dit Gildas, — et les yeux ne cillaient pas, — je vas en Vendée, où il y a une école, pour les jeunes gens qui se préparent comme moi, en retard.

— Une école de latin et de tout le reste ?

— Oui.

— Tu comptes qu'ils vont te recevoir, comme ça, pour la bonne mine ? D'abord, elle n'est pas finie, la guerre. Et puis, si elle finit, il faut qu'ils sachent, ceux de Vendée, que c'est un petit Saint-Jean qui cogne à leur porte, sans un sou pour payer les maîtres, sans un habit pour se vêtir...

La mère lui toucha le bras.

— Voyons, Jean-Guillaume, ne parle pas dans la colère !... Tu ne le laisseras pas manquer ?...

— Si bien ! Il manquera de tout, parce qu'il manque de cœur ! Il n'aura rien de moi...

Il se tourna vers elle :

— Ni rien de toi, la mère ! Tu entends ? Et il le dira, en arrivant, au directeur de l'école...

— Je le dirai, fit Gildas. Foi de Maguern, ce sera mon premier mot, après le bonjour.

La vieille femme, qui n'avait point réussi à calmer son mari, leva vers Gildas son pauvre visage angoissé :

— Vous n'allez pas vous quitter fâchés, ton père et moi, mon Gildas ?... Fais-lui, au moins, fais-nous à tous cadeau d'un jour : passe la nuit à Penmur ; les paroles seront oubliées demain matin...

— Pas les miennes, dit le père.

Elle attendait la réponse du fils, retenant ses larmes :

— Reste avec nous, mon petit, mon petit ?

Mais, l'ayant regardée à son tour, il répondit :

— Si je restais plus longtemps, je me rhabituerais peut-être trop bien à la maison : je ne dois pas.

Elle ne trouva point de parole, ayant senti au fond de son âme qu'il avait raison.

Devant elle, devant le fils, Jean-Guillaume Maguern traversa la salle ; on vit son haut corps de laboureur s'encadrer entre les montants de la porte, et l'ombre tomber jusqu'aux pieds des témoins tout muets. L'instant d'après, le chef était hors de chez lui, hors de la cour, sur le chemin qui menait au champ des Quatre Journées.

— Viens ! dit la mère, viens, Gildas : j'ai plus d'une chose à apprendre de toi, car les lettres ne racontent pas tout, il s'en manque !

Tous deux, elle et lui, ils sortirent de la maison et de la cour, où il y avait trop d'oreilles et trop d'yeux, pour que l'entretien fût bien secret. Ils allèrent jusque de l'autre côté des communs, dans le verger, et là, sous trois ou quatre mauvais pommiers, dont le vent gaulait presque toutes les fleurs en mai, et en septembre les pommes vertes, la mère fit bien des fois le tour de l'enclos, interrogeant Gildas, l'instruisant de tout ce qu'elle savait ; et elle ne cessait point cependant d'écouter la vie de sa ferme qui était proche, et de nommer, en son cœur, les voix qui s'élevaient au delà des murs. Les mains dans les poches de son tablier, marchant tout près de son enfant, qu'elle regardait à la dérobée, toutes les fois qu'elle disait : « mon Gildas », Marie Maguern éprouvait une joie grandissante, parce qu'elle le trouvait sage et décidé ; parce qu'il lui rapportait, par le menu, les mots de piété et de courage que multipliait l'aumônier du 135^e de ligne, le prêtre entièrement prêtre, tout donné à la misère des âmes et des

corps, son professeur, son confesseur et son ami, à présent très assuré de la vocation de Gildas, fils de Marie, de Penmûr en Muzillac. Sans doute, elle redoutait bien des choses : la mort de l'appelé ou celle de l'apôtre, la fragilité de nos décisions, la longueur possible de l'épreuve, la ténacité de Jean-Guillaume, son mari ; mais la confiance, qui l'avait soutenue tant de fois dans la vie, soutenait encore son vieux cœur maternel, et elle disait, sa bonne figure tournée vers le grand soldat bleu, qui rapetissait les pas, pour ne point fatiguer la maman :

— Cause encore un brin, mon Gildas ; ma belle-fille Denise fait mon ouvrage avec le sien, et je ne manque point en restant avec toi.

Les pommiers du verger lui semblaient des arbres de Paradis. Elle levait souvent les yeux vers le ciel, clair entre leurs branches, et remerciait Dieu, qui donne des heures douces aux mères surchargées.

— C'est vrai, dit Gildas, elle travaille bien, Denise...

— Par moments.

— Et Anna ? Je ne l'ai pas encore vue ?

La mère, à ce nom-là, fut prise d'un saisissement. Elle n'osa point lever son visage vers son enfant, comme elle faisait à tout propos, depuis qu'ensemble ils marchaient dans le verger. Mais tous deux, instinctivement, ils regardèrent en avant, où sont les horizons de la terre, et les images de l'esprit. La voix même de la mère Marie se trouva toute changée, pour répondre :

— Mon Gildas, si tu avais le droit de la bénir, tu devrais le faire, mais tu ne peux encore : elle n'a pas voulu être ici, aujourd'hui.

— Est-ce à cause de son deuil ?

— Oh ! non, mon Gildas : elle avait une autre pensée..

Il fit bien trois pas avant de répondre, et dit :

— C'est très bien ce qu'elle a fait.

Alors, du regard vif de ses yeux, la mère interrogea le visage de son fils, et elle eut cette pensée, que le père avait eue, lui aussi : « Il ressemble maintenant à un officier. »

Le jour était dans son plein, le soleil presque chaud, midi approchait. Ils rentrèrent. Gildas demeura dans la cour, dans l'aire, dans l'immédiat voisinage de la ferme, accompagné

maintenant de sa sœur, de Denise, de ses frères, qui venaient tour à tour aux nouvelles de la guerre, chacun selon son âge, cherchant à savoir comment il vivait là-bas, dans les villages détruits et dans les souterrains, celui qu'on revoyait ainsi bien portant, plus affectueux qu'il n'était auparavant, plein d'histoires qu'il ne demandait qu'à donner, car, voyageurs et soldats, ils étaient leur trésor et s'en vont sans paiement. Chacun lui reprochait de ne pas rester plus longtemps à Penmur : mais là-dessus, avec eux, il ne s'expliquait point. Chacun et chacune promettait de mettre un cadeau dans la musette, afin que Gildas connût qu'on l'aimait bien. La veille, les Maguern, petits et grands, avaient fait leurs achats aux boutiquiers de la ville, ou choisi, dans les coffres, les greniers, ou le peuple des bêtes de Penmur, ce qu'ils offriraient, le soir du départ, à Gildas Maguern, le fils, le frère, l'ami, qui repartait pour la guerre. Et ce soir-là, hélas ! c'était bientôt : ce soir même.

Le dîner fut presque silencieux, parce que, sauf le père, ils avaient dit ce qu'ils avaient à dire; et puis la présence du père, son humeur sombre, sa hâte de retourner aux champs, gênaient ceux qui auraient voulu plaisanter, ou seulement interroger et apprendre mieux ce que Gildas avait vu hors de la Bretagne.

— Gildas, dit le père, en se levant de table, tu sais où je serai, quand l'heure de ton départ sera venue. Si tu veux qu'on se dise adieu, tu me trouveras aux Quatre Journées.

Presque tout de suite, Alexis Maguern, qui avait demandé la permission sans obtenir de réponse, attela la plus vieille jument, et conduisit son frère jusqu'au presbytère d'une paroisse voisine, où Gildas voulait faire visite à un vieux recteur, son ami depuis longtemps et le confident des années de jeunesse. Le soldat quitta le presbytère après une intime causerie. Il avait une autre visite à faire, dont il s'inquiétait. Car il avait résolu, et il venait de le confier à son ami, de ne point revenir au pays, si ce n'est bien plus tard, quand le sacrifice aurait été consommé tout à fait.

Le petit village, où il venait de passer une demi-heure était situé dans les terres les plus sauvages et les plus boisées du canton. Quand Gildas, au coin d'un champ, près d'un talus qu'il avait escaladé, se détourna une dernière fois,

il regarda tout autour de lui, puis, il frappa le sol de son bâton, et revint en voiture jusqu'àuprès des limites où commençaient les champs du Grand Néant et de Penmûr. Là, il descendit de nouveau, et, seul, par les sentiers et les chemins de labour, il entra dans la région montueuse et large ouverte : la sienne. De loin, il reconnut des pièces qu'il avait souvent remuées à la charrue, fumées, semées, fauchées. Maintenant qu'il avait causé de la Bretagne, avec des hommes plus instruits que lui, dans les tranchées de la Somme, et surtout avec son ami l'aumônier, la campagne était pour lui plus peuplée qu'autrefois. Quand il fut à petite distance du champ où travaillaient ensemble Jean-Guillaume le père et Ange Maguern, il s'arrêta, le cœur malade de tant de pensées qui lui venaient. Les deux hommes, éloignés l'un de l'autre, enfonçaient chacun sa pelle creuse dans un de ces tas de chaux et de terre en poudre, dont le champ était tout parsemé; puis, d'un mouvement circulaire de la pelle levée, ils répandaient l'engrais autour d'eux : une nuée blanche volait, les couvrait à moitié et tombait autour d'eux.

Le père, qui était le plus près de la haie, n'entendit pas Gildas sauter le fossé; il ne le vit pas pénétrer dans le champ et venir à lui, et il planta seulement sa pelle dans les mottes, en apercevant tout à coup, à deux pas, le soldat qui saluait, la main au front.

Jean-Guillaume Maguern, de la manche de sa chemise, essuya son visage tout blanc de poudre de chaux, puis il regarda l'enfant. La dure fatigue et le souvenir des mots qu'il avait dits le matin, parlaient contre Gildas, qui attendait un mot d'affection. Il n'y en eut pas. Le ton irrité pouvait disparaître, mais la dureté de la vie rendait dures les paroles. Jean-Guillaume tendit la main à son fils, et dit :

— Eh bien! Gildas, adieu : puisque ton idée tient toujours, je ne suis pas près de te revoir!

Gildas ne répondit rien. Il pensait : « Comment mon père, si bon chrétien, ne comprend-il pas que je dois suivre l'ordre secret que j'ai reçu? » Le père pensait : « Comment mon fils, qui est bon, peut-il me laisser dans l'embarras? » Ni l'un ni l'autre n'exprimèrent l'intime pensée de leur cœur. Ils devaient donc se séparer. Jean-Guillaume dit seulement :

— Ta mère, tes sœurs ont préparé pour toi des cadeaux...

Moi, j'ai permis... Passe à la maison. Seulement, je te le repèle : je ne peux pas payer ton école. Je ne peux pas.

Gildas fit un geste qui signifiait « Dieu pourvoira », puis salua le père, qui tout de suite lançant à la volée une pelletée de chaux, mit entre lui et le fils un nuage lent à décroître.

A l'autre bout du champ, Gildas serra la main de son frère, puis il rentra à Penmur, où toute la tendresse de la mère et des jeunes l'enveloppa et le consola un peu.

Il partit au moment où la lumière diminuait.

C'était l'heure choisie par Anna, pour quitter Muzillac. Elle rapportait, dans son panier, une partie des pièces de lingerie, qu'avait avec elle taillées ou réparées la couturière. Le cœur lui battait. Elle écoutait le bruit confus du travail finissant dans la campagne. Le pas martelé de la jument jaune de Penmur fut annoncé, de loin, par le vent qui ratisait les champs. Et cela venait de chez elle, là-bas. Elle se trouvait à peine engagée dans le chemin qui s'amorce sur la grande route de Vannes, et monte et puis descend. Aussitôt, elle chercha un passage dans la haie, grimpâ le talus, et se tint immobile, derrière des brins d'ajones. Elle était droite et pâle; elle avait toujours son panier au bras. La voiture passa. Ce n'est pas lui qui conduisait. Le corps penché, ne regardant plus rien de la campagne, mais regardant un peu au-dessus des arbres, en avant, il écoutait des mots impossibles à entendre, des mots de frère jeune et de bonne humeur que lui disait Alexis, et il riait, non sans doute qu'il en eût envie, mais pour ne pas faire de peine à son jeune compagnon. Il ne devina point que des yeux tristes le suivaient, et qu'une image de lui, la dernière peut-être, au profond d'une âme, était demeurée gravée.

Anna emportait l'image, et dans son cœur la voyait. Elle se remettait à marcher. Maintenant que le jour finissait, et que le soldat en permission était déjà bien loin, elle se sentait faible; elle se demandait si elle aurait la force de faire une chose difficile, à laquelle depuis le matin elle avait songé, pendant qu'elle travaillait chez la couturière de Muzillac.

Les rencontres à présent lui étaient indifférentes. Elle n'écoutait plus le bruit des chevaux sur les routes. Elle marchait lentement, et le combat en elle était si fort, qu'elle dit à demi-voix :

— Grands pères et grands mères du ciel, aidez-moi !

Elles l'entendirent, les âmes saintes de là-haut, et se mirent en prière devant le trône de Dieu, afin que cette fille de leur sang eût le courage de faire ce qu'elle voulait faire. Des anges s'écartèrent, et leur firent place, car le cri de l'âme en peine avait touché le peuple élu, où tant de Maguern étaient mêlés, et formaient un groupe de beaux saints et de belles saintes, ignorés du monde où ils avaient peiné, mais glorifiés à présent et magnifiques. Il y avait là les plus anciens Bretons du nom, convertis par saint Armel, cultivateurs, à qui les païens avaient fait beaucoup de dommage, et qui ne s'en étaient pas vengés. Il y avait là Talbot, le premier établi dans la région de Muzillac, qui n'était alors que marécages et forêts, tueur de loups, abatteur d'arbres, justicier auquel les compagnons sans juges venaient demander d'arranger leurs querelles. Il y avait ces jeunes vierges émigrées du pays proche, au **xi^e** siècle, devenues moniales dans les monastères de Cornouaille, et qui apprenaient, aux filles demi-barbares, que la pureté réjouit le cœur de Dieu et celui de ses servantes. Il y avait Pierre le défricheur, qui, avec son soc en bois d'orme durci, avait défriché tant de terre, qu'il en pouvait à peine ensemencer la moitié, aidé de quatre de ses fils. Il y avait Blennoc, qui perdit tout son bétail dans une épidémie, et ne se plaignit point et ne se découragea pas; et aussi la chouanne Yvonne, porteuse de messages la nuit, quand les pauvres gens, sans messe ni vêpres, devaient s'assembler dans une lande. Il y avait cinquante grand mères, exactes en leurs devoirs sans fin, et la propre mère d'Anna, qui se repentit et fut pardonnée, parce qu'elle avait eu un mari difficile, jaloux et buveur de picherelle. Assemblée puissante! Les autres élus aperçurent qu'une bénédiction descendait sur le monde, et ils dirent: «Hosannah! Une âme est bénie, parce que toute sa race a prié pour elle! »

Ils virent, en même temps, une pauvre fille qui arrivait près de la lande, son panier au bras, et qui ouvrait la barrière. Elle avait grandi, la lande, depuis le dernier soir que Gildas et Anna l'avaient traversée ensemble. Les quenouilles vertes des ajoncs se levaient en gerbes inégales. Il commençait de faire sombre, et le vent se fatiguait. Anna chercha la place où elle avait causé avec Gildas. Elle la reconnut, à peu près, à des pierres qui afferiraient le sol, et que la bruyère, ni l'ajonc, ni la fougère déjà nombreuse, ne recouvriraient entièrement. Elle

s'agenouilla dans l'herbe, en signant et penchant son corps, et elle dit :

— Mon Dieu, je renonce à mes enfants ! Je renonce à ma jeunesse ! Je renonce à être aimée ! Je ne me marierai jamais ! J'éleverai la fille de ma cousine Denise ! Protégez-le de la guerre, et ramenez-le : pas pour moi, pour vous !

Avant qu'elle n'eût commencé de se relever, elle ajouta, avec un sourire de douleur, fille habituée au langage des Écritures :

— Vous ne pouvez pas me refuser : je demande votre gloire !

Quand elle fut debout, ayant accepté le sacrifice en paroles et dans son cœur aussi, elle regarda les champs voisins, témoins secrets ; elle les nomma, et, en même temps, sentit monter une pensée d'orgueil de ce qu'elle avait fait. Mais depuis son enfance, âme surveillée, elle était avertie des tentations qui commencent. Alors elle dit tout haut, parlant aux bruyères et aux ajoncs de la lande :

— La générosité, c'est lui qui l'a eue ! Le sacrifice, c'est lui qui l'a fait ; moi, j'ai suivi : je tâche de l'imiter, et encore !... et encore !

Pas une étoile ne paraissait ; le vent les gardait toutes, dans les voiles de brume qu'il trainait de la mer vers les hauteurs du ciel. La jeune fille reprit sa route, la tête droite, pour que fussent séchées les larmes, s'il y en avait, au bord des cils.

Dès qu'elle fut entrée dans la salle de Penmur où la famille était réunie, Armandine vint à elle :

— Tante Anna, vous avez vu Gildas ?

— Je l'ai seulement aperçu de loin, qui courait au trot vers la gare.

— Quel dommage ! Il nous a raconté des histoires de la guerre ; il a emporté des provisions plein deux musettes : la sienne et l'ancienne du frère mort, que tante Denise lui a donnée. On riait de le voir, large comme ça, sous la capote...

— Taisez-vous, les enfants ! dit Denise, qui n'avait pas besoin de ces souvenirs-là.

Le couvert était mis. Marie Maguern s'approcha de son mari, qui se tenait en arrière, près des coffres.

— Ne prononce pas même, ce soir, le nom du fils, Jean-

Guillaume ! Tu risquerais ta part de paradis. C'est assez qu'à présent, il n'ait plus le goût de la maison, et qu'il ne soit revenu que pour un jour à Penmur.

L'homme haussa les épaules, pour faire entendre qu'il en pensait plus long qu'elle.

Lorsqu'elle eut fini de dîner, n'ayant mangé qu'un peu de soupe, Anna fut emmenée par la vieille maman près du feu :

— Ne te préoccupe point de la desserte, ce soir, Anna ; dès que les gars seront retirés, mets-toi au lit : t'en peux plus !

AU COLLÈGE DE CHATILLON-SUR-SÈVRE

Gildas passa huit jours à Châtillon-sur-Sèvre, petite ville du Bocage vendéen, bâtie sur un plateau et sur sa râche pente. Il n'eut pas même le désir de connaître autre chose que la maison où, peut-être, si la guerre le laissait vivant, il viendrait faire ces études abrégées qui lui permettraient d'entrer au Grand séminaire. La pluie tomba presque tout le temps, voilant les paysages : il n'en eut pas d'ennui. Deux choses, bien différentes l'une de l'autre, émurent cette sensibilité neuve, quela bataille contre l'Allemand, les conversations entre soldats, la pensée d'un avenir mystérieux et la visite à présent d'une école presbytérale, travaillaient et troublaient.

D'abord, la paix de ce lieu très habité. Le collège de Châtillon, c'étaient deux maisons séparées par une rue et réunies par un souterrain. La grande, à trois étages, pareille à beaucoup de celles qu'on nomme des maisons de rapport, servait de logement aux élèves : elle abritait les classes et les dortoirs, et les professeurs y logeaient aussi, bien réduits en nombre par la guerre, vieilles gens surchargés de travail, qui devaient faire bien des heures de classe ou de surveillance chaque jour, apprendre eux-mêmes des leçons, repasser des textes classiques oubliés, veiller tard, dans les nuits froides de cette Vendée, pour que les enfants ne fussent pas moins bien préparés qu'autrefois. Ceux-ci n'avaient plus de grands parmi eux, plus de ces hommes faits, dont la présence au milieu d'écolières de huit, de douze, de vingt ans moins âgés, était une des originalités de l'école cléricale. Tous aux armées, les candidats tardifs au sacerdoce ! Treize soldats au front ! Venus de partout, ils avaient été « égaillés » dans bien des régiments, et déjà plus de la

moitié d'entre eux étaient morts. Les petits, souvent, pensaient à cette noblesse fauchée. On la leur donnait en exemple. Hors de cette minute, ils étaient de leur âge : criards, courards, faciles à amuser, tendres de cœur et croyant à la vie. Dès que la récréation commençait et jusqu'à ce qu'elle eût pris fin, la cour qui précède la grande maison sur la pente, la cour aux cinq arbres en bordure, retentissait du vacarme des voix et du galop des joueurs. Tout ce qu'il y avait de moineaux, de pinsons et de merles, habitués aux miettes de pain toujours mêlées au sable dans les cours des collèges, s'envolaient au premier son de la cloche, avant même que cet effrayant peuple de jeunesse eût commencé son train. Mais, au second coup, quand « l'étude sonnait », comme ils revenaient au vol, désertant les jardins étagés, et ce grand parc, au bas de la pente, avec ses futaies autour des pelouses ! Quel silence subit, complet, prolongé ! Quelle solitude ! Gildas, ayant passé par la caserne, faisait la différence. Il avait le goût de la discipline : il la trouvait à Châtillon, chez ces petits, conduits doucement, et qui avaient déjà, songeant à la prêtrise future, quelque souci de perfection et un commencement de force contre eux-mêmes.

Tout de suite, à peine avait-il expliqué pourquoi il venait, et demandé l'hospitalité, on lui avait donné la clé d'une chambre et prêté des livres. Dès le premier soir, un des professeurs était venu le chercher, un des plus vieux, chargé d'une classe élémentaire, et qui avait dû accepter, en ces années de misère, d'ajouter à ses cours habituels l'enseignement des mathématiques et de la cosmographie. Par le souterrain, ils passaient sous la rue de la Poste, ils montaient au presbytère, maison modeste, toute voisine de l'église qui domine la ville.

— Tu dois avoir besoin de bavarder, mon pauvre Gildas !

L'ancien, contrairement à l'usage de ce collège, tutoyait volontiers ses élèves et tous ceux qui devaient l'être un jour.

Dans le jardin du curé-doyen, Supérieur de l'école, entre les plates-bandes de légumes, et surtout le long du mur de clôture, couvert de fumeterre et d'herbes, ils causaient à cœur ouvert. Le ton de la conversation était fait pour séduire un jeune homme des champs, pur et religieux, hanté par le rêve de l'onction divine et de l'apostolat futur. Il n'y avait point, de l'un à l'autre, des phrases récitées : la jeunesse de l'un interrogeait, changeait à chaque instant de sujet, s'échappait

en mots drôles, abondait en naïvetés, s'enhardissait jusqu'à raconter des histoires de chez lui, du temps de Penmur déjà loin, et puis tout à coup, étonné de cette liberté, redevenait timide et se taisait. Il y avait des silences, pendant lesquels le vieux professeur réfléchissait, en étirant les bras et se frottant les mains, habitude qui indiquait sa bonne humeur, et aussi qu'il ne se chauffait guère, là-haut, dans la pièce carrelée où il réapprenait pour l'enseigner la cosmographie. Il n'encourageait point Gildas avec cette impétuosité des hommes d'imagination, qui ne voient que les sommets : la longueur de la route et ses difficultés lui étaient familières. C'était un bon routier de la perfection, raisonnable, attendri par la vocation et le trouble d'un jeune qui demandait à partir. En une semaine, ils étaient devenus de grands amis. Le dernier jour, ils eurent du mal à se quitter. Dans les minutes d'entretien qui leur furent données, au fond du jardin, des mots confidentiels furent échangés.

— Alors, si tu nous reviens, si tu fais tes études chez nous...

— Combien de temps me faudra-t-il?

— Deux ans, au moins... Tu entres ensuite au Grand séminaire de Poitiers. Tu en sors...

— Comme vous allez vite!

— Il faut bien ! Je te dis que tu en sors : seras-tu vicaire dans la campagne ?

— C'est probable, puisque j'y suis né.

— Pourquoi n'est-ce pas sûr ? Tu as pensé à l'avenir. Tous, nous y vivons d'avance : il n'y a que les vieux comme moi qui revivent dans le passé. Pourquoi hésites-tu ?

— Je vais vous dire, monsieur l'abbé...

Et il s'arrêta.

L'abbé se mit à rire tout haut.

— Mais, dis donc !

— J'ai le goût de la charité.

L'abbé rit de nouveau, et si fort que le curé de Châtillon, l'abbé Courtin, parut à la fenêtre, là-bas, pour voir qui se permettait de rire à si haute voix, chez lui.

— Quelque chemin que tu prennes, mon petit, la charité, quand tu seras prêtre, tu auras de belles occasions de la pratiquer...

Il reprit tout à coup son sérieux, considéra Gildas, qui

n'était point blessé, ni embarrassé, et sûrement gardait, au fond de son âme jeune, son « goût de la charité ».

— Tu as raison, Gildas : c'est la fille de Dieu. Quand le temps sera venu, elle te dira où il y a le plus de misère dans le monde, et tu iras...

— Oui, monsieur l'abbé.

— Je serai heureux de voir cela...

Il tira du gousset de la soutane l'ognon d'argent.

— Dépêche-toi ! Cours faire tes adieux à M. le Supérieur : prends tes musettes ; j'ai fait mettre dans l'une une bouteille de muscadet. Et puis au galop, à la gare ! Je t'accompagne.

Et il attendit, frottant ses mains, sans chapeau, comme d'habitude, et regardant les poiriers avec des yeux de jardinier, que le soldat fut descendu.

Gildas était parti du camp de Saint-Ouen, dans l'Aube, pour la Bretagne. C'est là qu'il retrouva son régiment, ses amis, l'aumônier et les répétitions de latin. Mais les leçons ne furent pas nombreuses et bientôt cessèrent tout à fait. En mars, après trente-deux mois, la fatigue de la guerre était extrême. La France et l'Allemagne, chacune derrière son rempart de terre et ses fils de fer barbelés, faisaient une guerre de siège, et n'avançaient ni ne reculaient. On préparait chez nous, espérant en finir, une grande attaque. Elle aurait lieu en avril. Les hommes, dans les cantonnements de l'arrière, étaient plutôt à l'entraînement qu'au repos. Ce furent de durs mois pour Gildas Maguern et pour ses compagnons, ces mois du printemps de 1917. En avril, ils se rapprochèrent des lignes de combat. Le 16, ils prenaient part, avec les Russes, près de Reims, à l'offensive qui aurait pu rompre les défenses de l'ennemi, ouvrir les champs de France envahis à tant de fils de la campagne, impatients de courir dans les mottes et de franchir les talus, mais qui ne délivra qu'un peu du sol de chez nous, parce que les Allemands avaient connu l'attaque, parce que, sur le cadavre d'un sous-officier, dans les jours qui précédèrent les combats du Chemin des Dames, ils avaient trouvé les instructions du haut-commandement. Jusqu'à la fin de juillet, le régiment dut tenir ce secteur, où la canonnade ne cessait ni jour ni nuit, sous le redoutable fort de Brimont. Il perdit bien des hommes.

A la fin de l'été, une lettre de Gildas apprit à la ferme de Penmur que l'aumônier avait été blessé gravement, près de Berry-au-Bac, le 27 juillet ; qu'on l'avait porté à l'ambulance d'Épernay, où il avait passé deux mois entre la vie et la mort ; qu'il devait être maintenant dans l'Ouest, très loin ; qu'on lui avait mis un œil de verre, et qu'il commençait seulement à marcher, appuyé sur deux bâtons. « Même si on gagne, disait-il, il n'aura pas la force de revenir avec nous. Même si on lui donnait un cheval, il ne pourrait pas tenir dessus. Tout le monde le regrette, moi surtout. Ma grammaire est toujours dans ma musette : mais je ne l'ouvre plus. Un petit éclat d'obus l'a écornée. Elle m'a protégé. Tout le reste va bien : l'esprit, le cœur et la santé. »

La mère Maguern, qui avait reçu et lu la lettre, s'en alla trouver son mari, qui donnait de la luzerne aux bêtes, dans l'étable.

— Viens ici, Jean-Guillaume, et écoute ce qu'écrivit notre fils !

Elle fit la lecture, debout au seuil de l'étable, et Jean-Guillaume écoutait, tenant en l'air sa fourche pleine, d'où, sur sa tête nue et ses épaules, des brins d'herbe tombaient avec leurs fleurs.

Quand elle eut fini, il se détourna vite, pour continuer de soigner ses bœufs, et dit seulement :

— On ne doit pas souhaiter de mal à son prochain. Je ne l'aurais pas fait. Mais puisque voilà son conseiller parti, je ne peux pas m'empêcher de penser que Gildas, à présent, pourrait bien changer d'idée et devenir raisonnable.

— N'y crois pas ! répondit la mère. Il ne serait donc pas de ta race ? Est-ce que tu changes, toi ? Ton idée n'est pourtant pas aussi bonne que la sienne !

Elle rentra dans son domaine, qui était la maison, et d'où elle sortait de moins en moins.

Au printemps de 1918, le IX^e corps fut mis aux ordres du général Mangin. C'étaient de bien belles troupes, sous un grand chef, et puis c'était la période de Foch, qui commandait toutes les armées. On se battit souvent et durement entre l'Oise et la Marne. Les Allemands commencèrent de flétrir. Les laboureurs de France reprisent, au fusil ou à la baïonnette, les champs et les villages. On atteignit la ligne Hindenburg : elle fut enfoncée. Nos régiments attaquèrent Laon, et Laon fut

pris. Plusieurs de ceux qui se battaient, s'avançant en terre délivrée, sans plus de tranchées, poussant l'ennemi en retraite, demandaient : « Où est le Rhin ? »

On allait vers lui.

Pendant ces mois, où l'on changeait de paysage après chaque bataille, Gildas n'écrivit que des cartes postales, sur lesquelles il mettait cinq mots : « Toujours vivant, votre fils respectueux. » Mais, au temps de la moisson, un jour, transporté d'enthousiasme, gai du bonheur de son pays, empruntant, pour une fois et par plaisanterie, le langage des camarades du Craonnais et des Mauges, qu'il écoutait parler depuis trois ans, il écrivit une demi-douzaine de phrases : « J'sommes vainqueurs ! La guerre va finir ! On les bourde de partout ! Je vous le dis, à présent : je n'ai pas changé d'idée. Je vous aime tous. »

Ce jour-là, la lettre fut lue en famille, et Anna se trouvait présente. Personne ne fit attention à la grande émotion qui saisit la jeune fille, et qui la fit se retirer, par la chambre des garçons, jusque dans l'étable. Toute la famille venait de rentrer dans la salle commune, parce qu'il pleuvait trop. Des nuages isolés, depuis le matin en voyage, avaient tiré après eux une nappe d'eau et de vapeur sans couture ni jour, d'où tombait une pluie serrée, tiède et droite. Des ruisseaux traversaient la cour, emplissaient les trous, soulevaient des plaques de fumier, faisaient rouler les cailloux et, chargés de purin, coulaient jusqu'aux falaises de l'étang. Aucune bête, sauvage ou de troupeau, ne bougeait des abris. Les hommes de la ferme avaient ramené les vaches et les bœufs. Toute la terre saturée, gonflant ses molles et les racines de l'herbe, fermait les fentes ouvertes par le chaud. Anna, au fond de l'étable, debout sur les pavés, qui sont la rue des bêtes quand elles sortent, Anna, le coude appuyé au mur, se sentait défaillir, parce que l'heure était arrivée du sacrifice définitif. Jamais elle n'avait douté que cette heure dût venir et, depuis longtemps déjà, elle était résolue à vivre sans mari, sans enfants, pour les autres et chez eux. Mais l'espérance ne meurt pas d'une résolution que nous avons prise secrètement; nous attendons encore d'être dispensés de faire ce que nous avons promis, et l'échéance est rude aux plus fortes volontés. Anna ne pleurait pas. Elle ne se sentait pas assez vaillante pour aller trouver Jean-Guillaume Maguern, qu'elle avait vu, tout à l'heure, traverser la cour et

entrer sous le hangar au bois. Le bruit régulier de la scie lui donnait l'assurance qu'elle rencontrerait son oncle, quand elle le voudrait.

Un quart d'heure s'écoula. Brusquement, Anna ouvrit la porte de l'étable, et, par le bas de la cour, le long des buissons qui formaient la limite et séparaient la ferme des falaises de Penmür, elle courut, les pieds dans l'eau, se couvrant la tête avec sa jupe de dessus, qu'elle avait relevée.

Le hangar, c'était un vaste toit de tuiles, posé sur quatre poutres, à cinq mètres de l'abîme; et les tuiles, comme les poutres, étaient au moins centenaires. Toute une végétation parasite se levait chaque printemps, des rainures profondes et terreuses du vieux toit, fleurissait et mourait aussitôt, tuée par la sécheresse, si bien que les voyageurs qui passaient sur la route, à cinq cents mètres de là, se disaient : « Quelle est cette haute bruyère, si pâle parmi les arbres? »

Quatre générations de Maguern avaient travaillé là, dans les moments d'orage, parmi les madriers couchés, les perches formant la gerbe, les fagots amoncelés. Au milieu, le maître d'à présent, Jean-Guillaume, se tenait courbé, sciant par le milieu les fagots qu'il prenait à sa droite dans un tas, et rejetait à sa gauche, quand la coupure était faite. Travail qu'il n'aimait pas, qui n'était pas celui d'un chef de ferme, mais qu'il faisait pour plaisir à Denise, sa belle-fille, un peu quémardeuse, et qui lui avait dit : « Je voudrais du menu bois pour mieux chauffer la chaudière, moi qui lave si souvent, à cause de la petite, et ma mère en a besoin aussi, pour la cheminée. »

Quant Anna parut, sous l'auvent, Jean-Guillaume s'arrêta de travailler avec plaisir, et il regarda la servante.

Il comprit tout de suite qu'Anna voulait lui parler d'une chose d'importance, car elle avait son air grave et doux, et ses yeux, à demi baissés, disaient déjà : « J'ai peur de vous. »

— Qu'as-tu, ma fille ? demanda-t-il, en posant la scie à côté de lui.

— Mon oncle, je voudrais gagner plus que je ne gagne.

Tout de suite, il fut en défense :

— Gagner plus ! Vous êtes tous de même ! Et moi, qui donc me fera gagner plus, pour le payer ?

— C'est la première fois que je demande.

— Je t'ai toujours donné ce qui était juste, et même plus. Dis-moi, Anna : peux-tu me répondre que tu n'as pas été bien logée, dans la grande chambre, nourrie comme nous, chaussée à la suffisance ?

— Je ne me plains pas de ça.

— As-tu reçu, chaque année, 130 francs, lorsque bien des fermiers ne donnent que 120 francs à la servante ?

— Oui.

— T'ai-je donné six aulnes de toile, trois de fine, et trois d'ordinaire, comme il était convenu ?

— Oui.

— Est-ce pas moi qui ai commencé, dans le quartier, à donner une brebis à Anna Maguern, une brebis que j'avais choisie, dont tu as vendu la laine et les deux agneaux, un bon prix ?

— C'est vrai.

— Et les trois sillons de pommes de terre, les ai-je fournis, et dans la meilleure contrée de mes champs ?

— Oui, mon oncle.

Il s'arrêta, et, la regardant bien en face :

— Sans compter qu'Anna Maguern, chez moi, n'a jamais eu besoin de bêcher les sillons, à l'automne, pour avoir sa récolte, tant que mon fils Gildas a été parmi nous. C'est lui qui faisait le travail, Anna, pour toi.

Elle tourna la tête, pour ne plus rencontrer le regard de Jean-Guillaume. Elle demeura muette, commandée par sa peine, pareille à ceux qui viennent d'apprendre un deuil.

— Tu sais pourtant que je travaille pour deux femmes aussi, qui ont leurs maris aux armées, et que j'ai trois fermes à servir.

— Vous faites là une grande charité, mon oncle.

— J'ai pas d'argent, je te dis !

Il regarda le lac, tout ridé par la pluie, et le visage d'Anna, qui n'était pas clair pour lui, car il se demandait pourquoi cette travailleuse, qui n'exigeait point qu'on augmentât ses gages jusqu'à présent, s'était montrée tout à coup si décidée.

— Je pense, dit-il, que tu as besoin de payer ton tablier de velours ?

— Peut-être, mon oncle.

— Tu ne le mets guère souvent, à ce qu'il me semble !

— En effet : les temps ne sont pas à la toilette.

Il réfléchit encore un moment, saisit un fagot, le mit en travers sur sa chèvre de bois, et dit, commençant à donner le coup de scie, avec une colère qu'il ne dissimulait point :

— Tu n'auras pas d'argent, Anna !... Tout ce que je peux faire, c'est de te donner un sillon de plus de pommes de terre, mais je le choisirai, et pas parmi les meilleurs !

— Je vous remercie, mon oncle.

— Tu peux bien ne pas me remercier, parce que ce que je fais là, je ne le fais pas de bon cœur !

LE SOUVENIR VENDU

Anna se disait, rentrant dans la cour et la maison : « Un sillon de pommes de terre, c'est quelque chose, et surtout quand elles poussent comme cette année, dans notre champ de la Vieille Croix. Mais, pour la récolte, il faut attendre la fin de septembre et même octobre, des fois. Et puis la vente : les marchands n'achètent pas tout de suite, ils ne paient pas toujours comptant. Je voudrais tant payer d'avance la pension de Gildas, pour qu'on ne s'étonne point en Vendée, pour qu'on n'aille pas dire : « Qu'y a-t-il donc à Penmur, pour que le fermier, M. Jean-Guillaume Maguern, se montre ainsi gêné pour « payer 600 francs ? » Je sais bien ce que je ferai : je vais, pour Gildas, qui jamais n'en saura rien, demander l'aide de quelques amies. Elles garderont le secret. Par qui commencerai-je ? Eh ! est-ce une question ? Par Marguerite Voilier !

Le lendemain, elle fit donc dans la maison tout ce qu'elle avait à faire, se dépêchant si fort que la mère Marie demanda :

— Une fille avantageuse à l'ouvrage a toujours une permission à obtenir ! Que veux-tu ?

Avant le coucher du soleil, Anna quitta ses sabots, mit ses souliers de messe, et partit le long des pistes qui traversent les champs. Bientôt, elle se trouva dans le jardin de la veuve Voilier, et entra dans la maison.

Marguerite Voilier était assise dans sa chambre ; elle repaire, au clair mollissant du jour, une coiffe de Muzillac, et son épaulé et sa tête étaient dans la lumière.

— Comment, vous n'avez pas de lunettes, Marguerite ?

— J'ai cette grâce de voir encore bien, répondit la veuve :

au moins quand je travaille dans le blanc. Et que viens-tu me demander, Anna?

— Je vous demande de m'aider. J'ai besoin d'argent : 600 francs.

— Ce n'est pas pour toi?

— Évidemment.

— Donc c'est pour lui!

— Vous l'avez dit : pour que toute la pension soit payée d'avance, au collège de Châtillon-sur-Sèvre.

— Il y va donc, ma belle? C'est décidé?

— Dès que la guerre sera finie, et il a écrit, ce matin, qu'on était victorieux!

— Ah! ma petite, que c'est bon à entendre dire! Attends un moment?

Elle se leva vivement, sa robe noire de toute saison tomba en plis sur ses jambes longues, et, en face de la croisée, s'étant haussée sur la pointe des pieds, elle ouvrit un tiroir de l'armoire. Ses mains furent déplacées, ouvrirent une boîte, qui sonna de la secousse. Quand toutes choses eurent été remises en place, les boîtes l'une sur l'autre et les serviettes masquant la cachette, elle se retourna et vint, tenant entre deux doigts une lumière jaune qui n'avait point de flamme.

— Deux louis, Anna! Deux louis d'avant-guerre! Je les gardais pour les mauvais jours, — et je n'en ai pas d'autres, — mais, pour préparer à notre Bretagne un prêtre de plus, qu'est-ce qu'on ne ferait pas?

— Quel gros cadeau, tante Marguerite! dit la jeune fille en prenant les deux pièces d'or. Combien valent-elles aujourd'hui?

— Je n'en sais rien, peut-être trente francs?

— Je le demanderai au perceuteur, ou au notaire de Muzillac... Tante Marguerite, vous en aurez des mérites en Paradis!

La vieille femme, rappelée aux méditations habituelles des heures de solitude, dit à demi-voix :

— A quoi servirait la vie?... C'est tout l'emploi de la mienne.

Puis, saisie d'une joie jeune :

— Petite, que crois-tu que je lui demanderai, au Bon Dieu, quand je paraîtrai devant lui?

— Dites-le, tante Marguerite?

— Je lui dirai d'abord : « Mon Dieu, embrassez-moi! »

Les deux femmes se mirent à rire, tout haut d'abord, puis plus bas; puis leurs visages devinrent graves, tristes même. Elles demeurèrent silencieuses un long moment. Enfin, elles reprirent leur paix habituelle.

— Il y a de beaux chagrins, dit la vieille femme, il y en a même qui fleurissent plus tard. Où vas-tu, Anna?

— A la ville. Oh! je sais bien qui me comprendra. J'ai voulu commencer par vous, et cela m'a bien réussi.

— Val le temps est mesuré! Regarde le ciel, qui perd son bien.

Son bien, c'était la couleur du jour. La nuit venait. Anna quitta la veuve Voilier, et, par la traverse encore, gagna Muzillac. Comme elle arrivait près de la maison du notaire, elle vit celui-ci, qui rentrait chez lui.

— Excusez-moi, dit-elle, monsieur Meuliez: j'ai deux pièces d'or. combien valent-elles?

L'officier public regarda la cliente d'abord, et, dans le jour adouci, elle lui parut plus digne encore que de coutume d'un compliment, car elle était d'un visage fin, et de ton si uni!

Il changea tout à coup de pensée, jugeant qu'il fallait être grave, pour le besoin de l'étude, et, regardant de nouveau les pièces d'or qu'Anna tenait au creux de sa main :

— Cent francs à la Banque de France, ma chère enfant, même cent un francs! Au plaisir, et mon souvenir à tout Penmur!

Anna fit une autre visite dans la ville, à une commère qui vivait retraitée, et servait quelquefois d'infirmière.

— Tu veux aider ton bon ami, qui ne veut plus de toi?

— Non, Florentine: je quête pour Dieu, qui veut de lui.

La réponse, jaillie du cœur de France, toucha la femme, qui dit :

— C'est bien, Anna, ce que tu fais. Tiens, je ne suis pas riche : voilà trois francs. Mais, si tu m'en crois, ne va pas chez trop de monde. Moi, je te comprends, mais il y en a ici, comme ailleurs, qui ne comprennent plus.

— C'est pour ceux-là qu'il m'a quittée.

Elles se séparèrent. Anna avait « le cœur qui lui sautait dans la poitrine », comme elle disait elle-même, en mettant sa main sur son corsage. Le courage lui manqua pour quérir Rosalie Menez, qui demeurait tout auprès de là. Elle rentra dans la nuit,

songeant : « Il me faut quatre cents francs encore ! Que ça va être long ! Et dur ! »

Dans les jours qui suivirent, elle se rendit près du moulin qui ne tourne plus, le moulin bâti à la bonde de l'étang de Penmur. Elle connaissait, non loin de là, un vieil homme, autrefois servant du moulin, et devenu sourd à cause du bruit des eaux. Ils s'expliquèrent à très haute voix, sur la chaussée, leurs deux images reflétées dans le lac, dont les bords, rapprochés en cet endroit, s'ouvrivent ensuite, tout couverts de feuilages. Le pauvre fut généreux.

Le dimanche, d'habitude, Anna faisait ainsi quelque course dans la campagne. Elle n'avait pas rassemblé, à beaucoup près, toutes les aumônes qu'il eût fallu, quand les cloches, le lundi 11 novembre, sonnèrent pour l'armistice. Elle crut que Gildas n'allait point tarder à revenir. Il écrivait toujours à Penmur, de petites lettres affectueuses, mais qui ne parlaient plus du tout de l'avenir. Comment compléter la somme qu'elle voulait envoyer à Châtillon-sur-Sèvre, avant que Gildas n'y fût rendu ? Ah ! le moyen, elle le connaissait ! Bien des fois, elle en avait écarté la pensée ! « Pas cela ! Pas cela ! »

Mais, le dimanche d'après les cloches de victoire, comme elle n'avait point entendu ses parents parler d'une lettre nouvelle de Gildas, elle se décida. Ses amies, qu'elle interrogea, à la sortie de la première messe de Muzillac, lui répondirent :

— Oui : vous trouverez Valentine à l'heure des Vêpres : elle est de garde aujourd'hui !

Anna fut libre à peu près à la même heure. C'était un jour de fin de printemps, égaré dans cette fin d'automne. Douceur de toutes choses, on ne sait d'où vous venez. Le ciel n'avait pas un nuage : l'air avait le parfum des champs où mûrit le blé ; on voyait jusqu'à l'extrême horizon les menues branches des arbres ; le silence des dimanches écoutait une voix d'enfant, qui chantait vers Coléno.

C'était du côté de la mer, qu'Anna devait aller rendre visite à Valentine. Elle attendit que la ferme de Penmur fût à peu près solitaire, et, quand elle eut vu sa nièce Armandine, — belle fille de quatorze ans maintenant, — quitter la salle commune et se diriger vers la grange, au bout de l'étable, elle ouvrit le coffre où elle serrait ses vêtements et ses coiffes brodées. Sous les plis bien droits de sa meilleure robe, elle aper-

çut la serviette blanche, épinglee en haut, en bas et au milieu, dans laquelle était enveloppé le tablier de velours, qui n'avait point suffi à retenir Gildas, le jour de Noël 1915. Elle prit le trésor entre ses bras, comme un enfant, et le considéra un moment, là, devant elle et touchant sa poitrine, mais sans écarter la toile de lin, car la relique, elle ne voulait pas la revoir, de peur de perdre un peu de courage. Elle lui dit adieu, tout bas. Puis, prenant un panier de vannerie, couvert et léger, où la mère Marie mettait des œufs, quand on allait au marché, elle y glissa le paquet blanc, l'y étendit avec soin, rabattit le couvercle et sortit de la maison.

Elle ne l'avait porté qu'une fois, le tablier de velours! A présent, elle le céderait à Valentine, fiancée à un homme déjà revenu de la guerre, un grand blessé, le haut Trémoir, qui était riche aussi. « Je ne déplierai point l'étoffe, pensait-elle; je dirai à Valentine: « Vous l'avez vu, il n'a pas changé; bien soigneusement, je l'ai mis dans mon coffre; vous étiez parmi les filles de Muzillac, qui m'ont entourée, et ne voulaient pas me laisser partir, quand je revenais de la messe de Noël, voilà plus de deux ans. Laissez-le enveloppé, Valentine; vous me rendrez la serviette, un jour que vous passerez par Penmûr. »

Son panier au bras ne lui pesait guère, mais la tristesse augmentait, à mesure qu'elle avançait vers la ferme où demeurait Valentine. Comment faire, pour sourire à l'acheanteuse qu'elle allait trouver? Il y a des peines qu'on ne doit pas laisser deviner. Les chemins étaient déserts. Elle traversa la grande route de Vannes, après deux automobiles qui couraient follement, puis elle prit un sentier au bout d'une pâture. La pente des champs était vers la mer, qu'on apercevait, ardente de soleil, entre les troncs des arbres. Quel doux après-midi, pour celles qui sont heureuses! Les cloches sonnaient la bénédiction. Il fallait se presser, pour ne pas rencontrer les parents, Les frères, la sœur de celle qui était de garde.

Encore un échalié à passer, une petite prairie basse : la barrière ouvrait sur un chemin creux, et le chemin creux finissait, à vingt mètres de là, à l'entrée d'une cour bien tenue, silencieuse, qui enveloppaient de trois côtés des bâtiments de construction récente.

Anna s'est arrêtée un instant, devant la porte de la maison. Elle hésite à frapper. Tout est clos : la maison, les étables, la

grange. Il semble qu'on parle. Elle frappe trois petits coups. Personne ne répond. Un pas résonne, — cela est sûr, — de l'autre côté de la porte, et s'éloigne. Enfin une voix dit :

— Entrez!

C'est Valentine; elle est debout près de la table de beau chêne, qui occupe le milieu de la grande salle. Il n'y a ni papier à lettre, ni encrier, sur la table, — elle aurait pu écrire une lettre, le dimanche étant le jour de la correspondance à la campagne, — mais, près de la chaise où elle était assise, tout à l'heure, il y en a une autre, que quelqu'un en se levant a écarlée. Anna devine : Trémoir devait être là, c'est lui qu'elle a entendu marcher. Elle s'avance, elle pose le panier sur le bout de la table, et tourne, et va jusqu'à Valentine.

— Bonjour, Anna! Je ne m'attendais guère à vous!

— Cela se voit : vous aviez une visite?

Du regard, en parlant, Anna désignait la chaise vide. Mais Valentine n'est pas timide; on ne va pas nier un amour permis!

— Il était là, c'est vrai; nous ne savions pas qui pouvait frapper; il doit être dehors, maintenant... Et donc vous voilà? Qu'avez-vous à me demander, avec votre panier? Est-ce des œufs? Est-ce une poule? Mais vous en avez, à Penmur?

Elle se met à rire, et elle rit bien, cette Bretonne. Elle est rose, bien plus qu'Anna; elle a des joues rondes, des cheveux châtais sous la coiffe, des yeux brillants, la taille fine; elle est plus petite qu'Anna; elle a une aisance de gestes et de paroles, une assurance, une joie en elle, qui sont d'une fille riche et d'une fille heureuse. Elle s'assied.

— Mais asseyez-vous, Anna!

Anna ne s'assied pas. Son visage est grave; la douleur y a mis deux petites rides aux coins des lèvres; elle a les paupières à moitié baissées; de la hanche, elle s'appuie à la table, et ses mains sont pendantes le long de la robe.

— Vous savez, Valentine, que Gildas Maguern, mon cousin, va bientôt faire ses études dans un collège...

Un petit rire échappe à la fiancée, qui le réprime vite.

— Mais oui, on m'a même dit que vous aviez pris courageusement votre parti...

— Courageusement, je ne sais pas. Mais, comme Gildas ne s'en va de moi que par vocation, je veux l'aider à payer sa pension...

— C'est d'une chrétienne.

— Vous l'êtes aussi, et vous pouvez me servir.

— Volontiers.

La jeune fiancée s'est déjà levée ; elle a fait un pas vers la chambre à côté...

— Non, Valentine ! Non ! Je ne vous demande pas l'aumône ; je ne vous quête pas. Je voudrais, ... je voudrais que vous m'achetiez mon tablier de velours brodé. Je ne l'ai porté qu'une fois, ... et je ne le porterai plus jamais.

Alors, dans le panier, elle a pris le tablier enveloppé de toile blanche ; elle l'a mis dans les bras de Valentine, qui, recevant le trésor, est devenue toute sérieuse, elle aussi.

— Valentine, c'est ce que j'ai de mieux. Vous serez bénie de l'avoir acheté.

La fiancée, soutenant du bras gauche le paquet, a commencé, de la main droite, d'enlever les épingle. Une épingle est lancée sur la table, une autre, une troisième ; les doigts écartent les bords de la toile de lin : le velours cerise apparaît.

— Oh ! que c'est joli ! ... Je me rappelle ! Vous étiez belle à ravig, Anna, et, en vérité, presque aussi pâle qu'à présent ! Qu'avez-vous ? Que regardez-vous ? Ah ! c'est Trémoir qui veut entrer ! ...

Elle a fait un grand geste, en éclatant de rire, la main ordonnant : « Va-t-en ! Va-t-en ! » la tête inclinée vers la porte de sa chambre, que le haut Trémoir avait ouverte sans bruit. Elle était exquise de jeunesse, de coquetterie, de belle humeur insouciante. Lui, l'un des plus beaux hommes de la paroisse, manchot de la guerre, tout soldat encore d'attitude, de décision et de sans-gêne, il se tenait entre le mur et la porte entrebâillée, le bras droit esquissant le salut militaire, et l'on voyait, dans la demi-ombre, ses yeux bleus, ses moustaches blondes en croc, et la blancheur des dents, entre les lèvres qui s'ouvraient.

— Bah ! entre tout de même, mon grand ! ... Mais ne lui fais pas peur, avec ta grosse voix ! Tu peux juger si tu l'as surprise, mon amie ! Elle veut me vendre son beau tablier de velours !

Il s'avança dans la salle, en se balançant, vêtu comme un employé de banque, déjà à moitié souverain, on pouvait le deviner, dans la maison ; bon homme au fond et ne cherchant

qu'à plaisanter. Il sourit d'abord, s'approcha de sa fiancée, empoigna le tablier de velours, qui se déplia, la serviette blanche tombant à terre, puis il se tourna vers Anna, et dit :

— Allons, mademoiselle, essayez-le d'abord ? On verra tous deux, Valentine et moi, s'il est de belle couleur et bien taillé. Vous devez être jolie, avec ça !

Le pauvre garçon, revenu depuis peu de la guerre, habitant loin de Penmür, ne savait rien de l'histoire d'Anna Maguern, et fut stupéfait de voir la jeune fille s'éloigner à reculons, et tendre les mains en avant, les paumes ouvertes :

— Non ! disait-elle, non, je ne veux plus le remettre !... jamais !

Valentine courut à lui, attrapa la manche vide qui ballait au côté gauche de l'homme, et dit tout bas :

— Il ne faut pas ! Arrête-toi, haut Trémoir ! Elle n'a mis le tablier qu'une fois, et ça ne lui a pas réussi ; laisse-la ;... tu vois comme elle a peur !... Allons, tu as compris ; donne-moi le tablier : c'est moi qui l'essaierai !

Ils étaient, tous trois, à l'autre bout de la salle, près de la huche, sur le couvercle de laquelle Anna, de ses deux mains en arrière, s'appuyait maintenant. Valentine prit le beau velours ardent, s'écarta de trois pas, saisit les épingle laissées sur la table, et, en une seconde, eut fixé l'étoffe aux deux côtés de son corsage.

— Es-tu belle ! dit le grand gars, qui s'approcha.

Mais elle refusa de se laisser embrasser, et dit :

— Pas devant elle ! Ne dis donc rien : tu ne sais pas ce qui est arrivé.

Il haussa les épaules, en murmurant :

— Pas de chance, aujourd'hui : rien de ce que je dis ne convient.

Et tous deux, ils regardèrent la fille de Corentin Maguern, qui était restée près de la huche. Elle ne pleurait pas ; elle avait la tête droite, les yeux fixes, le visage très pâle, l'air d'une porteuse de message, du temps de la chouannerie, à qui on aurait dit : « Tu vas être fusillée, brigande ! » et qui attendrait là, le long de la huche, sachant qu'elle ne pouvait s'échapper.

En effet, elle était venue pour vendre le beau velours couleur de cerise, et il fallait que le marché fût conclu. Elle

attendait qu'on lui parlât. Les deux fiancés, devant elle, avaient le cœur en joie.

Valentine baissa la tête, d'un mouvement de colombe qui lustre son poitrail; elle aperçut, à l'angle gauche de l'étoffe, près du cœur, une petite tache...

— Oh ! dit-elle, vous ne m'aviez pas dit qu'il était taché. Une goutte de pluie ?

Anna fit un geste de la tête, si triste, si lent, que le grand garçon, qui ne comprenait pas beaucoup à tout cela, comprit du moins que c'était la trace d'une larme. A son tour, il se pencha vers sa fiancée :

— Paye-la donc tout de suite, dit-il rudement: elle a de la peine, cette fille-là ! L'air d'ici ne lui est pas bon. La tache? eh bien ! la tache, je te donnerai une épingle d'or, pour la cacher ! Achète vite !

Aussitôt, devenue grave, puisqu'il était question d'une affaire, Valentine demanda :

— Il n'est pas neuf : voulez-vous deux cents francs ?

Une pauvre voix sans timbre répondit :

— Ce que vous voudrez : je ne suis pas marchande.

Et voilà comment Anna revint, de la ferme près de la mer, avec son panier vide, deux cents francs dans sa poche, et le cœur si triste qu'elle n'avait peut-être jamais plus souffert que ce soir-là.

Le ciel demeurait pur. La marée devait monter. On entendait, par moments, sa plainte allongée sur les plages de Billiers.

RENÉ BAZIN.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA LANGUE FRANÇAISE EN EXTRÈME ORIENT

I

AU JAPON

Un séjour récent au Japon, précédé et suivi de courts séjours en Chine, m'ayant permis d'étudier sur place l'enseignement du français dans ces deux pays, je présente ici une mise au point de mes observations personnelles, ainsi que des informations très nombreuses et très autorisées que j'ai réunies.

Ainsi que nul ne l'ignore, ce sont les exigences des États-Unis et des Puissances navales européennes, réclamant impérieusement l'ouverture du Japon au commerce mondial et lui imposant des traités, qui ont obligé les Japonais à se moderniser pour se défendre.

Le Japon était alors sous le régime militaire des Shōguns, sortes de maires du palais qui, depuis le moyen âge, disposaient héréditairement du pouvoir et n'en laissaient que l'ombre à la vieille dynastie impériale. Le quatorzième Shōgun, qui avait accepté les traités, était bien décidé à emprunter à l'Occident sa science militaire et tout ce qui faisait la force des Européens ; une réaction nationaliste, à laquelle s'associa la cour impériale, ne lui laissa pas le temps de réaliser ce programme. On lui reprocha d'avoir trahi le pays, de l'avoir livré aux étrangers dont on demanda l'expulsion et, finalement, en 1867, le quin-

zième et dernier Shōgun, Yoshinobu Tokugawa, dut céder la place au représentant de la dynastie impériale, Mutsuhito, qui fut rétabli dans toute l'autorité de ses ancêtres. Mais cette réaction nationaliste n'arrêta pas, bien au contraire, l'eurocéanisation du Japon que le sentiment de la conservation nationale avait, dès le premier jour, inspirée. L'empereur Mutsuhito, qui prit le pouvoir effectif en 1867, inaugura l'ère de Meidji, c'est-à-dire du gouvernement éclairé et décida d'emprunter « au monde entier » les réformes dont le Japon avait besoin pour conserver son indépendance et sa personnalité nationale.

OU EN EST NOTRE INFLUENCE?

Au cours des emprunts faits à la civilisation étrangère, la France fut traitée avec honneur pendant les années qui précédèrent et qui suivirent la Restauration. Le vicomte Shibuzawa, le vénérable président du Comité de la *Maison franco-japonaise*, le financier illustre qui consacre sa verte vieillesse aux œuvres de paix sociale et d'entente internationale, faisait partie, en 1867, de la mission shōgunale qui vint visiter l'Exposition et saluer Napoléon III; le prince Matzukata, qui devait réorganiser les finances de son pays, s'instruisit de notre régime financier dans un des cabinets de Léon Say; des ingénieurs français bâtirent, à Yokosuka, l'arsenal de la marine japonaise que l'ingénieur Bertin organisa. L'armée reçut également les directions d'une mission militaire française. Deux juristes français, Boissonade et Appert, collaborèrent à la rédaction d'un code civil en prenant modèle sur le Code Napoléon.

C'est dans cette période que vinrent faire en France leurs études d'ingénieurs, de juristes, de médecins, des Japonais, déjà sélectionnés par des concours nationaux et parmi lesquels plusieurs étaient destinés à un grand avenir. Je citerai : M. Tomi-i Masa-ahira, aujourd'hui baron Tomi-i, qui devait être membre de l'Académie impériale, doyen de la Faculté de droit et travailler à la constitution de 1889 en s'inspirant de la Charte ; M. Fornichi-Koi, aujourd'hui baron Fornichi, qui devait être directeur général des chemins de fer, membre de l'Académie impériale et professeur à l'Université de Tokio ; M. Miyake Hiidzu, membre de la Chambre des pairs et de

l'Académie impériale, qui a été doyen du *Medical College* à Tokio. Plusieurs autres, non moins célèbres, ont disparu.

Nos désastres de 1870 n'arrêtèrent pas brusquement cet élan et ne le ralentirent pas tout de suite. Mais, peu à peu, la victoire allemande porta ses fruits.

Aujourd'hui, dans la génération qui exerce l'autorité politique et intellectuelle, les Japonais qui sont allés faire des études à l'étranger sont plus nombreux que jamais; mais bien peu sont venus se former en France, et quelques chiffres vont mettre des précisions sous ces affirmations.

Ouvrons le *Japan Yearbook* de 1930. Ce *Yearbook* contient un appendice de cent pages intitulé *Who's who in Japan?* qui va nous dire quels pays étrangers ont choisi les membres de l'élite intellectuelle lorsqu'ils sont sortis du Japon, dans leur jeunesse, pour faire des études spéciales ou générales.

Laissons de côté les carrières qui ne comportent guère d'études faites à l'étranger, comme celles de l'administration civile, nous nous trouvons en présence de 641 notabilités appartenant au monde des beaux-arts, de la banque, de l'éducation, de l'électrotechnique, de l'industrie, du journalisme, du barreau, de la littérature, de la médecine, de la chirurgie, de la politique, de la science, des industries textiles, des mines, du commerce, auxquelles il faut joindre 140 personnes connues pour leur haute culture (*learned persons*). Ce sont en général des professeurs de droit, d'économie politique, de philosophie, de sociologie, de littérature, de philologie, d'histoire politique ou religieuse, etc. Soit en tout 781 notabilités.

En désignant par les lettres G l'Allemagne, EU les États-Unis, A l'Angleterre, F la France, on peut établir facilement un tableau indiquant par pays et par disciplines les membres de cette élite qui ont étudié hors du Japon :

	G.	EU.	A.	F.
Beaux-Arts (21)	0	0	0	8
Banque (43)	1	14	16	1
Éducation (32)	5	5	8	1
Electrotechnique (18)	0	5	2	0
Ingénieurs (26)	5	4	8	4
Industrie (72)	0	15	4	1
Journalisme (39)	1	5	4	0
Barreau (20)	2	1	0	0
Littérature (44)	1	1	3	5

Médecine et chirurgie (75)	54	3	5	3
Politique (90).	7	4	11	2
Sciences (32).	21	5	5	0
Mines (10).	4	3	2	0
Industries textiles (14)	0	4	1	0
Commerce (85)	5	23	8	4
<i>Learned persons</i> (140)	53	43	23	40
Total (781).	156	108	100	36

Les dix Japonais classés parmi les *learned persons* qui ont étudié en France sont des juristes, des économistes, des sociologues, des professeurs de droit et de littérature. En considérant les chiffres globaux, on peut voir que sur 781 Japonais constituant les élites techniques, juridiques, littéraires, médicales du Japon, 400, soit un peu plus de la moitié, ont fait leurs études aux États-Unis ou en Europe.

Dans la mesure où les adultes restent fidèles à l'influence du pays où leur esprit s'est formé, l'élite japonaise échapperait donc, pour une très large part, à l'influence de la France. Cette élite regarde vers l'Amérique et l'Angleterre pour la politique et la finance, vers l'Allemagne pour la médecine et les sciences. Nous n'y retrouvons une part d'influence que pour les beaux-arts et dans une mesure moindre pour la littérature, la sociologie, l'économie politique et le droit.

LE PETIT NOMBRE DES LIVRES FRANÇAIS

Avec un pareil entraînement des élites vers l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne, il est à présumer que le français joue un rôle restreint dans les milieux japonais cultivés et parmi les étudiants eux-mêmes, s'ils continuent à se former sous les mêmes influences que leurs ainés. Et, en effet, dans les milieux scientifiques que j'ai particulièrement connus, j'ai pu constater qu'à l'heure actuelle on connaît très peu notre culture et notre langue.

J'ai sous les yeux, tandis que j'écris, quelques exemplaires de revues psychologiques et neurologiques rapportés de Tokio. Le journal japonais de psychologie fait suivre la plupart de ses articles de résumés allemands ou anglais et, quand j'ai demandé à l'un des directeurs, M. Kumada, professeur de psychologie à la Faculté des lettres de Tokio, s'il ne pourrait pas faire donner

aussi des résumés en français, il a eu le regret très sincère de me répondre « en allemand » que, dans l'ignorance de notre langue où étaient ses collaborateurs et lui-même, il ne pouvait envisager la possibilité de ces résumés qu'à titre exceptionnel.

La *Revue de neurologie*, dirigée par les professeurs S. Kuré et K. Miura, fait suivre en général ses articles de résumés allemands et de larges bibliographies où les productions françaises tiennent une place infime.

A l'asile d'aliénés de Tokio, dont mon collègue le professeur Kuré m'a fait visiter les services, j'ai cherché des yeux à la bibliothèque, sans en trouver plus de deux, des livres français ; tous les ouvrages de psychiatrie sont allemands.

Il va de soi, dans ces conditions, que les professeurs français qui parlent devant des auditoires médicaux ou scientifiques de collègues ou d'étudiants, peuvent s'apercevoir, dès les premiers mots, qu'ils ne sont compris que très difficilement, ou pas du tout, par la plus grande partie de leurs auditeurs.

Tous les libraires japonais nous disent que, si on parle peu le français et si on ne le comprend guère dans les milieux médicaux, scientifiques et techniques, on lit, dans certains milieux intellectuels et mondains, pas mal de livres français. Chez Maruzen, le premier libraire de Tokio, on déclare, sans pouvoir et peut-être sans vouloir me donner des chiffres globaux, que pour 100 livres anglais qui sont en général des livres techniques concernant le métier d'ingénieur, les questions de finance ou d'industrie, on vend 50 livres allemands, qui sont pour la plupart des ouvrages de médecine ou de science, et environ 20 livres français qui sont des livres de philosophie, de sociologie, de droit, des romans ou des publications illustrées.

A Kyoto, je recueille les mêmes renseignements chez les principaux libraires et, à la bibliothèque de l'Université impériale de Tokio, je trouve 68 000 livres anglais, 45 000 livres allemands et 12 000 livres français, c'est-à-dire 100 livres anglais pour 67 livres allemands et 18 livres français. La proportion des livres français est sensiblement la même que dans la vente des libraires par rapport aux livres anglais, et si la proportion des livres allemands s'élève, cela tient à la grande importance que la science allemande a prise dans les milieux scientifiques dont l'Université fait le lien. Les renseignements donnés à Paris par les grandes librairies et par les maisons

d'exportation du livre, vont, avec plus de précision, dans le même sens que les renseignements donnés par la maison Maruzen.

Nous envoyons au Japon un nombre très faible de livres scientifiques ou médicaux et nos revues scientifiques ou médicales y ont très peu d'abonnés ; mais en revanche on peut évaluer à 150 000 le nombre des livres français exportés annuellement au Japon. Dans cette exportation dominent les livres d'art et de critique esthétique, les romans, les ouvrages de droit et d'économie politique, les ouvrages de philosophie ou de sociologie. On y trouve aussi, mais en quantité moindre, des ouvrages de sciences appliquées et des ouvrages militaires.

Il y a donc des milieux où on sait assez bien le français pour lire des productions françaises, et ce sont justement ceux qu'on pouvait prévoir d'après le *Who's who*.

Les milieux philosophiques et sociologiques où on nous lit sont particulièrement attirés par l'école de Durkheim, de Lévy-Bruhl ; il y a deux ans, les Japonais (maîtres et élèves) qui se groupent autour de l'Institut sociologique de l'Université de Tokio, ont organisé une réunion commémorative à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Durkheim. M. Sylvain Lévi nous conte que ceux qui avaient eu le privilège de connaître et de fréquenter notre collègue furent invités à évoquer leurs souvenirs dans une sorte de communion funéraire. MM. Enku Uno, chargé d'un cours de science des religions à l'Université impériale de Tokio, Tamaki Yamada et Junichiro Matsumoto, chargés respectivement d'un cours de littérature française et d'un cours de sociologie à la même Université, et M. Hadekayé Akamatzu, professeur de littérature française à l'Université libre de Keio (Tokio), sont les promoteurs de ce mouvement qui est entouré de la sympathie des étudiants ; ils défendent leurs idées dans des revues très lues qui s'occupent d'histoire, de folklore et de sociologie religieuse, *Shigaku* et *Mingaku*. Ils ont traduit une partie de l'œuvre de Durkheim. Ils fêteront, cette année, M. Masaharu Anesaki, docteur honoraire de l'Université de Strasbourg professeur de science et d'histoire des religions à l'Université impériale de Tokio. Tous ceux qui ont entendu en 1918 les belles leçons faites au Collège de France par M. Masaharu Anesaki sur l'histoire religieuse du Japon s'associeront de cœur à cette fête.

Les milieux qui lisent nos romans sont des milieux féminins, des milieux de gens de lettres et des milieux de professeurs de littérature. Les femmes, qui ont eu longtemps, dans la société et dans la famille japonaise, une situation inférieure à celle de l'homme, sont aujourd'hui beaucoup plus instruites et beaucoup plus indépendantes que par le passé. Elles ont leurs écoles primaires, plusieurs centaines d'écoles secondaires, des écoles secondaires supérieures, et, pour celles d'entre elles qui désirent pousser leurs études plus loin, quelques cours supérieurs. La coéducation des sexes est pratiquée dans les Universités impériales de Tokio, de Tohoku (Sendai) et de Kyushu (Fukuoka) ainsi qu'à l'Académie de musique de Tokio, mais les jeunes filles ne sont pas encore très nombreuses. Plusieurs Japonaises qui sont sorties du Japon, avant ou après leur mariage, notamment celles qui appartiennent au monde diplomatique, se sont instruites en Europe ou en Amérique et contribuent à introduire des idées nouvelles et des principes d'émancipation dans les milieux féminins cultivés.

Il est bien difficile de savoir dans quelle proportion ces milieux féminins, familiarisés d'ordinaire avec l'anglais, parlent le français ou le lisent. Bien peu le parlent en dehors du monde diplomatique et de la haute aristocratie, mais d'après des appréciations nécessairement très approximatives il y aurait dans la société de Tokio, de Kyoto et de quelques grandes villes plusieurs milliers de femmes capables de lire notre langue. Nous verrons tout à l'heure où se forment la plupart d'entre elles.

Les milieux artistiques et littéraires où on nous connaît constituent également un groupe important de lecteurs. Rappelons que sur vingt et un artistes de l'élite, ceux qui ont étudié à l'étranger et qui sont au nombre de huit ont tous étudié en France et que parmi les 44 célébrités littéraires citées par le *Who's who*, la moitié de ceux qui ont étudié à l'étranger ont choisi la France. Ce sont les seules disciplines où nous ayons une supériorité sur les autres pays d'Europe et d'Amérique.

La proportion des gens de lettres ou des artistes qui savent notre langue et la parlent paraît être plus forte encore que les proportions indiquées par le *Who's who*, si j'en crois les renseignements qui m'ont été donnés sur l'ensemble des milieux littéraires et artistiques.

A l'heure actuelle, les Japonais qui nous lisent sont particulièrement curieux de la littérature de M. Gide, de Proust, de M. Paul Morand, de M. Jean Cocteau; ils connaissent bien Rimbaud et Verlaine, dont une édition nouvelle et complète s'est enlevée en quelques jours dans les librairies de Tokio et de Kyoto. M. Paul Bourget conserve sans peine des positions conquises depuis longtemps. M. Paul Claudel, qui a très bien compris le Japon et qui y a laissé un grand souvenir, est toujours très lu de la jeunesse littéraire.

J'ai consulté les programmes de l'Université impériale de Tokio pour voir quels cours y traitaient des écrivains français. M. Humbert Claude, un père marianiste, chargé de cours à l'Université et professeur à l'*École du matin*, traitait de l'histoire générale de notre littérature; il expliquait cette année *Britannicus*, *Hernani*, *Pour la Couronne*, la *Course du flambeau*. M. Susuki, chargé de cours, expliquait les lais de François Villon et les poésies de Mallarmé. M. Tatsuno, professeur adjoint, dirigeait des exercices pratiques de critique littéraire et il avait choisi pour ces exercices *Tribulat Bonhomet*, de Villiers de l'Isle-Adam, le livre de Brunelière sur *l'Évolution de la poésie lyrique en France au XIX^e siècle*, les *Contes de Flaubert*, *le Misanthrope* et *le Mariage de Figaro*. M. Tamaki Yamada, professeur adjoint, étudiait Zola et la poésie lyrique française d'après la guerre. M. Matsumoto, chargé de cours de sociologie, expliquait le livre de M. Lévy-Bruhl sur *les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures*.

On aurait pu trouver des enseignements analogues encore que moins amples à l'Université impériale de Kyoto où la littérature française est fort bien enseignée par un Japonais, M. Dazaï, et où un docteur ès lettres français, M. Bonneau, bon poète et bon critique, et titulaire d'une chaire, fait, cette année, deux cours, l'un sur Pascal, l'autre sur Baudelaire.

Il en est de même dans toutes les Facultés des lettres et on peut bien conclure de ces cours comme des lecteurs que nous avons dans l'ordre littéraire, philosophique ou juridique, que si la pensée française est à peu près exclue de l'ordre médical et scientifique, elle a encore une place, restreinte, mais non négligeable, dans les milieux cultivés et près d'une partie de la jeunesse des Universités que je vais essayer de chiffrer.

L'exportation, proportionnellement abondante, de nos livres

de droit
fait que
quelque
des sec
sans ét
d'étudi

L'é
loin de
ou ma

Afi
analys
une s
Présid
recruti
sociét
ès sci
beaux
trats,
nomi
ou de
form
la pa
com
japo

I
à l'
alor
les
tan
exa
ans
éco
ma
lan
mé

cor

de droit et d'économie politique au Japon, s'explique par le fait que, dans toutes les Facultés de droit impériales, et dans quelques autres, il existe des sections de droit français comme des sections de droit anglais et que les sections françaises, sans être aussi suivies que les autres, ont un certain nombre d'étudiants que je vais dire.

L'élite des armées de terre et de mer ne s'est jamais tenue loin de ce qui se faisait en France dans le domaine militaire ou maritime, ni de la langue française.

Afin de compléter les diverses indications qui précédent, analysons la composition de la *Société franco-japonaise* qui est une société de rapprochement intellectuel et économique. Présidée par le prince Kanin, ancien élève de Saint-Cyr, elle recrut ses 400 membres dans des milieux assez variés de la société japonaise. On y trouve 3 médecins, 2 savants, 7 docteurs ès sciences appliquées, 23 peintres, sculpteurs ou professeurs de beaux-arts, 31 juristes, professeurs de droit, avocats ou magistrats, 42 professeurs de littérature, d'histoire, de sociologie, hommes de lettres ou écrivains et 31 représentants de l'armée ou de la marine. Il reste à nous demander où et comment se forment les milieux qui savent le français, c'est-à-dire à voir la part qui est faite à la France par les programmes officiels comme par les préférences des étudiants dans l'enseignement japonais.

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT AU JAPON

Le jeune Japonais entre d'ordinaire vers l'âge de huit ans (1) à l'école primaire pour y rester jusqu'à quatorze ans. Il doit alors, s'il veut recevoir l'enseignement secondaire, entrer dans les lycées moyens où il restera jusqu'à dix-neuf ans. En sortant de l'enseignement secondaire, il peut être reçu, après un examen assez difficile, dans un lycée supérieur et y passer trois ans, ou bien, après des examens plus faciles, entrer dans les écoles professionnelles d'application comme les écoles normales d'instituteurs, les écoles industrielles, les écoles de langues ou dans les écoles pratiques comme celles des arts et métiers. Les écoles normales primaires peuvent présenter leurs

(1) Tous les chiffres concernant les âges doivent être diminués d'un an pour correspondre aux nôtres.

élèves à des écoles normales primaires supérieures, tout à fait analogues à notre école primaire de Saint-Cloud.

Les élèves sortant diplômés des lycées supérieurs vont dans les Universités où ils entrent à l'âge moyen de vingt-deux ans et où ils restent environ trois ans.

Les Universités impériales sont, par ancienneté de fondation, celles de Tokio (1877), de Kyoto (1897), de Tohoku (Sendai) (1907), de Kyushu (Fukuoka) (1910), de Hokkaido (Sapporo) (1918), de Keijo (Séoul) (1926), de Taihoku (Formose) (1928).

Il faut y joindre 11 Universités gouvernementales qui sont d'anciens collèges ou d'anciennes écoles spéciales élevées récemment au rang d'Universités; 5 Universités publiques qui dépendent, suivant les régions, des administrations préfectorales ou municipales, et 24 Universités privées reconnues officiellement en vertu du décret du 4^{er} avril 1919, qui a réorganisé l'enseignement supérieur. Parmi ces dernières Universités les unes sont chrétiennes, les autres bouddhiques, les autres laïques. Presque toutes les Universités chrétiennes sont protestantes; une seule, celle des jésuites de Tokio, est catholique. Toutes se recrutent sur examen, parmi les élèves diplômés des lycées supérieurs et de l'École des nobles, des écoles normales supérieures primaires et des écoles commerciales industrielles. Malgré les examens d'entrée, que l'abondance des candidats oblige à transformer souvent en concours, le nombre des étudiants admis augmente tous les ans. Il y a cette année 22 157 étudiants dans les Universités impériales, gouvernementales ou publiques, et 36 427 étudiants dans les Universités privées, soit, en tout, 58 484 étudiants.

L'Université impériale de Tokio entre dans ce total pour 8 427 étudiants, celle de Kyoto pour 4 809; les Universités privées de Keio et de Waseda (Tokio) pour 7 622 et 7 191.

Impériales, gouvernementales, publiques ou privées, les Universités sont autorisées à délivrer dans tous les domaines de leur enseignement, après trois ans d'études, des diplômes de *Gokushū* correspondant à nos licences et des diplômes de *Hokusai* correspondant à nos doctorats.

LE FRANÇAIS DANS LES UNIVERSITÉS

Quelle place revient au français dans ce système? En principe, la même qu'à l'allemand; c'est-à-dire qu'écarté,

comme l'allemand, au profit de l'anglais obligatoire, dans l'enseignement secondaire moyen, le français peut être choisi, comme première langue obligatoire ou comme seconde langue facultative, dans les lycées supérieurs. L'étudiant y choisit en effet une première langue obligatoire qui sera le français, l'allemand ou l'anglais, et il peut également en apprendre facultativement une seconde qui sera encore une des trois. Le français a donc comme l'allemand (et comme l'anglais déjà appris dans l'enseignement secondaire) une chance sur trois d'être choisi comme langue obligatoire, une chance sur trois d'être choisi comme langue facultative; et dans les deux cas, il sera enseigné pendant trois ans à raison de 13 heures par semaine, mais, en fait, il n'y a que six lycées supérieurs sur 27 qui donnent un enseignement de français, tandis qu'ils donnent tous un enseignement d'allemand et un enseignement d'anglais.

Il résulte de cet état de choses que sur la population globale des lycées supérieurs, qui est de 17 000 élèves, quelques centaines seulement étudient le français, tandis que les élèves qui apprennent l'allemand ou l'anglais se comptent par plusieurs milliers. D'autre part, les Universités étant autorisées à organiser des écoles préparatoires pour les élèves de l'enseignement secondaire qui ne sont pas passés par des lycées supérieurs, le français devrait se trouver ici en libre concurrence avec les deux autres langues; mais il n'est guère enseigné que dans les sections qui préparent aux Facultés de droit, de lettres ou d'économie politique et aux seuls élèves de ces sections qui ont l'intention de choisir, quand ils seront étudiants dans lesdites Facultés, à titre de matière à option, le droit français, la littérature française ou l'économie politique française.

Encore est-il bon de remarquer que plusieurs Universités libres, comme l'Université protestante de Meiji ou les Universités de Chuo et de Nihon, n'ayant pas de section française dans leurs Facultés de droit, n'ont pas à se préoccuper de préparer des élèves pour cette section. Le français arrive ainsi à être très peu enseigné dans le secondaire supérieur et moins encore dans les écoles préparatoires des Universités.

Dans ces conditions, le nombre des étudiants est nécessairement beaucoup plus élevé dans les sections anglaises ou

allemandes des Facultés de droit, de lettres et d'économie politique que dans la section française des mêmes Facultés. Voici d'ailleurs, pour les Universités de Tokio qui ont des Facultés de droit, de lettres et d'économie politique et pour une Université de province prise comme exemple, celle de Tohoku (Sendai), quelques chiffres rangés en tableaux (1).

Proportion des étudiants inscrits aux sections française, anglaise et allemande des Facultés de droit des Universités de Tokio.

Université à laquelle appartient la Faculté.	Section anglaise.	Section allemande.	Section française.	Observations.
Impériale.	967	592	450	
Nihon.	700	300	0	Il existe des cours facultatifs de français, seconde langue.
Waseda.	629	80	24	
Chuo.	755	79	0	
Keio.	882	692	191	
Meiji.	800	100	0	
Hosei.	424	52	35	
<i>Total. . .</i>	<i>5 157</i>	<i>1 895</i>	<i>397</i>	
Université de Sendai (à titre d'exemple pris dans les Universités de province).	180	86	48	

Facultés d'économie politique des Universités de Tokio

Université à laquelle appartient la Faculté.	Section anglaise.	Section allemande.	Section française.	Observations.
Impériale.	329	193	57	
Waseda.	934	Cours facultatif : le nombre des auditeurs est inconnu.		
Chuo.	450	0	0	
Keio.	1 543	1 214	329	
Hosei.	620	50	46	
Meiji.	330	Cours facultatif : nombre d'auditeurs inconnu.		L'anglais est obligatoire.
<i>Total. . .</i>	<i>3 903</i>	<i>1 457</i>	<i>432</i>	
Université de Sendai	121	40	0	

(1) Je dois ces tableaux et ces chiffres, ainsi que beaucoup des renseignements statistiques et autres qui précèdent ou qui suivent, à l'obligeance de notre distingué chargé d'affaires, M. Dobler, qui a mis très aimablement à ma disposition la riche information dont il dispose et sa connaissance très exacte des milieux japonais.

Facultes de littérature des Universités de Tokio

Université à laquelle appartient la Faculté.	Section anglaise.	Section allemande.	Section française.	Observations.
Impériale	417	93	68	
Nihon	450			Un cours facultatif ; le nombre d'auditeurs est inconnu.
Waseda	238	39	41	
Keio	268	165	103	
Hosei	141	44	21	
Rikkyo (Faculté des lettres et Faculté commerciale) . .	517	75	94	Il n'y a pas de section française de littérature : mais un cours de seconde langue.
Taisho	210	150	204	
<i>Total.</i>	1 611	533	528	
Université de Sendai	251	75	10	

Les chiffres universitaires nous seraient bien plus défavorables encore si nous comparions, dans les sciences physico-chimiques, les cours préparant au métier d'ingénieur, la médecine, les étudiants qui savent le français avec ceux qui savent l'allemand ou l'anglais.

Je dois dire, cependant, que plusieurs Universités consacrent quelques heures par semaine à notre langue dans leurs enseignements de philosophie, de pédagogie, d'histoire, voire de mathématiques et de physico-chimie, ce qui fait un nombre supplémentaire d'étudiants difficile à chiffrer, mais, m'affirme-t-on, assez faible, qu'il convient d'ajouter au total précédent, en ce qui concerne le français.

De même, deux Facultés de médecine, celles de Tohoku et de l'Université de Kyushu, ont inauguré des cours de français facultatifs, destinés aux étudiants désireux de connaître assez bien notre langue pour lire nos auteurs médicaux et nos revues spéciales. A la Faculté de Tohoku, le Père Deffresne, et à celle de l'Université de Kyushu le Père Joly, sont chargés de ces cours. J'estime que les enseignements de ce genre, dont l'utilité n'est pas contestée, sont susceptibles de se développer. A Kyoto, j'en ai trouvé un qui naissait grâce à l'initiative de mon éminent ami Imamura, doyen de la Faculté de médecine, et de M. Francis Ruellan, directeur de l'Institut franco-japonais.

Il reste donc que, dans les Universités, la situation du français est médiocre. Elle ne correspond même pas à la place que le français occupe dans la société japonaise et qui, toute modeste qu'elle soit, le serait encore davantage, si la jeunesse des Universités était toute la jeunesse intellectuelle.

DANS LES ÉCOLES SPÉCIALES

Heureusement, le nombre des jeunes gens qui font du français dans les écoles spéciales, modifie un peu la proportion précédente.

A l'École des Beaux-arts de Tokio, qui compte 900 élèves, parmi lesquels ceux de première et de deuxième année sont obligés d'apprendre une langue étrangère, nous en trouvons 200 qui suivent des cours de langue et d'art anglais, 200 qui suivent des cours de langue et d'art français et 50 qui sont inscrits pour la langue et l'art allemands.

A l'École des Cadets de Tokio, où l'anglais n'est pas enseigné, parce que tous les Cadets l'ont appris dans l'enseignement secondaire, il y a 17 élèves pour l'allemand et 17 pour le français.

A l'École des officiers de Tokio, 120 élèves font de l'anglais, 68 du français, 71 du russe.

A l'École supérieure de Guerre, il y a 43 élèves qui ont choisi l'anglais comme première langue, 29 le français, 19 l'allemand, 30 le russe, et 13 ont de plus choisi le français comme seconde langue facultative.

A l'École des langues étrangères de Tokio, 138 élèves apprennent l'anglais, 103 l'allemand, 103 le français et 76 le russe; à l'École des langues étrangères d'Osaka, sur 700 élèves 75 apprennent le français. Au concours diplomatique, où le français est un peu délaissé depuis que la Conférence de la Paix a mis l'anglais sur le même pied comme langue de la diplomatie, il y avait encore, l'an dernier, 31 candidats qui avaient choisi le français, mais 157 avaient choisi l'anglais qu'ils avaient déjà appris dans les écoles secondaires.

Enfin, à l'École normale supérieure où une seule langue étrangère est obligatoire, 18 candidats ont choisi l'anglais, 20 le français et 28 l'allemand.

Le français se relève donc dans les grandes écoles, au point de se placer second entre l'anglais et l'allemand, et ceci est

d'accord avec ce que nous savons déjà de l'importance relative de l'élément militaire, diplomatique, artistique qui représente la culture française dans la minorité sociale où on la trouve.

Mais les élèves sortant des écoles spéciales n'étant qu'un petit nombre comparés à la foule des étudiants, notre situation reste très médiocre dans la jeunesse intellectuelle et il ne servirait de rien, bien au contraire, d'essayer de nous faire des illusions. D'ailleurs, si les sources précédentes d'information ne paraissent pas suffisantes, toutes sûres qu'elles soient, on peut puiser à d'autres, plus officielles encore, en faisant état des bourses accordées par le Gouvernement japonais aux élèves sortant des Universités et aux jeunes professeurs. Or, le *Year-book* japonais de 1930 nous apprend, d'après les chiffres communiqués par le ministère de l'Instruction publique, qu'en mars 1928, il y avait 342 boursiers à l'étranger dont 28 en France, 31 aux États-Unis, 60 en Angleterre.

DANS LES ÉCOLES COMMERCIALES

Je n'ai rien dit jusqu'ici des Japonais qui apprennent le français pour des raisons d'ordre pratique et commercial. Il y en a dans les deux écoles de langues étrangères de Tokio et d'Osaka, dont j'ai parlé plus haut, 103 et 75. Il y en a également dans les dix écoles commerciales du Japon, parmi lesquelles celles de Tokio et d'Osaka, récemment érigées au rang d'Universités de commerce. L'anglais y est obligatoire pendant les six premières années, et à Osaka 232 élèves seulement sur 1174 suivent l'enseignement du français qui est facultatif.

La proportion est encore plus faible dans la section commerciale de l'Université de Kansaï située dans la même ville, à l'Université de commerce de Tokio, et dans les établissements analogues du pays.

A Kobé, au Kwansai-Gakuin, fondation universitaire étrangère qui a une section commerciale, on compte dans cette section 66 élèves qui font du français sur un total de 780.

Ce sont là des chiffres très bas. Ce n'est pas que notre commerce avec le Japon soit négligeable ; il y a au contraire, entre ce pays et le nôtre, un mouvement d'échanges qui nous donne un rang honorable parmi les pays européens. Nos chiffres d'importation et d'exportation ont été, en 1928, de 800 millions

et de 300 millions, alors que ceux de l'Angleterre étaient de 750 millions et de 2 milliards, ceux de l'Allemagne de 150 millions et de 2 milliards. Nous ne sommes vraiment distancés que par la Chine, dont les chiffres sont 4 milliards et 3 milliards, les États-Unis dont les chiffres sont 10 et 8 milliards.

De plus, la *Société franco-japonaise* compte au Japon 40 Japonais qui sont négociants, banquiers, industriels, administrateurs de grandes sociétés et, en France, une douzaine de négociants français qui ont eu, les uns et les autres, des raisons économiques de participer à ce même groupement.

Mais ce n'est pas seulement pour commercer avec l'étranger que les jeunes Japonais s'exercent à la connaissance pratique des langues étrangères ; ce que beaucoup désirent, c'est de trouver, dès leur sortie des écoles, des débouchés dans les maisons d'industrie, de commerce ou de banque étrangères établies dans leur pays. Or, dans les deux centres où notre commerce est surtout représenté, à Yokohama et à Kobé, nous n'avons guère, en comptant les banques et les compagnies de navigation, qu'une quinzaine de maisons françaises. Celles qui font du commerce important surtout des laines, des tissus et des vins, et elles exportent surtout des soies grêles et des tissus de soie. Il n'y a là qu'un nombre très restreint de débouchés pour les jeunes Japonais qui veulent utiliser sur place leur connaissance pratique du français.

LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS D'INSTRUCTION

Que faisons-nous pour défendre notre langue au Japon et notre culture ? Quelle est la part de l'initiative française dans l'enseignement du français ?

La plupart des jeunes filles et des femmes nippones qui savent le français assez bien pour le lire, ou même pour l'écrire et le parler un peu, l'ont appris en général soit dans les cours supérieurs publics, soit dans des cours privés, soit, le plus souvent, dans des établissements secondaires tenus par des religieuses françaises. Ces religieuses sont les Sœurs de Saint-Paul de Chartres, les Dames de Saint-Maur, les Dames de Nevers et les Sœurs de l'Enfant Jésus de Chauffailles. Les résultats des enseignements varient suivant les régions, les collèges, et surtout suivant les milieux où la clientèle se recrute.

Les Sœurs de Saint-Paul de Chartres ont, à Tokio, une école secondaire, une école primaire et une école maternelle; à Sendaï, à Yatsuhiro, à Morioka et à Hokodaté, des écoles secondaires; et un total de 2143 élèves parmi lesquelles 1472 font du français. Sur ce nombre, les 978 élèves de Tokio sont celles qui en savent le plus, puisque 90 pour 100 peuvent, à leur sortie de l'école secondaire, lire un texte et écrire une lettre, 65 pour 100 sont capables de suivre une conversation courante, et 45 pour 100 d'y prendre part. A Sendaï, les résultats sont moins brillants. Les religieuses m'avouent même que le chiffre de 118 élèves sur 462, qu'elles m'indiquent comme apprenant le français, leur paraît correspondre à un pourcentage un peu optimiste. A Yatsuhiro, dans le nord du Japon, l'anglais fait prime à tel point, pour des raisons d'ordre pratique, qu'il n'y a pas d'élèves pour le français; mais il n'en reste pas moins que les deux tiers des élèves des sept écoles lisent le français, et qu'un grand nombre le parlent.

Chez les Dames de Saint-Maur, qui ont à Tokio, à Yokohama et à Shizuoka trois écoles secondaires et des écoles primaires et maternelles, avec un total de 2250 élèves, la situation serait un peu moins bonne. Les jeunes filles « sont généralement capables de lire des textes faciles, de suivre une conversation et d'écrire des lettres pour l'usage courant des relations mondiales », mais la Supérieure regrette que, dans les hautes classes des écoles, elles aient tendance à négliger les études françaises pour se consacrer plus librement aux études japonaises.

Chez les Dames de Nevers qui n'ont que deux écoles, une secondaire et une primaire, à Osaka, milieu uniquement commerçant, il n'y a pas 25 élèves sur 120 qui fassent du français et encore, disent les religieuses, nous n'en connaissons que 4 qui pourraient lire un journal et écrire une petite lettre à peu près correcte.

Même note chez les religieuses de Saint-Paul de Chauffailles qui, dans leur école de Kumamoto, n'ont pas 60 élèves sur 245 pour suivre leur cours de français facultatif. On ne fait pas de français chez les Dames du Sacré-Cœur de Tokio et de Kobé.

En somme, sur 4500 élèves qui fréquentent les écoles des religieuses françaises, il y en a 2500 qui apprennent le français et, dans ce nombre, une petite majorité qui arrive à suivre une conversation et à s'y mêler. Mettons que cette majorité

s'élève à 1800, et nous aurons fait preuve d'optimisme. Ces 1800 élèves faisant chacune six années d'études, il ne sort guère, tous les ans, des écoles religieuses françaises que 300 jeunes filles écrivant et parlant le français; c'est tout et c'est peu, mais cela donne cependant, dans la société japonaise, un total vraisemblable de 3000 ou 4000 femmes connaissant notre langue, dont la majorité réside à Tokio.

Toutes les religieuses avec qui je me suis entretenu ou qui ont répondu par écrit à des enquêtes officielles, s'accordent sur ce fait, qui nous est apparu déjà comme général, que les jeunes filles qui apprennent le français appartiennent aux meilleures familles et aux plus aisées. Celles qui apprennent l'anglais le choisissent pour des raisons d'ordre pratique, mais celles qui apprennent le français ont le désir de se cultiver. « Ces Japonaises, disent les sœurs, s'intéressent à notre art, à notre musique, à notre littérature. » Et nous avons vu que, plus tard, ce sont autant de lectrices pour les ouvrages français.

Les établissements français de garçons appartiennent tous aux Marianistes qui ont un collège secondaire à Tokio, à Nagasaki et à Yokohama, un collège commercial à Osaka et un enseignement primaire à Nagasaki et à Tokio. On compte, dans l'enseignement primaire, 600 élèves sur 681 pour lesquels le français est obligatoire et dans l'enseignement secondaire 1761 sur 2431 pour lesquels il y a la même obligation.

Je n'ai visité, parmi ces établissements, que l'*Etoile du Matin* de Tokio. Ce collège, qui a 1286 élèves et plus de quarante ans d'existence, est parmi les plus prospères de Tokio où il jouit, à tous égards, de la considération générale. Dans l'opinion de la haute société japonaise, il est classé à côté de l'École des nobles, et les élèves qui en suivent les cours appartiennent aux classes sociales les plus élevées. Reconnu par l'État, l'établissement fonctionne comme un lycée, et délivre des diplômes qui sont acceptés dans toutes les Universités de l'État. Les élèves sortants entrent dans la diplomatie, la marine, l'armée, le professorat, la médecine.

L'enseignement secondaire est dirigé par le Père Guessinger, licencié ès lettres; les professeurs sont des Marianistes, des Frères des écoles chrétiennes, français ou japonais. Un des professeurs marianistes, M. Humbert Claude, licencié ès lettres, est, nous l'avons vu, chargé de cours à la Faculté des lettres de

l'Université

strictement
ment se
d'importa

La
religieuse
visiteur
d'apport
sympati
conserv
suite b
me son
inspect
de la
Financ
levé, à
mière
Lévi, p
à la S
le secu

M.
s'est b
tendu
intelle
d'où
partie
qu'il
amica
tice à
aux so
En ce
l'imit
avec c
infor
nier i
avec
d'un
leme

J.

l'Université impériale. L'enseignement, qui est excellent, est strictement conforme aux programmes japonais de l'enseignement secondaire, à cela près que le français y a beaucoup plus d'importance que l'anglais.

La plupart des Français, à quelque opinion politique ou religieuse qu'ils appartiennent, se font un devoir, quand ils visitent Tokio et à plus forte raison quand ils y séjournent, d'apporter au grand collège marianiste le témoignage de leur sympathie. J'ouvre au hasard l'album où *l'Étoile du Matin* conserve la photographie de ses visiteurs et j'aperçois tout de suite beaucoup de figures françaises parmi lesquelles plusieurs me sont connues et amies. Voici MM. Hovelacque, aujourd'hui inspecteur général honoraire de l'Université, Germain Martin, de la Faculté de droit de Paris, récemment ministre des Finances, deux de mes collègues de la Sorbonne, M. Paul Painlevé, à côté de M. Émile Borel, ancien ministre et, sur la première page de la *Revue de l'Étoile du Matin*, voici MM. Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, Blaringhem, professeur à la Sorbonne, de Billy, ambassadeur de France. Je nourris le secret espoir de figurer en même place l'année prochaine.

M. Paul Claudel, quand il était ambassadeur au Japon, s'est beaucoup occupé de *l'Étoile du Matin*. Tous ses efforts ont tendu au rapprochement plus étroit des deux pays dans l'ordre intellectuel, artistique et économique et il a vu, dans le collège d'où sont sortis tous les Japonais éminents, un organisme particulièrement utile pour l'œuvre qu'il voulait accomplir et qu'il a accomplie. Il en a suivi tous les progrès avec un intérêt amical et il n'a jamais laissé passer l'occasion de rendre justice à la valeur intellectuelle et morale de ses maîtres, comme aux services rendus par eux à la cause de l'influence française. En ce qui me concerne, je ne saurais mieux faire que de l'imiter. J'ai assisté à des classes du collège primaire, j'ai causé avec des élèves et des maîtres du collège secondaire, je me suis informé dans les maisons japonaises où j'ai été reçu de l'opinion qu'on y avait de *l'Étoile du Matin* et je ne peux que remercier ici tous les professeurs japonais ou français qui collaborent avec autant de compétence que de bonne volonté au succès d'une œuvre dont le Japon et la France ont le droit d'être également satisfaits.

Je ne veux pas quitter les Marianistes sans dire que leur

école de commerce d'Osaka, l'*Étoile Brillante*, jouit dans les milieux commerciaux d'une réputation égale à celle de l'*Étoile du Matin* dans les milieux intellectuels. Sur 830 élèves qui suivent les cours de l'*Étoile Brillante*, il y en a 830 qui étudient obligatoirement le français concurremment avec l'anglais également obligatoire. Si les cours de français étaient facultatifs comme ils le sont en d'autres écoles de commerce, le pourcentage des élèves de français par rapport aux élèves d'anglais serait aussi faible qu'ailleurs, mais les Marianistes n'ont pas voulu de ce faible pourcentage et, sans rien sacrifier de l'intérêt pratique des élèves, ils leur enseignent le français à « toutes fins utiles » (1).

Le Gouvernement français, qui n'ignore pas l'importance des collèges marianistes et la réputation dont ils jouissent, leur a accordé, il y a cinq ans, pour l'achat d'un terrain de jeux à Yokohama, une subvention de 500 000 francs.

Nous n'avons à Tokio qu'un seul établissement laïque d'instruction. C'est l'*Athénée français*, fondé en 1912 par un agrégé français, M. Cotte, ancien professeur à la Faculté des lettres de l'Université impériale, qui a trouvé, dans un succès très considérable, la juste récompense de son initiative et de sa ténacité. La maison qu'il a créée sans autre concours initial que le sien, n'a d'abord été subventionnée que par la *Société franco-japonaise*; elle l'est également aujourd'hui par le Gouvernement français et le Gouvernement de l'Indo-Chine, par plusieurs de nos Chambres de commerce, par l'Alliance française, par la Mission laïque, à laquelle elle est affiliée, etc... Sous la direction de M. Cotte, la moyenne mensuelle des élèves inscrits est passée de 6 en 1912 à 429 en 1930; le nombre des professeurs de 1 à 13; le nombre des heures d'enseignement de 3 à 80 par semaine.

Le total des élèves qui, au cours d'une année, viennent chercher à l'*Athénée français* un enseignement de quelques semaines ou de plusieurs mois a été de 26 en 1912 et de 1302 l'année dernière. La grande majorité des élèves est composée de Japonais; une minorité toute petite comprend des Coréens et des Chinois; mais, bien qu'ils soient à peu près homogènes

(1) Je tiens à remercier très particulièrement notre consul à Kobé, M. Hauchecorne, pour la précision des informations qu'il m'a très aimablement données sur l'enseignement du français dans la région Osaka-Kobé.

comme nationalité, les élèves de l'Athénée sont très différents par leurs âges, par les buts qu'ils se proposent et les milieux d'où ils viennent. Ce sont des étudiants, des officiers ou des élèves-officiers, des commerçants en relations d'affaires avec la France, etc. Le personnel enseignant comprend, outre le directeur, six professeurs européens, dont cinq Français, et sept professeurs japonais. Depuis quelques années un agrégé des lettres, prêté par notre ministère de l'Instruction publique sur la demande du ministère des Affaires étrangères, leur est adjoint.

L'enseignement est littéraire autant que pratique. Devant les élèves du cours supérieur, qui est précédé d'un cours moyen et d'un cours élémentaire, on peut facilement expliquer nos classiques. A cet enseignement, qui est fondamental, sont associés des cours facultatifs de latin, de grec, d'anglais, d'histoire littéraire, de mathématiques; M. Sylvain Lévi a été particulièrement charmé d'entendre un des élèves coréens expliquer du Sophocle en français...

Les cours spéciaux de mathématiques, de chimie, de japonais créés l'an dernier à l'Athénée forment aujourd'hui, sous le nom d'école préparatoire, un enseignement spécial. Cette école, où les élèves ne passent qu'une année, a pour objet de les préparer aux examens d'entrée des Universités et des grandes écoles. J'ai pu faire, sans être aidé par un traducteur oral, une conférence sur Auguste Comte devant une centaine d'élèves de l'Athénée.

Il existe à Yokohama une section de l'Alliance française qui a été très active avant 1923, mais que le tremblement de terre a ruinée ou à peu près. La bibliothèque comprenait 5000 à 6000 volumes; on y donnait par an cinq à six conférences, deux ou trois représentations classiques et des malinées artistiques. Un admirable Français, M. Audoyer, a fait le nécessaire pour tirer l'Alliance française de ses ruines; il la dirige, il la soutient, il y fait des cours et y a organisé deux enseignements réguliers, celui de M. Corréard, secrétaire de la Chambre de commerce, et celui de M. Gaschy, directeur du collège marianiste Saint-Joseph de Yokohama. La section retrouvera certainement, sous cette direction, sa prospérité d'autrefois; déjà une centaine de Japonais viennent y chercher une connaissance pratique du français; la bibliothèque possède 2500 volumes et les conférences vont reprendre dès que les souscriptions et

dons volontaires le permettront. L'Alliance demande des fonds, et des livres! des livres! des livres!

L'INSTITUT FRANCO-JAPONAIS

L'Institut franco-japonais de Kansai a été fondé en 1926, sur l'initiative de M. Paul Claudel, du sénateur Inabata et de M. Francis Ruellan, agrégé d'histoire, inauguré en 1927 par M. de Billy, ambassadeur de France, et soutenu depuis par de généreux donateurs japonais, au premier rang desquels il faut citer encore le sénateur Inabata en joignant à son nom celui du baron Fujita. C'est un établissement qui associe, à l'enseignement pratique du français, celui des humanités françaises.

Il y a des cours préparatoires et élémentaires de français; des cours supérieurs où l'on fait des explications littéraires, grammaticales, linguistiques, phonétiques; des cours de culture générale, de langues anciennes, et des cours techniques où l'on enseigne aux étudiants japonais notre vocabulaire de droit, de médecine, de sciences appliquées, d'après des textes empruntés à des juristes, à des médecins et à des ingénieurs français contemporains. Tous ces enseignements sont sanctionnés par les diplômes que délivre l'*Institut franco-japonais* de Kansai.

Les élèves, qui sont au nombre de 94, appartiennent en général à l'Université impériale de Kyoto ou bien aux grandes Écoles et aux universités libres du groupement Kyoto-Osaka-Kobé, qui représente près de quatre millions d'habitants. Ces élèves ont très rarement moins de vingt ans et quelques-uns sont déjà professeurs dans des collèges japonais. Ils viennent chercher à l'*Institut* une culture générale française à laquelle beaucoup ajoutent la connaissance des vocabulaires techniques. Ils parlent assez bien le français quand ils quittent la maison.

Il y a comme professeurs, deux agrégés français, une femme licenciée et un docteur ès lettres et des professeurs japonais. Il manque une école Berlitz qui s'occuperait des commençants et permettrait de raccourcir la période pendant laquelle ils s'initient aux éléments du français.

L'Institut a une excellente presse dans la société intellectuelle de Kyoto; et le doyen de la Faculté de médecine, M. Ima-mura, ancien élève de l'*Étoile du Matin* de Tokio, est un de ses plus fidèles amis. Les conférences françaises qui s'y font

régulièrement groupent une société d'élite venue de Kyoto qui, tout en s'intéressant beaucoup à notre culture, n'a pas cependant dans sa totalité une connaissance pratique du français assez grande pour qu'on puisse parler sans traducteur.

Pendant le séjour que j'ai fait à l'*Institut franco-japonais* de Kansai, construit à quelques minutes de marche d'une station de tramways, sur une colline verdoyante d'où l'œil embrasse tout entière Kyoto, la ville sainte, j'ai non seulement visité les temples et les palais de la Florence japonaise, mais pris contact avec les milieux intellectuels et médicaux de la ville. J'ai retrouvé, à l'Université, non seulement mon ami de Paris, M. Imamura, doyen de la Faculté de médecine, mais M. Noyami, le professeur de psychologie, que j'avais eu le plaisir de connaître en France, à Osaka le distingué psychiatre Sakamoto, qui fut attaché naguère à Saint-Anne.

J'ai eu l'occasion de constater parmi les médecins un courant de sympathie qui existe, m'a-t-on dit, à Tokio, mais que j'ai en quelque sorte touché du doigt à Kyoto, et qui porte vers la clinique française, en dépit de son ignorance de notre langue, une partie de la jeunesse médicale du Japon.

Le courant est encore faible, surtout si on le compare au grand courant qui entraîne vers l'Allemagne la médecine japonaise, mais ceux des médecins japonais qui ont eu l'occasion de venir en France depuis la guerre ont emporté un souvenir plein d'admiration pour les grands cliniciens français qu'ils ont approchés. L'un d'eux me disait : « C'est surtout en France qu'on trouve des cliniciens qui, par la seule application méthodique et raisonnée de leurs sens, sont capables de faire au lit du malade des diagnostics précis, d'établir la personnalité d'une maladie par ses causes, sa pathogénie, ses symptômes et, sans négliger les indications du laboratoire, ne s'en servent qu'en le dominant de leur expérience clinique et de leur esprit critique. » Ne protestons pas, même par politesse !

Cette estime qui, venant d'où elle nous vient, ne peut que nous flatter particulièrement, a abouti à la fondation d'une *Société médicale franco-japonaise*, présidée par le doyen Imamura et qui réunit une cinquantaine de notabilités médicales de Kyoto, de Kobé, d'Osaka et de Nagoya, c'est-à-dire de toute la partie centrale du Japon. Elle a été inaugurée en juin dernier par un excellent discours du chargé d'affaires de France,

M. Dobler, et par un excellent dîner japonais que nous avons savouré assis sur nos talons en l'arrosoant de ce vin de riz à 12° que les sobres Japonais appellent de l'alcool.

La Société se propose de répandre l'usage du français médical parmi les étudiants, de traduire nos grands médecins et de demander à nos cliniciens des conférences pratiques, qui, au moins dans les premiers temps, seront traduites oralement par un confrère.

LA MAISON FRANCO-JAPONAISE

Enfin, je veux m'arrêter particulièrement sur un organisme très important qui fonctionne depuis 1926 à Tokio, la *Maison franco-japonaise*, où le Japon a collaboré avec nous par un magnifique effort.

A la suite de la mission universitaire dont ils avaient été chargés au Japon, en 1921, par le Gouvernement français, M. Paul Joubin, recteur de l'Université de Lyon, et M. Maurice Courant, professeur de chinois et de japonais à la même Université, proposèrent d'organiser une institution d'échanges intellectuels entre le Japon et la France et obtinrent l'approbation de plusieurs personnalités japonaises, au premier rang desquelles fut le vicomte Shibuzawa. Les personnalités qui se groupèrent autour de lui ainsi qu'autour de MM. Paul Joubin et Maurice Courant, furent notamment M. Inukai, chef du parti nationaliste, le baron Fornichi, président de la *Société franco-japonaise*, ancien élève de l'École centrale, le baron Tomii, professeur à la Faculté de droit, ancien élève de l'Université de Lyon, le baron Sakatoni, ancien ministre des Finances, tous très connus pour leurs sympathies françaises.

C'est au cours d'une réunion tenue chez le vicomte Shibuzawa qu'on décida de fonder, sous les auspices de la *Société franco-japonaise*, la maison du même nom. Cette fondation, que le Gouvernement japonais et le Gouvernement français soutiennent par des subventions annuelles, sans préjudice de donations privées, a été préparée par les travaux du comité que le vicomte Shibuzawa présidait, comme par le projet que MM. Paul Claudel et Sylvain Lévi avaient élaboré ensemble : mais le tremblement de terre qui dévasta le Japon, en 1923, arrêta toute exécution. On ne put se remettre au tra-

vail qu'en 1924. Une réunion tenue chez le vicomte Shibuzawa adopta alors un projet de statuts précédé d'un exposé des motifs qui, suivant les expressions de M. Sylvain Lévi, est un des hommages les plus touchants qu'ait jamais reçus la culture française.

« La culture française, y est-il dit, a pour origine la culture classique de l'Occident. Source de la civilisation moderne, elle a notamment contribué à civiliser le monde entier et l'on convient qu'elle a singulièrement augmenté d'importance depuis la guerre mondiale. Lors de la transplantation de la civilisation occidentale au Japon, depuis la Restauration impériale de Meidji, c'est la culture française qui a d'abord exercé sur notre pays le plus d'influence. Il est fort regrettable que, dans la suite, après bien des vicissitudes, un relâchement se soit produit dans les relations réciproques des deux pays, au détriment de notre empire. Nous sommes persuadés que notre pays ne trouvera que de grands avantages à s'aider de la langue et de la culture françaises pour pouvoir participer de plus en plus aux mouvements généraux du monde, pour s'y faire connaître avec sa propre culture. »

Le 7 mars, la *Maison franco-japonaise* recevait l'autorisation administrative et elle était inaugurée au mois de décembre de la même année sous le patronage des Gouvernements japonais et français. Le président était le vicomte Shibuzawa, les vice-présidents, les barons Fornichi et Tomii, les administrateurs, M. Anesaki, M. Kijima, ancien consul du Japon à Lyon, et le regretté Ono, directeur de la Banque industrielle. Le premier directeur a été, comme il convenait, M. Sylvain Lévi, qui a bien voulu donner deux ans de son temps et de son activité pour assurer les débuts de l'œuvre et qui avait été précédé d'un directeur intérimaire, M. Alfred Foucher, mon collègue à la Sorbonne, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

La Fondation a d'abord été installée à Nagatacho, un des quartiers les plus élégants de Tokio, dans une somptueuse villa, où M. Murai, un ami de la France, lui a offert l'hospitalité. Après la mort de M. Murai, elle a reçu de M^{me} Murai le bel édifice qui avait abrité ses premières années et qu'elle a fait transporter dans le quartier d'Ochanomizu, où elle est tout à fait chez elle dans un site agréable et sain.

La *Maison franco-japonaise* est aujourd'hui le foyer de la

colonie française de Tokio, colonie très petite, même quand on y comprend le personnel de l'ambassade, des collèges religieux et des établissements laïques; c'est aussi le foyer des légations et des ambassades étrangères, notamment de celles où l'on parle français comme les légations de Suisse, de Belgique et de Pologne; c'est enfin le foyer de tous les Japonais amis de la France et particulièrement des professeurs japonais ou français qui professent notre langue à Tokio. La maison reçoit tous les ans des professeurs et des savants français chargés de mission qui vont y représenter les disciplines les plus diverses. C'est ainsi qu'elle a reçu depuis quatre ans MM. Achard, membre de l'Académie des Sciences et professeur à la Faculté de Médecine; Lacroix, membre de l'Académie des Sciences et professeur honoraire au Muséum; René Berthelot et moi-même. MM. Henri Maspéro, professeur au Collège de France, Blaringhem, membre de l'Institut et professeur à la Sorbonne, en ont été les directeurs après M. Sylvain Lévi. Le directeur du musée Guimet, M. Hackin, vient d'en prendre la direction pour deux ans.

Les professeurs missionnaires et les directeurs eux-mêmes ne se bornent pas à parler dans la maison ou à la diriger: ils donnent des conférences dans tous les établissements scientifiques où leurs spécialités sont représentées. Et tout serait bien à cet égard si, en province comme dans la capitale et même dans la Maison franco-japonaise, ils n'étaient obligés de s'aider d'un traducteur oral.

Mais l'activité propre de la Maison se manifeste dans le travail des spécialistes qui sont ses pensionnaires et qui se livrent à des recherches d'exégèse, de linguistique, d'histoire, de géographie, d'histoire naturelle, de séismologie, etc... tout en faisant des cours à la maison même.

J'y ai connu M. Demiéville, le savant sinologue et spécialiste des études bouddhiques, qui remplissait le rôle de directeur intérimaire, M. Piedvache, agrégé de mathématiques, qui étudiait la séismologie, M. Haguenauer, érudit japonologue, qui étudiait la civilisation ancienne du pays, M. Ruellan, agrégé d'histoire, détaché à la direction de l'Institut de Kyoto, qui faisait une thèse sur la mer intérieure du Japon; M. Monchaberville, que le Gouvernement japonais avait appelé pour lui demander des consultations de droit colonial, et des jeunes

professeurs, boursiers du Tour du monde, qui y étaient invités au passage et faisaient quelques conférences.

Entourée d'un prestige aussi grand que légitime dans les milieux intellectuels de Tokyo, la *Maison franco-japonaise*, par les travaux de ses pensionnaires, par leurs publications françaises sur le Japon comme par ses enseignements et par sa bibliothèque française qu'elle ouvre à tous les travailleurs japonais curieux de notre civilisation, rend les plus incontestables services à la pénétration réciproque des deux cultures.

Mais quand on a fait l'énumération des œuvres françaises, laïques ou religieuses, et des œuvres franco-japonaises en rendant justice à tout ce qui se dépense d'intelligence et de dévouement parmi nos compatriotes et nos amis japonais, on est bien obligé de revenir à la constatation, établie par tout cet article, que notre place est très restreinte au Japon et qu'en dehors des juristes, des gens de lettres, des sociologues, des femmes cultivées, des artistes et des élèves des grandes écoles, nous trouvons peu de milieux où on nous connaisse. Encore, si l'on excepte les milieux artistiques, notre place est-elle bien petite dans les milieux où on nous connaît.

Notre enquête sur la langue et la culture françaises au Japon nous amène donc à des conclusions qui ne peuvent que nous inspirer beaucoup de modestie. Ce peuple, où nous comptons nombre d'amis fidèles, très informés de notre culture, et pour la civilisation artistique et scientifique duquel nous éprouvons tant de sympathie et d'estime, nous connaît très peu dans son ensemble, et, à part quelques exceptions que nous avons dites, ce n'est pas vers nous que se tourne, pour s'instruire dans l'ordre intellectuel ou économique, la jeunesse qui fera l'avenir. Sans doute, nous pouvons nous dire que si notre influence n'est pas au Japon une influence de quantité, c'est une influence de qualité. M. Guglielmo Ferrero, qui nous aime bien, nous a prodigué des consolations de ce genre; mais qu'est-ce que la qualité quand il n'y a pas la quantité pour la représenter, et la soutenir? Nous avons à faire un redressement au Japon.

GEORGES DUMAS.

(A suivre.)

VERS LE CONSULAT A VIE

II⁽¹⁾

LA PAIX IMPOSÉE A L'EUROPE

LA FAVEUR NATIONALE

Bonaparte avait connu toutes les intrigues; les conciliaires de généraux qui, d'avance, se disputaient ou se partageaient sa succession lui avaient fait particulièrement hausser les épaules. « Il ne faut point de général dans cette place, confiait-il, le 1^{er} décembre, assez paradoxalement à Reederer: il faut un homme civil. L'armée obéira plutôt au civil qu'au militaire. Un Premier Consul militaire qui ne saurait pas gouverner laisserait tout aller au gré de ses lieutenants. »

Au milieu des cabales de droite et de gauche, il s'efforçait, lui, de gouverner avec calme, cherchant seulement à connaître les sentiments de la masse. Or ceux-ci lui étaient nettement, imperturbablement, ardemment favorables. Déjà on apercevait les résultats des premiers travaux consulaires. Les finances se restauraient. La grande loi de liquidation du 30 ventôse avait achevé de consolider le Trésor; si 349 millions restaient arriérés sur les contributions de l'an VIII et des années antérieures, les lois budgétaires de l'an IX, supprimant les abus énormes dans l'emploi des recettes et rétablissant les *contributions indirectes*, si aveuglément abolies par la Révolution, permettaient

(1) Voir la *Revue du 1^{er} mars*.

de n'établir aucun impôt direct trop pesant et de diminuer même la contribution mobilière. Des plus-values se produisant de toute part dans les recettes (le revenu des forêts seul allait monter de 31 à 47 millions), les caisses de l'État se remplissaient et le public en avait eu la preuve palpable et des plus agréables, lorsque, le 23 thermidor an VIII, il avait été arrêté que le paiement des rentes, suspendu depuis tant d'années, serait repris. « Mémorable événement, écrit M. Marcel Marion, analogue dans notre histoire financière à ce qu'était Marengo dans notre histoire militaire. » Le 1^{er} nivôse, en effet, les rentiers, restés presque incrédules devant cet engagement, allaient, stupéfaits, toucher leurs quartiers de rentes. La satisfaction générale se traduisait par une hausse formidable dans le cours du tiers consolidé passant de 42 à 50, puis à 60. « Le chaos financier débrouillé, l'équilibre en voie de se rétablir, le crédit reconquis, la liste des banqueroutes terminée, les rentes exactement payées, la contribution mobilière réduite, la taxe d'entretien des routes diminuée » : tel est le bilan qu'établit, après quarante pages consacrées à l'an VIII, l'historien si informé de nos finances.

Cependant, les routes s'amélioraient de telle façon qu'un Allemand, Campe, venant d'Angleterre, n'en croyait pas ses yeux. Les affaires reprenaient de toutes parts : des grandes manufactures aux ateliers du faubourg Saint-Antoine tout était remis en activité ; d'Elbeuf et de Sedan, où les fabriques de drap se rouvraient, à l'Alsace où l'on allait voir prendre à l'industrie cotonnière une activité jusque-là inconnue ; de Saint-Quentin d'où le Premier Consul, en visite, écrivait : « N'y a-t-il pas assez longtemps que les linons sont en disgrâce ? » ; à Lyon, dont les métiers s'activaient ; de la Normandie, où nous voyons Beugnot dépenser toute son activité de préfet aux œuvres pratiques, à Paris enfin, où la reprise du travail était telle, que Frochot, préfet de la Seine, en arrivait à craindre un trop grand afflux d'ouvriers dans la capitale, — tout le monde travaille, produit et gagne. « Point de chômage » : c'était la consigne du Consul, et de véritables *ateliers nationaux* s'ouvriraient où des milliers d'ouvriers étaient employés aux travaux publics. L'ardeur au travail, dans l'ordre rétabli, est d'ailleurs tel que les ouvriers qui n'ont point d'occupations, annoncent, s'il faut en croire un rapport de

prairial, an VIII, « qu'ils vont se rendre dans les campagnes pour s'y livrer aux travaux des champs ».

Ils y trouveront de quoi travailler : convaincus enfin par les engagements solennels du Premier Consul que la rentrée des émigrés et le rétablissement du culte ne seront qu'au prix d'une renonciation formelle des anciens propriétaires aux biens aliénés, et débarrassés ainsi du souci principal qui les a en partie paralysés, les paysans, — les rapports des préfets en témoignent, — se sont rejoints sur leurs sillons et bénissent celui qui a ressuscité le travail.

Que, dans ces conditions, petits bourgeois, ouvriers, paysans, forment une sorte d'énorme chœur d'où s'élève un hymne de gratitude au Consul, on ne s'en peut étonner. Tout à l'heure, un policier a affirmé que les pires excitations formulées par les mécontents « tombent dans le vide ». C'est que la Nation en masse est satisfaite.

Elle continuait à aspirer à la fin des stériles querelles : « Partout, écrit Beugnot de Rouen, j'ai remarqué avec quelque étonnement que le souvenir de la Révolution était détruit ; deux époques subsistent encore : le 14 juillet et le 18 brumaire ; les intermédiaires sont effacés... Si le reste de la France ressemble au département de la Seine-Inférieure, le Premier Consul est chargé d'un immense dépôt, du sort de l'État et de celui de la Liberté. » Le reste de la France « ressemblait à la Seine-Inférieure » : à l'autre extrémité du pays, le préfet de la Drôme écrivait : « Chaque jour on voit les âmes se rassérénier, les cœurs s'ouvrir à l'espoir, rapprendre à aimer. » Et, à Paris, la petite bourgeoisie applaudissait, tous les soirs, une médiocre comédie, *les Troubadours*, à cause de ces mots : « Plus de partis, plus de vengeances ! »

On était satisfait des premiers pas faits dans la voie de la réconciliation ; on était plus heureux encore de se voir conduit. « Le peuple, avait-on écrit du Bas-Rhin, le 3 prairial an VIII, paraît sentir le besoin d'être gouverné. » Beugnot constatait encore que le Gouvernement consulaire lui-même ne sentait pas assez quel peuple maniable il avait entre les mains. Et s'estimant enfin dans une main ferme, toutes les classes de la nation acclamaient le restaurateur de l'ordre par l'autorité. Un des préfets, celui du Var, affirmait, en vendémiaire, que l'on entendait maintenant, avec *Vive la République !* crier *Vive*

Bonapar
époque
fréquent

A P
meneur
renvers
venons-
que des
nous so
qu'il «
ouvrier
approc
Daux F
on rou
l'armé
répété
malheu

Bo
épanc
therm
comm
naiss

C
Les
tait
pres
Are
lais
pou
l'an
ne
tur
pa
pa
té
au
sa
de
l'e

Bonaparte! et ajoutait: « On m'a observé que jusqu'à cette époque ce dernier cri (je vous dois la vérité) n'avait pas été fréquent. »

A Paris, les ouvriers restaient sourds aux excitations des meneurs anarchistes. « Mes amis, s'écriait l'un d'eux, on veut renverser le Gouvernement; tenons-nous sur nos gardes. Souvenons-nous que tous ceux qui nous ont fait mouvoir n'étaient que des ambitieux qui ne songeaient qu'à eux. Aujourd'hui nous sommes tranquilles, demeurons-le! » et le rapport ajoute qu'il « était approuvé ». Il l'eût été par les neuf dixièmes des ouvriers et paysans de France. L'anniversaire de brumaire approchant, la gratitude de l'opinion se surexcitait. Les journaux parlaient de « l'abîme affreux où, à la veille de brumaire, on roulait ». Le seul bruit d'un nouveau départ du Consul pour l'armée d'Allemagne assombrissait et l'on entendait mille fois répéter le mot: « Que deviendrions-nous si nous avions le malheur de le perdre? »

Bonaparte savait tout cela et s'en sentait fortifié et même épououi. « Jusqu'à présent, confiait-il à Rœderer, dès le 30 thermidor, le peuple m'a gâté: il va au-devant de mes désirs comme moi au-devant des siens; et je suis plein de reconnaissance pour lui. »

Cependant, il continuait à agir avec beaucoup de prudence. Les complots anarchistes étaient étouffés sans bruit. Si on arrêtait à l'Opéra quelques assassins apostés le 18 vendémiaire, presque tous révolutionnaires italiens réfugiés en France, Arena, Ceracchi et quelques autres misérables, il refusait de laisser englober dans les recherches et, à plus forte raison, les poursuites, non seulement Masséna dont on avait annoncé l'arrestation, mais Bernadotte plus réellement compromis. Il ne se déparlait pas de cette prudence. Le 10 brumaire, le fac-tum intitulé *Parallèle entre César, Cromwell, Monck et Bonaparte* paraissait, dont chaque préfet recevait un exemplaire par les soins empressés du trop imprudent ministre de l'Intérieur, mais le Consul, quoique ayant très probablement autorisé le ministre à lancer ce « brûlot », n'hésitait pas à sacrifier son frère aux protestations des hommes de gauche dont le ministre de la Police, puis Moreau lui avaient apporté les doléances.

Le Consul savait ménager et attendre. Il attendait que le peuple lui fût redevable d'un bienfait de plus, le plus désiré de tous : la paix avec l'Europe.

LES VICTOIRES SUR L'AUTRICHE

Les négociations continuaient à Lunéville. Mais Cobenzl les faisait intentionnellement trainer. Après un mois, elles n'avaient pas fait un pas : l'opinion s'en plaignait et allait jusqu'à en réclamer la rupture. « Le peuple paraît désirer vivement la fin de la lutte diplomatique, écrit-on le 5 frimaire (26 novembre) : confiant dans les armées, il blâme secrètement le Gouvernement de ce qu'il se laisse amuser par des négociations, tout comme l'a fait l'ancien Directoire. » Le Consul ne se laissait nullement « amuser » : il pénétrait parfaitement les arrière-pensées de Cobenzl : mais il lui importait que l'Autriche, à laquelle on allait porter un coup violent, maintint à Lunéville un plénipotentiaire pour qu'aussitôt ce coup porté, on pût sans délai en tirer, sur le terrain diplomatique, un décisif avantage.

Le coup fut asséné à Hohenlinden. Moreau, appelé de nouveau à la tête de l'armée du Rhin, avait reçu mission de marcher d'Ulm sur Vienne par le Danube, tandis que Macdonald, par le Splügen, pénétrerait des Grisons dans le Tyrol et que Brune, à la tête de l'armée d'Italie, forçant le passage de l'Adige, menacerait la Vénétie et le Frioul. Moreau, heureusement, semblait animé plus qu'à l'ordinaire de l'esprit d'audace et d'ailleurs il n'eut pas la possibilité de se laisser ralentir par ses hésitations coutumières : ce fut en effet l'archiduc Jean qui, espérant le tourner dans sa marche, vint se heurter à lui dans la forêt de Hohenlinden. Moreau sut dicter à ses lieutenants un plan de bataille tout à fait remarquable et que Richepanse exécuta avec un tel bonheur, que, le soir du 12 frimaire (3 décembre 1800), les Français restaient maîtres du champ de bataille jonché de 6 à 7000 ennemis, ayant fait 12000 prisonniers, enlevé 87 pièces de canon et contraint les débris de l'armée ennemie à une fuite de déroute. Avec une résolution bien insolite chez lui, Moreau exploitait sa victoire : on ne reconnaissait plus le *Cunctator* de la Révolution. Dès le 18 frimaire, ses troupes franchissaient l'Inn ; après un combat assez vif, la Salza l'était,

le 23, et l'archiduc Charles, appelé à remplacer son cousin à la tête des troupes impériales, arrivait trop tard pour barrer efficacement la route de Vienne. On croyait déjà les Français dans la capitale autrichienne quand Moreau, — sans nouvelles des autres armées et craignant, une fois de plus, d'aller trop de l'avant, — conclut, le 4 nivôse (25 décembre), à Steyer, un armistice qui d'ailleurs lui livrait toute la vallée du Danube, terminant ainsi une campagne courte et superbe qui, après les succès de l'année précédente, assurait au général en chef de l'armée d'Allemagne une magnifique gloire militaire.

Tandis que Macdonald pénétrait, de son côté, dans le Tyrol, Brune, ayant franchi le Mincio, puis l'Adige, et menaçant la Vénétie, imposait à son tour, le 26 nivôse (16 janvier), à l'armée autrichienne d'Italie l'armistice de Trévise qui établissait solidement les Français sur la ligne de l'Adige et dans la place de Mantoue. Cependant, le général de Miollis, envoyé en Toscane, y avait bousculé les Napolitains, permettant à Murat, arrivé à la rescouasse, de dicter aux alliés de l'Autriche un troisième armistice qui nous livrait toute l'Italie centrale. L'Autriche et ses derniers alliés étaient partout réduits à l'impuissance.

Ces victoires facilitaient tout à la politique de Bonaparte : Albert Sorel n'a pas tort de faire observer qu'elles eussent peut-être été sans lendemain si, en maintenant les négociateurs à Lunéville, le Premier Consul ne se fût ainsi tenu prêt à exploiter incontinent ces admirables succès. Pendant que Cobenzl, dans l'espérance de victoires autrichiennes, trainait les conférences, le Premier Consul s'était efforcé de former contre l'Angleterre une coalition d'intérêts et de passions. Le 8 vendémiaire (30 septembre 1800) avait été signée à Mortfontaine, résidence de Joseph, la Convention entre les États-Unis et la France destinée à paralyser, par la défense commune contre l'abus du droit de visite, l'action de l'Angleterre dans les mers. Peu après était arrivé à Paris l'envoyé du tsar Paul, Sprengporten, chargé, — chose singulière, avant même que la paix fût officiellement signée entre les deux gouvernements, — de nouer cette alliance que les avances du Premier Consul avaient amorcée : le Tsar acceptait de recevoir Malte en dépôt, « pomme de discorde, disait Bonaparte, entre les mains de nos ennemis ». Et des traités de neutralité ayant été signés

par le Tsar avec le Danemark, la Suède et la Prusse, destinés à isoler l'Angleterre, le Consul avait pu, dans sa joie, s'écrier devant l'envoyé russe : « Votre souverain et moi sommes appelés à changer la face du monde. »

Tout était, en tout cas, changé pour Cobenzl à Lunéville. L'Angleterre, qui naguère interdisait à l'Autriche de traiter séparément, se trouvait gravement menacée et l'Autriche elle-même battue sur quatre champs de bataille. Le plénipotentiaire autrichien ne mettait plus son espoir, assez faible, que dans les complots de Paris pouvant peut-être aboutir à l'assassinat du Premier Consul.

LA MACHINE INFERNALE

Or, à cette heure même, un de ces complots se dénonçait par un effroyable attentat jusque-là sans précédent. Arena, Ceracchi et leurs complices les conspirateurs « anarchistes », n'étaient pas encore jugés quand, le 3 nivôse (24 décembre), le Consul se rendant à l'Opéra et passant rue Saint-Nicaise, une épouvantable explosion se produisit. C'était une formidable *machine infernale* qui venait d'éclater, quelques secondes trop tard pour atteindre le but odieux qu'on s'était proposé; car, tandis que des personnes de la suite du Premier Consul et de simples passants tombaient morts ou mourants, Bonaparte se trouvait sain et sauf. Il parut à l'Opéra où l'assistance, bientôt avertie, lui fit une indescriptible ovation et il gagna presque aussitôt les Tuileries où affluaient déjà les visiteurs bouleversés.

Il n'y avait qu'une voix : c'était les « anarchistes » qui avaient fait le coup. N'avaient-ils pas tenté de poignarder le Consul à l'Opéra le 18 vendémiaire et n'avait-on pas, un mois après, arrêté le jacobin Chevalier au moment où il fabriquait une *machine infernale*? Et l'on ajoutait qu'en retardant la mise en jugement des auteurs du premier attentat et en enveloppant le second de mystère, on avait encouragé leurs misérables coreligionnaires à préparer ce nouveau crime.

La passion politique ne perd jamais ses droits. Tandis que dans Paris et bientôt à travers la France, l'opinion s'exaspérait contre les auteurs, quels qu'ils fussent, de l'attentat, tout un parti ne voyait dans l'événement qu'une occasion de jeter bas

un adversaire détesté : c'était Fouché; et le fait allait, autant que l'attentat, déchaîner les tempêtes.

Depuis le départ de Lucien, le ministre de la Police semblait être resté maître du terrain. L'ex-terroriste de Lyon continuait à retenir, autant qu'il le pouvait, le Gouvernement dans la voie de la réaction. Résolu à ne pas donner à celle-ci prétexte à s'accélérer, il avait, cela était vrai, travaillé à enlever, aux yeux de l'opinion, toute importance aux complots « républicains », mais, en revanche, n'avait cessé de signaler et de souligner les attentats des arrière-chouans. Ceux-ci, à la vérité, paraissaient avoir disparu, mais le ministre n'ignorait pas que Cadoudal, réfugié à Londres, y machinait son « coup essentiel » et lançait dans Paris des hommes à tout faire. D'ailleurs de très graves attentats avaient été récemment commis par ces arrière-chouans en province. Le sénateur Clément de Ris avait été, le 2 vendémiaire, enlevé en pleine Touraine par une bande, et l'affaire, restée « ténébreuse », suivant le mot de Balzac, pour l'opinion vulgaire, ne l'était nullement pour le ministre, — et encore moins l'affaire de l'ex-évêque constitutionnel de Quimper Audrein, ex-conventionnel régicide, assailli en pleine lande bretonne et assassiné le 5 brumaire par des brigands royalistes. Fouché avait même su faire partager son émotion par le Tribunal qui, le 19, avait émis le vœu qu'on appliquât aux auteurs de ce meurtre toute la rigueur des lois.

Mais le parti réacteur souffrait mal l'influence de Fouché. Il l'accusait de couvrir les anarchistes et, en revanche, « d'inventer » des complots royalistes, afin d'indisposer contre les éléments de droite l'esprit du Consul. On tenait, avec l'attentat de la rue Saint-Nicaise, l'événement le plus propre à perdre le ministre, qui, en ne surveillant pas ces misérables « terroristes », leur avait permis d'exécuter d'abominables projets.

Lorsque Fouché se présenta, dans cette nuit tragique, aux Tuilleries, il y fut reçu par de violents murmures et le Consul lui-même l'accueillit assez froidement. Devant la foule des gens accourus, Bonaparte accusa, en termes formels, exaspérés, les « jacobins » de l'attentat et se répandit en menaces violentes, et, comme quelques amis du ministre, — car lui demeurait silencieux et flegmatique, — essayaient d'insinuer, au milieu de la réprobation générale, qu'il s'agissait peut-être d'un coup des chouans, le Consul s'écria : « On ne me fera pas prendre le

change, il n'y a ici ni chouans ni émigrés, ni ci-devant nobles, ni ci-devant prêtres. Je connais les auteurs, je saurai bien les atteindre et leur infliger un châtiment exemplaire. »

Le lendemain, en présence des corps de l'État venus pour le féliciter et, le surlendemain, au Conseil d'État, Bonaparte s'emporta de nouveau en furieuses sorties contre « les revenants de septembre »; devant les hésitations du Conseil qui pourtant partageait en grande partie son opinion, et sur un mot courageux de l'amiral Truguet émettant un doute sur la culpabilité des « anarchistes », il s'écria encore qu'on voulait lui donner le change, lui faire frapper des royalistes inoffensifs et qu'il n'y avait de menaçants que les « *septembriseurs* ». Il fallait qu'une loi fût votée par le Corps législatif qui permit de déporter en masse les anciens terroristes qu'on avait eu le tort de laisser maîtres d'agiter Paris.

L'intrigue politique continuait contre Fouché et donnait à l'événement le caractère d'une véritable crise de gouvernement. C'était bien toute une politique de résistance aux mesures réactrices qu'on voulait jeter bas. Bonaparte, d'ordinaire si prudent entre les partis qui se le disputaient, semblait hors de lui. S'il n'avait pas prononcé publiquement le nom du ministre dans ses conversations, il le déclarait grandement responsable : « N'a-t-il pas été un de leurs chefs ? Ne sais-je pas ce qu'il a fait à Lyon ? » Encouragés, les hommes du parti réacteur se déchaînaient moins contre les anarchistes, auteurs « indiscutables » du complot, que contre leur « ami, leur haut complice ». Rœderer s'écriait : « Je me déclare officiellement l'ennemi de Fouché. Ce sont ses liaisons avec les terroristes, les ménagements qu'il a toujours pour eux et les places qu'il leur a données, qui les ont encouragés à commettre cet attentat. » Et, le 6, au cours de la séance du Conseil d'État où s'élaborait la nouvelle loi des suspects, on vit le même Rœderer essayer de faire signer à ses collègues une déclaration concluant à la destitution du ministre.

Le déchaînement de l'opinion, à la vérité, n'était violent que contre les anarchistes. Les préfets des départements chargeaient tous à l'envi les jacobins de leurs départements. A la parade du 4 nivôse déjà, une foule s'était ruée vers le Consul à cheval avec des acclamations folles : « L'indignation est si forte, dit un rapport, que, de toutes parts, on demande des

exécutions exemplaires sans observer les formes que la justice prescrit. » L'ex-général vendéen Bourmont osa venir offrir à Fouché ses anciens chouans pour donner la chasse aux criminels. Le ministre accueillit cette offre obligeante avec le plus froid de ses sourires : il savait que, peu de semaines avant l'attentat, des agents de Georges, d'anciens amis de Bourmont, et des plus audacieux, Carbon, Saint-Réjant et Limoelan, avaient pénétré à Paris ; il les avait identifiés et fait suivre ; il avait, par malheur, perdu leur piste quelques jours avant l'explosion, mais, sans rien dire de ses recherches, il était en train de reconstituer l'affaire ; et, ne répondant à aucune attaque, il disait à ses entours : « Rira bien qui rira le dernier. »

Cependant, le Conseil d'État discutait au sujet de la répression. Il acceptait d'ajouter au projet de loi sur les tribunaux spéciaux deux articles, l'un instituant une commission militaire pour juger les crimes commis contre les membres du Gouvernement, le second attribuant au Premier Consul, — et cela était très grave, — la faculté d'éloigner de Paris les hommes dont la présence dans la capitale paraîtrait dangereuse, et, s'ils tentaient de se soustraire à l'exil, de les faire déporter. Mais on sentait dans le sein même de l'Assemblée, — si dévouée qu'elle fût au Consul, — le désir de ne pas être associée plus étroitement à une mesure qui aboutissait moins à châtier des coupables qu'à proscrire arbitrairement, et pour de simples *tendances*, tout un groupe de citoyens.

Bonaparte continuait à s'irriter. Cette résistance, cependant mesurée, l'exaspérait, et plus encore le flegme ironique de Fouché. Et, par réaction, lui qui, depuis le 18 brumaire, n'avait cessé d'improuver toute idée de proscription, il s'écriait « qu'il fallait fusiller 15 ou 20 de ces scélérats et en déporter 200 ». Surtout il se défendait de se laisser tromper par ceux qui, « par un mensonge », essayaient de faire tomber sa colère sur les royalistes, les nobles, les prêtres et de le faire revenir, disait-il, sur ses mesures de réparation. Cambacérès, toujours complaisant, essayait de trouver une solution qui, sans heurter la conscience du Conseil d'État, satisfît la fureur de son illustre collègue. Les ministres furent saisis de l'affaire ; Talleyrand conseilla aux Consuls de prendre sur eux la responsabilité ; mais le Premier Consul désirait donner des formes légales à un acte si absolument arbitraire ; il imagina alors de se faire

couvrir par le Sénat. Celui-ci examinerait si l'acte de proscription était ou non attentatoire à la Constitution. Le ministre de la Police dresserait une liste des principaux « terroristes » qui seraient déportés, le Conseil d'État rédigerait les motifs, le Premier Consul signerait la résolution et le Sénat l'homologuerait. Peut-être espérait-on que Fouché refuserait, ce qui équivaudrait à une démission.

C'était mal le connaître; remis maintenant sur la piste des vrais coupables, les hommes de Cadoudal, il avait encore besoin de quelques heures pour les saisir. Il n'était pas l'homme des grands scrupules : puisqu'il fallait une liste de proscrits, il aimait mieux, pour pouvoir en excepter quelques vieux amis, avoir mission de la dresser et, après tout, pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour nettoyer Paris de quelques compromettants agités? Le 11 nivôse, la liste était prête : elle comptait 130 noms; elle fut présentée au Conseil avec un rapport de Fouché dénonçant « cette classe d'hommes qui, depuis dix ans, s'étaient couverts de tous les crimes », des massacres de septembre aux complots contre le Directoire (Fouché n'y parlait pas des mitraillades de Lyon). « Tous ces hommes n'ont pas été pris le poignard à la main, disait le rapport, mais tous sont universellement connus pour être capables de l'aiguiser et de le prendre. » Le Conseil admit le principe de la déportation; le Premier Consul signa, le 14, l'arrêté qui englobait dans cette mesure arbitraire une centaine d'« anarchistes », « terroristes et septembriseurs », et, le 15, le Sénat, convoqué, déclara cette mesure constitutionnelle. Dès le 16, les proscrits arrêtés étaient acheminés vers l'Amérique. Parmi eux se trouvaient, au milieu de misérables obscurs, d'anciens conventionnels et surtout d'anciens membres de la Commune. Le conseiller d'État Réal, qui avait fait partie de cette même Commune, avait simplement protesté que « certains ennemis de la liberté ne voulaient qu'un nouveau prétexte pour en proscrire les défenseurs »; sur le mot de « septembriseurs », il s'était écrié que tous ceux qui, de 1792 à 1794, avaient pris part aux actes de la Révolution pourraient, un jour, être englobés sous cette vague appellation et lorsqu'on avait parlé de *babouvistes* (qu'il avait défendus, jadis devant la Haute-Cour), il avait déclaré que « s'il n'était conseiller d'État, il serait peut-être sur la liste ». Mais lui-même avait fini par s'associer par son vote à la

mesure, ajoutant : « Je signerai leur déportation et Fouché fera toujours les listes, parce que ce sont *des hommes mauvais par eux-mêmes*. »

Chose curieuse, une seule personne s'était alarmée, avec le ministre de la Police, du mouvement de réaction que déchainait l'événement : c'était Joséphine qui, défendant Fouché, disait à Rœderer : « Ce n'est pas du ministre de la Police que Bonaparte doit se défier ; les gens les plus dangereux pour lui sont les flagorneurs qui lui persuadent des choses qui irritent les bons citoyens, et qui lâchent de lui inspirer une ambition qu'il n'a pas. » On voit par ce trait à quel point les conséquences débordaient l'événement et bouleversaient le monde politique tout entier.

Fouché, cependant, avait retrouvé la vraie piste. Une série de témoignages habilement recueillis avait permis d'identifier les auteurs de l'attentat. C'étaient bien les agents de Georges, et c'était Saint-Réjant qui, le 3 nivôse, avait mis le feu aux poudres. Le 18, Carbon, son complice, arrêté, avouait tout et le ministre pouvait, avec le même flegme qu'il avait opposé au déchainement des passions, apporter aux Tuilleries la preuve que lui seul avait vu clair. Il tenait sa revanche. Le Gouvernement l'autorisait aussitôt à faire arrêter les agents royalistes ; il y eut, dans les derniers jours de nivôse, une rafle de quatre-vingts agents de Georges ; ils allèrent rejoindre au Temple Bourmont qui, la veille encore, venait offrir son concours au ministre contre les anarchistes et, un instant après, aux ennemis de Fouché contre celui-ci. Dès lors, le ministre n'avait plus besoin de la prise de Saint-Réjant, qui fut saisi le 7 pluviôse, pour triompher sans conteste de ses adversaires mortifiés.

Les républicains Arena, Ceracchi, Topino-Lebrun et Demerville ayant été jugés, condamnés et exécutés le 19 nivôse, les chouans Carbon et Saint-Réjant devaient l'être, le 30 germinal, au milieu des huées de la foule, tandis que les cent anarchistes s'acheminaient néanmoins vers les îles Seychelles perdues en plein Océan Indien. Paris était ainsi débarrassé, d'un seul coup, tout au moins provisoirement, de tout élément de troubles.

L'ÉMOTION PUBLIQUE

L'événement de nivôse était gros de conséquences et c'est pourquoi il y avait lieu d'y insister.

A l'intérieur il avait provoqué dans l'opinion une violente

émotion qui, tout entière, devait tourner au profit du Premier Consul. Que les misérables qui avaient failli le tuer y eussent réussi et « l'on eût été replongé, s'écriait-on partout, dans un abîme de maux ». Et si les mesures, tout à fait arbitraires, frappant les « anarchistes » n'avaient soulevé dans le public aucune réprobation, c'est que, nous le savons, bien avant même qu'elles fussent prises, l'opinion « demandait des exécutions exemplaires sans observer les formes que la justice prescrit ». Lorsque les vrais auteurs avaient été arrêtés, la colère du peuple s'était tournée contre les chouans, mais l'impression totale de la nation était que l'on avait bien fait de nettoyer Paris de tout ce qui pouvait, à gauche comme à droite, mettre en péril l'ordre public et surtout la vie du Premier Consul.

De l'émotion indescriptible qui avait saisi l'opinion, Bonaparte se sentait plus fort pour fermer la bouche à l'opposition.

Depuis quelques mois, il la supportait mal, mais il avait gardé vis-à-vis d'elle quelques ménagements. Au Tribunat, elle avait cependant pris un caractère systématique : pas de projet de loi qui, si évidemment bienfaisant qu'il apparût, ne rencontrât contre lui au moins une vingtaine de voix et, dans la majorité même, on sentait parfois des résistances sournoises que ne faisait céder que la crainte d'une menaçante impopularité. « Je suis entouré de mes ennemis, disait Bonaparte à Rœderer, le 1^{er} décembre 1800, *le Tribunat, les Législateurs ne peuvent pas m'aimer.* » Et il se répandait en récriminations contre ces « phraseurs », qui « avaient toujours combattu l'autorité existante » : « Après avoir renversé l'autorité en 1791, disait-il, après avoir phrasé ensuite plusieurs mois, quoique nombreux, quoique éloquents, ils ont été renversés à leur tour ; ils ont reparu et ils ont encore phrasé ; toujours se méfiant de l'autorité, même quand elle était entre leurs mains, ils lui ont toujours refusé la force indispensable pour résister aux révolutionnaires. » Cependant, les rapports de police lui apprenaient que, dans les assemblées, « le parti de l'opposition se grossissait chaque jour et que l'on préparait une sortie contre le Gouvernement ». La loi sur les tribunaux spéciaux, portée devant les assemblées, n'y obtint que de très petites majorités et le tribun Ginguené « parlait, dans les conversations intimes, de faire appel aux armées et d'éclairer l'opinion des soldats par

une série d'articles de la *Décade philosophique* ». Et, de fait, l'ex-conventionnel Marie-Joseph Chénier, un des tribuns les plus échauffés, était dénoncé comme ayant eu des conférences avec le général Schérer connu pour l'un des généraux les plus aigris de l'armée. « Si l'on veut *ramper* à Paris, nous irons rejoindre les soldats qui verront en nous les vrais représentants du peuple », disait un tribun exalté; on allait consulter Sieyès « derrière le rideau », et avec son pâle sourire, il disait : « Laissez faire, le Gouvernement s'enferrera de lui-même. »

Cette opposition irritait d'autant plus le Premier Consul, et avec lui l'opinion, qu'elle se traduisait par des attaques sans bonne foi. Lorsque le budget de l'an IX avait été proposé au Tribunal, on était allé jusqu'à faire au Gouvernement un grief de « ne pas exiger assez des contribuables ».

Après nivôse, Bonaparte, qui, jusque là, avait patienté, fit entendre de violentes menaces : « Ils sont là douze à quinze métaphysiciens bons à jeter au feu... Il ne faut pas croire que je me laisserai faire comme Louis XVI. Sorti du sein du peuple, je ne souffrirai pas qu'on m'insulte comme un roi. »

Il était devenu plus irascible; contre les anarchistes au lendemain de l'attentat, contre les royalistes après la découverte des vrais coupables, contre l'opposition systématique des tribuns, contre le salon de M^{me} de Staél, il s'était emporté en furieuses sorties. Ce n'était pas seulement par une simple préoccupation de l'ordre intérieur, mais par l'aperception très nette des répercussions fâcheuses qu'avaient les incidents, gros et petits, de Paris sur les négociations engagées avec l'Europe. Les fers étaient au feu de toutes parts: on négociait avec Cobenzl à Lunéville, avec Sprengporten l'envoyé du Tsar comme avec Lucchesini, le ministre de Prusse à Paris, et, à Paris encore, avec Spina, le représentant du Pape; et en dépit du succès des armées, aucun ne s'engageait à fond parce que le pouvoir du Premier Consul leur paraissait, du fait des conspirateurs comme du fait des opposants, instable encore et précaire. L'attentat de nivôse avait été jusqu'à contrebalancer, un moment, l'effet des victoires de Moreau, de Macdonald et de Brune. Et c'est pourquoi Bonaparte s'était écrié au cours d'une de ses sorties : « Ce n'est pas ma personne que je cherche à venger... Je songe à l'ordre social que j'ai mission de rétablir, à l'honneur national que j'ai mission de laver d'une souillure abominable! »

LA PAIX DE LUNÉVILLE

Si Cobenzl hésitait à traiter, Bonaparte pensait l'y entraîner, après avoir frappé à Paris tous les perturbateurs, en essayant de fermer la bouche aux opposants systématiques. Et il l'intimidait encore en le mettant devant des faits accomplis. Le 12 nivôse (2 janvier), il avait, sans attendre l'adhésion de l'Autriche, envoyé au Corps législatif le message qui restera à tout jamais célèbre dans l'histoire de la grande *question d'Occident* qui est celle du Rhin : « *La rive gauche du Rhin sera la limite de la République...* » Après avoir replacé les anciennes limites de la Gaule, il (le peuple français) devait rendre à la liberté des peuples qui lui étaient unis par une commune origine, par le rapport des intérêts et des mœurs. » Et ayant ainsi fait le geste solennel, attendu à Paris depuis si longtemps, il coupait court à toute protestation de l'Autriche. « Si la bonne foi est encore trompée, nous sommes à Prague, à Vienne, à Venise. » L'Impérator jaillissait soudain, impérieux et superbe, des incidents où avait failli disparaître le Consul. A Joseph, son représentant à Lunéville, il déclarait : « Faites sentir à M. de Cobenzl que tous les jours changent la position. »

« L'Autriche est aux abois, écrivait le 12 au roi de Prusse le ministre Haugwitz, il ne dépend maintenant que de la France de rétablir la paix sur le continent. Pour être juste, il faut convenir même que le Premier Consul, à cet égard, n'a plus aucun compte à tenir ni de la Prusse ni de la Russie et que rien ne l'empêche d'établir les bases de sa paix particulière avec l'Autriche *d'après ses propres vues et en ne consultant que les intérêts de la France.* » Quelle magnifique justification de la façon dont Bonaparte avait mené la politique du pays!

La chancellerie de Vienne était en effet « aux abois ». Elle comprenait que chaque semaine allait maintenant ajouter aux exigences de son vainqueur. Le 24 pluviôse (9 février), Cobenzl cédait sur tout et signait à Lunéville le traité tant attendu. « Il est affreux ! » écrivait-il à Vienne avec désespoir. Il l'était peut-être pour l'Autriche, mais combien glorieux pour la France ! L'Italie tout entière, de l'Adige à Naples, soumise à la suzeraineté ou à l'influence française; la rive gauche du Rhin,

de la mer du Nord à Bâle, reconnue comme terre française et, par les conséquences de certains articles, la France autorisée à présider aux remaniements considérables qu'ils entraîneraient dans l'Empire germanique tout entier, c'était vraiment réaliser, et au delà, le rêve qu'avaient à peine osé faire les membres les plus ambitieux du Comité de l'an III. Le Corps législatif va voter, le 18 ventôse (8 mars 1801), par 258 voix contre 1, le fameux décret : « Les départements de la Roer, de la Sarre, du Rhin-et-Moselle et du Mont Tonnerre font partie intégrante du territoire français. » C'était enfin la réponse à l'appel magnifique de Danton du 29 janvier 1793 : « Les limites de la France sont marquées par la nature. Nous les atteindrons sur les quatre points. » Dans sa tombe ensanglantée on croit voir se dresser le grand tribun de la Révolution pour sacrer le grand soldat qui vient de réaliser la grande œuvre. « Jamais, même aux temps les plus glorieux de Louis XIV, a écrit Albert Sorel, la France n'avait conclu une paix aussi magnifique, et par l'étendue des conquêtes et par l'influence ouverte sur l'Europe. »

Elle fut connue à Paris, le 22 pluviôse et y déchaina un délire de joie. A la Bourse le tiers consolidé fit un bond sans précédent de 20 points, atteignant 70 francs. L'Angleterre, désormais sans alliés, ne tarderait pas longtemps à traiter à son tour et le Consul aurait ainsi rétabli la paix, — suprême service, suprême bienfait. Les ouvriers des faubourgs quittèrent aussitôt les ateliers et remplirent les cabarets. *Vive Bonaparte!* criaient-ils à plein gosier et l'on acclamait « le père, le sauveur de la Patrie ». Des gens pratiques disaient : « Nos petits écus vaudront bientôt 12 livres. » Les fenêtres s'illuminèrent, spontanément.

« Quelle magnifique paix ! Quel commencement de siècle ! écrivaient les *Débats*, organe de la droite, et que de sagesse en même temps dans l'usage modéré de la puissance et de la force ! » et le *Publiciste*, organe de gauche : « Tous les cœurs sont unis, tous les visages sont épanouis. C'est aujourd'hui que le héros de la France va recueillir dans les bénédicitions d'un peuple sensible et juste les fruits les plus doux de ses brillantes victoires et de sa généreuse politique. » Lors de la proclamation de la paix de Lunéville, on écrira : « Les ennemis du Gouvernement ont perdu toute confiance. »

POUR RÉDUIRE L'ANGLETERRE

Et maintenant, pour donner raison aux optimistes, il fallait enfin contraindre à la paix le dernier et le plus obstiné de nos ennemis : l'Anglais.

Le moment était favorable. Pour la première fois depuis le début de la guerre, l'Angleterre se sentait ébranlée dans sa foi en la victoire finale. La guerre la ruinait. Elle traversait une crise économique et financière très grave. D'agricole, le pays tendait de plus en plus, depuis un demi-siècle, à devenir industriel, mais, de ce fait, il souffrait doublement de son isolement, ayant doublement besoin du Continent : pour y chercher la subsistance essentielle que sa terre maintenant lui mesurait, et y trouver l'écoulement des marchandises qui s'accumulaient dans ses magasins et ses docks. Le petit peuple criant misère, les hautes classes elles-mêmes commençaient à s'alarmer. Le Parlement s'étant, le 2 février, réuni, une demande d'enquête avait été déposée par lord Fitzgerald sur « les causes de l'effondrement des efforts de la politique anglaise ». Le mot était cruel et le fait sans précédent.

L'alarme était d'autant plus grande que le Continent, sous l'action impérieuse du Premier Consul, se fermait tous les jours davantage, non seulement à la politique, mais, ce qui était plus grave, à la marchandise britannique. Le Premier Consul faisait le premier essai du fameux blocus qui, quelques années après, serait la grande pensée de la politique impériale.

Le tsar Paul, par surcroit, était tous les jours davantage, conquis à la politique des Tuilleries. Orgueilleux autant qu'irascible, il avait été manœuvré de main de maître, persuadé d'ailleurs que la puissance russe s'allait éléver sur l'Europe avec l'appui du « nouveau Frédéric » providentiellement surgi pour lui servir d'auxiliaire. Il se déclarait désormais l'ennemi irréductible de la Grande-Bretagne et, sans rompre encore officiellement avec elle, gardant près de lui l'ambassadeur d'Angleterre, il vexait cruellement les sujets anglais dans ses États et, fermant ses ports, prenait la tête d'une coalition formidable contre ses nouveaux « ennemis ».

Ceux-ci avaient, à la vérité, par une attitude intransigeante et brutale sur mer, hâté la formation de cette coalition, dont, aux

premiers jours de février, on apercevait de Westminster avec angoisse les menaçants prodromes. C'étaient en effet ces événements qui avaient justifié les termes mortifiants de la demande d'enquête accueillie par le Parlement anglais. Pitt, qui incarnait depuis huit ans la lutte à outrance, s'était senti ébranlé. Il avait préféré s'effacer, momentanément, et avait donné sa démission, le 3 février, la veille même du jour où le traité de Lunéville, enfin signé, consacrait l'écroulement de la seule alliée puissante que l'Angleterre eût gardée sur le Continent.

Mais la constitution du nouveau ministère Addington ne paraissait pas tout d'abord entraîner, de la part du cabinet de Saint-James, une orientation nouvelle. Beaucoup d'historiens ont admis qu'Addington n'avait été, dès le premier jour, et pendant les mois suivants, que l'homme de Pitt, n'ayant accepté que de faire l'intérim et de servir de masque à son éminent prédécesseur. Je ne sais s'il faut à ce point suspecter la bonne foi britannique. Pour l'heure, il apparaissait nécessaire à l'Angleterre d'arriver à la paix, — et le départ de Pitt en était une des conditions essentielles ; mais il lui paraissait encore possible de faire de cette paix une paix lucrative. Elle était en effet victorieuse sur toutes les mers. S'étant depuis quinze ans tout à fait installée dans les Indes, elle s'y fortifiait tous les jours. Elle tenait toutes nos anciennes colonies, et venait de conquérir Malte. Elle bloquait l'Égypte de telle façon que la capitulation de l'armée française n'était, pensait-elle, qu'une question de semaines, peut-être de jours. Elle espérait que, munie de pareils gages, elle se pourrait retirer de cette guerre de huit ans avec honneur et profit. L'honneur serait qu'elle traitât à l'heure qui lui conviendrait ; le profit serait que, après avoir accru son domaine colonial des derniers débris du nôtre et jeté dans la Méditerranée, de Malte à Alexandrie, les bases de sa domination, elle obtint, avec un traité politique avantageux, un traité de commerce qui ouvrirait largement, avec la France, l'Europe à l'énorme stock de marchandises qui, de jour en jour, s'alourdissait.

Mais il lui fallait auparavant rompre le cercle menaçant, qui, par les soins adroits du Premier Consul, et grâce au concours du Tsar, se formait autour d'elle. L'Autriche neutralisée, la Russie entraînait la Prusse : on appâtait celle-ci par l'offre du Hanovre et jamais elle n'a résisté à la tentation de

prendre. Elle s'engagea à occuper l'électorat, propriété de la maison d'Angleterre ; mais, comme cette Prusse a toujours eu deux faces, au moment où elle semblait se faire ainsi l'auxiliaire active du Tsar et du Consul, elle faisait dire à Londres que, le Hanovre étant menacé d'une invasion française, l'occupation qu'elle en ferait ne serait que de « préservation ». Seulement Paul I^{er} trouvait d'autres alliés plus assurés : c'étaient les Puissances du nord. Suède et Danemark, exaspérés des « attentats » maritimes perpétrés par les Anglais, formaient, avec la Russie et la Prusse, la *Ligue du Nord* et, tandis qu'en Prusse on s'apprêtait à se saisir du Hanovre et qu'on interdisait provisoirement aux marchandises anglaises les côtes de la mer du Nord, le Danemark, occupant Hambourg et Lubeck, achevait de fermer à l'Angleterre, avec l'Allemagne, toute l'Europe centrale.

Restait la Méditerranée : Bonaparte s'en chargeait. L'Espagne était depuis longtemps censée son alliée : mais ce pays, entre les mains du plus misérable Gouvernement et d'une famille royale asservie au joug le plus ignominieux par un parvenu grossier et vénal, était à la merci des intérêts de ce Godoy et, de par les caprices lucratifs de cet aventurier, sujette à de décevantes volte-faces. On acheta encore le personnage et, pour donner couleur à ce marché, on satisfit aux vœux des souverains espagnols, en assurant définitivement la Toscane, — devenue « royaume d'Étrurie », — aux enfants de Parme, fille et gendre du roi d'Espagne : c'était d'ailleurs faire d'une pierre deux coups, puisque, ceux-ci s'engageant à tenir les ports toscans clos aux Anglais, le prince de la Paix, par le traité d'Aranjuez, le 21 mars, promettait le passage libre et l'appui des forces espagnoles au corps français qui irait à Lisbonne contraindre le Gouvernement portugais à se déclarer, lui aussi, contre la Grande-Bretagne.

Murat, d'autre part, envoyé en Italie, s'était avancé avec l'intention affichée d'aller à Naples dicter la paix ou détrôner ces autres Bourbons. Marie-Caroline, qui régnait derrière son misérable époux, n'attendit pas que le beau-frère du Consul eût dépassé Florence : les plénipotentiaires napolitains l'y arrêtèrent, signant, le 27 ventôse (18 mars), le traité par lequel le gouvernement des Deux Siciles s'engageait à exclure les Anglais des ports du royaume. Elle accepterait par surcroît

l'installation à Tarente d'une division française destinée à surveiller l'exécution du traité et, à brève échéance, de s'embarquer pour l'Égypte afin d'y ruiner les principales espérances de l'Angleterre.

Ainsi, du fond de la Baltique aux côtes de l'Adriatique, tout accès allait se fermer aux Anglais et le cercle se soudait. A la vérité, Paul I^{er}, principal artisan de l'entreprise conçue à Paris, réclamait-il encore du Premier Consul, avant de conclure un traité de paix, puis d'alliance, la restitution du Piémont au roi de Sardaigne, son protégé de toujours, et Kalytchef, chargé de cette négociation, foncièrement hostile au nouveau régime français, était-il assez disposé à trouver là un moyen de troubler les rapports; mais Bonaparte se faisait fort de garder le Piémont sans irriter le Tsar, alors tout à son rêve de Malte; la mainmise sur l'île est pour Paul I^{er} le point de départ d'un savant enveloppement des Balkans ottomans et le premier jalon de l'entreprise orientale qui, s'étendant même à l'Inde, hantait ses veilles. Le ministre prussien, sur les rapports envoyés de Paris par Lucchesini, semblait d'autre part entraîner plus avant son roi, par la perspective de devenir le principal agent de « la réunion du Nord au Midi » d'accord avec la France et contre l'Angleterre, — moyennant de gros avantages dont le Hanovre constituait déjà un magnifique gage.

L'Angleterre sentit l'extrême péril de la situation. Avant même que fussent signés les accords qui, de toutes parts, préparaient son encerclement, elle entendit frapper un coup, peut-être deux. Tandis que, profitant des derniers jours où ses flottes restaient maîtresses de la Méditerranée, elle envoyait, pour en finir, une armée en Égypte, elle lançait vers la mer du Nord l'escadre de Nelson qui, le 2 avril (12 germinal), passait le Sund, détruisait la flotte danoise et bombardait Copenhague, semant ainsi, par un exemple éclatant, la terreur parmi les puissances du Nord. Certes, Paul I^{er}, qui n'était pas homme à se laisser intimider, n'eût trouvé dans ce geste brutal de son « ennemi » qu'un excitant à sa haine. Mais, au moment même où Nelson s'acheminait vers la Baltique, le Tsar tombait assassiné, victime d'une conspiration de palais, dans la nuit tragique du 28 au 29 mars, et dès la première heure, il était sensible que le nouveau souverain, le jeune Alexandre, lié

à la faction « vieux Russe » qui venait d'abattre ce « fou furieux », non seulement ne continuerait pas la politique de son père, mais serait porté à en prendre le contre-pied. C'était là, pour l'Angleterre, une victoire autrement importante que le coup porté dans le Sund. Le profit qu'elle tirait évidemment de l'assassinat et la coïncidence de son apparition dans la Baltique avec la tragédie de Pétersbourg, coïncidence apparemment soulignée par le *Moniteur* français, ne suffisent pas à l'historien pour attribuer aux agents anglais le rôle de fauteurs du crime : les relations étroites de lord Withworth, alors ambassadeur à Pétersbourg, avec les gens qui avaient préparé l'assassinat ne peuvent que faire naître une présomption, qui ne déifie pas l'invakiseblance.

On pouvait, à Paris, aller jusqu'à craindre un renversement total des alliances. Les « vieux Russes » triomphaient : Rostopchine, un des plus acharnés d'entre eux, faisait fond sur un autre assassinat possible, probable, — il n'osait écrire désirable, — celui du « grand aventurier » des Tuilleries, que Kalytchef représentait encore, en mars, comme entouré de complots, particulièrement militaires, et sur la ruine d'un état de choses qui, à Paris, « ne reposait que sur un seul individu ». L'envoyé russe était chargé, non seulement d'insister sur la restitution du Piémont, mais de réclamer la révision du traité de Florence, « extorqué » par Murat à la cour de Naples. Tout paraissait donc en quelques semaines retourné.

Bonaparte avait tiré de la situation en train de se créer à la veille de l'assassinat de Paul I^r, de grandes espérances : il pensait réduire l'Angleterre à une complète capitulation par l'énorme plan d'encerclement qui avait failli se réaliser. Mais, selon son habitude, il avait d'avance examiné toute hypothèse. A la nouvelle de la mort de Paul I^r, il en avait aperçu très clairement toutes les conséquences. Il ne comptait plus sur la Russie ; il ne se faisait aucune illusion sur la loyauté de la Prusse ; il savait ce qu'il fallait penser des promesses de Naples et de l'Espagne. *Il traiterait seul avec l'Angleterre* ; mais, se réservant d'ailleurs de l'amener à composition par la menace d'une descente, il entendit mettre entre ses mains le plus de gages possible, pour le jour de la liquidation. Le 23 germinal (13 avril), il décréta l'érection du Piémont en une division militaire, annexion déguisée, puis il fit faire des

ouvertures de paix par Otto, envoyé à Londres quelque temps avant, pour négocier un échange de prisonniers et que lord Hawkesbury, chargé du Foreign Office, avait bien accueilli.

Mais le noble lord était maintenant tout ce qu'il y a de moins disposé à accueillir aussi bien de formelles ouvertures. L'Angleterre savait que le tsar Alexandre envoyait à Paris Markof avec les instructions les plus désagréables; elle savait aussi que l'Égypte allait tomber entre ses propres mains et que le nouveau souverain russe ne l'inquiéterait pas dans la possession de Malte; elle savait aussi que la fameuse *ligue des neutres*, formée par Paul I^r, était en train de se dissoudre. En conséquence, lord Hawkesbury répondit aux ouvertures par un ultimatum qui n'exigeait pas moins que l'évacuation de toute l'Italie, Nice comprise, du Portugal récemment envahi et de l'Égypte sans plus de coup férir. Après, l'on verrait.

L'Espagne, à son tour, manquait dans la main du Consul. Celui-ci eut sur le Gouvernement de Madrid et la famille royale des mots cruels trahissant déjà le dessein très net de jeter bas cette race usée, dont, si elle continuait sans cesse à trahir, « la dernière heure aurait sonné ». Il dissimula sa colère et, au printemps de 1801, intronisa les infants de Parme à Florence sous la tutelle de Clarke, vrai proconsul au-dessus de ce ménage de Bourbons dégénérés. Bien plus, il les voulut montrer aux Parisiens : les jeunes princes couronnés par lui parurent, en Prairial, à Paris qui les aclama, tout en les criblant de ses plaisanteries. Un soir, dans un théâtre, ils se montrèrent avec le Premier Consul. Le public applaudit avec transport le vers de la tragédie de *Philoctète* : « J'ai fait des souverains et n'ai pas voulu l'être. » Quoi qu'il en soit, les infants installés à Florence, il adressa à l'Espagne, d'où sortaient ces médiocres princes, les plus rudes rappels aux engagements pris en retour. Puis, de nouveau, il se tourna vers l'Angleterre.

Maintenant il ne la menaçait plus d'encerclement, mais d'invasion. « Il est bon, avait dès le 29 germinal (19 avril) écrit Talleyrand, qu'elle sache que l'opinion du Premier Consul est que l'espace qui sépare la Grande-Bretagne du continent n'est point franchissable. » Le Consul laissa le cabinet anglais méditer sur cette menace qu'il était homme à exécuter et, après plusieurs mois remplis par un énorme remous des négociations avec l'Europe et par maintes conférences entre Otto et Haw-

kesbury, il se décida, le 30 fructidor (17 septembre), à adresser à Londres une mise en demeure formelle. Déjà il réunissait à Boulogne des forces assez notables et l'Angleterre prenait vaguement peur. A Paris, où rien ne paraissait plus impossible au Premier Consul, on estimait la descente très probable, mais, s'il faut en croire Otto, à Londres même, on en arrivait à la redouter.

Par ailleurs, le *tsar* Alexandre lui-même, s'il se maintenait vis-à-vis de l'Angleterre dans une attitude très amicale, se défendait mal de subir l'effet du prestige qui se dégageait de la forte politique du Premier Consul. Se déclarant « attaché à sa gloire », il faisait passer à Markof des notes plus accommodantes qui allaient aboutir non plus au traité d'alliance conçu par Paul I^r, mais au traité de paix franco-russe.

C'était là une déception pour l'Angleterre. Aussi bien, toutes les raisons d'ordre économique et financier qui, depuis près d'un an, militaient pour la paix près du cabinet de Londres n'avaient-elles fait que s'accentuer. Le peuple anglais réclamait cette paix à haute voix ; Pitt lui-même, convaincu d'ailleurs qu'elle ne pourrait être que de courte durée, conseillait maintenant à son successeur Addington de la conclure : le traité, rétablissant les relations entre les deux peuples, entraînerait sans doute la conclusion d'un autre traité qui, réglant leurs rapports commerciaux, rouvrirait aux producteurs anglais les débouchés convoités tous les jours davantage et avec une sorte de frénésie. Le pays, à qui on faisait espérer, depuis un an, la capitulation de l'armée française d'Égypte, voyant se réunir à Tarente le corps de secours, ne semblait plus compter sur l'événement. Le Premier Consul, tout au contraire, sans aucune illusion, le croyait à très brève échéance presque fatal : c'est pourquoi il pressait la conclusion des préliminaires que, depuis plusieurs semaines, le cabinet de Saint-James paraissait disposé à signer enfin.

Bonaparte dicta lui-même à Talleyrand, — ne se fiant pas à la plume, à son sens, trop molle de son ministre, — la note, qui mettait Londres au pied du mur. « Il faut, écrivait-il à Talleyrand, que les préliminaires soient signés dans la première décade de vendémiaire ou que les négociations soient rompues. » Sous le coup de cette menace, le 9 vendémiaire (1^{er} octobre), lord Hawkesbury signait enfin avec Otto ces prélimi-

naires tant attendus. L'Angleterre restituerait à la France et à ses alliés (Espagne et Hollande) toutes les conquêtes faites par elle, à l'exception de la Trinité prise à l'une et de Ceylan arraché à l'autre; Malte serait rendue aux chevaliers de Saint-Jean, moyennant quoi l'armée française évacuerait le golfe de Tarente; l'Égypte retournerait à la Porte et le Portugal serait évacué également par les troupes franco-espagnoles. Des plénipotentiaires seraient envoyés par les deux gouvernements à Amiens où, après avoir mis en forme de traité les préliminaires et discuté des détails d'exécution, ils signeraient la paix définitive.

Ces préliminaires dépassaient pour la France tout ce qu'elle pouvait espérer depuis la mort de Paul I^r, et de beaucoup ce qu'elle avait pu rêver à la veille du 18 brumaire an VIII. Recouvrant ses colonies, elle ne livrait que l'Égypte, dont la possession n'avait jamais paru à la Nation que précaire et à peine désirable. Le traité ébauché laissait, par son silence, les mains libres au Gouvernement français en Suisse, en Italie, en Allemagne où, nous le verrons, se préparaient d'énormes remaniements destinés à en exclure l'Autriche. Il livrait la Russie à elle-même, dupe maintenant du changement de front qui avait suivi la mort de Paul I^r; aux réclamations de Markof exigeant, au nom de la Russie, la restitution du Piémont au roi de Sardaigne, le Consul allait répondre: « Eh bien, qu'elle vienne le reprendre! » Et le Tsar avait dû y renoncer. La paix s'était enfin conclue entre les deux pays le 16 vendémiaire. La veille même des préliminaires, un autre traité de paix avait été signé avec la Porte, décidant la restitution de l'Égypte dont l'Angleterre avait ainsi d'avance perdu vis-à-vis du sultan le bénéfice qu'elle en attendait. Et tout cela faisait des préliminaires, non point seulement ceux d'un traité entre deux puissances depuis huit ans en guerre, mais de la *paix générale*. Que l'Angleterre s'inclinât devant la possession d'Anvers et devant l'inféodation d'Amsterdam à la France, cela eût suffi à constituer un événement capital; mais que, par surcroit, elle semblât s'incliner devant la vassalisation de l'Italie, devant la prépondérance de la Grande Nation en Europe, assise par la paix de Lunéville, il y avait de quoi exalter en France les esprits et les âmes.

Chose étrange, il n'y parut pas tout d'abord. La haine était telle contre « Albion » depuis des siècles, et elle s'était à ce point surexcitée en France depuis 1793, contre la « nouvelle Carthage », elle avait été enfin portée, par les soins du Premier Consul lui-même, depuis un an, à un tel paroxysme, que les projets de descente avaient ouvert au public français des perspectives agréables de « châtiment ». Et la paix décevait l'attente de cette extraordinaire « exécution ». La joie fut, paradoxalement, beaucoup plus éclatante à Londres. On vit, aux bords de la Tamise, les chapeaux se couvrir de lauriers et les fenêtres s'illuminer spontanément. Lorsque Lauriston, aide de camp du Consul, paraîtra, peu de jours après, à Londres, apportant la ratification des préliminaires, le public détellera sa voiture pour la traîner à l'hôtel des Affaires étrangères « aux acclamations mille fois répétées de « *Vive la République française ! Vive Bonaparte !* » Le délire de la foule sera tel que des citoyens pris dans ce tourbillon d'enthousiasme seront foulés aux pieds. C'est que la Cité pensait comme lord Minto écrivant : « *Notre commerce va pénétrer jusqu'en France et fleurir à Paris !* »

A Paris, on fut, je le répète, plus calme. Le rapport de la préfecture de police était certainement écrit d'avance, qui signale « les plus vifs transports de joie et de reconnaissance ». « Aux premiers coups de canon, dit-il, les citoyens se sont répandus dans les jardins publics, dans les places, dans les rues. Sans se connaître, on s'embrassait, on se félicitait de cette heureuse nouvelle » et, dans les théâtres, dit-il encore, les couplets de circonstance témoignaient de « l'ivresse générale ». Les ministres étrangers, — étonnés d'ailleurs, le Russe comme le Prussien, — signalent, au contraire, que Paris n'a « manifesté ni sensibilité, ni reconnaissance ». Un témoin affirme qu'en tout cas, « le délire de Paris n'égalait point celui de Londres », et le fait est confirmé par M^{me} de Staél qui, le 23 octobre, écrit : « Que dites-vous de toutes ces paix et de l'indifférence de Paris à côté des transports de Londres ? La paix, ajoute-t-elle avec son anglophilie ordinaire, était cependant bien plus utile à la France qu'à l'Angleterre. »

Le Consul qui, à la nouvelle survenue en plein Conseil, s'était jeté dans les bras de ses deux collègues, restait désorienté de la froideur de l'opinion : « *Que leur faut-il donc ?* »

répétait-il. Fâcheuse impression qui le confirma dans l'idée que, quoi qu'il arrivât et si la paix ainsi ébauchée se devait rompre un jour, il aurait le peuple français derrière lui, — et plus ardent que lui-même, — contre « Albion ».

Chose curieuse, la France devant revenir sous peu sur cette relative indifférence, une partie de l'opinion anglaise, après les premiers jours de délice, allait, tout au contraire, se laisser entraîner aux plus violentes récriminations. Car la réaction suivit de près l'enthousiasme des premiers jours : Amsterdam et Anvers livrés tacitement à la France, les colonies restituées, la Méditerranée abandonnée à la domination d'un nouveau César, et pas un article sur le futur traité de commerce ! Les gens d'affaires surtout étaient déçus par cette lacune. Les ministres attaqués se défendaient mal. « Il fallait en finir », écrit simplement un Russe qui les fréquente. Aux Communes il y eut une vive discussion. Les anciens collègues de Pitt se déchainaient : « Nous sommes un peuple conquis », s'écriait Windham, et il ajoutait, pour souligner la faiblesse du Foreign Office, que, « si les Français avaient conquis le monde, c'était par des qualités par lesquelles ils méritaient de le conquérir ». Bonaparte, en tout cas, s'écriait-il, non sans exagération, devenait « notre maître aussi bien que celui de la Prusse ou de l'Espagne ». Pitt, lui, souriait machiavéliquement : il pensait, avec son ancien adversaire Fitzgerald, que la paix « ne serait qu'une trêve précaire et trompeuse ». Le traité n'était pas signé, — il ne le sera que le 25 mars 1802, — que déjà il était, aux yeux de nombre d'Anglais dirigeants, condamné à mort.

La France, tout au contraire, après le premier moment de désarroi, se laissait aller à l'exaltation. Dès germinal (avril), les nouveaux *Conseils généraux* des départements, pour la première fois réunis, avaient adressé au Premier Consul l'hommage de la reconnaissance profonde des populations rurales. « Bonaparte, déclarait l'un d'eux, justifie cette allégorie qui a fait de la déesse de la guerre et de celle de la sagesse une même divinité sous deux noms différents. » C'était le style classique de l'époque; tous parlaient de même. Bonaparte n'apparaissait que comme le représentant le plus accompli de Pallas Minerve, la déesse de la sagesse armée du bouclier et de la lance. Mais quelle devait être l'exaltation quand, tous les

jours, Paris, suivant l'expression de Frédéric Masson, « se réveillait à la nouvelle claironnée d'une paix : la paix avec l'Autriche, la paix avec le Portugal, la paix avec les Anglais, la paix avec les Russes, la paix avec la Turquie » ! « Tous les peuples envient votre destinée ! » avait pu, dès le 23 messidor, proclamer orgueilleusement, mais non sans quelque raison, le Premier Consul.

Il voulut que la fête anniversaire du 18 brumaire fût la « fête de la Paix ». Ce jour-là, il adressa au pays une nouvelle proclamation, — une des plus belles pages qu'il ait écrites, — où éclata, avec la fierté la plus légitime, une joie comme fulgurante : « Fidèle à ses vœux et à ses promesses, le Gouvernement n'a pas cédé à l'ambition des entreprises hardies et extraordinaires. Son devoir était de rendre le repos à l'humanité et de rapprocher, par des liens solides et durables, cette grande famille européenne dont la destinée est de faire les destinées de l'Univers. » Il ne s'attardait pas à évoquer tant de bienfaits prodigues depuis le 18 brumaire an VIII et qu'allait couronner, avec le Concordat près de se conclure, le traité de paix signé avec l'Angleterre. Tout à l'avenir, il l'apercevait plus riche de résultats pour la nation que ce récent passé. Et, dans le compte rendu de la situation de la République, il déclarait : « La France jouira de la paix, referra sa marine, réorganisera ses colonies, recréera tout ce que la guerre a détruit. Portons dans les ateliers de l'agriculture et des arts cette ardeur, cette constance, cette patience qui ont étonné l'Europe dans des circonstances difficiles. »

Jamais aucun homme n'avait eu à ce degré le droit de monter au Capitole. Mais il n'entendait point s'y reposer sur un lit de lauriers. La paix, à ses yeux, devait être dix fois plus féconde en triomphes que la guerre. Déjà son prodigieux cerveau bâtissait le magnifique monument qui, fondé sur cette paix rétablie à l'intérieur et à l'extérieur, s'élèverait par le concours de tous les Français sous la direction d'un incomparable architecte.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

V (1)

LE SUCRE

La production ainsi que le marché mondial du sucre est certainement une des branches de l'Économie auxquelles la guerre et ses suites ont apporté le plus de bouleversements, du fait, comme nous le verrons, de l'énorme développement dans les pays extra-européens, pays de canne presque exclusivement, de l'industrie sucrière. Ces contrées ont dû suppléer à la carence des pays betteraviers d'Europe de 1914 à 1920 et n'ont pas ensuite, jusqu'à ces derniers temps, tenu suffisamment compte de leur renaissance progressive depuis 1920.

L'industrie sucrière, qui est une industrie à base essentiellement agricole, se compose de trois éléments :

1^o La culture de la plante à sucre : betterave en Europe, et canne à sucre sur les autres continents (sauf aux États-Unis, où l'on produit une assez notable quantité de betteraves) ;

2^o La fabrique de sucre ou sucrerie, qui transforme directement la plante et dont le travail n'est que saisonnier, trois mois environ pour celles qui mettent en œuvre la betterave et cinq à six mois pour celles qui travaillent la canne ;

3^o La raffinerie, laquelle fonctionne régulièrement toute l'année, qui transforme les sucres bruts et leur donne la forme commerciale désirée par la consommation de chaque région.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1930, 1^{er} et 15 janvier, et 1^{er} mars 1931.

A LA VEILLE DE LA GUERRE

Résumons quel était, avant la guerre, l'état de la production sucrière mondiale et indiquons la situation particulière de la France, afin de marquer ensuite les changements survenus et leurs conséquences.

Canne et betterave. — En 1913, la production totale du sucre dans le monde était de 18 900 000 tonnes. Deux éléments y concouraient :

Pour 10 013 000 tonnes, le sucre de canne, d'origine extra-européenne, et dont les plus forts centres de production se trouvent surtout à Cuba, aux Antilles anglaises, au Pérou, au Brésil, à Java, aux îles Hawaï, aux Philippines, et, pour une moindre quantité, à l'île Maurice, en Égypte, à Formose, etc...

Puis le sucre de betterave produit par l'Europe : 8 168 000 tonnes, et, en faible quantité, par les États-Unis (728 000 tonnes).

Si la culture de la canne était très ancienne et était connue depuis plusieurs siècles, au XII^e, dit-on, ce n'est guère qu'en 1812 qu'a été réellement réalisée l'extraction du sucre de la betterave, et cela en France, grâce aux travaux, entre autres, de Delessert, d'Achart, de Deveux, etc.... Ce fut une des conséquences du Blocus continental qui avait fermé les ports aux arrivages de sucre des colonies anglaises. De France, cette culture se répandit en Europe. On reconnut qu'elle était une « tête d'assèlement » très utile pour beaucoup de terres et qu'elle augmentait sensiblement les rendements en blé quand cette culture lui succédait. Bref, en 1913-1914, la production européenne était montée à 8 160 000 tonnes. La part de la France dans ce total était, cette année, de 717 000 tonnes et avait été de 877 000 pour la campagne précédente (1).

Si c'est en France qu'a pris naissance la culture de la betterave à sucre, elle n'a pas tardé à se répandre rapidement dans les différents pays d'Europe dont les terres étaient favorables. Au moment de la guerre de 1870, nous tenions encore la tête de la

(1) Les statistiques de production des sucreries et raffineries sont établies par « campagnes » qui s'étendent du 1^{er} septembre, mois du début des arrachages de betterave, au 31 août suivant; pour les chiffres de consommation, d'exportation et d'importation, on compte aussi par années normales.

production européenne, place que l'Allemagne, dont le sol dans une partie du territoire est particulièrement apte à ce genre d'exploitation, devait nous enlever. Mais, grâce à la législation de 1884, due à M. Méline, qui avait institué des primes, la culture de la betterave reprit en France une telle extension, qu'en 1900, de 334 sucreries sortaient 1 100 000 tonnes, dont une partie était exportée, notamment en Angleterre.

Primes à l'exportation. — Cette production intensive était quelque peu artificielle, puisqu'elle était due à un système de primes directes et indirectes, qui se révélait assez onéreux pour le Trésor. Le prix du sucre s'était abaissé en septembre 1902, du fait de cette grosse production, aux environs de 21 fr. les 100 kilos, ce qui n'était plus guère rémunérateur, et ce système de primes aboutissait à fournir du sucre au-dessous de son prix de revient à l'Angleterre.

Malgré les avantages de cet état de choses, celle-ci, écoutant les plaintes de ses colonies sucrières, convoqua une conférence internationale qui se réunit à Bruxelles en 1903; y prirent part, outre l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie. Cette conférence, devant la menace de l'Angleterre de frapper d'un droit compensateur les sucre primés, décida :

1^o D'abolir toute prime directe ou indirecte, tant à la production qu'à l'exportation;

2^o De fixer à un maximum, par quintal, de 6 fr. pour le raffiné et de 3 fr. 30 pour le brut, les droits de douane pour les sures provenant des pays ayant adhéré à la convention.

3^o De frapper les sures primés d'un droit compensateur en sus de la taxe douanière ordinaire.

Cette convention fut très critiquée dans quelques-uns des milieux sucriers français, et l'est encore, d'autant qu'elle amena, dans les années qui suivirent, une réduction des emblavements et de la production, ainsi que la disparition d'un certain nombre de fabriques. Il faut remarquer cependant que les prix ne tardèrent pas à devenir plus rémunérateurs, car le ministre des Finances, M. Caillaux, diminua de 60 à 25 fr. l'impôt de consommation intérieure, afin de stimuler celle-ci. Au point de vue orthodoxe économique, cette solution était préférable au régime et à l'aide artificielle des primes et bonis.

La sucrerie en 1913. — Quoi qu'il en soit, en 1913 l'économie sucrière de la France présentait la physionomie suivante : 229 000 hectares étaient emblavés en betteraves. Ils alimentaient 214 fabriques de sucre établies nécessairement dans les régions de cette culture, et surtout dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, au nord du Loiret, avec quelques petits îlots, pourrait-on dire, plus au sud, dans l'Yonne, en Saône-et-Loire, dans le Puy-de-Dôme, au milieu de la fertile plaine de la Limagne et même aux environs d'Orange.

La sucrerie achetait, à cette époque, sa betterave à un prix fixe débattu chaque année avec ses fournisseurs de la culture. Du reste, sauf pour quelques années exceptionnelles marquées par un fort déficit de production, comme en 1911 par exemple, année de très forte sécheresse et qui n'a donné que 465 300 tonnes, les variations des prix dans le cours d'une campagne n'étaient pas très considérables. Ainsi, en 1913-1914, le prix du sucre blanc n° 3, qui est celui du sucre indigène cristallisé coté à la Bourse de commerce, oscillait entre 31 et 34 fr. 75, impôt non compris.

La consommation totale française s'était accrue depuis l'abaissement du taux de l'impôt de consommation et s'était fixée, en 1912-1913 et 1913-1914, à 703 et 710 000 tonnes.

La raffinerie. — Le troisième élément de l'industrie sucrière est la raffinerie. A la différence de la sucrerie, dont la campagne ne dure que trois ou quatre mois, celle-ci travaille toute l'année; elle reçoit le sucre provenant des fabriques, le transforme par refonte, épuration, recristallisation, et par une série d'autres opérations mécaniques ayant pour but de le débarrasser de ses impuretés, puis lui donne la forme marchande : morceaux rangés en boîtes de 5 ou de 1 kilo, ou semoules, réclamées par la consommation intérieure française, soit petits pains de 1 à 5 kilos, ou tablettes, surtout destinés à nos colonies d'Afrique.

Les sucre traités par nos raffineries sont ceux qui proviennent de nos sucreries indigènes et coloniales, et aussi des pays extérieurs lorsque la production française se révèle insuffisante. De plus, pour réexporter après raffinage à l'étranger ou dans les colonies françaises et protectorats soumis au régime de la porte ouverte, comme le Maroc, elles reçoivent des sucre

exotiques qu'elles travaillent sous le régime de l'admission temporaire et qui lui reviennent au prix mondial, prix qui est le seul auquel elles peuvent revendre dans les régions en question.

Infiniment moins nombreuses que les sucreries, les raffineries sont parfois adjointes à quelques-unes de ces dernières, qui raffinent ainsi directement leur production et on les désigne, dans ce cas, sous le nom de « fabriques-raffineries ». Plus souvent, ce sont des établissements distincts situés soit dans les grands centres de consommation et de réexpédition comme Paris, soit à proximité des régions betteravières et productrices de sucre, soit dans les ports de la Méditerranée ou de l'Atlantique, ces dernières travaillant plus spécialement les sucres coloniaux et exotiques qui leur reviennent à moindres frais qu'aux usines de l'intérieur, et se consacrant surtout à l'exportation.

En 1913, elles étaient au nombre de 26 ainsi situées : à Paris, 3; à Nantes, 2; à Bordeaux, 3; à Marseille, 2; dans la région du Nord et de l'Île-de-France ainsi que dans l'Est, 13; dans le Centre, 2, et avaient fabriqué, tant pour l'intérieur que pour l'exportation, environ 670 000 tonnes.

La raffinerie n'était pas seule à alimenter la consommation française. Celle-ci, en dehors des sucres raffinés, absorbait directement une certaine quantité de sucres cristallisés et bruts tels qu'ils sortaient des fabriques, sans transformation préalable. La part de ces deux éléments a été, pour les deux dernières années d'avant la guerre, de 71 pour 100 pour le sucre raffiné et de 29 pour 100 pour le sucre cristallisé.

Sauf dans les rares années d'insuffisance de production indigène, l'importation des sucres en France n'était guère nécessaire pour la consommation intérieure. En 1914, elle fut de 108 800 tonnes, dont 96 000 provenaient de nos colonies, particulièrement des Antilles.

Les sorties se chiffrent par 199 000 tonnes. La part revenant aux raffineries variait d'environ 130 à 150 000 tonnes (les colonies françaises sont comptées comme pays d'exportation).

Tel était donc, à la veille de la guerre, le fonctionnement de l'industrie sucrière française. Les autres pays européens, gros producteurs, étaient l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, qui exportaient une grosse partie de leur fabrication, notamment en Angleterre, pays de très grande consommation, et dans lequel n'existaient, à cette époque, aucune culture de plante à sucre.

QUAND ON AVAIT SA CARTE DE SUCRE

La guerre bouleversa complètement l'équilibre de la production entre l'Europe et le reste du monde, entre la canne et la betterave.

En France, l'invasion ne tarda pas à ruiner nos provinces principales productrices de sucre : 131 fabriques, 6 raffineries, furent occupées par l'ennemi, et, finalement, très gravement endommagées ou détruites. Seules purent travailler, et avec quelles entraves et au milieu de quelles difficultés, notamment pour se procurer le combustible nécessaire ainsi que la main-d'œuvre saisonnière, les sucreries situées en dehors de la zone occupée. Aussi, la production ne tarda-t-elle pas à décliner rapidement, comme le montrent les chiffres suivants :

Campagnes.	Hectares cultivés.	Nombre de fabriques.	Sucre produit en tonnes.
1914-1915	98 200	69	302 960
1915-1916	63 200	64	135 900
1916-1917	68 900	65	185 435
1917-1918	66 300	61	200 265
1918-1919	29 300	51	110 100

La consommation fut loin, au début du moins, de flétrir dans une proportion semblable, le front utilisant beaucoup de sucre et les restrictions n'apparaissant qu'à partir de 1917. Elle se chiffre, en 1915, à 702 000 tonnes; en 1916, à 636 900; en 1917, à 610 700; en 1918, à 303 000.

Ce fut, naturellement, l'importation des sucre étrangers, principalement de ceux provenant de Java et d'Amérique, qui fournit le complément de la production indigène, si déficiente; on dut y avoir recours dans une large mesure : en 1915 pour 521 000 tonnes; en 1916 pour 543 000 tonnes; en 1917 pour 524 000 tonnes; en 1918 pour 178 000 tonnes. Durant le dernier semestre de 1914 et toute l'année 1915, le commerce, l'industrie et la consommation étaient restés libres; ils s'étaient approvisionnés selon leurs moyens et à leurs risques et périls. Au début de 1916, le Gouvernement résolut de prendre lui-même en mains le ravitaillement en sucre du pays; il devenait, en conséquence, seul importateur des sucre étrangers et réquisitionna également la production indigène. Les quantités

ainsi acquises par lui furent réparties par ses soins à la consommation directe, aux raffineries et aux industries utilisant le sucre, telles que chocolateries, confiseries, etc...

Les prix tant à l'achat qu'à la vente étaient fixés par l'État; les relations directes entre la clientèle et les usines qui la fournissaient d'ordinaire étaient supprimées; seuls, les Comités départementaux de répartition avaient qualité pour livrer le sucre provenant soit des raffineries, soit directement des fabriques; ce fut une organisation d'État d'un fonctionnement fort compliqué. Enfin la nécessité d'un rationnement se faisant sentir à partir de 1917, la carte de sucre fut instituée. Par suite des circonstances difficiles et de la nécessité d'imposer une énergique réduction, l'État fut amené à diminuer très sensiblement les quantités livrées aux raffineries dont la fabrication, de ce fait, subit un fort amoindrissement; elle tomba en 1916-1917 à 338 808 tonnes, et en 1918-1919 à 245 000 tonnes.

LE NÉCESSAIRE

Où les pays de canne s'enrichissent. — Au moment de la conclusion de la paix, la production sucrière européenne était donc tout à fait désorganisée. On a vu ce qu'il était advenu des récoltes françaises; celles de l'Allemagne, de l'Autriche, qui étaient les plus gros producteurs de l'Europe, avaient diminué de près de moitié. Enfin, la Russie, en proie à la révolution, avait cessé de compter.

Pendant ce temps, au contraire, les pays exotiques, principalement Cuba et Java, qui avaient entrepris de fournir l'Europe déficitaire, n'avaient cessé de développer leurs récoltes. Si l'Europe voyait, de 1913 à 1921, sa production baisser de 8 160 000 tonnes à 4 046 000 tonnes, les autres continents portaient la leur de 10 000 000 à 13 600 000 tonnes.

Et ce n'était qu'un commencement, car les pays de canne, excités par les très hauts prix, ne cessèrent de développer leur puissance de production. En effet, les besoins de l'Europe avaient été, dans les années immédiates qui suivirent la guerre, fort importants : en France, notamment, l'excédent des importations sur les exportations (les colonies françaises comptant dans ces deux rubriques) fut : en 1919 de 343 000 tonnes; en 1920 de 563 000 tonnes; en 1921 de 301 000 tonnes.

De ce fait, les prix montèrent très vivement à New-York, dont les cours devenaient le régularisateur des prix mondiaux. En 1921, on cotait 4 cents 75 (la base de la cote est une livre, soit 453 grammes, de sucre brut cubain polarisant 96°). En 1923 et 1924, on notait encore des cours de 5 cents 58 et de 5 cents 21. Ces prix élevés furent un stimulant. Aussi, voit-on les pays de canne récolter : en 1925-1926, 16 300 000 tonnes, auxquelles s'ajoutent 804 000 tonnes de betteraves, aux États-Unis ; en 1928-1929, 17 900 000 tonnes (plus 938 000 tonnes aux États-Unis) ; et voit-on Java arriver, en 1928-1929, à 2 930 000, et Cuba, en 1928-1929, à 5 150 000 tonnes.

Mais ces hauts cours ne devaient être que temporaires, car le moment de la surproduction était proche. L'Europe reconstituait en même temps ses cultures et atteignait : en 1928-1929, 7 023 000 tonnes ; en 1929-1930, 7 300 000 tonnes, sans tenir compte de la Russie.

Le rétablissement de l'Europe. — Nos industriels et cultivateurs n'avaient pas tardé, au lendemain de l'armistice, à se mettre au travail pour rétablir leur industrie sinistrée : la guerre avait détruit ou endommagé 131 fabriques, bouleversé le sol en maints endroits ; ailleurs, les terres étaient demeurées en friche, sans avoir reçu les soins nécessaires. A l'aide de la loi sur les dommages de guerre, on s'efforça de relever ces ruines. Toutes les sucreries ne furent pas remises sur pied : des fusions s'opérèrent, des usines plus importantes, mieux outillées, furent reconstruites et, finalement, il n'existe plus actuellement que 109 usines au lieu de 214 d'avant-guerre.

Voici la progression de ce travail de reconstitution :

Campagnes.	Nombre de fabriques.	Hectares cultivés en betteraves.	Sucre produit, tonnes.
1920-1921.	72	91 000	305 000
1921-1922.	80	105 600	278 200
1922-1923.	90	127 500	445 300
1925-1926.	107	214 300	678 500
1927-1928.	108	231 000	780 865
1928-1929.	108	247 300	815 000
1929-1930.	109	249 100	825 300
1930-1931.	109	264 000 env.	1 075 100

Toute cette période fut caractérisée par des variations de prix d'une grande amplitude qui déroutèrent parfois l'opinion. La raison en était facile à saisir. Tant qu'il fut nécessaire d'importer des quantités considérables de sucre étrangers pour compléter notre production déficitaire et satisfaire notre consommation, nos cours dépendirent entièrement du cours mondial et, principalement, du marché de New-York, puisque, grâce à Cuba, l'Amérique devenait le plus gros producteur de l'univers. Les fluctuations de l'étranger, aggravées de celles de notre change et des frets, devaient donc se répercuter sur les cours de Paris. Elles furent très vives certaines années.

Aux cours de 4 cents 56, de 5 cents 36, à New-York, en 1923, répondirent à Paris des prix de 296 francs en janvier et avril, de 276 francs en octobre et décembre. Dans le premier trimestre de 1924, nous voyons le cours de 350 francs. Ce furent là des pointes, puisqu'en 1923 les cotations étaient retombées et oscillaient entre 193 et 224 francs. Sous l'influence de la crise des changes, elles remontaient en 1926 et la moyenne de juillet-septembre atteignait, cette année, 336 francs.

Toutefois, à partir de 1928, les cours moyens de New-York commencent à fléchir sérieusement, la production mondiale s'avérant trop forte. En France, on a vu que la production avait atteint 825 000 tonnes en 1929-1930, et en 1930-1931, grâce à des circonstances atmosphériques exceptionnelles, elle dépassera la consommation et atteindra 1 070 000 tonnes.

On est entré dans l'ère de la surproduction, car la consommation ne marche pas à la même allure.

En ce qui concerne la France cependant, bien qu'elle soit plus forte dans certains pays (22 kilos 1/2 par tête en 1928-1929, contre 42 kilos en Angleterre, 41 kilos au Canada et 49 aux États-Unis), elle a augmenté depuis la guerre et même sur la période d'avant guerre. Elle s'est établie en 1923-1926 à 881 000 tonnes; en 1926-1927 à 734 000 tonnes; en 1928-1929 à 918 000 tonnes; en 1929-1930 à 939 000 tonnes.

Si la France a rétabli sa production normale, avec une tendance même à la dépasser, les anciens pays européens, tels que l'Allemagne, l'Autriche, et les nouveaux, c'est-à-dire la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc... sans parler de la Russie qui annonce, sans vérification possible, d'assez forts excédents, ont fait de même, de sorte que, en face des pays de canne avec leur

grosse fabrication, les pays de betteraves se retrouvaient dans une situation à peu près analogue à l'ancien état de choses.

Enfin, l'Angleterre renonçant à ses vieux principes, désireuse d'encourager ses classes agricoles, institua après la guerre un régime de primes fort coûteux pour son budget, grâce auxquelles la culture de la betterave s'implanta : des sucreries furent construites du fait de cette législation de subsides, et le Royaume-Uni, dont l'énorme consommation (1 800 000 tonnes) offrait avant la guerre un important débouché aux sucreurs de ses colonies et des pays exportateurs, produisit aujourd'hui environ 350 000 tonnes.

L'ÈRE DE LA SURPRODUCTION

La production européenne est donc rétablie sans que la grosse fabrication des pays de canne soit ralenti. Malheureusement, la consommation mondiale ne suffit plus à absorber toutes ces quantités : 17 700 000 tonnes de cannes en 1929-1930, 8 243 000 tonnes de betteraves (dont 933 000 aux États-Unis), au total : 25 943 000 tonnes, et pour 1930-1931 on prévoit des chiffres supérieurs de peut-être un million de tonnes !

Cuba et Java, enrichis et excités par les prix de 4 et 5 cents, s'étaient donc développés outre mesure. Les stocks commencèrent à s'accumuler. Aussi, la baisse survint-elle sur les marchés mondiaux et dépassa tout précédent. C'est New-York qui donna le signal. Les sucreurs de Cuba cotaient encore à New-York 2 cents 63 en avril 1928; en 1929, on tombait en juin à 4 cent 70 (droits non compris). Enfin, en octobre 1930, on voyait le plus bas prix qui ait jamais été atteint depuis plus de soixante ans, c'est-à-dire 0 cent 93, prix notablement inférieur aux prix de revient.

Les cours des sucreurs des pays européens ressentirent naturellement le contre-coup de cet effondrement. Mais les divers pays d'Europe défendirent contre la canne leur culture et leur industrie, grâce aux tarifs douaniers qui ne laissent pas d'être assez élevés.

Si les pays gros producteurs d'outre-mer avaient espéré que leurs excédents pourraient trouver un débouché dans nos pays du vieux continent et qu'ils maintiendraient le sucre européen dans la situation où la guerre l'avait laissé, ils s'étaient

trompés, car les éléments agricoles pour lesquels la culture de la betterave présente un vif intérêt, obtiennent des relèvements successifs des tarifs douaniers. Ceux-ci sont actuellement de 32 rm. (soit 194 fr. 10) en Allemagne, 38 kr. or (soit 188 fr.) en Autriche, 45 lires or (220 francs) en Italie. En France, ils ont été relevés à diverses reprises; en 1919 ils étaient portés à 20 francs par 100 kilos, puis, pour suivre la baisse de notre monnaie, à 50 francs en 1921 et à 65 francs en 1926, à 100 francs en 1927; enfin, ils sont à 140 francs depuis novembre 1929 et il est question de les mettre à 170 francs.

Si l'Europe défend ainsi jalousement sa production, au fur et à mesure que les prix baissent sur les marchés extérieurs, c'est, en premier lieu, que l'opinion est établie que la culture de la betterave est indispensable pour obtenir de bons rendements de céréales; c'est ensuite, que sa production ainsi que l'extrac-tion du sucre est beaucoup plus coûteuse que celle de la canne.

Dans les terres de Java et de Cuba entre autres, la canne qui est d'une culture moins compliquée, moins laborieuse que la betterave, est d'un rendement infiniment supérieur: 1 hectare en France donne normalement de 25 à 30 000 kilos de racines, dont on extrait ensuite de 3 à 3 600 kilos de sucre. A Cuba, où un hectare produit 5 400 kilos de sucre, et à Java, où la situation est encore meilleure puisqu'on atteint, avec certaines espèces très sélectionnées, jusqu'à 9 500 kilos, les prix de revient, tant de la culture que de la fabrication, sont moins élevés que chez nous et ne peuvent guère se comparer. Entre autres choses, la coût de la main-d'œuvre indigène et celui de la main-d'œuvre européenne ne sont nullement assimilables.

CULTURE ET FABRICATION

Jetons, pour comprendre la situation française, un coup d'œil sur les conditions et les procédés tant de la culture que de la fabrication, car cette industrie, il ne faut pas l'oublier, est à base agricole; elle est étroitement dépendante de la culture, et doit se plier, en partie, au mode d'existence de cette dernière. De plus, c'est une industrie saisonnière dont la plus grande partie du personnel n'est embauchée que pour trois mois. Pour ces raisons, il n'est pas toujours possible d'envisager pour la

fabrication, des méthodes purement industrielles d'organisation de production, nous dirons même de rationalisation, dans le sens qu'on a donné à ce mot tant employé depuis quelques années. Elle n'est pas indépendante de certaines contingences, car le monde agricole auquel elle est attachée, dont elle est en quelque sorte un prolongement industriel, n'évolue jamais très rapidement dans ses méthodes ni dans ses conceptions.

Suivons donc, depuis leur origine, les diverses opérations auxquelles donne lieu la plante à sucre.

La culture. — Lorsque ses terres s'y prêtent, le cultivateur cherche à faire de la betterave. Indépendamment des bénéfices qu'il peut y trouver, et qui ont été parfois intéressants ces dernières années, il demande à cette plante d'être une tête d'assoulement; les fumures importantes qu'il lui consacre, 40 à 45 tonnes par hectare, l'apport considérable des engrais, nitrate et autres, etc... mettent admirablement le sol en état pour le blé qui doit lui succéder, et diminuent les frais de préparation de ce dernier. De même, la pulpe, qui est le résidu de la « cossette » de betterave dont le sucre a été extrait, constitue pour l'engraissement du bétail une nourriture bon marché et très recherchée.

De là une tendance à augmenter sans cesse les emblavements à un point qui est peut-être, aujourd'hui, exagéré : 264 000 hectares environ en 1930-1931 contre 229 000 en 1913, car il semble, de plus, que les rendements se soient améliorés depuis une dizaine d'années.

Une des grandes difficultés pour le planteur est de trouver la main-d'œuvre nécessaire pour donner les façons nombreuses et assez pénibles exigées par cette culture, c'est-à-dire, procéder au démariage, puis au binage, enfin à l'arrachage. Ce sont d'ordinaire des équipes volantes d'ouvriers étrangers, belges le plus souvent, polonais et tchèques depuis quelques années, qui se livrent à cette tâche assez rude; leurs exigences au point de vue des salaires se sont accrues presque chaque saison.

La « réception ». — Vers la fin de septembre, commence l'arrachage qui dure d'ordinaire six à sept semaines; puis le cultivateur charrie sa récolte soit à la fabrique ou à sa râperie

lorsqu'elles sont proches, le plus souvent, aux bascules ou, selon le terme consacré, se fait la « réception ».

Celle-ci est le premier stade des opérations de la fabrique et on peut juger, d'après son mode, que les principes de rigueur et de précision industrielle ne peuvent toujours être de mise.

En effet, cette opération si importante, tant pour le fabricant que pour le cultivateur, est confiée à deux employés temporaires qui, installés en pleine campagne dans la petite baraque de bois qui leur sert de bureau, déterminent le poids des betteraves reçues; pour cela, ils pèsent les tombereaux, font la « tare », c'est-à-dire calculent le poids de terre transporté à déduire du poids brut; ils déterminent ensuite, à l'aide d'un petit outillage, la densité, car celle-ci influe sur le prix.

Le nombre de ces bascules ou points de réception varie avec l'importance de la fabrique, avec sa situation, selon que ses centres d'approvisionnement sont plus groupés ou plus dispersés. Les très petites fabriques peuvent n'avoir qu'une dizaine de bascules; d'autres en ont 50, 60; les grosses usines ont jusqu'à 110 ou 120 points de réception. On juge de la difficulté d'un contrôle rigoureux des opérations. Il est certain que depuis la guerre le cultivateur entend de moins en moins transporter, comme il le faisait autrefois, sa betterave loin de chez lui, soit à la sucrerie elle-même ou à sa râperie, soit aux gares de chemin de fer, ou gares d'eau.

Les méthodes de culture intensive qui se sont généralisées et répandues depuis douze ans exigent, pour l'exploitant, une utilisation de plus en plus serrée de son personnel et de ses attelages. Aussi, la fabrique, et c'est l'origine pour elle d'importants frais supplémentaires, est-elle obligée de créer des centres de réception toujours plus nombreux, près des champs eux-mêmes, et de prendre à sa charge une partie des transports, dans une proportion plus grande qu'elle ne le faisait autrefois.

Le personnel de réception employé temporairement chaque année durant les deux premiers mois de la campagne, se compose le plus souvent de retraités d'administrations et de chemins de fer, de petits bourgeois retirés, d'artisans dont le métier peut être abandonné aux approches de la mauvaise saison, etc... Leur rôle a une importance considérable, tant pour la fabrique dont ils dépendent, que pour la culture dont ils ont le contact permanent. Dire que les réceptions ne donnent

jamais lieu de part et d'autre à des contestations, à des récriminations, serait peut-être exagéré. Elles sont aussi un des champs de concurrence entre les diverses sucreries, et souvent des réceptions « avantageuses » ont pour but d'accroître le nombre des fournisseurs et le tonnage de telle ou telle usine.

Ces procédés, qu'il est plus facile de critiquer que de remplacer, n'ont donc rien d'absolument scientifique.

Le cultivateur ne vend plus, comme autrefois, sa betterave à un prix fixe débattu au moment des ensemencements, c'est-à-dire au printemps. Depuis une dizaine d'années, les prix sont fixés d'après le cours des sucres à la Bourse du commerce de Paris; les modalités varient suivant les régions, car les conditions de production ne sont pas les mêmes partout; mais le plus souvent le cours des sucres sur les 4 ou 6 de novembre sert de base. On peut dire qu'en général le cultivateur touche de 65 à 75 pour 100 du prix du sucre. Le prix moyen payé par la tonne de betterave aurait été, d'après les documents publiés par les Contributions indirectes, au *Bulletin de statistique*, de 176 fr. 73 en 1927-1928, et de 189 fr. 66 pour la campagne 1928-1929.

Au moment présent, la baisse massive des marchés mondiaux, bien que freinée par la protection douanière, ayant amené sur notre marché intérieur un fort recul des cours, le prix de la betterave s'en ressentira et s'établira, autant qu'on peut le prévoir, à quarante ou cinquante francs au-dessous de celui des années précédentes. La culture, une fois ses betteraves livrées, ne peut donc se désintéresser des conditions du marché et reste solidaire de la hausse comme de la dépression du sucre. Elle en est toutefois moins complètement affectée que la sucrerie, puisque la betterave ne représente pour elle que le quart ou le cinquième des produits de son exploitation, et constitue une préparation pour la blé de l'année suivante.

On vient de voir dans quelles conditions la fabrique prend livraison de sa matière première. Une des infériorités, tenant vraisemblablement à la nature du sol, de la France sur l'Allemagne et sur la Tchécoslovaquie, est la moindre richesse en sucre de la plante; de plus, celle-ci, du fait des difficultés de recrutement d'une main-d'œuvre suffisamment soigneuse et nombreuse, est livrée infiniment plus « sale », suivant l'expres-

sion consacrée, c'est-à-dire plus enrobée de terre souvent compacte et grasse, qu'en Pologne et en Allemagne; d'où frais de manutention, de transports plus élevés, et conservation défectueuse, ce qui est assez grave, car une fois la betterave reçue à la bascule, la sucrerie n'en retirera pas tout le sucre qui a été reconnu et qui lui a été facturé.

En effet, les réceptions, en France du moins, — car là encore il en est autrement en Europe centrale et ce sont des remarques qu'on omet souvent de faire quand on compare les prix de revient, — se font sur un rythme plus rapide que la fabrication. Les premières s'étendent d'ordinaire du 25 septembre au 15 novembre, tandis que le travail dure jusque vers fin décembre; la perte de qualité de la betterave en silos est sensible et variable suivant les conditions climatériques des années et reste à la charge de la fabrique.

La fabrication en France. — Toute cette partie extérieure de ces opérations est devenue très onéreuse, d'autant plus qu'elle a subi également l'influence de l'augmentation des transports. Si le travail ne dure que trois mois, il ne nécessite pas moins un très gros matériel qui représente d'importantes immobilisations de capitaux. Depuis quelques années, celles-ci se sont accrues du fait qu'il a fallu suppléer aux difficultés de la main d'œuvre, main-d'œuvre saisonnière en grande partie étrangère, par des installations de manutentions mécaniques; enfin, surtout dans les régions libérées, les usines assurent le logement de leur personnel stable, cadres supérieurs et moyens, ouvriers. Un gros et coûteux effort en ce sens a été fait, et les cités ouvrières de certaines sucreries ne sont pas indignes de celles qu'ont si heureusement édifiées les grandes organisations houillères, métallurgiques, ou ferroviaires. Une fois la campagne commencée, il ne doit plus y avoir d'interruption, ni jour ni nuit. Un arrêt est funeste et très coûteux, en raison des altérations de jus et de sirops qu'il entraîne.

La fabrication met en œuvre de très gros tonnages de matières diverses. Par exemple, pour la campagne 1928-1929, le poids total des racines travaillées a été de 6 345 000 tonnes; cette année, il sera de 8 900 000 tonnes! La quantité de combustible utilisé a été de 622 000 tonnes; on brûle, en effet, par 1 000 kilos de betterave travaillés, de 80 à 100 kilos de charbon,

suivant les usines. Il leur faut en plus, de fortes quantités de pierre à chaux, de coke. Elles ont ensuite à réexpédier la pulpe, soit 50 pour 100 du poids de la betterave reçue, la mélasse 4 pour 100, puis enfin le sucre qui représente d'ordinaire environ 12 pour 100 du poids de la racine. On voit quelle activité cette exploitation donne aux divers modes de transport : chemins de fer, canaux et autres.

Le produit qui sort des usines françaises est, d'ordinaire, du sucre cristallisé blanc titrant 99°, tandis qu'en Allemagne et en Pologne, par exemple, on fabrique de préférence, ce qui est un peu moins coûteux, des sucres dits de cuite, c'est-à-dire colorés et d'un titrage inférieur, aux environs de 96 pour 100. Les sucres de Cuba, de Saint-Domingue, sont des sucres de deuxième jet, d'un titrage d'environ 90° et qui ne peuvent être mis dans la consommation sans être raffinés.

Voilà donc, en l'état actuel, la production française revenue à 825 000 tonnes pour les deux dernières campagnes, à 1 070 000 tonnes pour cette année-ci. A cela nous devons ajouter les 90 000 tonnes de nos sucres coloniaux, qui entrent en franchise de droits. Ils sont en partie utilisés par les raffineries des ports pour leurs exportations en Algérie.

L'exportation française, en effet, se fait surtout sous forme de sucres raffinés; mais, sauf pour les sucres destinés à l'Algérie et à quelques-unes de nos colonies de la Côte occidentale d'Afrique, qui ne sont pas soumises au régime de la porte ouverte, la raffinerie utilise principalement des sucres étrangers achetés aux cours mondiaux, qu'elle travaille sous le régime de l'admission temporaire. En effet, les droits de douane maintiennent d'ordinaire, ce qui est leur rôle et leur but, les sucres indigènes bien trop au-dessus du cours mondial, pour qu'il y ait possibilité de les exporter.

On peut donc résumer de la manière suivante le mouvement des sucres de ces dernières années :

Campagnes.	Production.	Consommation.	Importation	
			(y compris nos sucres coloniaux).	Exportation.
1928-29 . . .	815 800	918 800	505 506	290 400
1929-30 . . .	825 000	939 600	430 000	286 500

En 1930-31, la production atteindra 1 070 000 tonnes et

dépassera donc la consommation ; de ce fait, la marchandise « pèse » à un tel point que la protection douanière ne joue plus dans sa totalité.

LA BAISSE DES PRIX

Cette baisse des cours à la Bourse de Paris, solidaire de la baisse mondiale, qui a été de plus de 60 francs dans le courant de l'année (on cotait en janvier 1930, 248 francs, et en janvier 1931, 185 francs), n'est pas sans affecter très sérieusement, aussi bien que la culture betteravière, la sucrerie.

Malgré des progrès techniques, malgré le perfectionnement de l'outillage, malgré un contrôle plus serré des rendements, les conditions de la fabrication restent onéreuses, car les améliorations sont contrebalancées par de nouveaux frais. A cela, il y a des causes générales qui sont les mêmes pour toutes les industries, c'est-à-dire d'ordre fiscal, et qui sont trop connues, qui ont déjà été trop complètement exposées ici, pour qu'elles le soient de nouveau.

Un autre ordre de dépenses dont on se préoccupait moins autrefois est venu grever un assez grand nombre d'exploitations; ce sont les dépenses d'ordre social, car, en dehors des assurances, de fonctionnement récent, certains industriels ont adopté le sursalaire familial, avec tout ce qu'il comporte de soins, d'organisations et de visites d'infirmières dans les familles ouvrières. Un assez grand nombre avaient également ou créé des Mutuelles ou affilié leur personnel à des caisses existantes. D'une manière générale, on peut regretter que la concurrence, toujours plus aiguë, et que la baisse des écarts de fabrication, conséquence de la surproduction, forcent, en ce moment, nombre d'industries à serrer tellement les prix de revient qu'elles sont obligées de se désintéresser quelque peu de tout ce mouvement social.

En ce qui concerne la fabrique de sucre, sa matière première lui revient nettement plus cher qu'autrefois, car la part de la culture, du fait du prix de base, du fait des quelques avantages annexes décrits plus hauts, a augmenté depuis la guerre. Ceci se rattache à un phénomène d'ordre général qu'on peut souligner et commenter brièvement.

On a constaté, et on s'en plaint, que la vie en France, qui

était bon marché dans les années 1900-1910, si facile alors aux classes urbaines, surtout aux classes moyennes, soit devenue, pour ces mêmes catégories sociales, assez pénible. Car ses ressources ne se sont pas accrues dans la même proportion que l'élévation du prix des choses; les appointements des cadres, les honoraires des professions libérales, n'ont certainement pas subi la même progression que le salaire de l'ouvrier ou des petits employés des grandes administrations, tels que cheminots, cantonniers, etc.

Ces facilités d'autrefois, qui contrastent avec les restrictions du temps présent, n'étaient-elles pas dues,—on peut aujourd'hui se poser la question,—à ce qu'une fraction de la population n'attendait de sa production et de son travail rien autre que de la faire vivre, et cela dans des conditions assez modestes? Le monde agricole, beaucoup d'artisans ou de petits commerçants, ne demandaient-ils pas à leur labeur de leur assurer seulement la vie quotidienne, vie sans grands besoins et sans grande notion d'amélioration ou d'enrichissement? On n'avait pas amené les classes rurales, comme l'a fait la législation fiscale actuelle, à établir une comptabilité. C'est à partir de ce moment que beaucoup ont pu s'apercevoir qu'ils ne faisaient que subsister sans gagner grand chose. Le désir d'un niveau de vie plus élevé, d'une existence plus large, les ont conduits à vouloir que leurs produits leur assurent les ressources nécessaires, d'où, par contre-coup, modification d'un certain équilibre social, car les catégories qui bénéficiaient de ces taux de production réduits, aujourd'hui jugés insuffisants, ont vu s'évanouir les avantages que leur procuraient les mœurs peu exigeantes d'une partie des producteurs.

Dans le cadre de cette évolution générale, se situe le relèvement de la part de la betterave dans le prix du sucre.

POUR REMÉDIER À LA CRISE

Comme on ne peut indéfiniment augmenter les droits de douane, qui deviennent du reste en partie inopérants lorsque la production dépasse les besoins, quels sont les moyens de remédier à la crise déterminée par les bas prix actuels? Il semble bien qu'il n'y en a guère d'autres que de s'organiser entre producteurs pour s'adapter à la consommation, et peut-être aussi

de développer par une efficace propagande la consommation.

Les pays de canne à sucre viennent de le comprendre. Les désastres causés par la baisse du marché de New-York, qui risque d'entrainer à bref délai la ruine complète de Cuba, déjà très éprouvé depuis deux ans, les ont amenés à chercher un remède à la situation. Java, qui, grâce à la perfection de ses méthodes et de son organisation, obtient des rendements et des résultats supérieurs à tous autres, et qui, de ce fait, a long-temps refusé de s'associer à tout essai d'entente, semble ne plus témoigner la même hostilité de principe.

Le plan Chadbourne. — Un Américain, M. Chadbourne, a conçu un plan d'après lequel les pays gros producteurs stockeraient, pour une période de quelques années, leurs excédents actuels qui ne seraient remis qu'ultérieurement sur le marché. En même temps, la production de Cuba, de Java, serait restreinte et contingentée. Les chiffres de sortie de quelques pays européens gros exportateurs, comme l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Autriche, seraient fixés pour les deux ou trois années qui vont venir, de manière à s'harmoniser avec la production prévue. Tel est, en quelques mots, le principe du plan que M. Chadbourne s'efforce de faire adopter et qui semble, au moment où sont écrites ces lignes, rallier les adhésions voulues.

Le relèvement des prix mondiaux, qu'amènerait la suite de ces accords, serait certes intéressant pour notre industrie sucrière, mais à condition que notre propre marché ne soit pas surchargé par l'excédent de production de la campagne en cours. On ne peut guère espérer pouvoir exporter d'une manière suivie le sucre indigène hors de notre territoire national ou colonial. Il faudrait donc envisager une organisation de l'industrie, qui adapte avec une certaine précision la production aux besoins de la consommation.

C'est beaucoup moins aisé pour la betterave que pour la canne; celle-ci, à la rigueur, peut ne pas être coupée chaque année; la première doit être arrachée chaque automne; en outre, les rendements varient d'une année à l'autre, suivant les circonstances climatériques et dans des proportions qui peuvent atteindre 10 à 20 pour 100. La récolte est irrégulière, alors que les surfaces cultivées sont les mêmes. Le problème

est donc complexe; c'est cependant dans cet ordre d'idées qu'il faut chercher l'amélioration nécessaire.

Développement de la consommation. — Serait-il possible d'accroître l'utilisation du sucre, non seulement dans les parties du monde moins évoluées au point de vue économique, mais dans les vieux pays? Certains le pensent. On fait état du gros développement, ces dernières années, de la consommation américaine, qui aurait été le résultat d'une publicité intense et massive. Peut-être n'y a-t-il là qu'une coïncidence. Les hauts salaires, le désir d'une vie toujours plus large, la prospérité de cette période, n'ont-ils pas été la vraie cause de ces besoins accrus? Les statistiques de l'année en cours nous fixeront plus tard à cet égard.

Adaptations de la raffinerie aux conditions présentes. — La sucrerie ne serait pas seule intéressée à ce développement en France de l'utilisation du sucre: la raffinerie y trouverait aussi un avantage.

Celle-ci, comme il est dit au début de ces pages, constitue le dernier stade de l'industrie sucrière. Non seulement, elle transforme le sucre, l'épure et lui donne les formes demandées par la clientèle indigène ou coloniale, mais encore elle le répartit et atteint tous les éléments de la consommation grâce à un outillage commercial très développé. La guerre et surtout ses conséquences économiques n'ont pas été sans modifier, ces dernières années, certains aspects de son organisation. Si elle a eu moins de ruines à relever que la fabrique, car le plus grand nombre de ses établissements étaient situés, soit dans les ports, soit à Paris, dans des régions que les hostilités n'atteignirent pas, néanmoins six usines furent mises hors d'état et les autres furent indirectement touchées, en ce sens que les nécessités de l'heure avaient forcé l'État à réduire fortement leurs approvisionnements en matières premières, sucre et combustible, et, la dernière année de la guerre, la production du sucre raffiné avait diminué de 63 pour 100. De plus, les règles de distribution imposées par les circonstances avaient quelque peu bouleversé les anciens courants commerciaux et modifié les répartitions de clientèle.

Lorsque la liberté commerciale fut rendue, tandis que les

usines endommagées commençaient à se relever, les autres, après avoir reconstitué leur personnel et leurs cadres, reprisent leur travail. Au début, durant le temps que la production indigène n'était pas encore susceptible d'alimenter la consommation, toutes les raffineries durent utiliser une forte proportion de sures exotiques, souvent de bas titrage, principalement en provenance de Cuba ou des Antilles anglaises, ce qui nécessita pour les usines les moins anciennement habituées à ce genre de travail, toute une adaptation et une mise au point d'outillages.

Maintenant qu'on peut considérer comme stabilisées les conditions économiques, il est possible de dégager les caractéristiques de l'évolution de la raffinerie en ces dernières années. Nous voyons en premier lieu un gros effort pour développer l'exportation, surtout dans toute notre Afrique du Nord; en Tunisie, au Maroc, pays de protectorat ouverts à tous, d'après les traités, les sures provenant de nos usines ont pris de très loin la première place, et les quantités exportées aujourd'hui sont très supérieures à celles d'avant la guerre : 237 000 tonnes contre 150 000. Il y a eu là une continuité et une persévérance d'efforts vraiment intéressantes. On constate ensuite que l'ancien équilibre des centres de production s'est modifié sous une double influence : celle de la plus grosse proportion de sures étrangers introduits en France et celle des tarifs de transport.

Alors qu'autrefois les sures de nos régions betteravières étaient à peu près les seuls, en dehors de nos sures coloniaux, à alimenter le marché français, leur prix de revient était pour toute la région voisine de Paris plus favorable que pour les autres contrées, exception faite pour les fabriques-raffineries. Ce fut l'origine de la prééminence des contrées avoisinant Paris et l'Île-de-France comme centre de distribution et de réexpédition. Aujourd'hui, par suite des bas prix des sures exotiques, conséquence de l'énorme production des pays de cannes, ceux-ci arrivent dans nos ports dans des conditions particulièrement favorables.

Enfin, les augmentations successives et sensibles des tarifs de transport ont eu également comme conséquence de raccourcir la zone de réexpédition de Paris, et son point de partage du trafic avec les usines alimentées par voie de mer, ou avec celles qui sont proches d'un port ou d'une fabrique, s'est rapproché. Autrefois, l'acheteur, fidèle à une marque, à un

fournisseur ou à une région de production dont il avait l'habitude, ne regardait guère à une différence de 1 franc ou 1 fr. 50 par 100 kilos. Aujourd'hui, par suite d'anciennes habitudes d'esprit, il ne se rend pas compte, à moins de réflexion, des conséquences de la dépréciation du franc, et une différence de 5 à 6 francs l'effraie, alors qu'en réalité elle est égale à celle qui ne lui semblait pas prohibitive autrefois. La hausse des tarifs a donc agi, en quelque sorte, comme l'auraient fait des douanes intérieures, et il s'en est suivi un déplacement des anciennes proportions de vente des diverses régions entre elles.

De même que le nombre des sucreries a diminué, de même, dans une proportion moindre, il s'est accompli une certaine concentration dans l'industrie du raffinage ; des fusions se sont opérées, quelques absorptions ont eu lieu. Par suite de la rupture d'équilibre due aux modifications des frais de transport, des firmes ont cherché à se décentraliser et à se répartir en divers points du territoire.

La situation de la raffinerie, aujourd'hui, est la suivante : il existe, y compris les fabriques-raffineries, 16 firmes faisant fonctionner 20 usines ainsi réparties sur le territoire :

	Firmes.	Usines.
Paris	2	3
Marseille	4	2
Bordeaux		1
Nantes	2	2
Centre	3	3
Nord, Ile-de-France, Est	8	9

On se rendra compte, par le tableau suivant, de l'importance, en ces dernières années, du travail de la raffinerie et des quantités qu'elle livre, tant à la consommation intérieure qu'à l'extérieur :

Campagnes.	Quantités livrées		
	Quantités fabriquées tonnes.	à la consommation intérieure tonnes.	Quantités exportées tonnes.
1922-1923	568 700	443 000	125 400
1925-1926	709 600	510 100	199 500
1929-1930	784 100	526 600	257 300

Il apparaît immédiatement que le pourcentage des quantités

livrés hors de France va croissant, puisqu'il est passé de 22 à 28 pour 100, puis à 32 pour 100.

Il n'est naturellement pas égal pour chaque usine : les unes se consacrent plus spécialement au marché intérieur ; d'autres, et en particulier celles des ports ou proches de la mer, s'attachent de préférence aux marchés extérieurs. Et c'est naturel, car, dans ce cas, les sucre exotiques et étrangers qui entrent, comme il a été dit, pour une grosse part dans le travail destiné à l'exportation, lequel se fait sous le régime de l'admission temporaire, ne sont pas grevés des frais de transport du rivage aux usines de l'intérieur, ni, pour les produits fabriqués destinés à l'Afrique par exemple, de frais de retour aux ports d'embarquement.

	Proportion de la fabrication destinée à l'intérieur pour cent.	Proportion destinée à l'exportation pour cent.
Marseille	12,3	61,2
Bordeaux	6,3	4,6
Nantes	6,9	4,2
Paris	36,6	9
Nord, Centre et autres départements	37,9	21

Le sucre, sous la forme de raffiné, n'est pas le seul qui entre dans la consommation. A cet égard aussi, des variations sont survenues, hâties par les années de guerre pendant lesquelles ont été brisés et changés les coutumes et besoins de la clientèle. Le sucre blanc cristallisé numéro 3 est utilisé directement aujourd'hui par l'alimentation, ainsi que par nombre d'industries : telles que, confiseries, confitureries, chocolateries, etc... Peut-on faire état aussi du sucrage des vendanges, alors qu'officiellement il est strictement réglementé ? Ces deux dernières années, la proportion de sucre raffiné par rapport à la consommation totale, était de 58 pour 100 en 1928-1929 et de 56,40 en 1929-1930.

Le sucre, on peut le souligner en passant, est un des grands véhicules de l'impôt et supporte d'importantes taxes. Celles-ci ont été abaissées, ces deux dernières années : elles étaient de 123 francs en 1928 et ont été ramenées ensuite à 85 francs par 100 kilos, auxquels il faut ajouter la taxe sur le chiffre d'affaires. Elle n'est perçue qu'une fois, frappant le pro-

duit à son origine, et varie légèrement suivant les cours; elle est de 20 francs en ce moment. Pour être complet, il faudrait parler également de la taxe de raffinage de 2 fr. par 100 kilos.

Ces taxes sont perçues par l'intermédiaire de la raffinerie, qui est responsable des droits vis-à-vis du Trésor; elle en est débilitée et les récupère ensuite sur sa clientèle.

La vente du sucre raffiné en paquets se fait toujours à un écart fixe, qui a pour base le cours du blanc, numéro 3, à la Bourse de Paris, et qui le suit automatiquement dans toutes ses variations. Le prix se conforme donc chaque jour strictement aux fluctuations de la matière première.

Théoriquement, la baisse massive dont nous avons décris les effets sur la culture et la sucrerie devrait laisser la raffinerie, qui est un organe de transformation et de distribution intérieure, indifférente; mais l'importance des stocks qu'elle détient, — approvisionnement en sucre brut destiné au travail, matières en cours de transformation, produits fabriqués et répartis en dépôts par toute la France, etc..., dont le total, pour une usine importante, atteint facilement 200 000 quintaux, — la rend cependant, malgré les opérations d'arbitrage qu'il est loisible d'effectuer sur le marché à terme, assez sensible aux grandes variations des cours.

De plus, la raffinerie a intérêt à la prospérité de la sucrerie, non seulement en raison des liens qui, pratiquement, unissent ces deux industries dont, assez fréquemment, les capitaux sont communs, mais parce qu'une production indigène suffisante lui est nécessaire pour alimenter facilement ses usines.

NÉCESSITÉ D'UNE ORGANISATION

Pour résumer cet exposé, on peut dire que l'économie sucrière du monde a atteint le stade que voici :

Production trop intense provenant, en grande partie, des exagérations des pays de canne qui se sont laissé entraîner par les hauts rendements et les facilités de leur culture, ainsi que par les cours élevés des années d'après guerre;

Production européenne qui a voulu reconquérir ses positions d'autrefois et qui, à l'abri des droits de douane, y est très largement parvenue.

Les conséquences de cette situation se traduisent par une

baisse prononcée des prix et par un état de crise assez aigu.

La France en subit à cette heure les effets, comme les autres pays producteurs. Dans quelle voie faut-il s'engager pour obtenir une amélioration et revenir à un état plus normal ? Développer la consommation, soit par une habile et coûteuse propagande, soit par une diminution des impôts qui grèvent le sucre ? En principe, c'est extrêmement désirable ; mais, en fait, il faut bien voir que l'état des budgets ne permet guère, dans aucun pays, de supprimer un de leurs plus importants éléments et que, si leurs recettes venaient à être diminuées de ce côté, elles devraient être majorées d'autre part, et qu'en fin de compte, sous une forme quelconque, elles continueraient à peser sur la production.

Mais ne peut-on attendre d'heureux effets d'un accroissement de demandes que provoquerait une propagande efficace dans les pays où, jusqu'ici, la consommation est réduite ? Il faut observer ici que le nationalisme économique, si répandu aujourd'hui, et qui est un des moins heureux legs de la guerre, incite les pays où une production n'existe pas, du moment qu'ils deviennent un marché pour celle des autres, à en créer une eux-mêmes et à lui assurer, pour favoriser sa naissance et son extension, une protection douanière. Sans parler de l'Angleterre, dont on connaît le régime de primes, on peut citer en exemple l'Indochine et, en ce moment même, la Turquie.

Ce n'est donc pas uniquement de ce côté qu'il faut chercher une amélioration à l'état actuel : elle ne peut venir que d'une organisation de la production et de son adaptation aux débouchés possibles. Sous l'empire de la nécessité, les pays gros producteurs de canne ont, suivant l'initiative de M. Chadbourne, déjà jeté les bases d'une organisation à laquelle se rallieraient certains pays européens.

L'industrie sucrière française sera amenée à entrer dans la même voie. Depuis quelques années, nous assistons du reste à un mouvement dans ce sens assez général, et quelques-uns des grands produits industriels ont même été l'objet d'ententes internationales. Il est possible que l'ère de l'individualisme pur, qui a été si féconde, qui a vu tant de progrès, et qui a été celle de la magnifique éclosion industrielle des cinquante dernières années, soit près de sa fin. Non qu'elle soit totalement close et à jamais ; mais il semble qu'une période de coor-

dination et d'organisation des efforts s'ouvre devant nous.

Avec le perfectionnement si rapide des moyens techniques et l'accroissement des rendements, dû à l'étude méthodique et ingénieuse des conditions de la fabrication, avec les facilités et les moyens de crédit aujourd'hui très libéralement répartis, la production est devenue plus aisée et plus abondante. Si elle veut éviter le retour de crises périodiques, elle doit rechercher l'équilibre avec la consommation. Déjà, pour d'assez nombreux produits, cette œuvre d'adaptation a été entreprise.

Elle présente, pour les milieux ouvriers, un intérêt extrême : ceux-ci ont à redouter avant tout les arrêts de travail trop brusques, les à-coups dus à des variations de production, qui se traduisent par des chômagés. Si une concurrence acharnée, suivie de la baisse continue des prix, doit amener une telle compression de frais que les entreprises soient obligées de négliger les améliorations sociales de divers genres qu'elles poursuivaient aux époques de marche normale, c'est aussi le monde ouvrier qui en a le désavantage. Son intérêt et celui du capital sont là encore connexes ; les fluctuations trop violentes leur sont également nuisibles : les éviter présente donc un extrême intérêt pour tous deux.

Comme toutes les autres branches, l'industrie sucrière française a avantage, pour surmonter la crise qui l'atteint, à se coordonner et à ne pas laisser tout à fait au hasard son travail. Il ne faut pas croire que ces méthodes régulatrices doivent, d'une manière générale, amener une forte régression de production. Quand les deux plateaux d'une balance sont en équilibre, il suffit, dans l'un, d'un poids supplémentaire très minime pour le faire incliner. Faire disparaître cette légère surcharge ou, du moins, ne l'y laisser que lorsque, dans l'autre plateau, on aura pu ajouter celle de l'augmentation des débouchés, tel doit être le but de l'état d'organisation auquel s'efforcent d'atteindre nombre d'industries.

C'est aussi, semble-t-il, à cette conception que doit se rallier l'industrie agricole et sucrière française, dont on a essayé de tracer ici le magnifique effort de relèvement et de développement.

E. SOMMIER.

LES YEUX CLOS

UNE EXPÉRIENCE PERSONNELLE

En 1916, mon régiment vint cantonner, au début de juin, à Sivry-sur-Ante, petit hameau situé au sud de la forêt d'Argonne ; de là, je me dirigeai peu après vers Sainte-Menehould et pris le train pour Paris.

A peine sorti de la gare de l'Est, je me livrai sans réserve à la douceur des flâneries d'autan, parmi les rues et les boulevards, goûtant un plaisir indicible à retrouver le décor familier à mon enfance. Une ardeur juvénile me soulevait, quand, sur l'asphalte, résonnait le pas alerte de mes vingt ans, et j'imaginais alors difficilement qu'il y eût identité entre le sous-lieutenant d'artillerie, dont la joie de vivre éclatait irrésistible, et cet être à la marche singulière et prudente qui, dix jours auparavant, se jetait à terre pour franchir le barrage entretenu par les Allemands aux abords du fort de Vaux.

Un matin, je longeais le fossé bordant le jardin des Invalides, lorsque mon attention fut attirée par un soldat, qui se promenait au bras d'une jeune femme ; il portait des lunettes noires et tenait une canne dans sa main droite ; bien qu'il devisât gaiement avec sa compagne, il ne détournait pas la tête et ne paraissait, en aucune manière, se soucier des personnes qu'il croisait. Sur le point de parvenir à sa hauteur, je sentis mon cœur se contracter sous l'empire de la subite révélation : l'homme était aveugle. Je le saluai respectueusement et poursuivis mon chemin ; mais, gagné par une invincible angoisse, je fus longtemps encore obsédé par le souvenir de cette vision. Malgré moi, je ne pouvais détacher ma pensée de la redou-

table éventualité qui, jusqu'à présent, n'avait que bien rarement effleuré mon esprit; le hasard seul m'imposait cette possibilité comme un défi.

Souvent, entre camarades, nous discutions des perspectives que la guerre nous réservait, et ne craignions pas de nous arrêter à de tristes conjectures: l'amputation d'un membre, la balle qui vous frappe en plein front et vous couche à terre pour toujours, l'obus qui vous met brutalement en pièces et vous disperse aux quatre vents, l'agonie qui s'éternise en un terrifiant martyre, autant d'alternatives devenues banales, et que nous examinions avec sang-froid, parfois même en plaisantant. Mais la blessure aux yeux, cette mystérieuse et sombre évocation de la cécité, personne d'entre nous, s'il y songeait intérieurement, n'osait en prononcer le nom, lors de nos entretiens. Et, voilà que la rencontre de ce camarade, auquel allait ma sympathie, donnait à l'hypothèse toute la consistance d'une réalité!

Quelques mois plus tard, au cours de l'attaque du Chemin des Dames, je fus moi-même atteint aux yeux et perdis rapidement tout espoir de jamais recouvrer la vue; depuis cette époque, je reporte fréquemment ma pensée vers le compagnon de misère, vers ce frère inconnu, que le destin avait placé sur ma route, tel un muet avertissement.

J'ai dit, en d'autres pages, le drame de la cécité au seuil de la vie (1): « Au réveil, j'étais toujours étonné de ne plus éprouver cette délicieuse impression du jour qui entre à flots dans la chambre, et vous invite à la reprise de l'activité; il me fallait quelques secondes de réflexion pour prendre conscience de la réalité, comme ceux dont un deuil vient d'assombrir le foyer. »

L'ŒUVRE ADMIRABLE DE M. BRIEUX

Mais ce n'est pas le lieu de nous attarder à ces regrets; suivons plutôt, dans leur tenace et douloureux combat, ces trois mille jeunes gens que la guerre a brutalement ravis aux joies de la lumière, et demandons-nous comment ils ont réagi contre les rigueurs de leur sort.

Jusqu'alors, nous n'avions assisté, en ce domaine, qu'à des

(1) *Voyez Vers la lumière*, préface de M. Eugène Brieux, 1 vol.; Fasquelle, 6d.

tentatives isolées, grâce auxquelles certains aveugles, servis par leur génie, avaient pu émerger de l'ombre, où les reléguait leur infirmité; quelques noms sonnaient à nos oreilles, ceux d'illustres précurseurs, qui tempéraient notre détresse : Milton, Nicolas Saunderson, Euler, Louis Braille, Augustin Thierry, Henry Fawcett, et peut-être Homère, le divin conteur de merveilles, le sublime enchanter d'innombrables générations.

Mais à présent, c'était un véritable régiment d'hommes, en pleine force, en pleine activité, qu'il fallait à tout prix arracher au désespoir, et à l'accablement d'uneoisivité bientôt sans gloire. Cette tâche immense et délicate fut le fait de constants dévouements, trop souvent ignorés. Citer tous les efforts consacrés à cette œuvre, serait hors de ma portée; qu'il me soit simplement permis de souligner l'action personnelle de celui qui en fut l'âme. Je sais combien lui répugne toute allusion de ce genre, mais je sais aussi qu'il me pardonnera, du moment qu'il s'agit d'une telle cause.

En 1916, M. Brieux revenait des États-Unis, où il avait été chargé d'une mission; ayant eu antérieurement, lors d'un séjour à Chartres, l'occasion de prodiguer son dévouement aux victimes de la guerre, il alla, dès son retour, saluer le docteur Cosse, qui dirigeait l'hôpital de cette ville; sur-le-champ, il s'enquit de la situation :

— Si je suis satisfait? répondit le médecin. Mon Dieu! tout est vraiment en ordre et le moral est bon; mais j'ai ici deux aveugles, qui me donnent bien du souci; ils restent là toute la journée, assis sur leur lit, désœuvrés et taciturnes, ne sachant que faire de leurs dix doigts; si personne ne s'y intéresse, je me demande ce qu'ils deviendront.

— Je vais m'en occuper, repartit M. Brieux.

La première pensée qui lui vint à l'esprit fut de rechercher un travail susceptible d'être facilement entrepris par les deux hommes. Il se mit immédiatement en rapport avec un brossier aveugle, qui servit de professeur aux deux blessés et leur enseigna les rudiments de son art; au bout de quelque temps, l'un des deux apprentis avait déjà pu confectionner une brosse, dont M. Brieux fit l'acquisition au prix courant, pour bien marquer le caractère utilitaire de la besogne accomplie. Et je me souviendrai toujours de la manière dont la scène me fut contée par M. Brieux lui-même. Près de sa table, interdit et

perplexe, l'homme soupesait les pièces de monnaie reçues de son bienfaiteur ; cet argent, le premier qu'il eût gagné de ses propres mains depuis sa blessure, était une révélation soudaine, une perspective ouverte sur sa vie nouvelle. Tenant toujours, entre ses doigts crispés, les pièces qui revêtaient maintenant une signification merveilleuse et symbolique :

— Monsieur Brieux ! s'exclama-t-il, d'une voix contractée par l'émotion, il faudrait vraiment que je n'aie plus de quoi manger, pour me séparer de cet argent.

Le miracle était accompli ; il y avait un monde entre cet être subitement conquis par la fièvre de l'activité, et la pauvre loque, en présence de laquelle s'était trouvé le docteur Cosse quelque temps auparavant. Dans ce simple geste, dans ces paroles poignantes, apparaissaient en germe tout le problème de la rééducation et tout le secret de la réussite.

Peu après cette première et heureuse cure, M. Brieux, disposant de moyens beaucoup plus puissants, créa, avec l'autorisation du ministère et le concours précieux des médecins-chefs, dix-huit centres de rééducation répartis sur toute l'étendue du territoire. M. Justin Godart, qui présidait alors aux destinées du service de santé, témoigna lui-même, en de nombreuses circonstances, de sa sollicitude pour cette noble entreprise. Un trait, parmi tant d'autres, en fournit la preuve. Avisé qu'un aveugle de guerre, hospitalisé au Val-de-Grâce, avait été condamné au régime de la cellule, par mesure disciplinaire, M. Brieux s'empressa d'en informer M. Justin Godart, qui ne craignit pas, dès le lendemain matin, de se rendre en personne sur les lieux, où sa présence jeta, comme on le pense, quelque perturbation. L'enquête établit qu'on avait affaire à un simulacre ; peu importe, d'ailleurs, la suite donnée à l'incident ; retenons uniquement le fait, à tout le moins méritoire de la part d'un ministre en exercice.

M. Justin Godart laissa toute initiative à M. Brieux pour l'organisation de la lourde tâche assumée.

— Je vous charge des dérogations aux règlements, lui avait-il déclaré pour le mettre à l'aise dès l'origine.

Quant aux résultats de cette confiante collaboration, l'histoire suivante en dira là-dessus plus long que de vains discours. Dans une école de rééducation, annexée à un hôpital militaire, un officier supérieur se présente un jour et demande

la permission
conduit au
d'hommes
nerie ; des
— Bon
A l'app
exclamation
— Bon
— For
non des b
— Ce
Les la
le visiteur
avait été

Pour
voulez bi
boulevard
riez suivir
mante re
ennemis
docteur C
ricaine so

Sur la
nous par
petit châ
Il est onz
dans le h
où se doi
rassembl

— Il
l'un des
Et l'a
auditeur
lique, p
seriez ce
l'officier
— Ma

la permission d'assister au travail des aveugles; M. Brieux le conduit aussitôt dans une salle où sont groupés une dizaine d'hommes, confectionnant des brosses et de menus objets en vannerie; des chansons et des rires accueillent les deux arrivants.

— Bonjour, mes enfants!

A l'appel de cette voix maintenant familière, de joyeuses exclamations fusent de toutes parts :

— Bonjour, monsieur Brieux!

— Fort bien, dit l'officier; cependant, je désirerais voir, non des blessés ordinaires, mais des aveugles.

— Ce sont eux, lui répond son interlocuteur.

Les larmes aux yeux, confondu de surprise et d'admiration, le visiteur sortit de la pièce, en serrant les mains de celui qui avait été l'inspirateur d'un tel prodige.

SOUVENIRS DE ROCHECORBON

Pour entrer au vif du sujet, reportons-nous, si vous le voulez bien, au printemps de 1918, et gagnons la maison du boulevard Victor Hugo, à Neuilly, à moins que vous ne préfériez suivre le groupe animé des pensionnaires dans cette charmante résidence de Rochecorbon, où les bombardements ennemis l'ont obligé de fuir et dont l'installation par l'actif docteur Cosse fut rendue possible, grâce à la générosité américaine sollicitée par M. et M^{me} Kessler.

Sur la route de Vouvray, à quelques kilomètres de Tours, nous parvenons jusqu'au village et découvrons sans peine le petit château qu'agrémente un parc aux arbres déjà verdoyants. Il est onze heures; montons les degrés du perron et pénétrons dans le hall central du rez-du-chaussée; à droite, voici la salle où se donne la leçon d'anglais; une douzaine d'élèves y sont rassemblés, l'oreille attentive :

— *Where did you go last week?* demande le professeur à l'un des assistants.

Et l'autre, de répondre sans hésitation, cependant que les auditeurs, nantis de leur poinçon et de leur planchette métallique, prennent des notes en braille. Hormis ce détail, vous seriez certainement tentés de poser la même question que l'officier de tout à l'heure :

— Mais, je voudrais bien voir vos aveugles.

Dans cette petite pièce, à gauche, vous serez moins dupe de l'illusion : c'est là que réside le professeur de braille, un aveugle de naissance auprès duquel se tient un soldat en capote bleu horizon ; tous deux ont un livre où sont imprimés de gros caractères en relief, d'incompréhensibles hiéroglyphes, qui vous font songer à *je ne sais quelle langue vétuste*, et demeurée le privilège des orientalistes. Sur le papier épais du volume, ils effleurent du doigt les traces bosselées et mystérieuses, tandis que, parmi la suite des mots entrecoupés d'erreurs, d'hésitations et de silences, vous discernez à peine le texte limpide et toujours harmonieux d'un *Conte du lundi*. Et pourtant, qui aurait dit, voilà quelques mois, à ce jeune homme, abîmé dans la plus sombre détresse, qu'il serait aujourd'hui en mesure de reprendre contact avec les auteurs chers à sa rhétorique ? Mais, que d'efforts, que de patience, que de ténacité, pour aboutir à ce résultat !

Et si, poussé par la curiosité, vous vous attardez tant soit peu, un moment viendra où ce brave M. Laverdun, usant de ses index alertes et disposés comme les branches d'un ciseau, prêchera d'exemple et le disputera en naturel et célérité au lecteur pourvu de tous ses moyens.

Pour couper court à votre perplexité, gravissons le bel escalier à la française, dont la rampe de bois nous conduit jusqu'aux chambres du premier étage. Nous trouvons dès l'entrée celle où réside le professeur de dactylographie, un blessé de guerre, qui met gracieusement au service de ses camarades le fruit d'une expérience déjà ancienne. Sans doute imaginiez-vous, avant de pénétrer ici, que les machines utilisées par les pensionnaires avaient été conçues exclusivement à leur usage et qu'elles comportaient des signes en relief, permettant d'identifier les touches ; mais, voyez, il n'en est rien : la machine que chacun manœuvre jurement est une Jany, du modèle le plus courant. Sous la dictée bien cadencée du maître, l'élève, disposant toujours les doigts de la même manière, est capable de reconnaître bien vite l'emplacement des diverses lettres et d'acquérir l'automatisme indispensable à tout bon dactylographe. En quelques semaines, il obtient une vitesse suffisante pour assurer son courrier sans le secours d'autrui ; écoutez ces bruits si caractéristiques : ils proviennent de chambres où s'exercent matin et soir quelques pensionnaires,

attentifs à
ment artic

Sur ce
espèce de
laquelle v
touches bla
vous enqu
tinée. C'es
son mécan
six touch
occupée p
inscrits l
d'entraîne
elle de l
reproduits
transcript
pour ceux
tique en e

Mais vo
dans l'air
et, de tou
les voyez
sous-sol ;
chemin ; C
vont parfo
teurs s'en
appels de
De ce pe
des tricot
suivent, s
guerite A
apprentissag
jamais so
prendra,
dont les g
décline le

Ce son
douze an
tendresse
dessinai

attentifs à copier le texte lu par un moniteur ou soigneusement articulé par le dictaphone.

Sur ce petit bureau, vous venez d'apercevoir une autre espèce de machine qui sollicite aussitôt votre intérêt, et sur laquelle vos yeux se fixent un instant; avec ses quelques touches blanches, elle ressemble à un piano d'enfant, et vous vous enquérrez immédiatement de l'usage auquel elle est destinée. C'est une machine à écrire en braille; son principe et son mécanisme sont des plus simples: elle ne comprend que six touches, une pour chaque position susceptible d'être occupée par un point en relief, dans le rectangle où sont inscrits les caractères de la notation braille. Avec un peu d'entrainement, la vitesse acquise est bientôt comparable à celle de l'écriture à la main, et surtout les documents ainsi reproduits peuvent être relus immédiatement, en cours de transcription. C'est là le plus précieux instrument de travail pour ceux qui abordent les carrières intellectuelles et la pratique en est quotidienne, dans un tel genre d'activité.

Mais voici la cloche dont les échos sonores ébranlent soudain l'air pour convier les pensionnaires au repas en commun: et, de tous les côtés, par le perron, par divers escaliers, vous les voyez se diriger sûrement vers le réfectoire, établi dans le sous-sol; des fils de fer ont été placés pour leur montrer le chemin; de leur canne, ils frappent le gravier à petits coups et vont parfois, se tenant par l'épaule, en file indienne. Des moniteurs s'empressent de les conduire à leur place; les joyeux appels des chambrées d'autrefois se croisent à travers la pièce. De ce petit pavillon débouche une troupe compacte, celle des tricoteurs; parfois secondés par leurs épouses, ils poursuivent, sous la ferme et bienveillante direction de M^{me} Marguerite Arbel, la diligente collaboratrice de M. Brieux, l'apprentissage d'un métier auquel ils n'eussent probablement jamais songé naguère. De deux à cinq heures, le travail reprendra, et ce sera l'envol vers les berges du fleuve paresseux, dont les grèves au sable fin viennent offrir leur refuge, lorsque décline le jour et que fraîchit la brise.

Ce sont là de bien vieux souvenirs; ils remontent à plus de douze ans; mais, à les évoquer, je ne puis me défendre d'une tendresse un peu nostalgique pour cette période où déjà se dessinaient, en mon avenir, certaines perspectives heureuses,

MES ANNÉES D'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Dès ce moment, j'avais pris le parti de continuer mes études et je me proposais d'entrer en octobre à l'École polytechnique. Certes, l'idée me parut au début follement présomptueuse, mais, à constater les résultats obtenus par les premiers mois de rééducation, à noter la facilité relative avec laquelle je m'adonnais aux mathématiques, je pensais être en mesure de suivre les cours avec fruit. Bercé par cet espoir, il m'arrivait souvent de songer alors à cette détresse où me réduisit tout d'abord ma blessure, et au regret poignant de ne pouvoir franchir le seuil de cette école vers laquelle avaient tendu mes efforts de jadis.

Peu après ma sortie de l'hôpital Rothschild, où je fus soigné dès mon évacuation, je croisai dans la rue un de mes anciens camarades, avec qui je me trouvais encore en mathématiques spéciales, au moment de la déclaration de guerre. Un peu plus jeune que moi, réformé à cause de sa faible constitution, il avait été admis à l'École polytechnique en 1916 et revêtait maintenant l'uniforme longtemps convoité. Dans ses premiers mots, je démêlai la surprise angoissée de me revoir ainsi, à quelques semaines du temps où se manifestaient à ses yeux l'ardeur et la vitalité du combattant, secrètement envié.

Son calme rétabli, il me témoigna son amitié en des termes délicats; depuis lors, il demeura fidèle et se montra toujours affectueux et dévoué. Par la suite, lorsque je me fixai rue Daru, il vint à plusieurs reprises causer avec moi; naturellement, nous parlions fréquemment de ses études, de ses professeurs, de tout ce qui constituait jadis le centre de mes préoccupations. Un jour, il s'offrit à me prêter un de ses cours, celui de mécanique rationnelle, dont les difficultés de calcul semblaient réduites au minimum; c'était une occasion d'occuper mes loisirs et d'enrichir mon esprit d'idées générales, capables de chasser les soucis du moment. Et, de fait, ce fut pour moi un très grand plaisir, de reposer ma pensée sur ces puissantes conceptions qui tentent d'expliquer le mystère des forces dominant notre univers. Les lois de la gravitation enseignées par Newton, l'élasticité et les théories de Fresnel sur l'optique et l'éther, que c'étaient là de beaux sujets

de méditation. Cependant, les relations et projets si proches de moi, dans déjà l'aspiration à la réussite, m'avaient réveillé.

Fréquemment, je me réconfortais à l'aide d'un problème d'énigme, d'un jeu d'échecs, aux symboles dévoués, qu'il concernait.

Je n'ai pas normalisé ce répertoire de divertissement. Je l'aimais, et même avais alors quelques succès.

Je sautais les rages de mes camarades, mes façons de faire. Ce n'est pas que je braille, mais je suis à nouveau aveugle, et c'est ainsi qu'il fallait que je conduise ma vie.

Parmi les rages, il y a ceux qui contredisent, géométriques, de suite, le cours de la vie, de lui-même.

de méditation, lorsque me harcelait la hideuse insomnie!

Cependant, à l'époque, je me bornais à ces vagues spéculations et ne croyais pas que, plus tard, j'en viendrais à des projets singulièrement plus hardis. Et pourtant, tout près de moi, dans cette hospitalière maison de la rue Daru, travaillait déjà l'aspirant Bourguignon qui, blessé dès 1915, s'était rapidement rééduqué, pour se livrer à un labeur tenace et captivant.

Fréquemment, je me rendais auprès de lui, pour y goûter le réconfort de sa mâle énergie; il me démontrait comment, à l'aide de sa machine à écrire, il parvenait à résoudre des problèmes compliqués, et comment il lui avait été possible d'envisager une adaptation rationnelle des caractères Braille aux symboles mathématiques; sous la dictée de collaborateurs dévoués, il transcrivait jurement une partie des cours qu'il comptait utiliser pour la préparation de sa licence.

Je n'ignorais pas non plus l'existence du capitaine Antoine, normalien et professeur de mathématiques, décidé lui aussi à reprendre son enseignement dès que sa santé le lui permettrait. Je savais également que Nicolas Saunderson avait brillamment occupé, au XVIII^e siècle, une chaire de mathématiques, bien qu'il n'eût jamais vu le jour, et qu'Euler lui-même avait élaboré maints de ses ouvrages les plus féconds, alors que ses yeux étaient hors d'état de le servir dans la conduite de ses calculs.

Je savais tout cela, mais, en dépit de ces exemples encourageants, j'étais encore trop abattu, trop peu confiant dans mes facultés, pour envisager une réadaptation complète. Ce n'est que postérieurement, à Neuilly, en possession du braille, et sur les conseils d'Antoine, que j'en vins à caresser à nouveau le rêve de toute une jeunesse orientée presque exclusivement vers la préparation de l'École polytechnique. Et c'est ainsi qu'en octobre 1918, flanqué de mon moniteur, je m'installai rue Descartes, où la visite faite antérieurement au général m'assurait un bienveillant accueil.

Parmi les matières du programme, ma préférence alla sans contredit à l'analyse et, pour aussi paradoxal qu'il semble, à la géométrie. Relativement à l'analyse, mes craintes furent tout de suite apaisées par M. Hadamard, le grand savant qui faisait le cours à ma division, quand je l'allai visiter dans le dessein de lui représenter mon embarras.

— Rassurez-vous, me déclara-t-il, après que je lui eus confessé mes doutes; pour ma part, je serais certainement en mesure de poursuivre mes travaux si les circonstances m'interdisaient jamais de recourir à l'écriture.

Cruellement éprouvé par la guerre, il déplorait la perte de deux fils, dont l'un appartenait à ma promotion; cependant sa sérénité demeurait, lorsqu'il nous laissait entrevoir, au long de ses développements, la philosophie transcendante et l'esthétique des théories à l'édification desquelles il avait si hautement contribué. Ses leçons magistrales sur le calcul des variations, le potentiel, les fonctions elliptiques, les équations aux dérivées partielles, restent pour moi de beaux et reposants sujets de méditation.

Quant à M. d'Ocagne, dont le cours de géométrie jouit d'un si grand prestige, je ne saurais trop dire l'affection sollicitude qu'il me témoigna dès mon arrivée; il prenait un soin particulier à décrire les figures sur lesquelles il raisonnait, pour que je suivisse les démonstrations avec fruit.

J'ai tâché de montrer, dans les *Souvenirs* que j'ai récemment publiés, comment l'étude de la géométrie peut être menée en l'absence de la vue; afin d'éclairer le lecteur sur ce point délicat, je me permets de reproduire un passage emprunté à ce volume: « En m'appliquant à ces questions, je m'évertuai aussi à raisonner sur des figures géométriques, exclusivement conçues par l'esprit et, dès l'abord, je pris goût à cette branche des mathématiques, qui peut sembler, *a priori*, incompatible avec la cécité. Parvenu à un certain niveau, on se rend assez facilement compte, en abordant l'étude de la géométrie supérieure, de la possibilité de se passer de figures concrètes, et d'appuyer le raisonnement sur de simples créations mentales. Je me renseignai également sur les moyens de réaliser des figures ou des plans en relief. Certains de ces procédés, comme la roulette, dont les tracés pointillés sont aisément perçus par le toucher, d'autres appareils ingénieux inventés depuis lors, rendent bien des services; mais, pour ma part, je n'y eus guère recours au long de mes études, préférant une simple description et une représentation purement intérieure. Par la force de l'habitude, j'en arrivai au point d'étayer plus aisément une discussion sur de tels éléments géométriques que sur des formules algébriques, dont la machine à écrire me permettait

cependant
sible.

Il n'éta
d'inappré
denstock,
leur de so
un devoir
l'illusion
qu'importe
ables en r
d'élever so
artistiques
de l'abstra
de la politi
intérêt qu

La place
l'accès du
cours de l
octobre 1
Colson, le
orientai
tère abstr
à vrai di
qui lui se
formation

Certes
pour les i
passion, s
je ne pos
brasser u
taient une
chissable,
matière,
l'expérien
constam
au mani
transform
intellectu

Avec
mieux al

ependant d'obtenir une transcription immédiatement sensible.

Il n'était pas jusqu'à l'architecture, qui ne fut l'occasion d'inappréciables joies intellectuelles; notre professeur, M. Umbdenstock, objet d'une incontestable popularité, de par la chaleur de son verbe et l'originalité de sa manière, se faisait aussi un devoir de mettre son savoir à ma portée. Il se peut que l'illusion seule ait été la source des joies éprouvées, mais qu'importe! Et d'ailleurs, maints principes devenaient assimilables en raison même de leur généralité. Par le don qu'il avait d'élever son enseignement au niveau de véritables conceptions artistiques, M. Umbdenstock ne pouvait que flatter mon goût de l'abstraction, et ses idées touchant les rapports de l'art et de la politique, le rôle social de l'architecture, conservent un intérêt qui ne s'amoindrit pas avec le temps.

La place que j'obtins au classement de fin d'année, m'ouvrit l'accès du corps des Ponts et Chaussées, et je vins suivre les cours de l'antique établissement de la rue des Saints-Pères, en octobre 1920. Sous la bienveillante direction de M. Clément Colson, le maître éminent qui professait l'économie politique, j'orientai bientôt mon activité vers cette science, dont le caractère abstrait me convenait particulièrement. M. d'Ocagne avait à vrai dire attiré déjà mon attention sur ce genre d'études, qui lui semblait singulièrement adéquat à mon état et à ma formation scientifique.

Certes, je gardais au fond du cœur une secrète préférence pour les mathématiques pures, et je m'y serais consacré avec passion, si je ne me fusse heurté à d'insurmontables difficultés. Je ne possédais en effet aucun diplôme qui me permit d'embrasser une telle carrière et les examens de licence comportaient une partie écrite qui, sans constituer un obstacle infranchissable, eût exigé de très gros efforts. D'autre part, en cette matière, se posait toujours le problème de la collaboration, et l'expérience m'a prouvé qu'il était fort malaisé de recourir constamment à l'assistance d'un lecteur suffisamment habile au maniement des symboles mathématiques, pour ne pas transformer tout travail personnel en une épuisante acrobatie intellectuelle.

Avec les études juridiques, auxquelles je m'adonnai pour mieux aborder l'économie politique, il s'agissait au contraire

de textes courants, susceptibles d'être lus convenablement par n'importe quelle personne; de plus, les épreuves de la licence et même du doctorat demeuraient, à l'époque, exclusivement orales. Aussi, malgré le peu d'attrait qu'offrait à mon esprit ce genre d'études, me fut-il possible de pousser jusqu'au doctorat des sciences politiques et économiques.

Encouragé par M. Colson, qui jamais ne ménagea ses conseils ni sa sollicitude, soutenu par le précieux concours de son disciple, M. François Divisia, maître de conférences à l'École polytechnique, je me suis vivement intéressé depuis lors aux applications de l'analyse mathématique à la théorie de la valeur et je suis même parvenu à fournir quelques modestes contributions en ce domaine, resté longtemps inexploré.

Je me félicite aujourd'hui de cette détermination, car, pour de telles recherches, je ne me sens nullement gêné par mon état, mais je confesse les persistants regrets que j'éprouve, lorsque je tourne mon esprit vers les spéculations mathématiques, objets de ma prédilection.

LE CHOIX D'UNE CARRIÈRE

Cependant, s'il paraissait relativement facile de suivre les cours d'une école à caractère exclusivement scientifique, comme l'École polytechnique, et même un enseignement technique, comme celui des écoles d'application, il était en revanche bien plus délicat de choisir un métier, et l'exercice de la carrière d'ingénieur pouvait être considéré au premier abord comme nettement incompatible avec ma situation.

Je n'avais certes jamais eu la prétention de me comporter en véritable ingénieur, de prendre la direction de chantiers, et de faire exécuter les travaux que je n'eusse pas été en mesure de contrôler par mes propres yeux. Malgré tout, mes entretiens avec de nombreux camarades m'avaient incliné à considérer que certains postes ne seraient pas hors de ma portée, en raison de leur caractère administratif; ma culture scientifique, ma connaissance du droit et de la langue des ingénieurs, me permettaient d'envisager avec confiance mon accession à l'un de ces postes. Le métier! N'était-ce pas le problème capital à résoudre, la fin suprême et le but ardemment poursuivi de tous mes efforts? Je me souviens encore des paroles que m'adressa

M. Séjourné, le spécialiste bien connu des ponts en maçonnerie, lorsqu'il m'eut interrogé sur son cours :

— Voilà qui est fort bien, mais le tout est de trouver un débouché à votre activité.

Cependant, il n'eut pas de peine à découvrir un certain nombre de postes qui me conviendraient, par suite du genre d'occupations requises.

Le stage que j'accomplis en province, comme mes autres camarades, entre mes deux années des Ponts et Chaussées, contribua à m'éclairer sur la nature des services que je pourrais être appelé à rendre dans l'avenir. Désirant passer l'été au bord de la mer, j'avais pu obtenir une mission auprès de l'ingénieur en chef des Côtes-du-Nord et c'est ainsi que je vins m'établir, pour deux mois, dans une petite plage aux environs de Saint-Brieuc. Le département comportait un assez grand réseau de chemins de fer d'intérêt local, dont le cahier des charges devait être revisé, par suite des conséquences financières de la guerre. Je fus chargé d'effectuer cette mise au point : c'était précisément là un travail de bureau, qui exigeait néanmoins une connaissance suffisante de la technique des chemins de fer, et correspondait fort bien à mon cas particulier.

Aussi, je réussis à exécuter ce travail sans trop de difficulté.

Mettant cette expérience à profit, je fournis toutes les précisions désirables au sortir de l'École des Ponts et Chaussées, et fus affecté au contrôle des voies ferrées d'intérêt local, au ministère des Travaux publics. Avec le temps, je me suis progressivement adapté aux nécessités de ma profession, et la méthode à laquelle je suis parvenu me permet de traiter aisément les affaires qui me sont confiées.

... Il est neuf heures, mon secrétaire est assis à mes côtés, les pièces d'un dossier sont étalées sur le bureau : il s'agit d'un accord conclu par un département ou une commune avec une société concessionnaire d'un réseau de tramways ou de chemins de fer. Lecture m'est donnée du contrat et des textes annexes ; installé devant ma petite machine à écrire en braille, je prends des notes et suis bientôt en possession de documents, sur lesquels je pourrai exercer ma sagacité, et même procéder aux calculs exigés pour la discussion des formules d'exploitation. Quelques jours après, les diverses questions étant assimilées et résolues dans mon esprit, je dicterai mon rapport à la sténo-

graphie que me procure le ministère. Est-il besoin de connaître le tracé des voies ferrées ou le trajet des lignes d'autobus, pour arrêter ma décision en pleine connaissance de cause ? Je me fais décrire le plan sur lequel je dois raisonner, en complétant, lorsqu'il est nécessaire, par un croquis en relief qu'un collaborateur exercé réalise en peu de temps. Quant aux conférences ou à la correspondance, fréquemment indispensables à l'examen de certaines conventions, c'est là un terrain sur lequel je puis lutter de pair avec l'adversaire.

Affirmant d'autre part ma spécialisation dans les applications des sciences exactes à l'économie politique, j'obtins en 1929 une chaire de professeur suppléant à l'École des Ponts et Chaussées, où, quelques années auparavant, je m'étais assis comme élève. Ce n'est pas sans émotion que, nanti de quelques notes en braille, j'affrontai l'auditoire ; mais j'acquis assez vite plus d'assurance et me passai même complètement de documents écrits, en recourant à des tableaux muraux, et à des figures établies sur mes indications.

Semblable adaptation à l'enseignement n'est point pour étonner ; M. Villey, dès avant la guerre, nous en avait donné l'exemple, et ses beaux travaux d'érudition sur Montaigne sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Depuis lors, le capitaine Antoine, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, occupe brillamment une chaire de mathématiques à la Faculté de Rennes et poursuit ainsi la carrière à laquelle il se destinait avant sa blessure.

Toutefois, une difficulté particulière se présente dans son cas, où le simple exposé verbal demeure insuffisant ; aussi lui a-t-il été nécessaire de se familiariser avec l'écriture des équations au tableau noir ; il utilise à cet effet de petites fiches, qui lui permettent de repérer sa position, et d'éviter le chevauchement des lignes successives. De mon côté, il m'arrive, pour mon propre cours, de tracer quelques caractères à la craie, sans éprouver de ce chef aucune gêne sérieuse.

L'exemple d'Antoine est loin de rester unique et quelques Facultés, lycées ou collèges, comptent des aveugles de guerre, parmi les membres du corps enseignant. Il existe aussi plusieurs instituteurs, qui ont repris la direction d'une classe, avec la collaboration de leur femme, exerçant cette même profession à leur côté. Je ne parle pas des avocats : le cas de

M. Marcel Bloch, aveugle de naissance, et celui de M. Georges Scapini, député de Paris, sont devenus familiers à tous ceux qu'intéresse le monde de la cécité. N'en est-il pas ainsi d'ailleurs de M. Lemordant, qui, par sa magnifique énergie, sut encore trouver les consolations de l'artiste, après avoir perdu tout contact avec le monde harmonieux des couleurs, auquel il s'était voué naguère ?

CEUX QUI NOUS AIDENT

Si vous passez rue Daru, à ce *Phare de France*, à ce refuge dirigé par Miss Tyler qu'entretiennent les libéralités de généreux donateurs américains et français, vous y verrez, au moment du déjeuner, sur le coup d'une heure, les représentants de commerce, surnommés familièrement « épiciers », avec leur « boys » qui les accompagnent en tournée; vous y verrez les téléphonistes, secrétaires, dactylographes, qui, sitôt le repas terminé, se hâtent vers leur bureau; vous y rencontrerez aussi des masseurs, brossiers et tricoteurs, tous affairés, déjeunant à la manière des employés de ministère, dans ces petits restaurants qui peuplent les abords du boulevard Saint-Germain. Les propos se croisent ici comme partout ailleurs, reflets des préoccupations communes à ceux qui mènent la vie des travailleurs de la ville et des humbles.

De la blessure, de la cécité, il n'est plus question : c'est une affaire classée. On y songe bien, dans les instants d'isolement; c'est une ancienne et déjà vieille compagne, que l'on maudit parfois, dont on s'accommode comme un autre de ses rhumatismes ou de ses migraines, et que l'on s'empresse d'oublier, dès que surgit le moindre motif d'action.

N'oublions pas de signaler une autre œuvre, le *Livre de l'Aveugle*, installée, au n° 16 de la rue Laugier, dans une salle désaffectée de l'école communale. C'est un aveugle, M. Guibaud, qui se charge de la réparation des machines à écrire le braille, dont l'œuvre fait naturellement une grande consommation; et vous vous émerveillez de l'aisance avec laquelle cet aveugle démonte les mécanismes, redresse les tiges, bande les ressorts, et redonne de la vie à cette chose inutile et morte qu'était la machine avant de passer entre ses mains. Mais, si vous y regardez de plus près, votre surprise se transformera en soudaine

admiration, lorsque vous aurez constaté que l'étonnant ouvrier ne dispose que de son pouce de la main droite : les autres doigts ont, hélas ! partagé le sort de sa jambe et de ses yeux.

C'est dans l'hiver de 1917 que je fis connaissance avec cette œuvre, si digne de notre gratitude, qu'est *le Livre de l'Aveugle*. Les bureaux et les salles de travail étaient installés dans l'appartement de M^{me} Édouard Meyer, son aimable et dévouée secrétaire générale. Avec le concours de copistes bénévoles, qui ne recourraient alors qu'au poinçon, M^{me} Meyer se trouvait déjà en mesure d'assurer la transcription de tous les ouvrages susceptibles de faciliter notre rééducation. Depuis lors, l'œuvre n'a fait que grandir, et vous resteriez confondus s'il vous advenait de consulter la liste des volumes placés à notre portée : grammaires grecques, latines et françaises, voisinent avec les traités d'anatomie, d'histoire naturelle et le dernier roman de M. Pierre Benoit, ou les plus récentes publications de M. Paul Morand.

Le Livre de l'Aveugle ne recule devant aucun obstacle. Au moment de mon entrée à l'École polytechnique, cette œuvre mit à ma disposition le cours d'astronomie du général Bourgeois, celui de géométrie et un traité de chimie ; il existe maintenant des copistes spécialisés dans la transcription des livres scientifiques, requérant l'emploi de symboles mathématiques, des jeunes filles qui ont préparé une licence, des ingénieurs, des professeurs, des instituteurs, entre lesquels se répartit la tâche. A l'usage à peu près exclusif du poinçon s'est d'ailleurs peu à peu substitué celui des machines à écrire, dont le rendement est beaucoup plus élevé.

Je compte demander prochainement à ces inlassables collaborateurs de transcrire mes leçons d'économie politique, pour mon cours des Ponts et Chaussées, et je pense également demander qu'on me reproduise en relief les graphiques et les tableaux que j'y utilise. En quelques mois, je serai de la sorte en possession d'un excellent instrument de travail, susceptible d'alléger considérablement ma tâche.

Je m'en voudrais de quitter le domaine fécond de la bibliographie, sans mentionner *les Propos du mois* qui, sous la direction littéraire de M. Georges Duhamel, nous tiennent au courant du mouvement intellectuel, par leur revue mensuelle éditée en braille.

Ce n'...
des sur...
chers, q...
susceptib...
soi-mêm...
blessures...
décourag...
une plaie

J'éta...
lorsqu'en...
curiosité...
donc as...
machines...
fier la di...
qui me

— A...
Et ce...
dans l'i...
avait été...
resté là...
vaise fo...
Que n'e...
avait fa...

Je n...
qui, abo...
le bonj...
connut...
compag...

Au...
froissai...
maient...
manqu...
que j'e...
dressés...
m'assai...
déjà le...
Manin...

LA JUSTE ATTITUDE

Ce n'est pas en de tels milieux, parmi ces personnes éclairées sur nos besoins, nos possibilités et nos désirs les plus chers, qu'il se renconterait des gens capables de froisser une susceptibilité, douloureusement aiguisée par le repliement sur soi-même. De ces réflexions maladroites et puériles, de ces blessures qui parfois vous laissent longtemps meurtri et découragé, il en est dont le souvenir m'obsède encore, comme une plaie lancinante.

J'étais installé depuis quelques jours à l'École polytechnique, lorsqu'eut lieu une conférence, à laquelle j'assistai par simple curiosité, car elle ne pouvait m'être utile en rien. Je me tenais donc assis devant la tablette sur laquelle on avait placé ma machine à sténographier, quand le professeur entra, pour vérifier la disposition des tableaux ; m'apercevant, il eut ce mot cruel, qui me déconcerte encore par sa brutale incompréhension :

— Ah ! c'est ce pauvre aveugle !

Et cela, à deux pas de moi, comme si mon état m'eût mis dans l'impossibilité d'entendre, aussi bien que de voir. S'il avait été en mon pouvoir de fuir en cet instant, je ne fusse pas resté là une minute de plus ; mais, je dus faire contre mauvaise fortune bon cœur et subir le conférencier jusqu'au bout. Que n'est-il venu à Neuilly s'inspirer de la forte parole qu'y avait fait inscrire M. Brieux : « Plaindre n'est pas consoler. »

Je me rappellerai toujours aussi l'attitude de ce camarade qui, abordant l'ami au bras duquel je me promenais, lui souhaita le bonjour, sans même m'adresser la parole, quoiqu'il me connût fort bien et qu'autrefois nous fussions même bons compagnons de chambrière.

Au reste, ces démonstrations irréfléchies, qui tantôt me froissaient, tantôt m'irritaient comme une injure, n'exprimaient pas des sentiments vils et témoignaient plutôt d'un manque de psychologie très excusable. C'est surtout au début que j'étais sensible à ces réflexions spontanées et à ces maladresses, tant me déroutaient les impressions nouvelles qui m'assaillaient journellement. Je n'oublierai jamais ce temps déjà lointain, où je fis, après mon stage à l'hôpital de la rue Manin, mes premières sorties aux Buttes-Chaumont : les bruits

de la rue, la marche des passants, le roulement des voitures, tout cela sonnait étrangement à mes oreilles et m'apparaissait confus, incompréhensible et désordonné, issu d'un univers hostile et parsemé d'embûches.

A vrai dire, j'aurais mauvaise grâce à me plaindre, car j'ai découvert auprès de mes camarades, de mes collègues et de mes chefs de service, une telle sympathie, une telle bonne volonté, une si délicate compréhension que, parfois, je m'étonne, m'interroge et me demande si, placé dans les mêmes conditions, ignorant de tous les problèmes que pose la cécité, je me fusse comporté de la sorte, en dominant mes préventions et mes habitudes. D'ailleurs, pour forcer l'opinion d'autrui, je me suis toujours imposé de garder une attitude aussi normale que possible; si bien que, fréquemment, il m'est arrivé de donner le change sur mon état véritable, sans avoir eu l'intention de mystifier personne.

J'étais dans le train qui, de Tours, conduit à la gare d'Orsay, et nonchalamment accoté contre la paroi du couloir, je fumais une cigarette, lorsque j'engageai la conversation avec un officier américain; fraîchement débarqué en France, il s'inquiéta de l'arme où je servais, des attaques auxquelles j'avais pris part, et brusquement :

— Mais vous êtes sans doute en permission, pour n'avoir pas rejoint votre unité en ce moment?

J'eus grand peine à lui faire accepter la réalité, tant il était loin de se l'imaginer ainsi. Un autre jour, à Tunis, tandis que je me promenais à proximité de la Porte de France, je fus apostrophé par un général qui me reprocha violemment de ne pas l'avoir salué; lui ayant exposé mon cas, il se confondit en excuses et me témoigna toute sa sympathie. A quelque temps de là, pendant un séjour aux environs d'Angers, je me fais conduire chez un coiffeur; la coupe terminée, l'opérateur, pour que je juge de l'effet produit, s'en vient placer une glace derrière ma nuque :

— Voilà qui est parfait, lui dis-je, égayé par la méprise.

Fréquemment, je suis interpellé par des gens qui me demandent leur chemin et me fournissent ainsi la preuve de l'illusion où je les tiens. Je m'empresse de les renseigner lorsque cela est en mon pouvoir; rien n'est plus aisé dans mon propre quartier et dans ceux qui m'étaient jadis familiers, car

disposition des lieux demeure toujours présente à mon esprit.

Ainsi, ne vous laissez pas abuser par les apparences et songez plutôt à l'intensité des sentiments, à la vitalité qui subsiste en notre être et le domine constamment. Si vous rencontrez jamais un de ces hommes, que la guerre a livrés aux ténèbres sans fin, épargnez-lui votre pitié, elle ne lui apportait aucun réconfort et risquerait de l'offenser.

Votre pitié, réservez-la pour les faibles, pour les vaincus, et non pour celui qui sut faire face à l'adversité, conserver une sereine confiance, poursuivre dans l'ombre le combat qu'il avait mené sur la ligne de feu. Songez qu'il reste soutenu par la conscience d'avoir servi une juste cause, qu'il est toujours en possession d'un cœur sensible à la douceur de l'amitié, d'une intelligence affinée par la méditation, pour tout dire, d'une âme parfois vibrante et tendre. Persuadez-vous bien qu'il est capable de fonder un foyer, et qu'il saura, peut-être mieux qu'un autre, en goûter les joies sans cesse renouvelées. Chassez en sa présence les obscurs préjugés, considérez la cécité comme une de ces épreuves, sans doute cruelles, mais plus insupportables encore à ceux qui n'en ont pas mesuré toutes les conséquences. Il en est de ce mal comme de tous les autres, plus effrayants par leur mystère que par leur véritable portée, si grande qu'elle puisse être.

L'expérience que j'ai tâché d'analyser ici constitue dans l'histoire un fait sans précédent; elle restera probablement unique, à moins qu'un vent de folie ne précipite le monde dans une nouvelle tourmente.

Souhaitons que nos efforts, en vue d'élargir le champ de notre activité, ne soient pas perdus, après l'extinction de notre génération, et que la grande collectivité des aveugles soit appelée à en recueillir les fruits, dans les temps à venir. Ne plus confiner les aveugles dans de petits métiers, des situations mesquinées, les mettre à même de gagner leur vie aussi largement que possible pour accroître leur indépendance et le sentiment de leur dignité, tel devrait être le credo de ceux qui ne demeurent pas insensibles aux multiples aspects de la douleur humaine.

RENÉ ROY.

LETTRES A CASIMIR PÉRIER

(1830-1832)

LOUIS-PHILIPPE ET CASIMIR PÉRIER

Parmi les papiers de famille que possède M^{me} Edme Sommier, se trouvent cinquante-quatre lettres autographes du roi Louis-Philippe adressées à Casimir Périer, son arrière-grand père. Ce sont pour la plupart des messages rapides, peu étendus, rédigés souvent au milieu de la nuit et par lesquels le Roi des Français se tenait en rapports constants avec son éminent ministre. Ces dépêches envoyées par estafettes seraient remplacées de nos jours par les conversations téléphoniques par fils directs, qui relient actuellement les principaux organismes du Gouvernement. Elles ont été écrites à la veille d'un Conseil ou d'un débat politique, au lendemain d'un discours, à l'occasion d'événements qui nécessitaient une prompte décision, une intervention du ministre ou du Roi.

De sa grosse écriture ronde, bien lisible, honnête, signe d'un esprit positif, optimiste, sûr de soi, Louis-Philippe mandait à son ministre en toute sincérité et en toute liberté, sans recherches de style, ni souci d'orthographe, ses observations, ses projets, ses directives, donnait des précisions, des nouvelles, ou au contraire, s'informait.

Ces lettres (1) sont fort curieuses, et certaines d'entre elles même importantes, puisqu'elles mettent en lumière l'action personnelle du roi et la manière, somme toute assez habile,

(1) Elles sont à rapprocher de celles que Louis-Philippe adressait à la même époque au général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, et qui ont été publiées à la *Revue* (15 mars 1910) par le comte Horace de Choiseul. Parmi ces lettres il s'en trouve une, datée du 3 septembre, adressée à Casimir Périer.

avec laquelle il collaborait avec l'homme dont la main de fer consolidait le trône alors très vacillant.

La première est du 21 octobre 1830, et la dernière du 23 mars 1832 (1). Entre ces deux dates s'étend une période fort difficile, troublée par les émeutes, les manifestations bruyantes et répétées des innombrables mécontents de droite ou de gauche, légitimistes, bonapartistes, républicains, libéraux partisans d'une politique de *mouvement*, que les suites de la révolution de Juillet avaient surpris ou déçus. A l'extérieur, une série de crises graves, la révolution belge et le soulèvement de la Pologne, tout particulièrement, posaient des problèmes délicats et mettaient le Gouvernement français dans l'alternative d'une paix sans gloire, mais conforme à son principe de non intervention, de paix à tout prix, ou d'une guerre dangereuse parce qu'il pouvait en résulter très vite une conflagration générale.

Ces lettres nous laissent entendre, mieux peut-être que beaucoup de textes connus jusqu'ici, comment Louis-Philippe s'est efforcé de résoudre ces problèmes nombreux et complexes. Elles nous font voir tout d'abord le Roi au travail. Très actif, il ne veut pas se contenter de régner; il tient à remplir très exactement son rôle, à connaître par le détail tous les incidents, à lire tous les rapports, et il n'esquive aucune des responsabilités, aucune des charges ni des fatigues qui lui incombent. Mais il conçoit son action de deux manières assez différentes, lorsqu'il s'agit de politique intérieure ou extérieure. Louis-Philippe s'en remet entièrement à Casimir Périer pour dominer les Chambres et le pays tout entier, rétablir l'ordre et assurer la sécurité. Il approuve ses décisions, applaudit à ses succès de tribune, aux mesures qu'il a prises, et lui écrit: « Vous avez fait comme toujours ce qu'il y avait de mieux, j'approuve en tous sens tout ce que vous avez dit et fait pendant mon absence, et toutes les mesures militaires et politiques que vous avez prises. » C'est assez dire que Casimir Périer possédait l'entièr confiance de son roi. Bien plus, à diverses reprises, Louis-Philippe lui offre de le seconder et, littéralement, se met à sa disposition, lorsque la situation menace de

(1) Il est certain que Louis-Philippe écrivit à Périer bien d'autres lettres. Le texte même de celles qu'on va lire l'indique. Mais elles ne paraissent pas avoir été conservées.

devenir dangereuse. Ainsi, volontairement, et non sans adresse, le Roi se tient à l'arrière-plan, prêt à intervenir, mais laisse à son ministre le soin de réprimer les désordres et les complots par son action énergique et son autorité personnelle.

Au contraire, lorsqu'il s'agit des affaires étrangères, Louis-Philippe se met parfois au premier plan, décidé à diriger en personne les destinées de la France. S'il a une politique, il l'impose, dans la pleine conscience de ce qu'il estime être conforme à la dignité et aux intérêts du royaume. Il faut convenir qu'il sut dans plus d'un cas faire preuve de clairvoyance et de beaucoup de fermeté. L'importante lettre datée de Lunéville, 17 juin 1831, et relative à la crise belge qui se complique et devient même très grave pour la France, en est la preuve. Le Roi nie avoir fait, comme il dit, un acte de *pétulance*; néanmoins, il force la main à son ministre en le mettant devant un fait accompli. D'ailleurs, la manière dont il résume la question posée par l'émancipation de la Belgique, est nette, précise, pleine de bon sens. Il est vrai que l'insurrection de Varsovie le trouve irrésolu, sans politique déterminée, incapable de prendre un parti.

Ce n'était pas seulement la confiance du Roi que Casimir Périer avait su s'attirer, c'était aussi son amitié et sa reconnaissance. On en trouve l'expression presque dans chaque lettre : « Croyez que je vous apprécie comme vous le méritez, que je désire vous revoir souvent, et vous témoigner tous mes sentiments pour vous. » « Croyez au moins que j'apprécie bien du fond de mon cœur les grands services que vous rendez à la France et à moi. » « Je vous embrasse de tout mon cœur. » « Vous connaissez toute mon amitié pour vous. » Aucune ombre ne se laisse percevoir dans le tableau d'une si parfaite cordialité (1). On croit deviner, par instants, que Louis-Philippe s'efforce d'atténuer et de faire disparaître tout ce qui serait susceptible de contrarier son ministre, de faire naître le plus petit malentendu, le plus léger regret. Les lettres des 1^{er} et 2 juillet 1831, à propos d'un rendez-vous manqué, sont caractéristiques à cet égard. C'est évidemment qu'il redoute la

(1) Toutefois dans les articles sur *Louis-Philippe et sa liste civile*, que nous citons plus loin, Montalivet parle en témoin oculaire d'un désaccord entre le Roi et Périer, au sujet de la liste civile et de l'exil de la branche ainée des Bourbons. La lettre du 13 janvier 1832 semble indiquer le contraire.

brusque détermination d'une offre de démission toujours possible de la part d'un homme d'une rare énergie, mais constamment en butte aux attaques vives et souvent cruelles des partis politiques d'opposition (1).

D'autre part, Louis-Philippe connaissait la délicatesse de santé de son président du Conseil. Il y fait souvent allusion dans ses lettres, lui recommande de ménager ses forces, de se soigner, offre même de se déplacer pour éviter les fatigues d'un voyage à Saint-Cloud par la chaleur, lorsqu'une audience de travail est nécessaire (9 juillet 1831). Il écrit : « Je suis bien fâché, mais je n'en suis point surpris, que vous soyez souffrant après les fatigues de ces trois jours, quels que soient d'ailleurs les brillants succès que vous avez obtenus » (23 décembre 1831), et une autre fois : « Il faut absolument vous soigner et ne pas passer des nuits blanches. Nous avons besoin de vous conserver, et je dois l'exiger. »

Les sentiments de haute estime et d'affection éprouvés par Louis-Philippe à l'égard de Périer étaient partagés. Si nous n'en trouvons pas de preuves directes dans les papiers de Casimir Périer, les termes de certaines lettres du Roi (13 janvier et 8 mars 1832) laissent à penser que le souverain et l'homme d'État collaboraient en une étroite communion d'esprit.

On relèvera dans ces lettres, si librement, si spontanément écrites, des expressions d'une bonhomie assez plaisante, lorsque Louis-Philippe parle de lui-même et de la famille royale. Il écrit : *Ma bonne reine* et *Ma sœur*. Au moment où la Cour vient pour la première fois de s'installer à Saint-Cloud, il écrit : « Me voici établi et fort bien établi à Saint-Cloud. Chacun dans ma famille est content de son arrangement. » Il fait copier un projet de discours par sa fille aînée [sic], et ajoute : « La pauvre enfant me dit qu'elle était assise trop bas et que la main lui tremblait. » Alors le roi, bon père de famille, fait la copie lui-même et la joint à la lettre.

Il s'épanouit lorsqu'on l'acclame et se hâte de mander à Périer le « succès » de la promenade qu'il a faite à Neuilly en traversant à cheval les Champs-Élysées. « Les acclamations dont j'ai été entouré, dit-il, n'ont jamais été plus unanimes

(1) On sait que lors de l'élection de Girod de l'Ain à la présidence de la Chambre, à une voix seulement de majorité, Casimir Périer donna sa démission, mais le Roi sut le retenir.

[sic] qu'aujourd'hui. » Au cours de son voyage en Normandie, il note à Rouen : « Accueil inconcevable de la population tout entière... Les cris de *Vive le Roi* partent avec des élans surprenants... L'esprit est admirable, les discours excellents; on veut l'ordre et la paix. J'ai beaucoup parlé et on a sténographié quelques-unes de mes réponses. Le Cardinal est venu avec tout son clergé, il m'a fait un petit discours fort convenable et il a soupé à côté de moi. » Puis à Dieppe : « Le voyage continue à être un triomphe. » Enfin, à propos de la Belgique : « Vous savez que je suis pour le juste milieu. Je crois que nous nous y sommes tenus. Continuons. »

Peu de semaines après la dernière lettre de Louis-Philippe, le 16 mai 1832, Casimir Périer mourait victime du choléra (1), au cours d'une épidémie qui causa en trois mois la mort de vingt mille personnes. On crut un instant le sauver, la maladie se déclarant bénigne, mais, en très peu de jours, le mal, qui s'était subitement aggravé, vint à bout de la constitution du grand ministre. Le Roi, aussitôt averti, prit la plume le jour même pour adresser à Joseph Périer, frère du précieux auxiliaire qu'il perdait, la lettre de condoléance, autographe qui termine la présente publication. A l'exception de cette lettre, qui est signée, toutes les autres sont munies d'un simple paraphe, une arabesque de traits entrelacés, que Louis-Philippe d'habitude ajoutait à son nom (2).

Nous adressons à M^{me} Edme Sommier, qui a bien voulu nous autoriser à publier cette correspondance, l'expression respectueuse de notre vive gratitude.

JEAN CORDEY.

(1) C'est en visitant l'Hôtel-Dieu où l'on soignait de nombreux cholériques, et où il accompagnait le duc d'Orléans, que Casimir Périer gagna le germe de la terrible maladie.

(2) Les lettres du Roi sont écrites sur un papier blanc épais de format petit in-8 ou petit in-4, sans en-tête ni marque d'aucune sorte. Les enveloppes qui les contenaient n'ont pas été conservées.

LETTRES

Au moment où commence cette correspondance, dans l'état où elle nous est parvenue, Périer était ministre sans portefeuille dans le cabinet constitué le 11 août de la même année. Depuis longtemps déjà Louis-Philippe appréciait sa valeur, et s'adressait à lui non seulement pour des services personnels, mais pour solliciter ses avis et ses conseils. Sans doute voyait-il en Casimir Périer l'homme très remarquable dont la clarté d'esprit, la fermeté de caractère et les décisions promptes pouvaient le mieux l'aider à débrouiller une situation politique singulièrement embarrassée.

A peine monté sur le trône, le Roi s'était trouvé en butte aux plus grandes difficultés. Les tendances les plus diverses divisaient, comme on sait, le pays et le Parlement. Le ministère, où les opinions étaient contradictoires, était désuni et sans autorité. La mise en accusation et le procès des ministres de Charles X le mettaient en état de crise latente.

Ce samedi 23 octobre 1830, à minuit.

Je voulais vous témoigner mes regrets de n'avoir pas pu vous parler ce soir, comme je le désirais vivement. Vous avez vu ce qui m'en a empêché. Je vous aurais dit ce qu'il serait trop long et trop difficile, même impossible de vous écrire, surtout ce soir où je me sens fatigué au physique et au moral. Pourtant avant tout, il faut faire son devoir et sortir d'une position qui n'est pas tenable et d'un tourment qui ne l'est pas davantage. Je disais à M. Laffitte que je ne sortirai pas demain avant deux heures et demie, mais il faut que je vous voie tous les deux, et si vous avez besoin que je ne sorte pas du tout pour vous recevoir plus tard, je vous ferai bien volontiers le sacrifice de ma promenade.

Je crois que pour éviter les remarques de la curiosité qui nous guette, il est nécessaire que vous ne veniez pas ensemble, mais l'un après l'autre, et seulement de manière à vous trouver ici accidentellement en même temps. Vous pourriez aussi envoyer vos modèles de fusil au maréchal Gérard, en lui écrivant d'en envoyer un chez moi. Il n'y a rien de plus efficace

que ces petits moyens-là pour dérouter les observateurs. Bonsoir, à demain.

Ce que M. Dupont (1) disait sur le budget est d'une grande vérité; il est indispensable d'en presser l'achèvement et de se mettre en état de le présenter (2). La tête s'en va, quand on se fait la pénible énumération de tous ces embarras.

Ce dimanche 24 octobre 1830, à 9 h. 1/2.

Je sèche sur pied dans mon impatience d'en finir. Mon espoir est en vous. J'ai là M. Thiers qui sort de chez M. Laffitte et que je vous envoie au plus vite. Je crois que tout peut se bien arranger, mais venez me voir le plus tôt possible.

Mercredi 27 octobre 1830, à 9 h. 1/2.

Je sèche d'impatience de vous voir, car c'est de vous que tout dépend pour nous tirer de l'embarras où nous sommes. Il faut que nous causions avant le Conseil. Venez me voir le plus tôt que vous pourrez.

MINISTÈRE LAFFITTE

Le ministère s'écroula fin octobre 1830. Laffitte fut chargé de constituer le nouveau Cabinet et l'Intérieur fut offert à Casimir Périer, qui refusa. Les deux lettres suivantes, témoignent du vif regret qu'en éprouve le Roi.

Samedi matin à 8 h. 1/4, 30 octobre 1830.

Vous êtes bien sûr de toute la peine que m'a fait le résultat de la dernière réunion d'hier. J'avais emporté à Neuilly une espérance de vous conserver que j'ai vivement regretté de perdre à mon retour, et j'étais pressé de vous le dire.

Ce mardi, 2 novembre 1830.

Vous savez que c'est avec bien du regret que je vous ai vu décidé à vous éloigner du Conseil, mais j'ai voulu vous le témoigner de nouveau, après avoir signé l'ordonnance qui organise le Conseil sans vous. Croyez que je vous apprécie comme vous le méritez, que je désire vous revoir souvent et vous témoigner tous mes sentiments pour vous.

(1) Dupont de l'Eure, ministre de la Justice.

(2) Le budget de 1831 ne put être voté en temps utile et il fallut recourir à des expédients pour combler le déficit.

La révolution de Juillet et ses conséquences avaient presque entièrement ruiné Laffitte, mettant en difficulté sa maison de banque. Il fallut l'intervention du Gouvernement et du Roi pour parvenir à la liquidation. Louis-Philippe dut par deux fois consentir à accorder sur la liste civile une importante garantie à la Banque de France pour les sommes que lui demandait Laffitte.

Ce lundi 10 janvier 1831.

M. Périer m'ayant informé que pour parvenir à la liquidation de la maison Laffitte, il pourrait avoir besoin d'une nouvelle avance de six millions de la part de la Banque, indépendamment de celle de sept millions qu'elle lui a déjà avancée, j'autorise M. Périer à déclarer en mon nom à la Banque que je donnerai une nouvelle garantie de quatre millions sur ces six susdits dans les mêmes termes et pareillement sur les seuls revenus de la liste civile, entendant seulement que les paiements qu'il pourrait y avoir à effectuer, le soient d'année en année, et de manière à ne pas être plus rapprochés que de cinq ou six ans, y compris les intérêts au taux légal (1).

CASIMIR PÉRIER PRÉSIDENT DU CONSEIL

Pendant toute la durée du ministère Laffitte, la correspondance de Louis-Philippe paraît être interrompue, et ne reprend, par la lettre qui suit, que peu de jours après la formation du cabinet dont Casimir-Périer avait accepté d'être le chef (13 mars 1831).

Ce mercredi 16 mars 1831, minuit et demi.

L'amiral Rigny (2) m'a dit que vous désiriez un Conseil chez moi demain au soir, et en conséquence, je l'ai convoqué immédiatement. Seulement, au lieu de *neuf heures* qu'il m'a dit que vous préféreriez, je demande que ce soit à *huit heures*, parce que je dois aller au bal de la Neuvième légion à l'Hôtel de Ville. Le Conseil commençant à huit heures, nous aurons le temps de délibérer ensemble jusqu'à *dix heures*, et il sera encore bien temps que j'aille alors à l'Hôtel de Ville où je fais

(1) Voir, sur l'intervention du Roi dans la liquidation de la banque Laffitte, les articles de Montalivet, *Louis-Philippe et sa liste civile*, dans la *Revue des 1^{er} octobre et 1^{er} novembre 1850*.

(2) Ministre de la Marine de 1831 à 1834. Il avait commandé la flotte française à Navarin.

prévenir qu'on commence à danser sans m'attendre, parce que je ne pourrai y arriver qu'à dix heures un quart. Par ce moyen, je pourrai vaquer d'abord aux affaires, et ensuite aux amusements dont pourtant vous pensez bien que je me dispenserai sans regret, si je ne craignais pas l'effet que produirait mon absence. Je désire bien que vous ayez été moins fatigué qu'hier au soir. Ménagez bien votre santé dont nous avons grand besoin et qui m'est bien précieuse. Je vous souhaite une bonne nuit de tout mon cœur.

Ce mercredi à 7 heures, 30 mars 1831.

J'espère que vous aurez vu la note diplomatique. On m'a fait consentir à un changement que je regrette. Mais ce que j'ai plus regretté, c'était votre absence; il en est résulté du tiraillement dans la discussion, et la note n'y a pas gagné. Je serais bien aise de la revoir avec vous, avant qu'elle ne partit.

On dit que vous avez parlé à merveille et obtenu un grand succès.

Nous avons signalé plus haut la familiarité dont l'arrière-neveu de Louis XIV, bon père de famille et brave homme, fait preuve dans la lettre qui suit :

Samedi matin, 16 avril 1831.

Voici un projet de discours que j'ai fait hier au soir. Je l'ai fait copier sur mon brouillon par ma fille aînée (1), et je m'empresse de vous l'envoyer, pour que vous puissiez l'examiner, et que nous en causions ensuite à notre aise.

Ma fille vous demande d'excuser son écriture. La pauvre enfant me dit qu'elle était assise trop bas et que la main lui tremblait.

La copie est difficile à lire, et j'en refais une que je vous remets ci-jointe.

Ce mercredi.

Je me suis trompé en vous donnant ma copie de discours (2), et j'ai mêlé les feuilles, en sorte qu'il vous manque quatre

(1) La princesse Louise-Marie d'Orléans, qui épousa l'année suivante Léopold I^{er}, roi des Belges.

(2) Cette lettre étant presque impossible à dater, il n'est pas certain qu'il s'agisse du discours dont il est fait mention dans la lettre précédente.

lignes sur la première feuille et qu'il y en a quatre de trop sur la mienne. Je vous envoie donc ma première feuille, et je vous prie de me renvoyer la vôtre, car alors nos deux copies seront complètes.

Je vous remercie de votre observation sur les émeutes. Elle est bonne et, en relisant, j'ai rayé le passage. Cela va bien. Vous êtes à la Chambre des pairs, et je fais des vœux pour que vous n'y parliez pas. Je l'espère. A ce soir.

LA REVUE DE LA GARDE NATIONALE

A l'occasion de la fête du Roi, une grande revue de régiments d'infanterie et de cavalerie eut lieu au Champ de Mars. Louis-Philippe désirait avoir à ses côtés son président du Conseil.

Dimanche soir, 4^e mai 1831.

J'espère que vous comptez toujours m'accompagner demain à la revue, et je le désire, sans cependant vouloir vous gêner en rien, si vous trouviez que cela vous fait perdre trop de temps. Je compte monter à cheval à neuf heures trois quarts, et je vous ai fait préparer un cheval que j'ai monté bien des fois, et dont j'espère que vous serez content. Je ne l'ai pas monté devant les troupes, mais on m'assure qu'il s'y conduit fort bien.

J'ai prié M. de Montalivet de vous parler du succès de la promenade que j'ai faite aujourd'hui à Neuilly en traversant à cheval les Champs-Élysées. Je crois que personne ne niera que les acclamations dont j'ai été entouré, n'ont jamais été plus unanimes qu'aujourd'hui.

Bonsoir.

Louis-Philippe, dont les résidences habituelles comme duc d'Orléans avaient été le Palais-Royal et le château de Neuilly, s'installa pour la première fois à Saint-Cloud, le 5 mai 1831, et la même année aux Tuileries.

Saint-Cloud, ce vendredi 6 mai 1831.

Me voici établi et fort bien établi à Saint-Cloud. Chacun dans ma famille est content de son arrangement. J'en profite pour fixer tout de suite l'époque de ma course à Rouen et à Eu, parce que j'ai déterminé la Reine à rester ici pendant mon

absence, et que ce ne sera qu'après mon retour que nous s'engrons à aller à Neuilly. Je compte donc partir d'ici le lundi 16 mai, et je serai de retour le jeudi 26. Je vous remets ci-joint l'itinéraire que je viens d'arrêter, au moyen duquel on saura toujours où me trouver et où on devra m'adresser les dépêches et les paquets. En partant ainsi, j'aurai fini ma tournée avant que le mouvement des élections ait commencé (1). Les départements que je traverserai seront Seine-et-Oise, Eure, Seine-Inférieure, Somme, Oise et Seine-et-Oise. Vous pouvez donc dès à présent en prévenir les préfets, et leur donner les ordres que vous jugerez nécessaires. Il est bon qu'ils sachent que je loge toujours à l'auberge, afin de n'occasionner de dépense à personne. Je vais écrire au maréchal Soult et lui envoyer mon itinéraire.

Il fait un si mauvais temps que, quoique je sois toujours charmé de vous voir, je ne peux pas vous demander de venir ici ce soir; cependant je serai bien aise de vous parler de ce dont M. Lehon (2) m'a entretenu, ainsi que M. Rogier, auquel il me semble que j'ai fait quelque impression. Mais dans tous les cas, je vais demain au Palais-Royal, et vous m'y trouverez de deux heures à quatre heures, si cela vous est plus commode. Si vous avez reçu quelque rapport particulier sur la Vendée, vous me feriez plaisir de me l'envoyer dans le cas où, comme on me l'a dit vaguement et sur un bruit public, il y aurait eu quelques symptômes de mouvement.

Le mauvais temps m'inquiète pour notre revue de dimanche (3).

MANIFESTATIONS HOSTILES

L'archevêque de Paris, Mgr de Quélen, refusa les sacrements à l'abbé Grégoire, ancien conventionnel et ancien évêque assermenté

(1) Elles étaient fixées au 5 juillet. C'était la première consultation du pays depuis la révolution.

(2) Le comte Charles-Aimé-Joseph Lehon, né en 1792, venait d'être nommé ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Belgique auprès de Louis-Philippe. Il fut un des principaux négociateurs du mariage du roi Léopold avec la princesse Louise-Marie d'Orléans. Il resta à Paris jusqu'en 1842.

(3) La revue de la garde nationale de Paris et de la banlieue, qui devait avoir lieu le 1^{er} mai au Champ de Mars, à l'occasion de la fête du Roi, avait été renvoyée par ordre de Louis-Philippe au dimanche suivant, en raison du mauvais temps. Elle fut encore renvoyée au 15 mai pour la même raison.

de Blois,
l'archevêque
au-Bois,
grande
Louis Phi
l'amener

Enc
Reine et
et dema
veut per
ne veut
mets la
grave e
l'Arche
obtenir
presse,

Le d
colonne
des fleu
avait fa
disperser
velle an
ne man

Le l
banque
préven
trois c
sur les

Je
ment
impac
se pas
Il
que j'

(1) A

de Blois, à la veille de sa mort. L'abbé Guillon l'administra malgré l'archevêque, et les obsèques, qui eurent lieu à l'église de l'Abbaye-au-Bois, puis au cimetière Mont-Jarnasse, furent l'occasion d'une grande manifestation politique. On voit, par la lettre qui suit, que Louis-Philippe voulut faire intervenir auprès de Mgr de Quélen pour l'amener à renoncer à sa décision intransigeante.

Saint-Cloud, ce dimanche 8 mai 1831, 11 h. 1/2.

Encore un billet. L'abbé Guillon (1) vient d'écrire à la Reine et à ma sœur au sujet de l'abbé Grégoire qui se meurt, et demande d'être administré, ce que l'Archevêque de Paris ne veut permettre qu'à des conditions auxquelles l'abbé Grégoire ne veut pas se soumettre. L'abbé Guillon, dont je vous transmets la lettre, craint avec raison que la conséquence ne soit grave et il faudrait, je crois, faire parler promptement à l'Archevêque de Paris ou au moins à ses grands vicaires pour obtenir d'eux de laisser administrer l'abbé Grégoire. Cela presse, car il est très mal et je vous envoie ceci à la hâte.

Le dimanche, 8 mai, une foule nombreuse défila au pied de la colonne Vendôme pour déposer à la mémoire du « grand homme » des fleurs et des couronnes en remplacement de celles que la police avait fait enlever. Il s'en suivit des bagarres. Les manifestants furent dispersés par les jets d'eau lancés par des pompes à incendie, « nouvelle artillerie », disait-on dans le *National*, dont les mauvais plaisants ne manqueront pas de faire à l'avenir l'attribut du juste milieu ».

Le lendemain, lundi 9 mai, aux *Vendanges de Bourgogne*, un grand banquet politique fut offert à Cavaignac, Raspail, Trélat et aux autres prévenus récemment acquittés par la Cour d'assises. Ce banquet de trois cents convives fut l'occasion d'un cortège et de manifestations sur les boulevards contre le Gouvernement.

Saint-Cloud, ce 9 mai, mardi à minuit, 1831.

Je reçois votre lettre à l'instant, et je vous remercie infiniment des détails que vous me donnez. Je les attendais avec impatience, et je regrettais vivement de ne pas savoir ce qui se passait à Paris.

Il me paraît aussi qu'il est convenable et même nécessaire que j'aille demain à Paris, mais si vous ne me faites rien dire

(1) Aumônier du Palais-Royal.

de plus, demain matin, je partirai d'ici tranquillement à onze heures, et vous me trouverez à midi au Palais-Royal avec mon fils à qui je viens de communiquer ce que vous me mandez. Si vous me désirez plutôt, vous n'aurez qu'à me l'écrire, et je m'y rendrai immédiatement. Il est temps de mettre un terme à ces scènes de désordre et d'en prévenir le renouvellement.

Je vous envoie ceci ce soir, en recommandant pourtant qu'on ne vous réveille pas, si vous étiez couché et endormi, comme je l'espère ; mais dans tous les cas, vous saurez que mon fils et moi, nous sommes prêts à nous rendre à Paris, aussitôt que vous le croiriez utile, et vous me feriez savoir tout de suite tout ce qui surviendrait de nouveau. Bonsoir.

Saint-Cloud, ce mercredi matin à 9 h. 1/2, 10 mai 1831.

J'espère, comme vous, que nous ne reverrons pas aujourd'hui de nouveaux tumultes, et je suis bien content que ceux d'hier au soir se soient terminés sans autre accident que celui du général Jacqueminot (1) qui, j'espère, n'aura pas de suites. Je viens d'envoyer savoir de ses nouvelles.

Je vous remercie d'avoir fait une visite aussi matinale des quartiers de Paris, et du détail satisfaisant que vous m'en donnez. Je serai au Palais-Royal avec mon fils, à midi, et charmé de vous y trouver.

VOYAGES EN NORMANDIE ET DANS L'EST

Louis-Philippe, parti de Saint-Cloud pour son voyage en Normandie, le 15 mai 1831, reçut partout un accueil chaleureux, qui faisait contraste avec les manifestations de mécontentement et d'hostilité dont il était l'objet de la part de la population parisienne.

Rouen, ce mardi ou mercredi 17 ou 18 mai 1831, à 2 h. 1/2 du matin.

Vous pouvez juger par la date et l'heure de mon billet, de la vie que nous menons, mais j'en suis bien amplement dédommagé par l'accueil inconcevable que je reçois de la population tout entière. Les routes sont bordées par toutes les communes qui viennent de fort loin (2) ; et des plus pauvres chaumières

(1) Chef d'état-major de la garde nationale.

(2) Le Roi avait passé par Louviers et Elbeuf avant d'atteindre Rouen.

comme des bâtiments élevés des manufactures, les cris de *Vive le Roi* partent avec des élans surprenants. M. d'Argout⁽¹⁾ fait des relations de tout cela, et il m'est bien utile pour me tirer de toutes les demandes et de toutes les notes à prendre, ce qui est immense et continu. Il m'est vraiment indispensable; aussi je veux le garder tout le voyage, car je ne peux pas m'en passer, et il faut que vous me le laissiez. Toutes les descriptions qu'il vous fera de mon entrée dans Rouen seront au-dessous de la réalité, car il est impossible d'en donner une idée exacte. En vérité, ce voyage me donne bien plus de satisfaction que je ne pouvais l'imaginer. L'esprit est admirable, les discours excellents; on veut l'ordre et la paix. J'ai beaucoup parlé, et on a sténographié quelques-unes de mes réponses. Le Cardinal⁽²⁾ est venu avec tout son clergé. Il m'a fait un petit discours fort convenable et il a soupé à côté de moi. On est content de lui ici.

Je vous remercie vivement de votre aimable exactitude à me tenir au courant. Tout va au delà de mes espérances et je vous en remercie encore, car vous y contribuez beaucoup, et je le sens vivement aussi. Bonsoir, je vais enfin me coucher, mais je suis moins fatigué que je ne l'étais hier.

Je regrette ce que vous me mandez de la Vendée, mais cela ne m'inquiète pas beaucoup, quoique je sente la nécessité des mesures que vous avez prises.

Dieppe, ce samedi, 21 mai 1831, à 5 h. 1/2.

J'arrive à Dieppe, et c'est à peu de distance de cette ville que j'ai reçu presque à la fois les deux estafettes venues l'une par Dieppe, l'autre par Le Havre. Je vous remercie bien des nouvelles et des détails que vous me donnez. Je les trouve tous satisfaisants, sauf la Belgique où je crains toujours l'Orangisme. Ce pays est en proie aux deux extrêmes, et vous savez que je suis pour le juste milieu. Je crois que nous nous y sommes tenus. Continuons.

Les gazettes parlent d'une révolution en Turquie, mais les dépêches que j'ai vues n'en disent rien. En tout cas, il faut songer à y envoyer un ambassadeur. Je vous écris entre mon arrivée, la réception des autorités, et une revue de Gardes natio-

(1) Ministre du Commerce et des Travaux publics.

(2) Le cardinal de Croÿ.

nales qui se prépare. Je vais écrire un mot à la Reine, et je vous écrirai plus au long du château d'Eu où je me réjouis de penser que je vais me reposer un peu. Le voyage continue à être un triomphe.

Dès son retour de Normandie, Louis-Philippe s'occupa des détails d'un second voyage, qu'il voulait faire dès le mois suivant aux provinces de l'Est, Champagne, Lorraine et Alsace.

[1831, mai.] Saint-Cloud, à 5 h. mercredi.

Je logerai certainement à Strasbourg (1) au Château royal qui est complètement meublé et superbe, tandis que les préfectures le sont peu ou point; mais pourtant je logerai, partout ailleurs, à la préfecture ou dans les sous-préfectures, souvent à l'Hôtel de ville. C'est là où j'ai logé au Havre, et sauf les meubles qu'on a loués, et les murs qu'on a peints, c'était fort bien. D'ailleurs mon contrôleur, qui postillonne en ce moment sur toute la route, fera partout mon logement, et sera de retour dimanche.

Je souhaite avoir meilleur temps pour mon voyage que celui d'aujourd'hui.

[1831, mai?] Saint-Cloud, ce dimanche soir ou lundi matin à 4 h. 3/4.

Voici mon travail terminé. J'espère que vous y retrouverez tout ce que vous désirez. Mon cœur en est satisfait, et le vôtre le sera de même pour le mien. Vous vous tirerez de mon griffonnage et de l'inversion d'un passage qui m'a paru nécessaire. Je regrette seulement qu'on aille vous réveiller si tard, mais je puis vous dire comme Gualimozin à son ministre : « Et moi, suis-je sur un lit de roses ? »

Croyez au moins que j'apprécie bien du fond de mon cœur les grands services que vous rendez à la France et à moi.

LE ROYAUME DE BELGIQUE

L'importance de la lettre qui suit, écrite au cours du voyage de Louis-Philippe dans l'Est, n'a pas besoin d'être soulignée. Elle fait

(1) Au cours de son voyage dans l'Est, qui commença le 4 juin, Louis-Philippe passa par Meaux, Épernay, Châlons, Sainte-Menehould, Verdun, Metz, Pont-à-Mousson, Nancy, Épinal, Lunéville, Sarrebourg, Phalsbourg, Strasbourg, Sélestat, Colmar, Mulhouse, Besançon, Langres, Chaumont, Troyes et Provins.

voir la manière dont le Roi concevait l'action de la France au milieu des intrigues et des difficultés qui accompagnèrent la formation du royaume de Belgique, ainsi que la fermeté avec laquelle il voulut imposer sa politique à ses ministres. Il ne craignit pas dans un moment particulièrement grave de donner personnellement des ordres, lorsqu'il fit envoyer le maréchal Gérard en Belgique et songea à concentrer des troupes à la frontière pour soutenir les Belges contre le roi de Hollande. Il est à noter que malgré son étendue et son importance, cette lettre, d'une écriture aussi calme et régulière que d'habitude, ne comporte pas une seule rature.

Lunéville, ce vendredi matin 17 juin 1831.

C'est après vous avoir écrit hier d'Épinal (1), mon cher Président, que j'ai reçu votre lettre relative à la concentration de nos troupes sur la frontière belge, et à l'envoi du maréchal Gérard pour en prendre le commandement. Le soir, j'ai reçu à Lunéville votre dépêche sur les troubles de Paris, mais n'ayant fini mes réceptions qu'à dix heures du soir, le souper et le bal et la lecture des lettres m'ayant mené à minuit et demi, je me suis couché sans pouvoir écrire une seule ligne.

Quant aux troubles de Paris, vous avez fait comme toujours ce qu'il y avait de mieux, et je vous en remercie comme toujours aussi, du meilleur de mon cœur. Cela ne mènera à rien de positif, mais cela frappe le crédit, la confiance, perpétue la stagnation du commerce qui est notre principale souffrance partout. La perspective de l'impunité enhardit les agitateurs, et on ne peut faire plus que ce que vous faites. Je vous remercie bien aussi du soin que vous mettez à informer ma bonne Reine et ma sœur (2) de tout ce qui se passe ; elles y sont très sensibles ainsi que moi, mais je regrette bien d'apprendre par elles que vous êtes encore souffrant. Il faut encore vous soigner, et ne pas passer des nuits blanches. Nous avons besoin de vous conserver, et je dois l'exiger.

Mon voyage développe et raffermit tellement l'esprit des populations et celui des troupes que je conçois que les anarchistes ou républicains mettent tout en œuvre pour l'entraver, mais j'espère que, grâce à vous surtout et à vos collègues, je

(1) Cette lettre ne nous est pas parvenue.

(2) Madame Adélaïde.

pourrai l'achever, et ce sera un grand pas de fait pour la compression de leur mauvais esprit. *Inde iræ.*

Je viens à la Belgique. Vous savez que depuis la reconnaissance de son indépendance admise *au futur* par la Conférence que j'ai regardée comme un grand coup de M. de Talleyrand, sa marche ne m'a pas inspiré une entière confiance. Elle nous a laissé d'abord tout le poids d'écartier Leuchtenberg (1), et nous y avons échappé à *grand peine*, parce que le fond de la pensée de la Conférence était le prince d'Orange, et peut-être la réincorporation de la Belgique et de ses places dans la puissance hollandaise, ce qu'il est pour nous d'une nécessité *vitale* d'empêcher. Il est également positif que l'intention de la Conférence a toujours été de favoriser la Hollande d'une part, et de l'autre d'écarter la Belgique de dettes ou de contributions de frais de guerre, et surtout de restreindre son territoire et de l'affaiblir autant que faire se pourrait. Pour paralyser ces vues sans en venir au canon, nous avons dû agréer le prince de Cobourg (2), ce qui était bien un sacrifice, mais il fallait le faire, et il a été fait. Notre franche adhésion, notre grand désintéressement l'a laissé élire, a peut-être fait son élection, car certes elle n'eût pas eu lieu sans cela. Mais si la Conférence et les Belges ne s'accordent pas sur les termes et clauses de son acceptation, non seulement je ne vois pas d'autre combinaison possible à l'amiable, mais je vois impossibilité à ce que les choses continuent dans le *statu quo* actuel, et il est permis de soupçonner que la Conférence revient à sa vieille idée favorite de laisser le champ libre au roi de Hollande pour récupérer la Belgique, soit par le moyen de ses embarras intérieurs, soit par celui d'une invasion. Or, c'est là ce que nous devons prévenir, et ce que nous devons combattre, si nous ne le prévenons pas, car rien ne justifierait jamais ni mon Gouvernement, ni moi, que les places belges fussent reprises par le roi de Hollande ou par telle autre puissance que ce soit, et mon amour de la paix s'arrête là, car je dis : *la guerre plutôt que cela*. Mais je dis en même temps que je suis persuadé que le meilleur moyen d'éviter la guerre est de montrer une volonté très ferme et très absolue de la faire, plutôt

(1) Candidat au trône de Belgique.

(2) Léopold de Saxe-Cobourg-Saalfeld, né en 1790, beau-frère du duc de Kent et candidat des Anglais, élu premier roi des Belges.

que de laisser effectuer cette reprise des places belges.

C'est donc dans cet ordre d'idées sur lequel je sais bien que nous sommes parfaitement d'accord, mais que j'ai voulu vous remettre brièvement sous les yeux, que j'ai reçu la dépêche télégraphique annonçant le départ de nos deux envoyés de Bruxelles, la rupture des négociations, et même *celle de l'Armistice* qui est le point le plus important, la clé de la voûte, et celui qui doit inévitablement régler nos démarches et notre mode d'action. Je vous écris en toute confiance et sans aucune réserve; vous avez cru, vos collègues ont cru que ma résolution de concentration et l'envoi du maréchal Gérard, mesures qui ne devaient s'exécuter pourtant qu'après votre réponse et votre adhésion, points auxquels je ne tenais [que] parce que la nouvelle de la rupture de l'armistice ne me paraissait pas certaine, était un acte de pétulance de ma part, mais il n'en était rien ; c'était l'effet de la série de mes idées et de ma manière d'envisager les devoirs de ma position royale.

Je dis donc que la continuation ou la rupture de l'Armistice sont les points principaux qui doivent décider la direction de nos mesures, et ici examinons bien quel est à cet égard l'état des choses. Les Belges ont de 40 à 45 000 hommes de troupes dont les dispositions morales sont douteuses en plus d'un sens, et Dieu sait par qui elles seraient dirigées. Le roi de Hollande a 106 000 hommes, je crois, bien comptés, qu'il est très pressé d'employer, d'abord parce qu'il veut la guerre, ensuite parce que, ne pouvant pas les payer longtemps, il faut, ou qu'il les emploie tout de suite, ou qu'il renonce à les garder. Il n'y a pas de milieu pour lui, et cela est d'autant plus positif que par l'infatuation des Belges, il espère être attaqué, et que chacun des deux partis veut en venir aux mains.

Pesez donc bien cela dans votre excellent esprit, et faites-le bien peser à vos collègues dans lesquels j'ai trop de confiance pour que ma lettre ne soit pas pour le Conseil aussi bien que pour son Président, et jetez les yeux sur la carte ; vous verrez que les Hollandais étant concentrés entre Bréda et Bois-le-Duc, étant maîtres de Maëstricht, et surtout d'Anvers et de l'Escaut, le champ de bataille est à Malines, peut-être à Bruxelles ou à Louvain, et voyez, si elle était malheureuse pour les Belges, si toutes les places de la Belgique ne défileraient pas

comme un chapelet, et s'il ne faudrait pas alors une activité surnaturelle pour que les troupes françaises y pénétrassent avant que les portes ne leur en fussent fermées. Je n'aime pas à le dire, mais pourtant je ne dois pas vous taire ma pensée; je crains que ce ne soit là ce que veut la Conférence, et que les intérêts de la France n'y soient abandonnés ou quelque chose de pis. C'est donc cela que nous devons empêcher à tout prix.

Veuillez donc songer que pour agir efficacement dans ce moment critique, s'il se présente, comme je le crois, parce que je crains que la Conférence ne préfère cette combinaison à celle du prince de Cobourg, il faut que toutes nos garnisons puissent être lancées au pas de course sur les places belges, qu'il est plus que douteux qu'elles arrivassent à temps, qu'il est probable au moins qu'elles en manqueraient quelques-unes, et que pour que ce mouvement pût s'opérer du tout, il faudrait nécessairement qu'au moins tous nos commandants de place eussent l'ordre conditionnel et le pouvoir discrétionnaire de faire occuper les places belges, dans des cas dont, nécessairement encore, il faudrait bien les laisser juges. Outre tous les inconvénients de ces nombreuses confidences, se présente encore celui que les uns jugeassent d'une manière, les autres d'une autre, que l'unité d'action devint impossible, et que nous ne fussions compromis de trois ou quatre manières différentes.

Ce sont ces considérations qui m'avaient fait penser à y envoyer le maréchal Gérard, et qui me font encore désirer de prendre cette mesure, afin que lui seul soit en possession du secret du Gouvernement, et qu'il y ait unité d'action, si l'action devenait nécessaire. Il serait facile de rédiger ses instructions pour tous les cas: et en remettant ce commandement dans de telles mains, nous pourrions dormir tranquilles, ce qui n'est guère possible dans l'état actuel des choses. Je ne vois à cette mesure que l'inconvénient de l'éclat que son nom y donnerait, mais les circonstances me paraissent tellement pressantes que je ne crois pas qu'il faille s'y arrêter. Je pense d'ailleurs qu'en prenant ce parti, on peut donner de telles explications que personne ne serait fondé à en prendre de l'ombrage.

Quant à la concentration des troupes, je crois, comme le Conseil, qu'il n'y a pas encore une aussi grande urgence; nos garnisons dans le département du Nord sont suffisantes, et il

faudra seulement faire de bons choix pour les généraux qui doivent commander dans nos places. Mais la pointe des Ardennes, Givet, Rocroy, Mézières et Sedan ne sont pas assez garnis pour subvenir au mouvement sur Bouillon, Namur, Charleroi, Philippeville et Mariembourg, dans le cas où il devrait s'effectuer. Il est facile d'y remédier sans bruit et sans éclat, en y faisant filer quelques troupes qui seront distribuées dans nos garnisons, et alors nous serons en mesure partout, sans qu'on voie de camp ni de troupes réunies. Il ne reste donc à décider que la question de savoir si le maréchal Gérard sera ou non investi du commandement supérieur de la 1^{re} et de la 2^e division militaires. C'est mon avis, mais j'attends le vôtre, après que vous aurez lu le tableau que je viens de vous faire.

Je crois que ce que je vous suggère est le meilleur moyen d'appuyer nos négociations, que loin de compromettre la paix, elle l'assure, que ce n'est que par cette marche que nous pouvons empêcher les Belges et les Hollandais d'en venir aux mains, et que cela fera sentir à la Conférence qu'elle doit renoncer à tout autre projet qu'à celui d'un arrangement à l'amiable.

Il est certain aussi que nous devons tâcher de faire reconnaître à la Conférence que si la combinaison de Cobourg vient à manquer, il est probable que la réunion à la France sera demandée dans toute la Belgique, qu'il en résultera une confusion générale, et qu'alors nous devrons nécessairement occuper les places belges.

Sur ce, mon cher Président, je vous embrasse de tout mon cœur.

Vous voyez par la dépêche de Mayence du 8 juin que les contingents pour le Luxembourg étaient déjà arrivés à Coblenz le 7, que près de 6 000 Autrichiens arrivaient à Mayence, qu'un contingent prussien y arrivait aussi. Croyez-moi, il faut montrer les dents, et leur dire : *prenez garde à vous*. Il n'y a que cela pour les arrêter, et, s'ils n'en tiennent compte, tant pis pour eux; mais ils s'arrêteront, j'en suis persuadé.

Chaumont, ce 29 juin, mercredi matin à 8 heures, 1831.

C'est hier au soir, mon cher Président, que j'ai reçu votre dépêche d'avant-hier quelques instants avant de monter à

cheval pour passer la revue de quinze mille Gardes nationales qui bordaient le grand chemin et les boulevards de Chaumont. Elles sont superbes et animées du meilleur esprit.

J'aurais voulu vous répondre tout de suite, mais dans toute la route, je ne me suis pas senti aussi fatigué que je l'ai été dans la journée d'hier, et j'ai dû me borner à prier notre excellent M. d'Argout de vous répondre de ma part, par esafette, combien j'approuvais, et l'article du *Messager* (1) et tout ce que vous me mandiez d'ailleurs.

A présent qu'une bonne nuit a rafraîchi *mes esprits (my spirits)* qui se fatiguent souvent autant que mon corps, je veux vous le répéter moi-même, et y ajouter que non seulement j'approuve en tout sens tout ce que vous avez dit et fait pendant mon absence, et toutes les mesures militaires et politiques que vous avez prises, mais que je vous en remercie de tout mon cœur, et que je les regarde comme de nouveaux services que vous avez rendus à la France et à moi.

Je n'arriverai ce soir que bien tard à Troyes, ayant encore à faire une journée de vingt-quatre lieues, ce qui est trop pour notre manière de marcher, surtout quand il est difficile de partir avant onze heures, comme nous allons le faire; mais cela ne pouvait pas être autrement, car mes forces physiques ne le comportaient pas plus que celles de mes compagnons.

Je me réjouis beaucoup de cet article du *Messager*. Il me semble qu'il ne peut pas nuire à Pétersbourg à la marche de la négociation que nous sommes parvenus à y entamer, ce qui n'était pas facile, et je ne doute pas que partout ailleurs il ne produise le plus heureux effet. Nous parlerons bientôt de toutes nos autres affaires, et je suis bien impatient de m'en entretenir avec vous, surtout de la Belgique qui est devenue bien épineuse.

Je ne serai pas à Troyes avant dix heures, et c'est bien tard pour la patience des Gardes nationales; je ne pourrai guère en repartir qu'à deux heures du matin, et par conséquent si on ne m'arrête pas trop en route (ce que je crains un peu) malgré nos précautions, j'espère arriver à Saint-Cloud pour dîner, et vous y trouver, ce que je désire vivement, car je suis bien pressé de vous revoir, et de vous renouveler l'assurance et de toute ma confiance et de tous mes sentiments pour vous.

(1) *Le Messager des Chambres*, créé en 1828 par Martignac. Il fut acheté dans la suite par le Gouvernement.

Si je parvenais à accélérer ma marche, je vous enverrais un courrier pour vous en prévenir.

Je suis enchanté de votre circulaire aux préfets et je me réjouis bien de vous revoir demain.

Saint-Cloud, ce vendredi soir 1^{er} de juillet, 1831

Je ne puis vous exprimer la contrariété que j'ai éprouvée, lorsqu'en sortant de mon cabinet où je m'étais retiré avec Pozzo di Borgo pour l'objet de lire la dépêche sur la Pologne, j'ai appris qu'ainsi que nous étions convenus, vous étiez venu ce soir, et que vous étiez reparti sans que je vous eusse vu! Je regrette bien vivement que vous ne m'ayez rien fait dire. Je me suis plaint de même à ma bonne Reine qui a cru que nous nous étions vus, et ne m'a rien fait dire non plus. Enfin, au moins m'a-t-elle assuré que vous étiez mieux ce soir, mais je regrette que vous ayez fait cette course sans que j'aie eu le plaisir de vous voir, surtout sachant que je ne pourrai plus causer avec vous avant lundi; mais lundi je me propose de rester à Saint-Cloud jusqu'à deux heures, alors d'aller faire une course à Neuilly et ensuite de revenir dîner à Saint-Cloud. Ainsi, vous me trouveriez ici lundi jusqu'à une heure et demie ou deux heures, et ensuite toute la soirée, mais vous seriez plus aimable de venir dîner avec nous, ce qui nous ferait plus de plaisir, et nous donnerait tout le temps de causer à notre aise après le dîner.

Bonsoir, mon cher Président, croyez que ceci m'a contrarié à un haut degré.

Saint-Cloud, ce samedi matin, 2 juillet 1831, à 10 heures.

Toujours désolé que vous soyez venu à Saint-Cloud, sans que je l'aie su, et que vous en soyez parti sans que je vous aie vu, et craignant que vous ne soyez plus souffrant et que cette course ne vous ait encore fatigué, j'envoie un homme à cheval qui me rejoindra à Charenton, et par lequel je vous prie de me faire donner de vos nouvelles, car il me tarde bien vivement d'en avoir, et je suis tourmenté, car vous savez de quel prix est pour moi votre santé, et combien je désire qu'elle s'affermisse. Croyez-y bien, ainsi qu'à mon vif désir que vous comptiez toujours de même sur tous mes sentiments, et surtout sur mon entière confiance.

Saint-Cloud, ce samedi matin à 10 h., 9 juillet 1831.

Il fait trop chaud pour que je vous laisse faire la course de Saint-Cloud dans le milieu du jour, car je me porte bien, et je crains que vous ne fussiez souffrant hier au soir. Je serai donc au Palais Royal à midi et demi, prêt à vous y recevoir avec le général Sébastiani à qui je l'écris. Si les nouvelles qui peuvent être venues de Bruxelles exigeraient, ce que je ne crois pas, la réunion d'un Conseil chez moi, nous serions à portée de le convoquer immédiatement.

Trop fatigué hier au soir pour achever la lecture des dépêches, ce n'est que ce matin que j'ai lu les deux dépêches de La Haye pour que vous les lisiez attentivement dans le cas où vous ne l'auriez pas déjà fait. Je crois à l'exactitude des notions qu'elles nous donnent sur les dispositions de ce Cabinet dont nous causerons bientôt à notre aise. En attendant, mon cher Président, je vous renouvelle l'assurance de toute ma confiance et de tous mes sentiments.

Le 4 août, le Conseil des ministres décida que l'armée française marcherait au secours de la Belgique envahie par l'armée hollandaise. Les places fortes furent occupées, le roi Léopold dégagé et Bruxelles délivrée. Louis-Philippe s'empressa d'adresser à Périer les premières nouvelles qui lui parvinrent de la campagne qui commençait, se félicitant d'avoir décidé cette intervention.

Dimanche à 6 heures, 7 août 1831.

Je m'empresse, mon cher Président, de vous informer que je reçois une lettre de mon fils (1) d'hier au soir à onze heures de Maubeuge, qui me mande que le mouvement devait se faire ce matin sur Mons, et en même temps de Givet par le général Barrois sur Namur et Charleroi. Le maréchal Gérard avait expédié le général Baudrand à Bruxelles pour en informer le Roi des Belges. J'espère avoir bientôt d'autres détails par le général Belliard, car on ne savait rien de précis à Maubeuge, si ce n'est que les Belges étaient bien mal organisés, et ne pouvaient résister. Le prince d'Orange (2) était à Diest d'où il lui était facile de tirer des renforts de Maestricht pour tenter

(1) Le duc d'Orléans.

(2) Le fils du roi Guillaume de Hollande.

un coup sur Bruxelles. Il était bien urgent de prendre le parti que nous avons pris.

J'espère que vous pourrez venir me voir ce soir un moment.

LA QUESTION POLONAISE

L'insurrection polonaise de 1831 mit Louis-Philippe et ses ministres dans un grand embarras. Ils reculaient devant les dangers d'une intervention énergique contre les Russes, qui cependant était ardemment souhaitée par une bonne partie des Français.

1831, mardi soir, minuit et demi.

Mon cher Président, je viens de signer toutes vos ordonnances et je vous les envoie avant de me coucher.

J'y joins celles de vos dépêches que j'ai déjà lues pour que votre attention s'attache de nouveau à ce qui concerne les Polonais. Il est urgent de prendre un parti à leur égard et, je crois, d'en faire une communication de Gouvernement à la Chambre. Cela devient d'autant plus grave qu'il n'y a encore pour eux aucun crédit ouvert, et que les colonnes (1) tombent sur nous comme la grêle. Voilà 50 étudiants de Wilna qui nous arrivent avec un renfort d'exaltation démocratico-propagandiste! Je crois bien pressant d'arrêter nos idées sur ce que nous allons en faire, et que vous montiez à la tribune pour proposer des mesures. Ce sera d'ailleurs l'occasion de faire entendre un langage convenable sur cette malheureuse question. Vous aurez remarqué l'arrivée à Dresde de l'agent du Comité polonais, M. Klein, porteur d'une lettre de M. de La Fayette avec un crédit de trente mille francs et le retour du général Bem (2) qui va et vient de Paris!...

Bonsoir, cher Président.

Le 17 septembre 1831, de violentes manifestations en faveur d'une intervention en Pologne eurent lieu, sur plusieurs points de Paris, dans le jardin du Palais-Royal, sur les boulevards, place Vendôme,

(1) Au cours de l'hiver 1831-1832, des bandes de Polonais exilés groupés en colonnes parcouraient la France. Partout ils étaient reçus avec enthousiasme et sympathie, occasion de manifestations contre la politique du Gouvernement.

(2) Joseph Bem, qui avait servi dans l'armée de Napoléon, puis dans l'armée russe, dut se réfugier à Paris après l'insurrection de Varsovie en 1831. Il devait plus tard se faire musulman et devenir pacha d'Alep.

où la voiture de Casimir Périer fut arrêtée, etc. Le roi suivit ponctuellement les recommandations de Casimir Périer au sujet des mesures à prendre.

Neuilly, ce vendredi à minuit, 17 septembre 1831.

Mon cher Président, je viens d'écrire au ministre de la Guerre, comme vous le désiriez, et je lui recommande positivement de faire venir demain à Paris le régiment de cavalerie additionnel qui lui a été demandé.

Je ne convoque pas encore le Conseil, et je m'en tiendrai, comme vous me le mandez, à me rendre demain matin au Palais-Royal avant onze heures, mais je serais prêt à m'y rendre plus tôt, si vous me l'écriviez demain matin, et si vous le croyiez utile. Chargez-vous de faire dire aux ministres de se réunir chez moi, quand vous le jugerez à propos. Nous saurons demain à mon arrivée à quoi nous en tenir pour la journée, mais je crois que le tapage recommencera, et le pillage de la boutique d'un armurier (1) m'en paraît un indice certain. Je m'arrangerais pour rester au Palais-Royal toute la journée, et même pour y dîner et y coucher, si l'état des choses me le faisait désirer, comme je m'y attends, et cela se ferait sans rien déranger encore à mon établissement de Neuilly que je regrette bien pourtant d'avoir fait si mal à propos.

Vous avez bien raison de croire que les détails de la séance que j'ai lus ce soir dans le *Messager* m'ont affligé, mais je n'y vois rien de décisif. Nous en causerons demain.

Vous connaissez toute mon amitié pour vous.

La Chambre des députés approuva après un très vif débat la politique extérieure du ministère, et en particulier la non-intervention dans les affaires polonaises (22 septembre).

Paris, ce jeudi soir, 22 septembre 1831.

Je ne veux pas me coucher, mon cher Président, sans m'être félicité avec vous du brillant résultat de la séance d'aujourd'hui. Vous savez bien combien j'en jouis, mais moi j'avais besoin de vous le dire, et il me tarde de vous l'avoir répété demain matin. L'effet de ceci sera immense au dedans et au

(1) En face de la Bibliothèque royale, rue Richelieu.

dehors, et jamais il n'y a eu une plus belle victoire parlementaire. Vous aurez encore demain une journée fatigante, mais elle ne sera pas moins bonne. Bonsoir.

AFFAIRES COURANTES

Ce dimanche matin, 9 octobre 1831.

J'ai remarqué, mon cher Président, dans les rapports que je vous renvoie qu'il était dit dans celui relatif aux croix de la Garde municipale, que la revue où je dois les distribuer, était fixée à *lundi* (demain). C'est une erreur. Je crois que la Garde municipale pourrait être blessée de ne pas être associée à celle de la Garde nationale et de la Ligne qui doit avoir lieu ce matin dimanche à onze heures, et que même il pourrait y avoir un mauvais effet dans le public à ce qu'elle fût l'objet d'une revue particulière, surtout après les bêtises qu'on a débitées sur le prétendu projet d'en faire une *Garde de la Couronne*.

Je voudrais donc que vous lui fissiez donner tout de suite l'ordre de se trouver ce matin à onze heures précises ou plutôt à dix heures trois quarts sur la place du Carrousel pour y être passée en revue par moi, et y recevoir son étendard et ses croix, comme les autres corps. Je voudrais bien aussi que votre santé vous permet de m'accompagner dans cette occasion, et à tout hasard, je vais vous faire préparer un cheval.

Le temps est nébuleux, mais il ne pleut pas, et j'espère que la revue se passera sans pluie. Elle sera finie assez tôt pour que vous ayez encore le temps d'aller ensuite à Meaux chercher M^{me} Périer que j'espère que vous trouverez mieux portante.

Samedi, 15 oct. 1831, à 5 h. 1/2.

Mon cher Président, pendant que vous êtes occupé des grands intérêts de la Chambre, j'ai fait recherche sur ma lettre pour vous d'hier au soir, et je suis bien aise de vous dire que l'erreur n'est pas de ma faute, ce qui pourtant eût été bien possible.

J'ai fait venir le valet de chambre à qui je l'ai donnée à minuit, et je lui ai dit : *A qui était-elle adressée*? Il m'a répondu : à *M. Périer* et il a ajouté que j'avais écrit sur l'enveloppe,

ce qui est vrai, *qu'on ne vous réveillât pas, si vous étiez couché, et qu'on ne vous la remît que ce matin*. Mais l'aide de camp, le général Heymetz, était couché et endormi ; il a lu avec des yeux mal ouverts et il l'a expédiée au général Sébastiani qui n'y a pas pris garde, non plus. Peu importe au reste, puisque rien n'a été égaré, et que ce sera une raison pour que cela n'arrive plus.

Je viens de lire le projet de loi sur l'ancienne liste civile (1). Il faut que nous en causions, car je ne suis pas disposé à l'adopter sans modifications. Je préfère le projet de M. Dupin, quoique incomplet ; mais il me paraît plus *équitable* et plus *légal*, car ce n'est pas une loi qui doit trancher des questions de propriété.

J'attends avec impatience des nouvelles de la Chambre.

Malgré la saison avancée, le Roi projetait de continuer la série de ses visites aux provinces du royaume. C'est dans la région du Nord qu'il comptait aller, en compagnie des ducs d'Orléans et de Nemours. Les journaux annonçaient son départ pour le 8 novembre pour une absence de douze jours. Mais le voyage, par suite du mauvais temps, fut ajourné.

Paris, ce mercredi matin, 2 nov. 1831.

Mon cher Président, mon fils (2) a vu hier le général Sébastiani, et il n'est sorti qu'à deux heures. Il a eu bien du regret ainsi que moi de ne vous avoir pas vu, et d'avoir été sorti quand vous êtes venu pour nous voir.

Je suis dans la perplexité pour les arrangements de mon voyage que je n'ai pas encore ordonné. Cependant il faut au moins que les ordres en soient donnés six ou sept jours d'avance, et une fois donnés, cela devient immuable. J'ai grand besoin d'en causer avec vous, et je désire que vous puissiez venir me voir ce matin.

Mercredi soir, 2 nov. 1831.

Mon cher Président, les détails que les généraux Baudrand et Marbot viennent de me donner sur nos cantonnements et l'état des boues et des chemins, même avant ces dernières

(1) Voir plus loin les lettres des 18 février et 23 mars 1830.

(2) Le duc d'Orléans.

pluies, me déterminent à ne pas donner encore les ordres du voyage et à attendre notre Conseil de demain pour en causer de nouveau avec vous. Vous connaissez toute mon amitié pour vous.

Lorsque l'insurrection de Varsovie eut été réprimée par les Russes, le roi de Prusse licencia, le 1^{er} novembre, plusieurs régiments. Cette mesure, ainsi qu'une marque de courtoisie de la part de ce souverain, furent relevées par Louis-Philippe comme un symptôme favorable pour la paix.

[1831, novembre]. Jeudi à 6 heures.

Voici le reste de vos dépêches, mon cher Président. Je suis enchanté que le roi de Prusse ait refusé les drapeaux français pour décorer le banquet annuel des volontaires de 1830, d'autant plus qu'on les avait donnés jusqu'à présent. L'ordre de Cabinet qui met l'armée prussienne sur le pied de paix, est aussi une circonstance remarquable et heureuse.

L'INSURRECTION DE LYON

Une grave insurrection éclata à Lyon en novembre 1831, parmi les ouvriers des fabriques de soie. Elle fut réprimée avec sévérité. Le duc d'Orléans accompagnait le maréchal Soult, ministre de la Guerre, qui commandait les troupes envoyées d'urgence à Lyon.

Samedi matin, 26 novembre 1831.

Voici, mon cher Président, la lettre que je viens de recevoir de mon fils (1), datée de Sens hier à huit heures du soir, et une autre lettre adressée à un de nos instituteurs qui contient des détails que vous serez bien aise de connaître. Je vous prie seulement de me les renvoyer le plus tôt que vous pourrez. Je convoque le Conseil pour midi.

La Reine, qui prépare un paquet pour mon fils, désire savoir si vous expédiez sur-le-champ ou seulement à une heure. Veuillez me le faire savoir.

Je regrette qu'il n'ait pas été fait hier à la Chambre des Pairs une communication semblable à celle que vous avez faite

(1) Le duc d'Orléans et le maréchal Soult avaient reçu l'ordre de partir pour Lyon par ordonnance royale du 24 novembre.

à la Chambre des Députés (1). Je crois d'autant plus nécessaire de la lui faire aujourd'hui, que la Chambre des Députés votant une adresse, il me paraît désirable que celle des Pairs en fasse autant, et qu'elle n'ait pas l'air soit de rester en arrière, soit d'être négligée.

Ce dimanche, 27 novembre 1831, à 6 heures du soir.

Voici, mon cher Président, une lettre de mon fils qui m'arrive à l'instant. Son contenu est d'une telle importance que je vous la transmets à la hâte, comme je l'ai lue. Veuillez seulement me la renvoyer le plus tôt que vous pourrez. Vous en serez aussi content que je le suis moi-même, et tout en gémissant sur tant de maux, vous reconnaîtrez qu'avec ses vingt ans, il juge et voit les choses là-bas, comme nous les voyons ici, et les sent de même.

Je suis bien fâché de vous avoir vu aussi fatigué, mais ce temps-ci n'est pas celui du repos. Je viens d'écrire à mon fils une longue lettre avant d'avoir reçu la sienne, et je l'envoie toujours, prêt à lui écrire ce soir en réponse à celle-ci.

Mercredi matin, à 3 heures, 7 décembre 1831.

Je vous envoie, mon cher Président, la lettre que je reçois à l'instant même de mon fils (2). Vous verrez qu'il n'y a rien de nouveau à Lyon, mais qu'il y a plus d'une mesure à prendre pour assurer la durée du grand succès que nous venons d'obtenir.

Je vois qu'il est probable que mon fils et le Maréchal seront partis ce matin de Lyon, et il est douteux qu'aucune dépêche même télégraphique pût y arriver avant leur départ. D'ailleurs je ne vois rien de pressant à leur communiquer.

Si nous devions faire quelque chose avant leur retour, et j'incline à l'attendre, puisqu'il me semble qu'ils arriveront à Paris samedi ou dimanche, ce serait l'envoi d'un commissaire extraordinaire du Gouvernement; mais ce n'est pas dans un billet nocturne comme celui-ci qu'il faut s'occuper d'une pareille mesure. Je vous demande seulement, mon cher Prési-

(1) Cette communication du président du Conseil concernait l'insurrection de Lyon, et fut suivie du vote péniblement obtenu d'une adresse au Roi.

(2) Soult et le duc d'Orléans à la tête des troupes entrèrent à Lyon le 5 décembre.

dent, de venir me voir demain entre neuf et dix, et alors nous déciderons s'il y a lieu ou non de convoquer le Conseil pour midi.

Je vais me recoucher, et je vous engage à en faire autant. N'oubliez pas de me renvoyer ma lettre, et pardonnez-moi de vous rappeler que vous ne m'avez pas encore renvoyé ma copie.

Bonne nuit, mon cher Président, à demain ou plutôt à ce matin.

[1831, 10 décembre], vendredi à 2 h. 4/2.

Voici, mon cher Président, l'état des croix promises par mon fils d'accord avec le Maréchal, à la partie de la Garde nationale de Lyon qui est sortie avec le général Roguet. Je voudrais bien que vous puissiez en faire préparer tout de suite l'ordonnance, afin que cela pût partir par estafette dans le plus court délai. Je fais la même demande au général Sébastiani à qui j'envoie l'état des grades et des croix pour l'armée.

N'oubliez pas de me renvoyer mes lettres, mon cher Président.

Lundi, à 5 heures, 12 décembre 1831.

Mon cher Président, une députation des étalagistes du Pont-Neuf vient de remettre à l'aide de camp de service la pétition ci-jointe que je vous transmets pour que vous fassiez examiner leurs réclamations. Je serais fâché que ce fût précisément sous mon règne qu'ils perdissent l'avantage dont ils jouissent depuis de longues années, de faire leur petit commerce pour les étrennes, depuis le 15 décembre jusqu'au 15 janvier, mais vous vous ferez rendre compte de tout cela.

Bonjour, mon cher Président.

Mercredi matin, 21 décembre 1831.

J'ai bien souffert, mon cher Président, de tout ce que vous avez eu à souffrir du scandale d'hier (1). Il est temps que cela s'arrête, et que ces scènes ne se renouvellent plus. Mais aussi, j'ai bien joui de votre succès (2), et il me tardait de vous en

(1) Casimir Périer avait été pris à partie dans les couloirs de la Chambre par le préfet du Rhône qui l'accusait d'avoir dénaturé sa dépêche relative à l'insurrection de Lyon.

(2) Casimir Périer avait donné à la Chambre les explications du Gouvernement sur les origines, le développement et la répression de l'insurrection de Lyon.

séliciter. Il me semble qu'à cet égard, les choses s'améliorent sensiblement.

Je conçois bien que vous soyez trop occupé du débat qui doit, dit-on, se renouveler aujourd'hui, pour que vous ayez le temps de venir me voir ce matin, quoique après celui d'hier, il me semble que ces messieurs pourraient permettre à la Chambre de reprendre ses travaux ordinaires qu'il me paraît bien désirable de presser autant qu'on peut.

Je viens de recevoir M. Ganneron (1) qui voudrait un secours additionnel et considérable pour M. Delaneau. Je lui ai dit que je m'en entretiendrais avec vous, mais si vous le voyez à la Chambre, vous pourrez peut-être lui en parler.

Je n'ai rien reçu de Bruxelles, et le général Sébastiani ne m'ayant rien envoyé, je présume qu'il n'a rien reçu non plus. J'en attends des nouvelles, ainsi que de Londres, avec une vive impatience.

Bonjour, mon cher Président. A ce soir.

Ce vendredi, 23 décembre 1831.

Je suis bien fâché, mon cher Président, mais je ne suis point surpris, que vous soyez souffrant après les fatigues de ces trois jours, quels que soient d'ailleurs les brillants succès que vous avez obtenus (2).

J'étais pressé de vous voir pour vous communiquer dans notre confiance ordinaire la lettre que le général Belliard m'a apportée du Roi des Belges. Je m'empresse donc de vous l'envoyer ci-jointe, vous priant seulement de me la renvoyer aussitôt que vous l'aurez lue, car je suis actuellement occupé à préparer la réponse que je dois lui faire, et qui me paraît importante pour prévenir le malheur dont nous étions menacés. Je regrette bien que le général Sébastiani soit malade de son côté (3), mais je prierai M. d'Argout de revenir chercher ma réponse quand elle sera terminée pour qu'il puisse vous la porter, et me rapporter vos bons avis.

(1) Industriel et banquier, élu député de Paris, puis colonel de la garde nationale.

(2) Après de longs débats, le ministère avait obtenu le vote d'un ordre du jour favorable.

(3) Césimir Périer, pendant la maladie de Sébastiani, fut ministre par intérim des Affaires étrangères.

Lundi soir, 26 décembre 1831.

Mon cher Président, après avoir achevé de lire les dépêches que vous m'avez laissées hier, je me décide à vous les envoyer toutes, parce que dans toutes (moins pourtant celle de Bucarest) j'ai trouvé des passages que vous serez bien aise de voir, et qui présentent des notions toujours bonnes à recueillir, si vous pouvez trouver le temps de les lire. Elles ont fait l'occupation de ma soirée.

Vous me ferez plaisir, si vous avez lu celles de ce soir, de me les envoyer demain.

M. Pasquier (1) m'a dit ce soir que votre discours avait fait une grande impression sur la Chambre (2).

Je serai bien aise, si vous en avez le temps demain, de causer avec vous de ce dont nous parlions ce soir relativement au ministère de la Guerre.

Bonsoir, mon cher Président.

Je mets les dépêches dans une enveloppe séparée, et demain matin je tâcherai d'expédier les ordonnances que j'ai encore à signer.

LA DÉMOLITION DES PLACES BELGES

Ce mercredi, 4 janvier à 4 h. 1/4.

Admirable, mon cher Président, je n'ai rien vu de plus fort, de mieux exprimé, de mieux raisonné. C'est là le langage que je désirais, c'est celui de mon cœur et de ma tête, et j'en soutiendrai les conséquences de mon bras et de mon épée, avec toute l'énergie dont je me sens capable. La France le soutiendra de même, et applaudira toujours le Ministre qui a écrit cette dépêche, et qui la défendra avec toute votre fermeté; et je serai uni à vous de cœur et d'âme.

L'observation que j'ai à vous faire est bien minime, mais l'engagement contracté avec moi par le roi Léopold dans sa lettre autographe qui est aux Affaires étrangères, et la lettre de M. de Meulenaere, son ministre (3), à M. de Latour-Mau-

(1) Le baron Pasquier était président de la Chambre des pairs.

(2) Le président du Conseil avait défendu et fait adopter le projet de loi abolissant le principe de l'hérédité à la Chambre des pairs, par 206 voix contre 86.

(3) Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

bourg sont datées, *je crois*, du 8 et non pas du 7 septembre.

Je veux vous rappeler brièvement quelques points de cette négociation en ce qui nous concerne.

C'est M. de Talleyrand qui a eu l'idée de demander à Léopold un engagement sur la démolition des places (1), et le non-renouvellement des engagements du roi des Pays-Bas à cet égard. Il a donc écrit *de son chef* et sans que son Gouvernement le lui eût prescrit, ni même qu'il le sut, une lettre pour le lui demander. Léopold lui a fait une réponse évasive qu'on peut presque appeler *un refus*. C'était au moins une déclaration qu'il ne s'engageait à rien.

Averti par là d'être sur ses gardes, et bien d'accord avec moi, vous devez vous rappeler que mon Gouvernement résolut que M. Lehon ne serait ni reçu ni reconnu en qualité de ministre du roi Léopold tant que nous n'aurions pas obtenu de son Gouvernement l'engagement demandé par M. de Talleyrand, et en conséquence je refusai l'audience, la réception des lettres de créance, etc.

Les choses étaient en cet état, lorsque le roi de Hollande jugea à propos de faire entrer son armée en Belgique, et ce ne fut que lorsque nous eûmes résolu en Conseil, le 4 août, que l'armée française marcherait immédiatement au secours de la Belgique et du Roi des Belges, que nous décidâmes qu'il fallait recevoir son ministre, et ajourner la discussion sur les places et les traités de 1813, jusqu'au moment où nous les aurions délivrés de l'invasion hollandaise.

En effet, le jour même les portes du Palais-Royal furent ouvertes à M. Lehon, je reçus ses lettres de créance en audience solennelle; et le *Moniteur* l'annonça le lendemain à la France et à l'Europe. J'eus bien soin de lui dire pourquoi je ne l'avais pas reçu jusqu'alors, et pourquoi je le recevais. Je fis plus, je l'écrivis moi-même au roi Léopold.

Notre armée marcha. En peu de jours, toutes ces places sur lesquelles on élève tant de prétentions, furent occupées par les troupes françaises, Bruxelles délivré, le roi Léopold dégagé et sauvé d'une perte certaine; l'armée hollandaise, en pleine retraite, regagna ses frontières. Ce fut alors, et alors seulement, que nous reprimés la négociation des places, et que M. de

(1) Places fortes établies en Belgique contre la France près de la frontière du Nord des 1815.

Maubourg... [sic] (1). Ce ne fut pas en cachette, ce fut avec franchise et loyauté. Ce fut en informant Lord Granville (2), en convenant avec lui et avec Sir Robert Adair de la forme et de la nature de l'engagement que nous demandions, et avec leur approbation et même leur concurrence que fut obtenu cet engagement qu'on voudrait aujourd'hui compter pour rien.

Mais il est vraiment hors de toute croyance que ce soit sur cette mission toute publique, sur l'engagement qui en est résulté qu'on veuille motiver, tant la cachotterie qu'on nous a faite de la négociation entre Léopold et les quatre Cours, que le traité qui en est résulté.

Eh, que n'avons-nous pas encore acquis le droit d'en dire? Nous qui, le 30 septembre, avons paisiblement évacué et la Belgique et toutes ces places que nous avons remises avec, j'ose le dire, une admirable fidélité, dans l'état exact où nous les avions trouvées en y entrant?

Pardonnez, mon cher Président, si ma plume a coulé si longtemps en vous retraçant ces faits. Je ne relis pas ma lettre, mais je vous embrasse de tout mon cœur.

Je serai bien aise d'avoir une copie de ma lettre, et vous ne me la refuserez pas.

AFFAIRES EXTÉRIEURES ET LISTE CIVILE

Lundi matin, 9 janvier 1832.

Mon cher Président, je viens d'avoir M. Borel de Brétizel dans le plus grand embarras pour la succession Condé. Le manque de l'emprunt d'une part, et les exigences de l'autre, le forcent à des transactions onéreuses, et en outre il lui faut un million *immédiatement*, sans préjudice des autres. Ceci est urgent. Ces emprunts deviennent bien pressants. Ma sœur se désole que le sien ne soit pas fait, et la petite baisse lui fait craindre des termes plus onéreux, surtout si la discussion du budget n'était pas bonne. Vous verrez, mon cher Président, ce qu'il est possible de faire sur tout cela.

Bonjour, cher Président.

Veuillez penser à me faire adresser les dépêches. Je n'en ai

(1) La phrase est inachevée.

(2) Ambassadeur extraordinaire d'Angleterre à Paris.

pas vu d'Italie depuis dix ou douze jours, ni de Rome, ni de Turin, ni *de Naples* (1).

M. de Pfeffel m'a dit hier qu'il avait reçu la nouvelle officielle du changement du ministère bavarois. Cela est fâcheux. M. d'Armansperg est une perte.

Ce mardi matin, 10 janvier 1832.

Mon cher Président, je me suis rappelé que le 17 janvier, la réunion du Parlement anglais n'est point une *Séance royale*. Ainsi point de nécessité d'annoncer ni ratification, ni résolution quelconque, et dès lors, vous pourriez éviter d'autoriser M. de T. (2) à lâcher la ratification, avant de vous être assuré de l'assentiment de *toutes* celles des Puissances qui ont signé, par leurs mandataires, la déplorable convention du 14 décembre. Ce que je voudrais éviter, c'est qu'il fût admis que l'Angleterre *seule* pût admettre la modification proposée, car les plénipotentiaires ayant *tous* signé et *le Traité* et *la Note explicative*, il n'y a pas de raison pour qu'ils n'adhèrent pas *de même* par leurs signatures à cette nouvelle rédaction. J'insiste d'autant plus sur cela, que je suis persuadé qu'une fois qu'on tiendra ma ratification du Traité du 15 novembre, nous n'aurons plus la même action pour faire maintenir les expressions précieuses et importantes de la rédaction d'hier au soir, et si on les refuse, ou seulement qu'on les atténue, nous serons dupes, et à la fois embarrassés au dedans et au dehors.

Songez que le 17 est un prétexte, puisqu'il n'y a pas de discours royal, et que, par conséquent, si votre courrier n'est pas encore parti, vous pouvez vous affranchir des dangers et embarras auxquels nous exposerait la ratification prématurée, en exigeant une réponse avant de la lâcher. C'est surtout de ne rien admettre comme *fait* que ce qui aura été admis et signé par les mêmes plénipotentiaires, car là est le risque, et je vous avoue que je suis bien tourmenté de la figure que nous ferions, si on nous enlevait la ratification du 15 novembre en même temps qu'on changeait la modification de l'autre.

Bonjour, cher Président.

Il s'agit donc de ne pas admettre que l'Angleterre se porte

(1) La duchesse de Berry y préparait son expédition en France. C'est sans doute la raison pour laquelle Louis-Philippe a souligné ces mots.

(2) Talleyrand.

fort en aucun cas. Je suis bien tourmenté de tout cela, et de la liste civile !... J'espère que votre discours (1) sera fait de manière à ne pas m'engager à l'accepter, et au contraire à exciter un peu la crainte d'un refus, en tout cas à me bien laisser la porte ouverte.

La fixation de la liste civile fut l'objet d'âpres discussions à la Chambre des députés. Le chiffre de quatorze millions présenté par la Commission semblait trop élevé : le Roi coûtait trop cher. Casimir Périer intervint dans le débat, le 12 janvier, et finalement la Chambre vota douze millions.

Vendredi matin, 13 janvier 1832.

Mon cher Président, je viens de lire votre admirable discours (2), et je ne veux pas attendre le moment où je vous reverrai, pour vous dire combien j'en suis touché. Je le suis jusqu'au fond du cœur, et je le sens plus vivement que je ne puis vous l'exprimer. Croyez bien à tous les sentiments que je vous porte, et qui sont aussi sincères que vifs et durables. Tous les miens me demandent également d'être leur organe auprès de vous.

Au cours du ministère Casimir Périer, la France eut à intervenir en Italie à la suite de l'entrée des Autrichiens dans les États de l'Église ; par deux fois ils occupèrent Bologne. L'attitude du Roi et de Casimir Périer fut particulièrement ferme et énergique. Le 7 février 1832, une flotte française partit pour Ancône.

Dimanche matin, 12 février 1832.

Mon cher Président, je crois qu'il est essentiel de bien expliquer à Rome, et partout, que, comme nous ne voulons faire qu'un acte de présence dans l'État romain pendant que les Autrichiens y sont, nous n'occuperons qu'un seul point, et que par conséquent si nos troupes venaient à occuper Ancône, après qu'elles auraient occupé Civita Vecchia, nous évacuerions cette dernière place sur-le-champ, et il faut en donner l'ordre spécial tant à Saint-Aulaire (3) qu'à Cubières (4).

(1) Il fut prononcé le 12 janvier.

(2) Sur la liste civile (12 janvier 1832).

(3) Le marquis de Saint-Aulaire était alors ambassadeur à Rome.

(4) Le général Despans-Cubières.

Il me tarde bien de connaître les mouvements des Autrichiens, et j'ai rêvé toute la nuit à ces combinaisons. J'espère en causer avec vous ce matin, et en attendant, si vous en recevez des nouvelles, veuillez m'en écrire un mot.

Bonjour, cher Président.

Samedi matin, 18 février 1832.

Mon cher Président, j'espère vous voir ce matin, car je suis plus embarrassé que jamais pour les arrangements de la liste civile, et il faut aussi parler de nos emprunts. La succession Condé est aux abois. Un des points les plus urgents est d'assurer la liquidation de la Caisse de vétérance, et le moment me paraît être celui où la nouvelle liste civile que nous avons consenti à en charger, va en être exonérée par la loi. D'ailleurs, cette caisse de vétérance instituée par Napoléon, formée des retenues de la liste civile impériale, aussi bien que de celles des deux listes civiles de Louis XVIII et de Charles X, ne doit point être confondue dans la liquidation de la liste civile du dernier roi seulement. Elle doit donc être l'objet d'une loi séparée et spéciale, et cette loi me paraît devoir être présentée au moment où cette caisse vient d'être distraite de la nouvelle liste civile. Ce sont des droits acquis sous trois règnes qui ne doivent pas être confondus avec ceux du dernier, et si nous obtenons cette loi, nous préviendrons de grandes injustices, nous rendrons l'existence à une masse de malheureux, et nous éviterons bien des mécontentements et bien des clamours.

J'en suis tellement frappé que j'ai rédigé moi-même, tant bien que mal, un projet de loi que je vous envoie, et que nous pourrons discuter dans notre premier Conseil.

Jeudi matin, 8 mars 1832.

Mon cher Président, je viens de lire votre discours d'hier⁽¹⁾, si profond et si fort en conceptions, si heureux et si sage en expressions, et j'ai besoin de vous témoigner à l'instant même toutes les sensations qu'il a excitées en moi. Si je juge de celles des autres par les miennes, l'effet doit en avoir été immense sur la Chambre ; il le sera de même en Europe, et ce

(1) Sur la politique extérieure de la France, Périer avait défendu contre l'opposition le budget du ministère des Affaires étrangères à la Chambre. Il avait obtenu le vote des crédits qu'il désirait.

sera à jamais un titre de gloire pour vous. Je suis bien aise que vous ayez parlé de M. de Talleyrand, cela lui était bien dû. Je vous remercie aussi de ce que vous avez dit de moi : j'y ai trouvé votre cœur et votre amabilité pour moi, et j'étais pressé de vous dire combien j'y suis sensible.

L'ÉCHAUFFOURÉE DE GRENOBLE

Le Roi marque, dans la lettre qu'on va lire, sa volonté de maintenir à Grenoble le 33^e de ligne, qui réprima rudement à coups de baïonnette une manifestation d'apparence d'abord anodine qui eut lieu dans cette ville le 12 mars, à l'occasion du carnaval. Il y eut des blessés. Une émeute s'en suivit au cours de laquelle le préfet, le général et tout l'état-major furent faits prisonniers par les habitants, qui réclamaient le départ du régiment.

[1832, 16 mars] vendredi soir.

Mon cher Président, je vous engage à relire la dépêche télégraphique du Maréchal (1) sur le 33^e, car s'il n'en a pas fait d'autres que celle que je trouve dans le bulletin télégraphique, vous pouvez compter que le 33^e quitte Grenoble, et je crois essentiel qu'il y reste. Ce n'est qu'en assurant la victoire aux troupes, qu'on assure leur conduite future.

S'il n'y avait pas d'autre dépêche, et je doute qu'il y en ait, il serait bon que le Maréchal expédiait ce soir par eslafette, et demain matin par télégraphe, l'ordre péremptoire de laisser le 33^e à Grenoble.

Samedi matin, 17 mars 1832.

Mon cher Président, les détails que j'ai lus hier au soir sur Grenoble dans les lettres que je vous ai renvoyées n'étaient pas satisfaisants, mais ils étaient antérieurs. Les deux points importants sont : 1^o que les troupes soient entrées hier, 2^o que le 33^e ne parte pas. Sur ce dernier point, je vois avec regret que l'état du temps ne permet pas au télégraphe de parler, et je voudrais au moins que le Maréchal expédiait tout de suite un ordre péremptoire de laisser le 33^e à Grenoble.

Cet état du temps nous empêchera aussi de recevoir les

(1) Soult.

nouvelles du 15 et du 16, et j'en suis bien fâché, car celles du 14, qui vont nous arriver par la poste aujourd'hui, pourront bien répandre de l'alarme et faire baisser les fonds. Il me tarde pourtant de les connaître.

A revoir au Conseil à onze heures, mon cher Président.

Ce qui me déplaît dans la dépêche du 15 télégraphique, sont ces mots :

La ville est toujours dans le même état.

Je crains les faiblesses et les concessions, d'autant plus que si le général (1) qui commandait à Grenoble eût été ferme, je crois que l'ordre aurait été rétabli dès le 13. Enfin, il faudra attendre à demain pour savoir à quoi nous en tenir.

Vendredi matin, 23 mars 1832.

Mon cher Président, je voudrais bien que vous puissiez présenter plus tôt que plus tard à la Chambre le projet de loi sur la Caisse de vétérance, car il faut qu'il précède celui sur la liquidation de l'ancienne liste civile, et il me semble opportun, surtout après la résolution adoptée hier par les Pairs (2), que le Conseil se fixe sur ce projet de loi, afin qu'il ne soit pas trop retardé. Je crois qu'il pourrait être présenté à la fin de la semaine prochaine, et alors il serait possible que ces tristes questions fussent résolues dans le cours de cette session, ce qui me paraît désirable. Je serai bien aise d'en causer avec vous ce matin ou ce soir, quand vous en aurez le temps.

Bonjour, cher Président.

On me dit qu'il y a dans les journaux une protestation du Conseil municipal de Grenoble. Je ne l'ai pas lue, mais il me semble incontestable que les Conseils municipaux ne peuvent pas délibérer et encore moins protester. Je crois important de les mettre en demeure à cet égard, et de les renfermer rigoureusement dans le cercle de leurs attributions légales. Ils ne peuvent délibérer que sur les objets spécifiés dans leur convocation par l'autorité compétente. Il faut bien rechercher avant tout comment la loi nouvelle et les lois antérieures s'expriment à cet égard, mais je crois que la nouvelle loi ne traite que de leur organisation et du mode de leur élection, et quant à leurs attributions qui seraient alors réglées par les anciennes, elles

(1) Le général Meunier Saint-Clair.

(2) Au sujet des biens de Charles X et de sa famille.

sont formelles, je le sais, et je crois que vous ferez bien de les faire rechercher avant d'aller à la Chambre où il me paraît probable qu'on en parlera.

MORT DE CASIMIR PÉRIER

Il est probable qu'après le 23 mars Louis-Philippe écrivit encore à Casimir Périer, mais aucune lettre postérieure à cette date ne figure parmi les papiers conservés par M^e Edme Sommier. Peu après, Périer atteint par le choléra tomba malade. Louis-Philippe fit prendre quotidiennement de ses nouvelles. Le jour même de la mort du premier ministre, il adressa à Joseph Périer, son frère, la lettre autographe de condoléance par laquelle nous terminons la présente publication.

Ce mercredi 16 mai 1832.

C'est avec la plus vive douleur, Monsieur, que je reçois la lettre que vous m'avez écrite tout à l'heure. La perte que vous venez de faire en est une bien grande pour moi, et je ne cesserai de le regretter tant que j'existerai.

Recevez, monsieur, l'assurance de tous mes sentiments et veuillez témoigner de ma part à madame votre belle-sœur et à tous les vôtres combien je partage leur douleur.

LOUIS-PHILIPPE.

LES CHEMINS DE FER EN DÉFICIT

Dans la crise qui sévit actuellement sur le monde et que l'on peut considérer comme le retour douloureux à un état normal désorganisé pendant dix-sept ans par la guerre, les industries de transports ne pouvaient être épargnées. On a vu un peu partout flétrir les bénéfices des chemins de fer, aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en Angleterre, etc., comme les frets tombés à un niveau inusité, comme le transit du Canal de Suez, etc. La France avait été épargnée jusqu'ici et le trafic y avait continué à croître. Mais, depuis quelque temps, elle est atteinte à son tour et le mal paraît devoir aller en s'aggravant. Le fait est devenu assez manifeste et les conclusions logiques à en tirer se sont imposées avec assez de clarté pour qu'il en soit résulté une émotion générale et de très naturelles inquiétudes.

S'il n'y avait là qu'un résultat passager de la crise mondiale destiné suivant toutes vraisemblances à disparaître avec elle dans un certain nombre de mois, on pourrait juger ce trouble excessif. Mais il semble bien que l'on ait mis en même temps le doigt sur une plaie plus profonde, jusqu'alors méconnue ou négligée, dont la guérison spontanée apparaît beaucoup plus problématique et à laquelle la crise générale n'a fait que superposer ses effets. Je vais essayer de présenter la question telle que je la concçois, aussi objectivement, aussi impartialement que je le pourrai. Mais on voudra bien ne pas s'étonner si j'insiste peu sur une conclusion personnelle qui, tout en me paraissant s'imposer financièrement, a peu de chances pour être admise. Ce problème des chemins de fer touche, en effet,

tant d'intérêts contradictoires également légitimes, soulève tant de controverses économiques et sociales qu'il faut déjà une grande hardiesse pour oser l'aborder sans y être invité officiellement ou constraint. Espérer obtenir un résultat pratique serait de l'outrecuidance. Quand cet article paraîtra, la question sera, d'ailleurs, sans doute tranchée par le Parlement, non dans le sens le plus rationnel et le plus brave. Mon but n'est donc pas d'influer si peu que ce soit sur une décision qui sera déjà prise, mais d'indiquer pourquoi une opération chirurgicale pénible, devant laquelle on recule pour mieux sauter, a été rendue nécessaire. Si nous voulions aller plus loin et traiter, ou seulement esquisser, les innombrables problèmes relatifs à la situation actuelle des chemins de fer, ce n'est pas un article qu'il faudrait, mais un volume.

Dans l'exposé suivant, où je serai très sobre en prévisions, je distinguerai rarement les Compagnies entre elles. Outre que cela m'entraînerait à des développements excessifs, ce serait peu utile pour asseoir les observations générales que je vais me borner à formuler. La Convention de 1921, qui est la charte actuelle de nos réseaux, a eu pour but de les centraliser et même de les unifier. Les différences que l'on observe dans leurs résultats tiennent pour une grande part à des conditions géographiques ou à des différences de race ouvrière qui, dans l'ensemble, échappent à l'action humaine.

PRÈS DE TROIS MILLIARDS DE DÉFICIT

Un mot d'abord sur le déficit apparent qui se traduit aussitôt par un recours au fonds commun, ou, celui-ci une fois épousé, au Trésor et qui, par suite, attire particulièrement l'attention. De 1921 à 1927, le déficit du fonds commun, tenant à une insuffisance de tarifs politiquement voulue, a dépassé 5 milliards et a dû être couvert par des émissions d'obligations qui entraînent une charge annuelle de 500 millions, superposée aux charges de capital. Ce déficit s'est élevé en 1930 à 1943 millions. Les insuffisances du compte d'exploitation (en y ajoutant les charges obligataires, mais non les charges du fonds commun) avaient atteint, en chiffres ronds, 2 155 millions en 1922, et étaient descendues à 466 en 1924 pour faire face aux excédents de 1926, 1928 et 1929, par la majoration

des tarifs. Elles sont remontées en 1930 à 1 328 millions et, en ce moment, elles tendent nettement à s'accroître. Les six premières semaines de 1931 ont donné 189 millions de moins que 1930 : soit un déchet de 11,36 pour 100. La statistique des wagons chargés depuis le 1^{er} janvier a accusé une diminution de 5,99 pour 100 pour la première semaine, 6,42 pour la seconde, 8,31 pour la troisième, 8,13 pour la quatrième, 6,01 pour la cinquième, 3,68 pour la sixième. On voit donc apparaître un malaise dont il est difficile de prévoir l'extension et la durée, toutes les vraisemblances tendant à faire croire que la crise particulière de la France, répercussion à retardement de la crise mondiale, en est encore à ses débuts.

De ce chef il est très modéré d'estimer le déficit probable du compte d'exploitation en 1931 à 1 500 millions, en y incorporant 170 millions pour des augmentations de traitements déjà réalisées et n'ayant pas joué en 1930 et y annexant 200 millions pour le service des obligations émises en 1929. Il y aura en outre à payer 500 millions pour l'annuité afférente au déficit du fonds commun de 1921 à 1927 et 900 millions pour le remboursement en deux ans de 1800 millions que va avoir avancés le Trésor en 1930. On arrive ainsi à un minimum de 2,9 milliards, sans aucun renforcement de l'amortissement.

Mais, en réalité, ce n'est pas tout et il faut remarquer encore, si l'on veut apprécier dans leur ensemble les résultats de l'exploitation, que nos chemins de fer vont avoir bientôt achevé d'épuiser par les émissions d'obligations nouvelles l'allègement que la stabilisation avait paru apporter à leurs charges financières. C'est un des cas très nombreux où la France, pour payer la guerre, aura puisé dans ses réserves. Une fois cette ressource exceptionnelle disparue, le rythme des dépenses restant le même pour les travaux complémentaires, achats de matériel, etc., le déficit apparent ne pourra manquer de grossir dans une proportion que je ne me hasarderai pas à chiffrer.

Mis en face de constatations aussi déplorables, on est amené à se demander comment une industrie sagement, habilement gérée et portant dans son principe tous les germes de prospérité, peut en arriver là. Il est trop évident que nous soldons la guerre et les conséquences matérielles et morales de la guerre. Mais cette impression très vague demande à être précisée. Je vais passer tout à l'heure en revue les divers

chapitres des dépenses et des recettes. Il me suffira d'en préjuger dès à présent les conclusions brutales. Si l'on compare dans la même monnaie les chiffres de 1929 avec ceux de 1913, on voit que les salaires par heure de travail ont été multipliés par 10 (compte tenu de l'accroissement de personnel nécessité par la loi de huit heures), les impôts visibles (auxquels il faut ajouter d'innombrables impôts invisibles) par 9 (20,6 dans certains cas) et que les tarifs de voyageurs ont été seulement multipliés par 4.

Si l'on veut alors pousser jusqu'à l'origine profonde de ce déséquilibre sans incriminer personne, on est conduit à penser que le point de départ doit en être cherché dans l'inextricable confusion où ont été jetés tous les budgets publics et privés par la façon dont la guerre nous a amenés à opérer notre transformation monétaire. On oublie trop souvent, mais il faut bien se rappeler, car là se trouve la source première de beaucoup de nos maux, que la loi nous a imposé successivement, sous le même nom de franc, trois francs entièrement différents qui ont continué à être assimilés, non seulement dans la mentalité publique, mais aussi dans les comptabilités. Il y avait le franc d'avant-guerre à équivalence-or fixé depuis plus d'un siècle. Il y a eu ensuite, pendant douze ans, le franc du cours forcé, simple marchandise sans garantie soumise aux fluctuations illimitées du change. Après quoi, est venu le franc actuel à équivalence-or cinq fois plus faible que pour le franc ancien. Et, ces trois francs, la loi nous a contraints à les envisager comme égaux.

Si encore on avait passé brusquement du premier franc au troisième, si, du jour au lendemain, on nous avait dit : « Le franc vaut cinq fois moins », il aurait paru tout simple de donner partout cinq fois plus de ces cinquièmes de franc que l'on ne donnait de francs anciens. Les recettes et les dépenses auraient gardé leur équilibre. On aurait seulement constaté que l'effet de l'opération était d'amortir la dette de l'État des quatre cinquièmes et, par ricochet, d'amortir dans une même proportion toutes les dettes privées antérieures en faisant ainsi évanouir la presque totalité des réserves placées par toutes les sociétés, comme par les mineurs, les incapables et les femmes dotales, en fonds d'État ou obligations. Mais on sait assez que les faits ne se sont pas produits de cette manière,

les rajustements ayant été réalisés par paliers successifs avec un coefficient de majoration variable suivant la puissance commerciale ou électorale du réclamant. D'autre part, l'État, qui faisait ainsi d'une main un cadeau payé par les obligataires, a trouvé juste de le reprendre aussitôt sous forme d'impôts. C'est ainsi qu'ont été établis les impôts exorbitants et uniques au monde dont, comme nous allons le voir, sont grevés tous les transports, et c'est ainsi qu'en remplaçant une machine ou une marchandise de 1913 par une machine ou une marchandise semblables de 1930, on peut, évaluant l'une d'après son prix calculé en francs anciens, l'autre d'après son prix en francs nouveaux, se trouver, sauf correction, commettre une faute grave pour l'établissement de son bilan.

LES DÉPENSES

Je n'insiste pas davantage sur cette remarque que je crois cependant capitale et je me hâte d'arriver à la justification des chiffres avancés plus haut. Je vais le faire en commençant par les dépenses. Cette interversion des usages est volontaire. En principe, dans une balance industrielle comme dans un budget, les dépenses devraient être subordonnées aux recettes. Il est lamentable que l'on fasse trop souvent l'inverse et qu'au lieu de réduire son prix de revient on trouve plus commode d'augmenter son prix de vente. J'insistais récemment ici même (1) sur la façon dont cette erreur de doctrine a, provoquant la grève des consommateurs, déterminé en grande partie la crise mondiale. Mais, dans une industrie pratiquement étatisée comme celle des chemins de fer, on est bien forcés de prendre les choses telles qu'elles sont. Sur tous les gros chapitres de dépenses les Compagnies ne peuvent avoir qu'une action restreinte. A moins de demander à l'État un sacrifice financier excessif ou un acte d'énergie peut-être impossible, en tout cas inusité, on est bien forcés de considérer d'abord un chapitre de dépenses qui se présente à nous comme rigide, sauf à examiner dans quelle mesure on pourrait agir sur sa rigidité, pour essayer ensuite tant bien que mal de modeler sur lui les recettes.

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} mars 1931.

Quand on parle des dépenses, il y a quelques exclamations faciles et qui trouvent aussitôt de l'écho : « compression des frais inutiles, suppression du gaspillage, meilleure utilisation des progrès modernes, avidité des actionnaires, etc. ». Sans vouloir ici me faire l'avocat des services techniques qui gèrent nos chemins de fer, on peut affirmer, je crois, qu'ils soutiennent largement la comparaison, à conditions égales, avec tous les pays étrangers. Tout n'est pas parfait, cela va sans dire, mais chaque jour apporte son progrès avec une intensification du trafic.

Quant aux actionnaires, on va voir combien la suppression pure et simple de leurs dividendes apporterait un soulagement minime. C'est ailleurs qu'est le mal et, pour le mettre en évidence, il me suffira de grouper ici sommairement les principaux chapitres entre lesquels se répartit le produit brut de 1929 :

	millions.
Main-d'œuvre	7120
Combustibles	1 328
Matiériel, entretien, voie, bâtiments, etc. (réduction faite des dépenses de personnel)	3 836
Impôts visibles	2 200
Intérêt des obligations	2 661
Actionnaires (intérêt statutaire et dividende garanti) . . .	146

Passons en revue ces divers chapitres et notre opinion ne fera que s'accentuer. Il y a, trop évidemment, dans ce chapitre des dépenses, deux points que je qualifierai de névralgiques, les salaires et les impôts : les uns à peu près soustraits à l'action des Compagnies, les autres entièrement indépendants de leur volonté.

Et d'abord les salaires ! Les dépenses de personnel sont montées à 7 120 millions en 1929, 7 970 en 1930, contre 711 en 1913, et interviennent par suite pour 58 pour 100 dans le compte d'exploitation. En défaillant l'Alsace-Lorraine pour avoir des chiffres comparables, le chiffre de 1913 a été multiplié en 1930 par 11,20 (il est vrai, pour un trafic accru). Il y avait 353 612 agents ; il y en a, malgré tous les efforts de compression, 474 535 ; soit 133 pour 100 du chiffre d'avant-guerre. Ici éclate avec une clarté manifeste le poids dont pèse sur toute notre industrie la loi de huit heures. Il en est résulté immé-

diatement la nécessité d'enrôler 78 000 agents supplémentaires : soit 1 310 millions de dépense annuelle. En même temps, il a fallu augmenter les cadres et enrôler un grand nombre d'employés pour remplir toute la paperasserie imposée par l'État. Ce sont des dépenses de ce genre, auxquelles il est impossible de toucher ensuite, que l'on retrouve partout dans l'application des lois sociales, même quand elles semblent d'abord ne rien coûter au budget, les dépenses en question étant finalement récupérées, ou sur les usagers, ou sur les contribuables.

Mais le nombre des agents n'est pas seul en cause dans ce décuplement des frais. Il faut aussi faire intervenir l'augmentation des salaires journaliers pour une durée de travail réduite d'autre part. Avant la guerre, l'unification des Compagnies n'ayant pas été réalisée, chacune d'elles avait un taux de salaires différent. Et c'était justice, les conditions de vie n'étant pas les mêmes en Flandre ou en Languedoc, pas plus que ne sont égales les capacités de travail dans deux régions différentes de la France. Il suffit, pour s'en rendre compte, le recrutement étant régional, de passer en voyageant d'un réseau à l'autre, par exemple de l'Est au Midi. À cette époque qui nous paraît lointaine, le salaire annuel de début variait de 1 000 francs sur l'Orléans, à 1 500 sur le Nord et 1 800 à Paris. Un niveling d'origine politique, qui s'est produit là comme partout en se modelant sur le taux maximum, a ramené ces salaires à l'uniformité.

En même temps, les Compagnies ont perdu le contrôle des traitements, étant obligées de se régler sur les avantages accordés par l'État à ses fonctionnaires. En raison de cette situation qui est suffisamment connue, le coefficient de majoration immédiatement visible pour les traitements, est de 8,01 et atteint même 11,62 pour le peu de personnel féminin commissionné (charges de famille comprises). A quoi s'ajoutent toutes les œuvres d'assistance, pour lesquelles les Compagnies ont précédé la loi des assurances sociales. Sans entrer dans le détail, on peut admettre que, tant par l'augmentation du salaire que par la diminution du temps de travail, le prix du travail s'est trouvé décuplé. Cela ne veut pas dire que les ouvriers touchent dix fois plus, mais cela signifie qu'ils coûtent dix fois plus aux Compagnies.

Mais ce n'est pas la seule forme sous laquelle nous retrouvons l'effet du même changement qui s'est produit dans la rétribution de la main-d'œuvre. La loi de huit heures et les exigences syndicales pèsent du même poids dans toutes les dépenses d'entretien, de bâtiment, etc. Un ouvrier qui fournissait 3 130 heures de travail par an n'en donne plus que 2 384, soit 23 pour 100 de baisse et touche, pour cette besogne réduite, un salaire multiplié par 8 ou 9. Les mêmes effets apparaissent encore dans le prix auquel il faut payer le charbon, le bois et généralement toutes les marchandises.

Pourrait-on, dans une industrie privée, réduire cette dépense de main-d'œuvre ; assurément, mais non dans une industrie étatisée, immédiatement gênée par toutes les considérations électorales qui amènent à augmenter sans cesse le salaire des fonctionnaires. Sur ce chapitre qui est de beaucoup le plus gros, on peut glaner et on s'y efforce constamment, mais il n'y a pas de récolte abondante à espérer. Au moment où partout dans le monde on marche à un abaissement des salaires, je ne pense pas que personne en France puisse escompter une réduction du salaire des cheminots.

Viennent ensuite les dépenses de combustibles. Celles-ci ont passé de 168 millions en 1913 à 1328 en 1929 (Alsace-Lorraine déduite) : c'est-à-dire qu'elles ont été multipliées par le coefficient 7,9. Dans ce total interviennent trois éléments, le tonnage, la qualité et le prix.

Le tonnage a passé de 7 578 000 tonnes à 10 143 000 tonnes par l'augmentation du trafic sur un parcours à peu près constant, quoique la consommation par tonne kilométrique ait pu être réduite d'un dixième. La qualité du charbon intervient aussi bien que le profil des lignes et les conditions du trafic, de manière à rendre les comparaisons impossibles entre pays ou compagnies diverses sans une étude très approfondie.

Le prix du charbon consommé varie également suivant que les réseaux sont plus ou moins favorisés par leur situation géographique. De grands efforts ont été encore faits récemment pour le réduire partout en exerçant une pression sur les compagnies minières, à titre de gros clients menaçant de s'alimenter en charbons anglais ou polonais. Mais on arrive vite

dans ce sens à une limite dictée à la fois par l'intérêt national et par l'intérêt des compagnies elles-mêmes qui ne peuvent songer à amener la fermeture ou le chômage des houillères travaillant sur leur réseau. Les démarches actuelles des syndicats ouvriers pour demander l'emploi exclusif de charbons français, toutes justifiées qu'elles puissent paraître, ne sont pas de nature à atténuer le déficit des voies ferrées. La véritable manière de favoriser l'emploi des charbons français et de réduire le chômage minier serait de diminuer les frais de transport excessifs qui les grèvent ; mais, du point de vue chemins de fer qui nous occupe en ce moment, cela ne ferait qu'augmenter les pertes.

Quant à la traction électrique qui a ses très chauds partisans, rien ne prouve ses avantages économiques dans les conditions générales du problème, en dehors des pays montagneux riches en houille blanche ou de leurs abords immédiats et des services de banlieue à trafic intensif. Les frais d'installation sont considérables et, même quand l'électricité n'est pas fournie par le charbon, on oublie trop souvent dans les calculs la nécessité de secourir les usines électriques par une centrale thermique. Une commission spécialement chargée d'étudier la question a conclu qu'il y avait lieu d'attendre les résultats financiers des essais en cours.

Au chapitre suivant nous avons groupé les dépenses d'entretien et de renouvellement du matériel (2,4 milliards en 1929, y compris l'Alsace-Lorraine, dont 839 millions pour la main-d'œuvre) et celles de la voie, du matériel fixe, des bâtiments, etc. (1,7 milliards au total, ou 1,2 en déduisant le personnel). Ce chapitre est le seul qui semble présenter quelque élasticité par des modifications à plus ou moins longue échéance. Les dépenses d'entretien ont été multipliées depuis 1913 par le coefficient 12,6 qui apparaît spécialement élevé. Elles portent la répercussion habituelle de la hausse des salaires et de la hausse des prix qui en est la conséquence. J'ai déjà dit que le déchet sur le temps de travail annuel fourni par un ouvrier est de 23 pour 100.

A cette perle sur la quantité il faudrait ajouter celle sur la qualité. On doit y joindre l'augmentation du matériel entraînée par la loi de huit heures et son utilisation plus intense en raison

du trafic croissant qui amène une usure plus rapide. Enfin la comptabilité se trouve modifiée par un recours croissant à l'industrie privée qu'a déterminé la situation ouvrière particulièrement fâcheuse imposée aux Compagnies par l'action des syndicats et par la pression de l'Etat. Le résultat est de faire inscrire ici des frais qui apparaissaient autrefois aux frais généraux.

L'entretien de la voie, du matériel fixe et des bâtiments est passé de 187 millions en 1913 à 1683 en 1929 (Alsace-Lorraine déduite) : soit un coefficient de multiplication de 8,9. Il faut surtout faire intervenir dans ce cas le renouvellement des voies qui avait été interrompu pendant la guerre et qui n'a repris qu'en 1926 son taux d'autrefois : 1581 kilomètres par an. Encore aujourd'hui on est loin d'avoir rattrapé le retard et la prudence impose ici de ne pas exagérer l'économie.

LA CHARGE ÉCRASANTE DES IMPÔTS

J'arrive au chapitre sur lequel des réductions s'imposent pour tout esprit non prévenu et ne peuvent être retardées que par l'état de notre budget : c'est celui des impôts qui accablent cette industrie comme toutes les autres, plus que toutes les autres, et qui sont absolument disproportionnés avec ce qui se passe chez nos voisins et concurrents étrangers. Ces impôts comprennent, outre les chiffres visibles dont le total de plus de 2,2 milliards est déjà effrayant et les 730 millions d'économies que fait l'Etat sur les transports postaux, militaires et administratifs, tous les chiffres invisibles qui viennent s'incorporer dans une dépense quelconque (traitements, machines, matériaux, etc.) en grossissant d'autant le prix de revient. On doit même, pour être juste, y compter les impôts qui viennent frapper les obligations, puisqu'en diminuant le rendement, ils réduisent le taux d'émission et rendent la charge financière plus lourde. Une politique critiquable fait ici peser spécialement le poids de la guerre sur une industrie qui constitue avant tout un service public. Elle grossit directement le coût de toutes les marchandises, elle agit sur le prix de la vie et sa répercussion revient ainsi accroître, pour les chemins de fer eux-mêmes, tous les chapitres de dépenses précédents. Enfin il en résulte une infériorité des chemins de fer sur les autres

moyens de transport insuffisamment moins frappés et, par suite, une nouvelle cause de déficit superposée aux premières.

L'impôt le plus apparent et dont chacun est à même d'éprouver la charge est celui qui porte sur les transports de voyageurs et de marchandises. Ceux qui gémissent sur le prix des billets ne se rendent pas compte dans quelle proportion ils paient ainsi un impôt à l'État. C'est ainsi qu'en première classe, sur 43 fr. 05 pour 100 kilomètres, il y a 11,05 pour l'État et, dans une même proportion, pour 19,80 en troisième, 4,83 pour l'État. Alors que le prix perçu par la Compagnie est au coefficient 3,4 par rapport à l'avant-guerre, l'impôt est, lui, au coefficient 9 : ce qui porte le total à 4,02.

Cette majoration du prélèvement fiscal atteint même le coefficient 20,66 pour les places de luxe et, sous prétexte de démocratie, elle aboutit très nettement à la grève des consommateurs : le pourcentage moyen d'occupation des places offertes étant tombé de 48 pour 100 en 1928, à 40 pour 100 en 1929 et 35 pour 100 en 1930, alors qu'en Italie, par exemple, ce taux est de 63 pour 100.

L'impôt sur les marchandises est encore plus irrationnel, parce qu'il vient peser sur la vie de toute la nation et sur les conditions de notre lutte commerciale avec les pays étrangers. Le tarif de 1914 étant pris pour base 100, l'usager paye aujourd'hui en moyenne 660 francs, dont 60 francs d'impôt. Calculé en unités monétaires de 1913, le tarif français est, impôt compris, à un niveau moyen entre ceux des pays voisins. Mais les moyennes ont, en pareil cas, peu de valeur commerciale. C'est ainsi que les impôts sur les transports de charbon atteignent 6 fr. 41 par tonne sur 100 kilomètres, contre 5 fr. 37 en Allemagne.

En résumé, l'impôt sur tous les transports absorbe 42,22 pour 100 des recettes totales du trafic qui, en France, sont seulement de 380 000 francs par kilomètre. Si l'on y ajoute les impôts sur les titres et les timbres des lettres de voitures, le total par kilomètre exploité monte à 69 520 francs par kilomètre pour les 59 880 kilomètres des six grands réseaux. Tous les autres pays viennent loin en arrière : l'Allemagne avec 33 280 francs, la Grande-Bretagne avec 25 000 francs, l'Italie avec 8 328 francs, la Suisse avec 6 450 francs, la Belgique avec 1 026 francs, la Pologne et la Suède avec zéro.

Pour s'expliquer des impôts aussi anormaux, aussi détructifs de la matière imposable, il faut bien se rappeler leur histoire, à laquelle j'ai déjà fait allusion. Jusqu'en 1918, l'État se bornait à percevoir 12 pour 100 sur les transports de voyageurs, bagages et chiens, tout le reste étant exonéré. La plus forte aggravation eut lieu par la loi du 3 août 1926 qui porta le tarif à 32,5 pour les voyageurs et à 3,75 et 11,5 pour les marchandises, ces deux derniers taux abaissés en 1928 à 5 et 10 pour 100. La cause de cette surcharge a été nettement exposée dans le rapport du Comité des experts de 1926 qui l'a envisagée comme une contre-partie au bénéfice réalisé sur les obligataires par le fait de la stabilisation, l'État s'attachant à reprendre aussitôt ce qu'il avait paru donner. Mais l'équilibre, d'ailleurs discutable, que l'on avait ainsi admis, a été peu à peu détruit parce que l'impôt s'est accru automatiquement avec l'accroissement du tarif, tandis que l'avantage accordé disparaissait avec la substitution d'obligations nouvelles aux anciennes obligations amorties.

Il semble que, dans la convention de 1921, on ait quelque peu méconnu la situation réelle de l'industrie des chemins de fer en se bornant à envisager, comme pour un contrat quelconque, deux parties : les actionnaires que l'on a désintéressés de la gestion avec un dividende garanti et une prime de gestion sans valeur sérieuse et l'État pour lequel on s'est efforcé de multiplier les bénéfices. On a alors paru oublier combien la part des actionnaires était insignifiante, en sorte que le conflit réel s'établit de plus en plus entre les contribuables et les usagers. Si l'on assurait par le jeu des tarifs l'équilibre industriel des chemins de fer comme l'avait supposé la convention, les usagers payeraient les impôts aux contribuables. Mais, avec le système qui prévaut de recourir à l'emprunt, les contribuables sont appelés à acquitter le déficit résultant des impôts jusqu'au jour où on osera reporter la dépense sur les usagers. Ce procédé de temporisation est, pour nos hommes politiques, une application de la loi du moindre effort, l'usager s'apercevant immédiatement qu'on lui fait payer un impôt plus lourd, tandis que, pour le contribuable, cet impôt est noyé dans le vaste ensemble des dépenses budgétaires, chacun conservant l'espoir de le reporter sur le voisin.

Je n'en n'ai pas encore fini avec ce chapitre impôts. Car, à ces impôts immédiatement visibles, il convient d'ajouter toutes les charges plus discrètement dissimulées qui n'en ont pas moins le même caractère. On pourrait placer ici un chapitre que l'on intitulerait dépenses d'intérêt public, où l'on porterait toutes les dépenses sans valeur pour les Compagnies, sans rapport souvent avec leur industrie propre, dont il a pu être tenu compte dans l'établissement des conventions, mais qui n'en pèsent pas moins d'un poids très lourd sur le bilan. Si, par exemple, l'État économise 600 millions sur les transports postaux et 150 millions sur les transports militaires et administratifs, cela se retrouve nécessairement au chapitre dépenses sans y apparaître d'une façon distincte en écritures sous la forme combustibles, matériel, personnel, etc. De même, si les services de banlieue occasionnent 370 millions de pertes par an, c'est parce que l'État a voulu refouler une partie de la population urbaine vers les abords de Paris : préoccupation très juste de sa part, mais pour laquelle les réseaux n'ont rien à voir. On retrouve les effets de la même intervention dans l'obligation d'exploiter des lignes improductives et d'y faire circuler à vide un nombre déterminé de trains. Mais le caractère d'impôt frappant les Compagnies dans l'intérêt public apparaît encore bien davantage quand il s'agit des 62 millions que coûtent les avantages accordés aux familles nombreuses ou les 32 millions pour les réformés de guerre.

L'État est le nu-propriétaire des voies ferrées qui doivent lui revenir dans vingt ou trente ans; mais d'habitude un nu-propriétaire n'impose pas une jouissance aussi onéreuse à son usufruitier.

OBLIGATIONS ET ACTIONS

L'intérêt des obligations et bons, auquel je passe, a exigé, en 1929, 2 661 millions (plus 739 millions pour l'amortissement). C'est un gros chiffre, mais que l'on peut affirmer destiné à s'accroître plutôt qu'à se réduire. Pauvres obligataires anciens! On leur a confisqué par la stabilisation 43 milliards sur 18,8 et on leur reprend à peu près le quart du reste par l'impôt. Le coupon, qui devait être de 13,08 fr. quand ils ont prêté leur argent, leur est payé à raison de 2,12 (en même monnaie).

Quand on amortit leurs obligations, on leur rembourse 94 francs sur les 300 francs qu'ils ont fournis et on répond à leurs observations timides qu'ils partagent simplement le sort des rentiers. Mais les obligations nouvellement émises ne subissent pas, jusqu'à nouvel ordre, une amputation analogue et c'est ainsi qu'au fur et à mesure de l'amortissement une dette acquittable pour le moment au cinquième de sa valeur se trouve, en chargeant d'autant les Compagnies, rentrer dans les conditions normales.

Le passif obligataire était, en 1914, de 48,8 milliards. À ces milliards, pour lesquels on s'est borné à modifier la définition du franc, s'en ajoutent aujourd'hui, compte tenu des amortissements, 40 autres, en sorte que la dette actuelle est de 59 milliards. Les compagnies empruntent environ 3 milliards par an, ce qui fait 230 millions de charges nouvelles. Si l'on a recours d'une façon plus ou moins directe à l'emprunt, pour combler le déficit du fonds commun, les charges de cet emprunt auront beau, par le jeu de la convention, incomber au Trésor qui demandera simplement aux Compagnies d'émettre des obligations pour son compte, le capital emprunté ne devra pas moins être remboursé au bout de deux ans par le fonds commun. À ce moment, la crainte des électeurs étant devenue moins vive, on augmentera sans doute les tarifs et ce sera l'usager qui paiera. Si on reculait encore, ce serait, comme aujourd'hui, le contribuable.

Enfin, jusqu'ici, j'ai laissé presque entièrement de côté, pour me conformer à l'usage moderne, l'existence des actionnaires. Leur place est si minime dans une société! Il faut pourtant bien arriver au chapitre qui les concerne, ne fût-ce que pour préciser à quel point leurs dividendes interviennent peu dans la répartition du produit brut (environ 1 pour 100). Les actionnaires de la première heure ont versé effectivement 1470 millions de francs anciens, soit 7330 de francs nouveaux, pour lesquels ils touchent annuellement 146 millions, à réduire de 16 pour 100 pour l'impôt, donc 123 millions nets; soit à peu près 1,67 pour 100 du capital émis : ce qui les met dans un dénuement comparable à celui des obligataires et ce qui explique pourquoi leurs actions ont parfois perdu plus de la moitié de leur valeur. Ce dividende est garanti, mais à peine extensible. Quand on compare son chiffre à celui des impôts, on s'aperçoit

à quel point la socialisation de nos industries est déjà réalisée. En calculant les dépenses, il faut lui adjoindre 36 millions pour l'amortissement du capital. Je ne parle pas ici du domaine privé, indépendant des chemins de fer, qui est une manière d'amortir le capital avant l'expiration prochaine des concessions.

LES RECETTES

Le chapitre des recettes nous retiendra beaucoup moins longtemps que celui des dépenses. Son total est monté en 1930 à environ 16 milliards, dont 21 pour 100 pour les voyageurs et 79 pour 100 pour les marchandises. Le rendement a été multiplié depuis 1913 par 4,46 pour les voyageurs et 8,04 pour les marchandises : soit, dans les deux cas, un peu plus que le coefficient de majoration appliqué aux tarifs ; au total par 5,89.

Le nombre des voyageurs transportés augmentait avant la guerre assez régulièrement de 2 pour 100 par an. Il s'est accru à raison de 4 pour 100 dans la poussée de dépenses qu'a provoquée le mirage du franc-papier. Son taux d'accroissement était récemment de 3 pour 100. Le parcours moyen est presque identiquement celui d'avant-guerre : 35,5 kilomètres. Il serait supérieur si nous ne rencontrions ici l'influence du trafic banlieue qui est le ver rongeur de nos réseaux. Par un phénomène social que l'on retrouve en Allemagne et en Italie, le déclassement s'accentue d'année en année. Le nombre des voyageurs en 1^{re} et 2^e classe est tombé de 149 millions en 1921 à 125 en 1929 (Alsace-Lorraine déduite), tandis qu'en 1913 il était, à conditions égales, de 128. Pour le réseau de l'Est, la chute relative à la 1^{re} classe a même atteint 60 pour 100. Une gestion qui n'aurait à envisager que le côté commercial de l'entreprise pourrait s'occuper d'y remédier.

Par des majorations successives, le prix du billet de 1^{re} classe a passé de 11,20 avant-guerre à 45,03 ; celui de 3^e de 4,95 à 19,80 (impôt compris) et s'établit au coefficient 4. Mais, sur ce total, intervient un impôt qui, de 1,20, a, nous l'avons vu, passé à 11,03 en première et de 0,33 à 4,85 en troisième (coefficient 9).

Si l'on compare nos tarifs français à ceux des pays étran-

gers, on constate que nous payons en France 82 pour 100 du prix d'avant-guerre contre 122 en Belgique, 156 à 200 suivant les classes en Allemagne, 150 en Angleterre, 162 en Suisse. Et, si l'on examine la question en ce qui concerne, non les voyageurs, mais les Compagnies, il faut se souvenir qu'en Angleterre, en Belgique et en Suisse, les billets ne paient pas d'impôt. Nous nous plaignons de notre sort et nous sommes très favorisés, surtout si l'on envisage qu'en regard d'un coefficient 4 pour les billets l'indice des prix de détail est de 6,26.

Les tarifs de marchandises ne présentent pas les mêmes possibilités de relèvement. Ils ont été portés déjà à un taux excessif qui, nous l'avons vu, est environ 7 fois celui d'avant la guerre. Ils sont surtout défectueux par leur rigidité imposée qui ne leur permet pas de s'adapter avec la souplesse voulue à toutes les circonstances particulières. C'est un des trop nombreux cas où sévit la manie d'unification, de centralisation, d'égalitarisme qui est propre à notre mysticisme social et encouragée par toutes les jalouses démocratiques.

LA SOLUTION

En résumé, nous nous trouvons en présence d'une industrie largement déficitaire que l'on ne peut ni interrompre ni presque ralentir, parce qu'elle constitue avant tout un service d'intérêt public. S'il était permis d'envisager les chemins de fer indépendamment de notre économie générale, la solution serait donc évidemment de réduire les dépenses : ce qui bénéficierait du même coup à toute la vie commerciale et industrielle du pays. Mais réduire les dépenses aboutit fatalement, comme nous allons le voir, à diminuer les impôts. En dehors de cela, on peut sans doute réaliser encore des économies, comprimer le chapitre bâtiments, améliorer le roulement du personnel et du matériel, recourir davantage aux automotrices, peut-être dans des cas particuliers électrifier, etc. Mais tous les progrès de ce genre seront lents à réaliser et se chiffreront par un total peu considérable. On parle de resserrer le contrôle. Cela peut être utile dans le détail. Mais compter là-dessus pour supprimer le déficit, c'est vouloir se payer de mots. L'intervention d'un État qui se laisse gouverner par l'opinion irraisonnée des

loules, est très forte pour accroître les dépenses : elle n'a pas les mêmes facilités pour les réduire.

Le chapitre salaires étant, d'autre part, considéré dans notre état social comme intangible, on aboutit fatidiquement à proposer un dégrèvement d'impôts. Ici la lutte s'établit en réalité entre les usagers et les contribuables, les usagers ayant normalement à payer les charges du service qu'on leur rend et les contribuables devant non moins justement acquitter les frais qui incombent à l'ensemble de la nation ; les contribuables profitant pour l'équilibre du budget des impôts qui, sur une ligne faisant ses frais, s'appliquent aux usagers. Les chemins de fer présentent, en effet, un double caractère public et privé, qui ne permet pas de leur appliquer les mêmes procédés qu'à une société industrielle ordinaire. On ne voit pas les Compagnies arrêtant le trafic sur les lignes délictueuses, sauf à transporter les voyageurs en automobile, licenciant une partie de leur personnel ou même lui appliquant les réductions de salaire qui sont ou seront édictées d'ici peu partout ailleurs.

S'il convient à l'État de se transformer en une société de bienfaisance électorale, la logique veut qu'il en fasse les frais au lieu de tirer par l'impôt un bénéfice supplémentaire des charges qu'il impose. En particulier, le déficit du trafic de banlieue, qui atteint actuellement 370 millions et qui est causé par les exigences de l'État, devrait lui incomber. Mais, d'une façon plus générale, quand l'État prélève sur les chemins de fer plus de 2 milliards d'impôts et fait en outre sur eux 650 millions d'économies, il est mal fondé ensuite à s'étonner qu'en face de ces 2650 millions il puisse y avoir, dans une mauvaise année, 2 milliards de déficit, qui disparaîtraient aussitôt s'il renonçait à l'abus de ses prélèvements. L'idée d'exonérer est donc parfaitement correcte. Et cette considération est si universellement comprise que la France est le seul pays où les chemins de fer soient accablés de tels impôts.

En faveur d'un tel dégrèvement, on peut encore faire valoir que les usagers du chemin de fer se trouvent lésés par rapport aux usagers de la route sur lesquels ne pèsent nullement les mêmes frais d'établissement et d'entretien, ainsi que des charges fiscales semblables. Les Compagnies font remarquer très justement qu'à l'époque où elles se sont formées, l'État leur

assurait le monopole des transports mécaniques par terre. Les transports par eau étaient déjà exclus et ceux par air n'étaient pas inventés. La concurrence nouvelle de l'avion ne sera pas avant longtemps commercialement redoutable. Mais il n'en est pas de même pour un autre mode de transport mécanique par terre, qui s'est fait promptement une place de premier ordre. Il n'est pas juste, — si l'on pouvait parler de justice en matière fiscale, — que l'exagération des impôts dans un cas et leur presque inexistence dans l'autre, mettent la voie ferrée dans une telle infériorité par rapport à la route, la locomotive par rapport à l'automobile.

La solution à laquelle tout le monde pense d'abord pour remettre les chemins de fer d'aplomb, est donc un allégement notable des impôts. Cette solution, si elle était possible, trouverait évidemment la faveur générale. En allant même jusqu'au bout, l'État se bornerait à libérer les chemins de fer d'un déficit qu'il leur cause, puisqu'il prélève sur eux plus qu'ils ne perdent.

Mais on comprend de reste que cette solution si séduisante est entièrement subordonnée à notre situation budgétaire. Celle-ci, qui a été un moment florissante, va se retrouver très serrée par les augmentations de dépenses déjà engagées comme par les moins-values à craindre dans une année de crise économique, surtout s'il vient à s'y joindre une demande de moratoire par l'Allemagne. Je ne suis pas en mesure de dire jusqu'à quel point cette objection pourrait être partiellement levée, notamment par une réduction momentanée de l'amortissement qui va cette année se produire sous deux formes, amortissement normal et conversion de rentes. On sait que les achats de rentes francaises effectués par la caisse d'amortissement à Paris, New-York et Londres, ont été, en 1929, de 5,5 milliards; en 1930, de 4,2 milliards. Si le produit des conversions n'avait pas été engagé d'avance, il aurait semblé tout naturel de l'appliquer à dégrevier nos transports, tout au moins comme compensation à une élévation des tarifs qui laisserait ainsi les voyageurs dans les conditions actuelles.

A défaut d'un semblable dégrèvement, on est amené à envisager au contraire un accroissement des recettes. On relèverait alors le tarif voyageurs pour le rapprocher de ce coefficient

5 qui correspond à la simple dévalorisation du franc. Une augmentation du même genre ne paraît pas pouvoir s'appliquer aux transports de marchandises qui, dans bien des cas, devraient être déchargés ; mais elle serait légitime et correcte pour les voyageurs. Ce serait la manière la plus simple de résoudre le problème jusqu'au jour où pourront être diminués les impôts. On voit cependant assez les objections de deux ordres que soulève une telle proposition.

Ces objections sont d'abord techniques. L'expérience prouve que les mouvements de voyageurs sont extrêmement sensibles aux modifications de tarifs : ce qui, par parenthèse, met bien en évidence le caractère de dépense somptuaire et sans nécessité absolue que présentent un grand nombre de voyages. On peut donc craindre qu'une majoration trop forte n'amène une réduction au moins momentanée dans le trafic et une concurrence plus intense des automobiles. Il y aurait là une mesure assez délicate à garder.

Mais les objections d'ordre sentimental apparaissent, pratiquement, sinon théoriquement, beaucoup plus impressionnantes. Augmenter les tarifs de voyageurs, en particulier pour la banlieue, dans une année de ménage et de chômage, où le prix de la vie, en raison des assurances sociales, ne baisse pas comme il le devrait, susciter ainsi des protestations bruyantes auxquelles vont bientôt se joindre celles des rentiers lésés une seconde fois par les conversions, et cela, à la veille des élections, paraît évidemment peu compatible avec une mentalité parlementaire qu'intéressent uniquement les soucis électoraux. La convention de 1921 a bien posé en principe que les chemins de fer devaient se suffire à eux-mêmes et que les augmentations de tarifs devaient compenser les déficits ; mais, malheureusement, par une réserve relative à la situation économique générale, elle a ouvert la porte à toutes les hésitations, à tous les compromis.

On se trouve donc dans une impasse. Si on ne veut ou ne peut réduire les dépenses sur les points qui en vaudraient la peine, si l'on se refuse à augmenter les recettes, on n'a plus qu'une ressource, celle à laquelle on a déjà eu trop de fois recours : fermer les yeux le plus possible, emprunter sous une forme plus ou moins déguisée les sommes nécessaires pour boucher les trous trop apparents ; c'est-à-dire, puisque le

déficit vient des impôts, faire évaporer dans l'incendie annuel du budget l'argent que l'on empruntera et laisser les soucis à nos successeurs. C'est là une méthode communiste qui ne peut manquer d'être populaire, même parmi ceux que l'on étonnerait le plus en les traitant de communistes. Elle consiste à faire payer par la communauté présente ou future (de préférence future) les services présents rendus à quelques-uns. Louis XV disait déjà: « Après moi le déluge! » En fait, cela revient à mettre un peu de baudruche sur un ulcère et à attendre que le malade meure. Nous avons là un exemple bien concret de ce que peuvent produire l'intervention de l'État et sa fiscalité dans le cas très clair d'une société qui travaille à ciel ouvert avec une organisation particulièrement ancienne et puissante pour un objet de première nécessité où la progression des usagers est continue. Il serait facile de généraliser pour d'autres industries la leçon qui en ressort et qui n'éclairera certainement personne.

Peut-être une solution de ce genre prévaudra-t-elle, parce qu'elle exige peu de courage civique. Mais, on ne doit pas se le dissimuler, tout ce qu'on pourra faire en dehors d'un dégrèvement fiscal et d'une élévation de tarifs n'aura aucun effet réel sur le déficit, si ce n'est de l'augmenter et de rendre la situation future encore plus difficile.

L. DE LAUNAY.

CHOSES VUES EN ESPAGNE

LE NDEMAIN DE CRISE

(18 février-1^{er} mars)

UNE MESURE POUR RIEN

Mercredi, 18 février. — A Irun, bonne surprise, la grève des chemins de fer, dont on annonçait hier l'imminence, n'a pas éclaté. Même en ces jours de crise, le service fonctionne d'ailleurs avec une ponctualité qu'il ne connaissait pas autrefois, en temps normal. Les habitudes d'ordre prises pendant la dictature ont subsisté en dépit de sa chute, ce qui tendrait à prouver que l'anarchie des temps jadis tenait plus aux circonstances qu'au caractère des Espagnols. La situation, telle que l'indiquent les journaux d'hier, n'est cependant pas brillante. M. Sanchez Guerra s'est rendu dans les prisons pour offrir des ministères aux républicains et aux socialistes, qui y sont enfermés depuis les troubles de décembre. Mais ils ont décliné avec hauteur ces propositions, affirmant leur intention de ne pas participer au pouvoir, tant que le Roi n'aurait pas quitté l'Espagne. M. Sanchez Guerra a envisagé alors la formation d'un ministère composé des seuls constitutionnalistes; mais finalement il a dû renoncer à cette solution qui ne se serait appuyée que sur une petite fraction de l'opinion...

A Valladolid, il est enfin possible de se procurer les journaux du matin. Il n'y est plus question des solutions dont on parlait la veille; tout au contraire, on y annonce comme chose toute naturelle que les membres des principaux groupes monarchistes se sont réunis au ministère de la Guerre, sous la présidence du général Berenguer et qu'un ministère de coalition a

été virtuellement désigné, indique les oppositions étrangères. Hier a été tenu à Londres un conseil d'Anglais, inutile pour les réactions de la révolution espagnole qui se sont éteintes. Il a été trahi par les deux dernières pages.

19 au-delà du moment partis Ciervi marqués nali man proce certai espris est de pour tion

succès bien beau les La

été virtuellement constitué par eux. Le Roi n'a pas encore désigné le chef de la combinaison, mais le nom de ses membres indique qu'il s'agit d'une union très large, devant laquelle les opposants devront provisoirement s'incliner. Il n'est plus question ni de dictature, ni de république; la politique espagnole a de ces changements dont la brusquerie déconcerte les étrangers.

Hier soir, alors que la Reine, ayant avec une belle bravoure tenu à se trouver pendant la crise aux côtés du Roi, rentrait d'Angleterre, elle eut l'émotion de trouver à la gare une foule inusitée. Les jours précédents, des manifestations fomentées par les républicains avaient eu lieu sans provoquer de sérieuse réaction, mais les démarches de M. Sanchez Guerra auprès des prisonniers politiques avaient inquiété l'opinion monarchiste, qui sentit le besoin de s'affirmer. Aucune occasion ne pouvait être meilleure que d'acclamer la souveraine, dont le geste avait été très populaire.

LE NOUVEAU CABINET

19 février. — C'est à l'amiral Aznar, personnalité restée au-dessus des luttes de partis, que le Roi a confié la présidence du ministère qui comprend des membres de la plupart des partis monarchistes, allant de l'extrême-droite avec M. de La Cierva, jusqu'aux libéraux de gauche avec M. Garcia Prieto, marquis d'Alhucemas. Le nouveau cabinet réunit les personnalités les plus marquantes de la politique espagnole et, d'une manière générale, on lui reconnaît le prestige nécessaire pour procéder avec succès aux prochaines élections. Plus tard, il est certain que l'Espagne aura besoin de gouvernants apportant un esprit nouveau dans la politique, mais, pour l'instant, l'essentiel est que ses dirigeants aient la capacité et l'autorité nécessaires pour faire sortir sans encombre le pays de la période de transition dans laquelle il est engagé.

Or, il est certain qu'il sera bien difficile de répéter avec succès contre les ministres actuels les manœuvres qui ont si bien réussi contre leurs prédécesseurs. On compte notamment beaucoup sur la finesse du comte de Romanones pour déjouer les intrigues qui pourraient se former contre le Gouvernement. La remarquable habileté, jointe à un grand loyalisme vis-à-vis

de la Couronne, qu'il a déployée dans la dernière crise, a donné toute confiance à cet égard. En outre, la présidence de l'amiral Aznar et la présence dans le cabinet de M. de La Cierva et du général Berenguer font espérer que l'ordre public sera fermement maintenu. L'amiral Aznar jouit notamment d'une grande réputation d'énergie.

Quoiqu'il puisse d'ailleurs advenir plus tard, le plus grand calme succède actuellement à la tension de ces jours derniers. Sauf dans les milieux qui font de l'opposition une question de principe, le ministère bénéficie d'un accueil très favorable.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

20 février. — Le programme gouvernemental paraît aujourd'hui. Il est prudemment conçu et approuvé dans son ensemble par la plus grande partie de la presse. Le premier point décide que les assemblées municipales et provinciales seront renouvelées avant les élections générales. Le général Berenguer avait prévu que les scrutins se feraient dans l'ordre contraire, ce qui était illogique et aurait beaucoup favorisé les membres de l'ancien régime, puisque les municipalités et les députations provinciales nommées par la dictature avaient été remplacées, l'an dernier, par des municipalités et députations composées automatiquement des conseillers d'avant 1923, auxquels on avait adjoint, pour remplacer les vides, les contribuables les plus imposés. Étant donné l'influence qu'ont ces conseils dans les élections législatives en Espagne, étant donné qu'ils sont en outre les principaux électeurs du Sénat, on ne peut s'étonner des protestations qu'avait suscitées la décision de procéder au scrutin législatif avant d'avoir renouvelé les autres assemblées. Aussi, le changement de l'ordre des élections fait-il le meilleur effet.

Le passage de la déclaration ministérielle concernant la Catalogne a également été très bien accueilli. Il a, en effet, l'avantage, en reprenant le projet Maura de 1919, de permettre une heureuse décentralisation, tout en maintenant la souveraineté de l'État. On est d'autant plus heureux de voir figurer ce projet dans le programme gouvernemental que la participation ministérielle des régionalistes catalans prouve qu'ils l'acceptent, alors qu'ils n'avaient pas voulu en entendre parler en 1919.

Le p
qu'elles
heureux
la Cons
cause.)
articles
l'idée d'
moins i
républi
Une re
incontes
système
on peut
d'entrepre
veulent
est surt
tôt ou
membre
égard, e

Un a
térielle
gager, e
éventue
sabilité
question
de la d
examin
former
sible vi
la fin d
formati
aucun
teur et

21
voir a
réinsta
parmi

Le paragraphe concernant les futures Cortès et déclarant qu'elles auront un caractère constituant est peut-être moins heureux. Il ne s'agit certes pas de remettre en question toute la Constitution dont les principes généraux sont mis hors de cause. Mais on parle d'étudier la modification de certains articles qui seraient soumis au Parlement. Sous cette forme, l'idée d'une éventuelle révision de la Constitution a d'autant moins inquiété l'opinion que celle-ci est persuadée que les républicains n'obtiendront pas de grands succès aux élections. Une révision constitutionnelle serait, en outre, d'une utilité incontestable, car l'Espagne ne s'est jamais bien assimilé le système de type anglais qu'elle adopta en 1876. Néanmoins, on peut se demander si, pour des monarchistes, c'est le moment d'entreprendre une telle réforme, alors que les républicains veulent en faire une machine de guerre contre la royauté. Il est surtout à craindre que cette question délicate n'entraîne tôt ou tard des désaccords dans un Gouvernement dont les membres, si l'on en juge par leur passé, doivent avoir, à cet égard, des opinions fort différentes.

Un autre problème délicat, dans lequel la déclaration ministérielle annonce que le Gouvernement a l'intention de s'engager, est celui de la révision des décisions de la dictature et éventuellement de l'ouverture des poursuites quand des responsabilités auraient été encourues. Le paragraphe relatif à cette question est rédigé en des termes très mesurés et les ministres de la dictature ont eux-mêmes demandé que leur gestion fût examinée. Malheureusement la presse de gauche a voulu transformer cet examen en un procès politique, qui serait inadmissible vis-à-vis du Gouvernement auquel le pays est redevable de la fin de la guerre du Maroc, de la paix sociale et de la transformation de son outillage. Un tel procès n'aurait, en outre, aucun résultat pratique, par suite de la disparition du dictateur et servirait seulement à mettre en cause la personne du Roi.

CHEZ LE COMTE DE ROMANONES

21 février. — Le comte de Romanones veut bien me recevoir au ministère des Affaires étrangères où il vient de se réinstaller, après de nombreuses années de recueillement. Si, parmi les hommes politiques de l'ancien régime, certains sont

revenus sans avoir « rien appris, ni rien oublié », ce n'est pas son cas. Les souvenirs qu'il a publiés pendant la dictature montrent, au contraire, qu'il a beaucoup réfléchi aux causes de l'effondrement de la vieille politique parlementaire. Aujourd'hui, il paraît enchanté de l'évolution qu'ont suivie les derniers événements. C'est d'ailleurs sa note, succédant aux déclarations abstentionnistes des autres groupes de gauche et déclarant son intention de demander la dissolution des Cortès, aussitôt celles-ci réunies, qui a provoqué la chute du cabinet Berenguer.

— Que voulez-vous, me dit-il, les élections n'étaient aucunement préparées, et il aurait été lamentable qu'elles eussent lieu dans les mauvaises conditions où elles se présentaient. La crise qui a précédé la formation du cabinet actuel a sans doute été grave, mais le Roi a agi avec l'habileté d'un chef d'État remarquable, tout en se conformant strictement aux règles suivies par les souverains constitutionnels. L'offre faite aux « constitutionnalistes » de réaliser leur programme a beaucoup détendu les esprits et peu à peu nous prenons les mesures nécessaires à un apaisement complet. D'ici trois à quatre mois, nous espérons avoir pu réaliser l'élection de toutes les assemblées, et alors la vie constitutionnelle normale pourra enfin reprendre en Espagne. Grâce au fait que les élections municipales auront lieu les premières, on peut espérer que les partis d'opposition seront amenés à renoncer à leur attitude abstentionniste. Ils auront, en effet, tout intérêt à ne pas rester à l'écart des administrations locales et, une fois qu'ils auront participé au premier des scrutins, leur abstention dans les suivants perdrat beaucoup de sa valeur.

A une question que je pose alors au comte de Romanones sur l'amnistie, dont il s'était déclaré partisan avant d'être ministre, il me répond qu'il n'a plus maintenant la même liberté de parole. « De toutes façons, me dit-il, la justice militaire doit suivre son cours, et c'est ensuite que le Gouvernement envisagera les mesures de grâce, qui pourront être accordées. » Il semble, en effet, que l'intention gouvernementale soit de montrer alors une grande indulgence, si la situation continue à être calme. Or, même en tenant compte du classique optimisme officiel, on sent que le comte de Romanones a grande confiance dans l'avenir. Au moment où je prends congé de lui, il me dit avec un sourire :

— Alors, je vous reverrai à l'occasion de la prochaine crise ?

— Mais non, M. le ministre, à l'ouverture des Cortès.

— Vous aurez raison de venir, me répond-il, et préparez-vous à le faire bientôt.

TÉMOIGNAGES DE LOYALISME

23 février. — La tranquillité la plus complète continue à régner; d'ailleurs, le général Berenguer a prudemment rétabli la censure, l'avant-veille de son départ de la présidence du Conseil. Cette mesure a évité, à ses successeurs, le désagrément d'inaugurer leur gouvernement par une décision impopulaire, tout en leur épargnant les critiques acerbes par lesquelles les aurait accueillis l'opposition. En outre, les Universités ont été fermées pour un mois à la suite des derniers incidents qui s'y produisirent. Or, ce sont généralement les étudiants qui commencent ici l'agitation. Il serait même curieux d'établir une statistique du nombre de jours où ils ont été en grève ou en congé, depuis un an, et de faire ensuite le compte de leurs jours de travail effectif : la comparaison serait certainement curieuse. Quoi qu'il en soit, c'est seulement quand les cours auront repris, quand la presse aura recouvré sa liberté, quand le Gouvernement aura résolu le problème des salaires des cheminots qu'on se rendra compte si la tranquillité est profonde ou superficielle.

Dès maintenant, on peut constater que la vie de Madrid n'a jamais été plus animée : les salles de spectacle sont toutes combles et on ne sent ni gêne matérielle, ni sentiments de discordre sociale. Au lendemain de la violente campagne menée contre le Gouvernement et la Cour, il est certain que des signes de réaction se font sentir. Les tentatives insurrectionnelles du mois de décembre dernier ont, en effet, quelque peu effrayé les milieux bourgeois. Les instructions, données à Jaca par le malheureux capitaine Galan, de fusiller sans jugement tous les fonctionnaires et militaires qui ne se prononceraient pas immédiatement pour la République, ont ouvert des aperçus peu agréables sur ce que pourrait être celle-ci. A côté des quatre ou cinq véritables assassinats commis conformément à ses ordres, on a vu éclater au même moment, dans

d'autres régions, de véritables scènes de pillage. Aux environs de Bilbao, notamment, un couvent de jésuites a été complètement mis à sac. Mais on s'est rendu compte, à l'occasion de ces événements, que la troupe ne suivait que mollement ceux de ses officiers qui se prononçaient pour la République, quand elle ne s'y refusait pas complètement. Lors du soulèvement de l'aérodrome des Quatre-Vents, un officier d'aviation, mettant revolver au poing, arrêta un maréchal des logis des hussards de Pavie qui passait, et lui dit de crier : « Vive la République ! — Vive le Roi » répondit le sous-officier, qui fut menacé d'être fusillé et mis en prison par les insurgés. Le Roi s'est récemment rendu au quartier occupé par son régiment pour décorer ce fidèle soldat.

La récente insurrection n'a pas eu seulement le résultat de fournir des témoignages de loyalisme ; elle seule était peut-être capable de provoquer l'union des forces politiques monarchistes, qui vient de se réaliser. Toute l'année dernière, en effet, les partis s'étaient montrés complètement incapables d'un effort d'ensemble et s'étaient épuisés dans de stériles rivalités de personnes. Actuellement, au contraire, tout le monde insiste sur l'entente qui a été réalisée dans le nouveau ministère. Aujourd'hui, le marquis de Hoyos, ministre de l'Intérieur, nous dit que pour la déclaration ministérielle, comme pour les affaires en cours, on est arrivé sans aucune peine à une approbation unanime.

— Avant tout, ajoute-t-il, nous voulons d'ailleurs faire des élections sincères et dont personne ne puisse contester les résultats. Quant aux questions politiques, telles que la réforme constitutionnelle, qui pourraient provoquer des différends, elles ne présentent heureusement aucune urgence ; nous aurons tout le temps de nous mettre d'accord.

Encore jeune, ayant grande allure, le marquis de Hoyos est un ancien officier d'artillerie et n'appartient à aucun parti politique, ce qui est peut-être cause de l'attribution qui lui a été faite du portefeuille de l'Intérieur. Il est depuis un an alcade de Madrid, où tout le monde s'accorde à louer ses talents d'administrateur. C'est, en outre, lui qui réalisa la première visite officielle de la municipalité madrilène au Conseil municipal de Paris et qui reçut récemment le comte de Castellane à Madrid. Très aimablement, il nous exprime sa satisfaction

d'avo
sant

cepti
une
teur
adop
leme
tenir
men
asse
qui
auj
d'È
déc

lisn
mè
plus
l'ad
me
les
ca
blè
ph
ch
po
ta
ba
ré
ce
co
bi
Se
p
m

d'avoir ainsi pu contribuer à resserrer les liens d'amitié unissant les deux capitales.

L'UNIVERSEL ENRICHISSEMENT

24 février. — Les journaux annoncent une nouvelle susceptible d'aider grandement le Gouvernement dans sa tâche : une scission a eu lieu dans le parti socialiste. Le comité directeur ayant décidé de poursuivre la politique d'opposition adoptée contre le gouvernement Berenguer, de participer seulement aux élections municipales et provinciales, et de s'abstenir aux élections législatives, M. Besteiro et d'autres membres influents du parti ont donné leur démission. Il est assez curieux de constater que ce sont les modérés de jadis, qui ont collaboré avec la dictature, dont l'extrémisme est aujourd'hui le plus « pur », tel M. Largo Caballero, conseiller d'Etat sous Primo de Rivera et arrêté comme conspirateur en décembre dernier.

La question de savoir quelle est la puissance réelle du socialisme sur la masse est assez discutée. Certes, les ouvriers et même les paysans espagnols appartiennent maintenant pour la plupart à des groupements corporatifs, ce qui, en fait, favorise l'action socialiste. Néanmoins, les syndicats libres ont également un grand nombre d'adhérents dans les grandes villes et les syndicats catholiques occupent la première place dans les campagnes. Un jeune Espagnol, qui se consacre aux problèmes sociaux, me dit qu'il est un fait qui a entravé depuis plusieurs années la propagande révolutionnaire, c'est l'enrichissement général. Il y a eu, depuis la dictature, du travail pour tout le monde et les salaires se sont beaucoup élevés. Le taux de 10 ou de 15 pesetas par jour est très courant; or, la baisse récente de la monnaie n'ayant pas encore fait sentir sa répercussion sur le prix de la vie, l'ouvrier vit mieux avec cette somme qu'il ne vivrait en France avec le même salaire converti en francs. De son côté, le cultivateur a généralement bien vendu ses produits depuis la guerre jusqu'à l'an dernier. Sans doute est-il atteint actuellement, en Andalousie du moins, par une crise très dure, mais celle-ci est en partie due à la mauvaise récolte de l'an dernier, à la sécheresse persistante et on espère que la situation va s'améliorer au printemps.

— En dépit de cette crise passagère, ajoute mon interlocuteur, vous avez une preuve irréfutable de l'amélioration des conditions générales de la vie: c'est que l'émigration s'est progressivement abaissée et qu'en 1930, pour la première fois depuis des années, elle a été compensée par l'immigration. A l'étranger, ajoute-t-il, on en est trop souvent resté à la misère qui éprouvait jadis nos paysans. Leur situation a fort heureusement changé et il en est de même de l'hygiène des classes populaires. En voulez-vous une autre preuve? Les journaux de ce matin nous la fournissent en reproduisant le taux de la mortalité qui n'a cessé de s'abaisser depuis plusieurs années et est tombé en 1930 à 17,33 pour 1000, chiffre le plus bas qui ait été enregistré dans la péninsule. De même, je me suis étonné de lire dans la presse étrangère, à l'occasion de la crise, que la proportion des illettrés était de 65 pour 100. Ce chiffre remonte à vingt ans: aujourd'hui leur nombre n'est plus que de 45 pour 100. C'est trop, j'en conviens, mais l'amélioration obtenue dénote un effort et un progrès qu'on a tort de négliger.

CE QUE NOUS A DIT M. DE LA CIERVA

25 février. — Le problème des travaux publics et des transports est l'un des plus importants qui se posent à l'heure actuelle. Aussi ai-je demandé à M. de La Cierva, le nouveau ministre du Fomento, de bien vouloir me dire quelle politique comptait suivre le Gouvernement à cet égard. Déjà âgé, M. de La Cierva est une des personnalités les plus marquantes de la politique espagnole; ministre dans le cabinet Maura, au temps de l'affaire Ferrer, il a déployé, au cours de sa carrière, une énergie et une puissance d'organisation qui le qualifiaient pour un portefeuille où de nombreuses difficultés sont à résoudre.

La première et la plus urgente est celle de l'augmentation des salaires des cheminots, alors que la situation des Compagnies est peu brillante et qu'une augmentation des tarifs serait impopulaire. Le ministre m'apprend qu'une solution a enfin été trouvée par l'élévation du salaire de base et une légère surtaxe sur l'assurance que les voyageurs contractent ici automatiquement contre les accidents. C'était le problème le

plus urgent ; il en reste d'autres : celui de la convention passée avec les réseaux et surtout celui de l'achèvement du plan de travaux publics adopté par la dictature. On sait que celle-ci a doté l'Espagne d'un magnifique réseau routier, développé les canaux d'irrigation et amélioré les voies ferrées. Mais l'exécution du plan entrepris en 1926 devait se poursuivre jusqu'en 1936, si bien qu'à la chute du gouvernement de Primo de Rivera, de nombreux travaux étaient loin d'être terminés. Par raison d'économie, on les a beaucoup ralenti depuis et on a pris, en ce sens, des mesures fort discutables, comme celle de construire à voie unique la ligne directe Madrid-Burgos qui sera la plus courte pour aller de la capitale à la frontière ! La révision de telles mesures et l'achèvement d'un plan indispensable à l'équipement national s'imposent. M. de La Cierva me dit, qu'étant ministre depuis quelques jours à peine, il n'a pas encore pu examiner le problème à fond, mais qu'il ne peut être question de délaisser le perfectionnement de l'outillage du pays.

— Ce serait d'autant plus regrettable, nous dit-il, que l'Espagne dispose de capitaux importants et a une dette publique très faible. Il s'agit seulement de décider en combien de temps on exécutera les travaux et comment ils seront financés.

VISITÉ AUX PRISONNIERS

16 février. — Mon enquête aurait été bien incomplète, si je n'avais pu m'entretenir avec les leaders républicains, actuellement détenus en prison. Très aimablement l'autorisation m'a été accordée de m'entretenir à cinq heures avec MM. Alcala Zamora et Fernando de Los Rios. On me fait entrer dans un parloir confortable où est installée une grande table et les deux illustres détenus viennent presque aussitôt. Pendant près d'une demi-heure, je puis causer seul avec eux et ne m'interromps que pour ne pas faire attendre trop longtemps des journalistes anglais qui devaient me succéder. Décidément, la prison politique en Espagne n'a rien d'une geôle. Mes deux interlocuteurs affirment leur intention de poursuivre la lutte.

— Beaucoup des gouvernements actuels, me dit M. Alcala Zamora, agiraient en se conformant aux règles parlementaires, s'ils obéissaient à leurs tendances personnelles. Mais dans le

ministère actuel, ils ne sont que les instruments du Roi, ce qui est une menace pour la sincérité des élections. D'ailleurs, celles-ci n'auront très probablement pas lieu.

Je demande alors à MM. Alcala Zamora et Fernando de Los Rios s'ils ne regrettent pas d'avoir repoussé les propositions de M. Sanchez Guerra, avec lequel ils n'auraient pu suspecter la sincérité du scrutin, puisqu'ils y auraient procédé eux-mêmes.

— Non, me répondent-ils tous deux, nous ne regrettions rien, parce que nous avons tout intérêt à rester dans l'opposition. Dans le gouvernement, nous nous compromettrions, et n'aurions, en fait, aucune liberté d'action, car nous dépendrions du Roi. Notre position est la méfiance vis-à-vis de la royauté, et elle est fondée sur l'histoire de ces dernières années. On ne pourra arriver à un régime de légalité qu'une fois le souverain parti et, malheureusement, comme il ne consent pas à abdiquer volontairement, cela nous obligera à recourir à la violence.

M. Alcala Zamora, qui, socialement, est cependant un grand bourgeois et un modéré, ne craint pas que celle-ci, en cas de succès, entraîne le bolchévisme. La nécessité, pour faire la révolution, de s'allier aux extrémistes, suffirait à prouver le contraire; mais MM. Alcala Zamora et F. de Los Rios comptent sur l'accord, concernant les réformes sociales et agraires, qu'ils ont réalisé, pour freiner le mouvement à temps. Les derniers événements n'ont guère établi, comme nous l'avons vu, cette modération.

LA DATE DES ÉLECTIONS

27 février. — Depuis quelques jours, une farce téléphonique préoccupe toute une partie de l'opinion espagnole. Dans la nuit, à trois heures du matin, M. Alcala Zamora était appelé au téléphone... de la part de la Présidence du Conseil. L'un des gardiens de la prison venait le réveiller et, bien entendu, quand il arrivait à l'appareil, personne ne répondait... La politique s'est emparée de l'affaire, les républicains ont imaginé qu'un noir complot avait été tramé pour assassiner M. Alcala Zamora, en prétendant qu'il avait voulu fuir dans la nuit. L'académie de jurisprudence elle-même s'en est mêlée, a protesté avec gravité contre de telles mœurs et demandé que toute la lumière fût faite... La lumière a été faite. Des plaisantins avaient téléphoné

d'un café. Ce n'est qu'un éclat de rire dans toute l'Espagne!...

Le Gouvernement a fixé les élections municipales au 12 avril, au lieu du 27 mars, comme il avait d'abord été prévu. Le retard n'est pas grand, mais on craint de retomber dans cette attente énervante et prolongée qu'on a connue sous le ministère antérieur. Peu à peu, cependant, les positions de chacun s'affirment. Les républicains, comme les socialistes, s'abstiendront aux élections législatives, mais non aux autres scrutins.

Quant au fameux bloc constitutionnaliste, il semble vouloir renoncer à cette tactique. M. Melquiadez Alvarez, qui en fut l'inspirateur, et en est le membre le plus éminent, me déclare qu'il serait bien imprudent de renouveler ce procédé dont le succès risquerait de ne pas se répéter.

— Mais, ajoute-t-il, notre attitude dépendra des circonstances; les élections sont encore si lointaines; je ne les vois pas avant l'automne et, d'ici là, il est fort possible que des dissensiments intérieurs ou toutes autres causes aient détruit la combinaison actuelle. De toutes façons, le bloc constitutionnel garde ses idées, la Constituante doit être réunie et avoir un pouvoir supérieur à celui du Roi. Jamais, cependant, nous n'avons demandé l'éloignement du souverain; cette réclamation était formulée par les républicains et, d'ailleurs, je tiens à témoigner de la grande loyauté qu'a eue Alphonse XIII pendant la dernière crise.

1^{er} mars. — Aujourd'hui paraît le décret de nomination des nouveaux gouverneurs de provinces. On est tellement habitué à ce qu'ils aient une influence décisive dans les élections que chaque ministre a voulu, paraît-il, se réservé la désignation d'un certain nombre d'entre eux. L'accord a d'ailleurs été plus facile qu'on n'aurait pu le croire, mais y a-t-il quelque chose de changé en Espagne? Il semble que oui, en dépit de certaines habitudes persistantes de l'ancien régime. L'existence même d'un cabinet de coalition est ici un fait entièrement nouveau. La formation d'un parti du Centre, annoncée voilà quelques jours par M. Cambo, pourrait également modifier tout le vieux jeu de la politique espagnole.

ANDRÉ NICOLAS.

NOTES ET IMPRESSIONS

DEVANT MM. LES JURÉS

Il y eut plus de trois mille demandes pour ce spectacle. Dès le seuil, l'argent jouait son rôle corrupteur. Le Palais de justice de Versailles avait, lui aussi, ses marchands de billets, et l'on vit une dame aux élégances tapageuses payer mille francs sa place au poulailler, je veux dire à la tribune.

Dans la salle surpeuplée, où l'air devient bientôt irrespirable, le public des générales, la critique, la presse, quelques femmes du monde, beaucoup du demi.

Ainsi qu'au pesage d'Auteuil, on arbore ici les premières toilettes de la jeune saison, toilettes éclatantes aux couleurs de la Riviera. Toute la gamme des rouges, capucine, œillet d'Espagne, raisin noir, module sur les lèvres frémissantes, tandis que, sous la poudre hortensia ou cyclamen, sans cesse renouvelée, transparaissent des teints de pêche ou d'abricot, de *geisha* ou de *squaw*. Quant aux parfums, ils sont tous là, les plus subtils, les plus lourds, les plus troublants, et mêlés aux effluves féminins, composent, dans cette atmosphère surchauffée, une de ces symphonies d'odeurs qui exaltaient le poète des *Fleurs du mal*. Mais, tout à l'heure, on les oubliera. Il n'y aura plus dans cette salle qu'un parfum impérieux, impudique, d'une extrême violence qui, descendant du box de l'accusée, des bancs de la défense, enveloppera insolemment témoins et jurés, et jusqu'à ces Messieurs de la Cour, évoquant tout ensemble le Chypre, l'Ylang-Ylang et la peau d'Espagne, — l'odeur fauve de la grande vedette, lady Owen.

Edmée Nodot, cette petite Havraise qui, devenue multimillionnaire, après la mort de son vieil époux complaisant, sir

Charles
de l'un

Dernier
accès à
autre jo
encore
de tulle

Face
braqué
par tro
thorax
les pho
gène le

— 1
corps e

Et,
tout à
prête
rable,
sante,
tent a

Qu
Le pu
toire,
sont p
sang
a crib
reuse
existe

U
la mu
plutô
graph

Face
sur l
peau
Sein
préco

Charles-Théodore Owen, tenta d'assassiner l'an dernier l'épouse de l'un de ses amants, le docteur Gastaud, lady Owen, la voici.

Derrrière le banc de la défense, la porte secrète, donnant accès à l'escalier en coquille, la porte par où nous vimes, un autre jour, surgir Landru, vient de livrer passage à une femme encore jeune, vêtue de noir, étrangement blonde sous le voile de tulle à gros pois qui tombe de son chapeau à la Lawrence.

Face aux fenêtres, trente appareils photographiques sont braqués, et la fusillade commence, le scandale aussi. Encadrée par trois honnêtes pandores qui, de leur côté, bombent le thorax et reclinent la position, lady Owen fait preuve envers les photographes d'une inaltérable complaisance; son voile gêne les opérateurs; elle le relève...

— Lady Owen! lady Owen! lui crie-t-on de toutes parts: le corps de trois quarts, mais la tête de profil.

Et, entre deux sourires distribués à des admirateurs, surtout à des admiratrices éparques dans l'auditoire, lady Owen se prête à tout ce qu'on lui demande, cherche l'éclairage favorable, modèle dans le jour frisant son visage de girl mûrisante, avive d'une pointe provocante ses yeux noirs qui contrastent avec le blond filasse des cheveux ondulés.

Quand donc cette indécente exhibition prendra-t-elle fin? Le public s'en réjouit; mais la presse, entassée dans le prétoire, maugrée. Un André Salmon, un Georges Claretie ne sont pas gens à oublier que la star de ce film sanglant (« Du sang pour sang », dit un chroniqueur cruellement facétieux) a criblé de quatre balles une épouse trahie et que cette malheureuse, sauvée par miracle, trainera sans doute désormais une existence d'infirme...

Un dernier déclic et lady Owen est happée de nouveau par la muraille! Allons! ce n'était là qu'un lever de rideau, ou plutôt cette suite de poses qu'au théâtre on accorde aux photographes lors de la répétition des « couturières ».

Une sonnerie tinte comme dans les pièces à grand orchestre. Face à l'accusée qui, cette fois, fait sa véritable entrée et qui, sur le conseil de M^e Torrès, son défenseur, a quitté son chapeau et son voile de veuve du Malabar, les douze jurés de Seine-et-Oise sont là, dans la blonde lumière d'un printemps précoce.

— Messieurs, la Cour.

Adossés au mur nu, le président Barnaud et ses assesseurs, l'homme en rouge et les hommes en noir, présentent des contrastes qui raviraient notre Forain. A droite du conseiller à la Cour, une mince silhouette étirée à la Greco et à la Cervantès; à gauche, une physionomie juvénile, épanouie dans un sourire glabre, très voisine de celle du jeune Thiers, croqué par Daumier. Quant au président Barnaud, preste, alerte, courtois, il gasconne avec humanité et conduit les débats avec art.

Homme du monde, le procureur de la République, Debuc, autre Méridional, mais le Méridional froid, celui-là, sec et renfermé. Ce magistrat va occuper avec autorité le siège du ministère public et, après tant d'épisodes d'opéra-bouffe ou de mélo, tant de querelles héroï-comiques entre la partie civile et la défense, tant de déclamations verbeuses, fera entendre le langage du bon sens, de la raison et de l'honneur.

Plus près des spectateurs, les forts ténors, ou plutôt le fameux baryton M^e Henry Torrès, défenseur de lady Owen, et le non moins illustre « trial » M^e César Campinchi, que seconde M^e Guyonnet, — M^e Campinchi, avocat de la partie civile, tout comme M^e Beineix, dont le lieutenant a nom M^e Bec.

A l'interrogatoire, clair, limpide, vivement mené, lady Owen répond d'une voix de sirène. A ses mains nerveuses, aux doigts en spatule, brille un modeste anneau d'or, l'alliance du « chevalier » Owen, comme le président appelle le riche négociant en thés de Ceylan qui, avant de devenir *baronnet*, fit la connaissance d'une jeune lectrice française, Edmée Nodot, de trente-sept ans plus jeune que lui, s'en éprit et l'épousa.

D'une telle bonne fortune, d'une telle fortune, la petite Normande, fille d'un employé à la mairie du Havre et d'une directrice d'école maternelle, va-t-elle se contenter? Que non pas. Ce qu'il lui faut, c'est le théâtre, c'est l'aventure.

Barbey d'Aurevilly a fait un jour, avec son énergie coutumière, le procès de l'histrionisme. Bon prophète, l'auteur des *Daboliques* annonçait l'avènement, au xx^e siècle, du règne des comédiens et des comédiennes. Hélas! ne sommes-nous pas tombés jusqu'à l'étoile de music-hall?

De la faiblesse du vieil époux, complaisant, — dit le président, tolérant, dit l'accusée, — Edmée obtint de paraître sur la scène d'un music-hall, celui d'Oxford, puis au théâtre du duc d'York... Entre temps, la petite Havraise, devenue lady, est

présentée à la cour d'Angleterre... Qu'importe ! En dépit d'un *coroner*, dûment autorisé par sir Théodore Owen (« un saint, mon mari, » déclare lady Owen, qui a des raisons de s'y connaître en sainteté), le séjour de Londres est languissant... On préfère Paris... Pourquoi ? Interrogée, l'accusée répond :

— Malgré mon mariage britannique, je suis Française de cœur, j'aime beaucoup mon pays (Une veine pour la France ! murmure un journaliste irrévérencieux).

A Paris, enfin l'aventure ; mais l'aventure la plus banale. Au dancing, on rencontre l'inévitable Argentin, dont le débonnaire sir Théodore Owen autorise bien entendu les assiduités.

Les années passent. Veuve, ayant des revenus de deux millions, Edmée Owen craint de vieillir. Sa taille s'empâte, on lui indique un institut de physiothérapie, tenu par un médecin des hôpitaux, le docteur Gastaud... Et voilà comment ce procès de l'histrionisme apparaît bien aussi comme celui des instituts de beauté.

C'est à coup sûr celui du directeur d'un institut de beauté, celui du docteur Gastaud, qui, devenu bientôt l'amant de sa cliente, lui donne, deux fois le jour, des bains de paraffine à cent cinquante francs, reçoit d'elle un appareil de T. S. F. de quatorze mille francs, une perle de quarante mille francs, et jusqu'à un prêt de cent mille francs.

Mais les faits de la cause sont connus : inutile de les rappeler. Écoutons les avocats.

M^e Campinchi prend la parole. Corse à cheveux plats, nez et menton césariens (le défenseur de la partie civile ne s'appelle-t-il pas César?), noires prunelles embusquées derrière le lorgnon, M^e Campinchi est tout nerfs. Il y a en lui, — la race le commande, — du manieur de stylet, du condottiere... Sa langue est d'une rare élégance. C'est celle d'un lettré de goûts classiques. Quelle vigueur incisive dans son portrait de la funeste héroïne ! « Cabotine ! La première fois que je vous ai vue chez le juge d'instruction, vous portiez un manteau de vison, une toilette de soie rose, un chapeau à la Gainsborough ; aujourd'hui, le rose s'est évanoui. Le noir fait mieux à la Cour d'assises... Vous aviez, a-t-on dit, le respect de votre foyer, oui, mais pas celui de votre vie... Riche, vous avez dépensé l'argent sans compter, et l'on a fait défiler devant

nous tous les domestiques, tous les masseurs, que vous teniez par de larges pourboires. On vous a peinte comme une femme d'œuvres. On vous voyait déjà au banc d'œuvre; et pourtant, il n'y avait en votre cœur que perversité. » Et ce mot, si vrai: « Je cherche l'amour partout dans tout cela, et je ne vois que des échanges d'épiderme. » Puis, pour caractériser la malheureuse victime, entrevue un instant à la barre: « M^{me} Gastaud, une âme qui a l'air d'avoir rencontré un corps! »

Lividé, haineuse, le fard tombé, la comédienne tente de faire front, et puis soudain retombe sur son banc, la tête dans ses mains... Ah! ce ne sont plus les sourires et le manège séducteur du premier jour!

Que le ministère public brille aux Assises, c'est chose devenue rare depuis Chaix d'Est-Ange. Grâce à M. Debuc, il a brillé à Versailles. Il a bien semblé que le réquisitoire précis, mesuré, clairement concu, nettement prononcé, emportait la décision. Ce magistrat qui garde une très légère pointe d'accent agenais a su parler en provincial à des provinciaux. C'est en fils délégué de notre vieille province, si raisonnable, si prudente, si sage, que cet homme fin et mince, timide jusqu'à l'heure du réquisitoire, a fait le procès du crime passionnel: « On ne badine plus avec l'amour, mais avec la mort. » Et puis ce suprême argument... « D'autres sont venus s'asseoir sur ce banc, qui avaient l'excuse de l'indigence, de la misère... Lady Owen, elle, était riche à millions; elle a connu les molles douceurs d'une existence luxueuse. Vous avez vu le défilé de ce que j'appellerai les témoins du pourboire? Vous ne vous laisserez pas impressionner. Vos verdicts doivent être des verdicts d'égalité. »

M^{me} Torrès enfin. Lassé, ruisselant, la voix toujours puissante, mais rauque: « Fille de braves gens de chez nous », lady Owen devient une façon de petit manteau bleu... « Mauvaise tête et bon cœur... » c'est le leit-motiv. Le défenseur de lady Owen en veut à M. Debuc d'avoir donné dans la démagogie... et, tout de suite, il y verse en plein: « Le docteur Gastaud... Parlons-en. Qu'un docteur soit tombé si bas!.. Comparez-le aux enfants formé par la primaire, qui viennent s'asseoir sur ces bancs... »

Quelles belles légendes eût fournies, sans y penser, à Daumier M^{me} Torrès: « Le miracle de la Providence étend ses

bienfaits sur celle qui a été sauvée comme sur celle qui a attenté à ses jours. » Et enfin, cette énormité, qui paraît toute simple quand on regarde M^e Torrès, ses gros crayons, son gros stylo et ses ficelles qui sont des câbles : « M^{me} Gastaud a pardonné au docteur Gastaud. Mais comment, je vous le demande, n'a-t-elle point pardonné à lady Owen ? » Là, de toute évidence, M^e Torres exigea et deux jurés qui résistent mal à ce flot d'éloquence se frottent les yeux, stupéfaits.

Mais découper ainsi telle ou telle phrase dans une plaidoirie, n'est-ce pas, tout ensemble, manquer à la charité et à la vérité ? Évidemment. Si l'éloquence de M^e Torrès n'a eu qu'une faible action sur le jury de Seine-et-Oise (celui-ci l'a prouvé), elle souleva au contraire d'admiration un auditoire très parisien, c'est-à-dire cosmopolite, en grande partie acquis à la meurtrière. N'eût été la promesse de faire évacuer la salle à la première manifestation, beaucoup de spectatrices eussent battu des mains. M^e Torres, d'ailleurs, le méritait. Quel beau creux de basse, quel torrent, quel tourbillon ! Implorant, les mains au ciel, MM. les jurés, braqué comme un second pistolet sur la partie civile, caressant et déférant dès qu'il s'adressait au président, ruisselant de sueur, aspergeant la presse de sa salive éloquente, noir, hirsute, le front velu et tassé, les gros sourcils en accent circonflexe, les yeux charbonneux, les joues bonasses et bleutées, il évoque alors, plus encore que l'image du taureau sous la muleta, le sanglier fonçant sur les chiens à l'heure de l'halali.

M^e Torrès demande l'absolution ; mais c'est le procureur de la République qu'on écoute. La tentative de meurtre retenue, cinq ans de réclusion sont assénés sur la tête de lady Owen qui, songeant de nouveau à ses effets de théâtre, sourit avec la grâce un peu dédigneuse d'une incomprise.

Histrionisme, avons-nous dit. On ne comprendrait rien d'une telle affaire si l'on n'y voyait aussi un drame de l'argent. Une fois de plus, ici, l'argent, dont un Shakespeare, dont un Balzac, dont un Tolstoï ont dénoncé le rôle corrupteur, ruine et dégrade. L'argent... Si elle n'était pas devenue lady Owen, riche de deux millions de rente, Edmée Nodot, fille de braves gens du Havre, aurait pu être une bonne ménagère normande, calmée par de nombreuses maternités...

L'argent... Sans les tentations qu'il entraîne, un médecin

des hôpitaux, actif, laborieux, héroïque à ses heures, n'aurait pas songé à organiser un Institut de beauté, où il devait trouver le déshonneur. L'argent... C'est lui qui a jeté à terre, criblée de balles, cette innocente victime, M^{me} Gasland; c'est lui qui a provoqué ce petit scandale: le défilé de certains témoins de moralité... C'est grâce à lui qu'on a pu corrompre des gardiennes de prison et voler au greffe (le procureur de la République l'a déclaré) telle pièce à conviction, le mouchoir où Edmée Nodot dissimulait son pistolet... La grosse fortune, il faut plusieurs paliers, plusieurs stades pour la conquérir, pour la posséder sans griserie... Sinon, l'on risque fort de finir comme lady Owen, — ou comme d'autres.

AU PAYS DES BASQUES

Une grande bouffée d'air pur. Ce n'est pas un film, c'est la vie même, la vie dans ce qu'elle a de plus simple, de plus noble, de plus rustique.

Sa terre natale avait déjà inspiré à M. Gaëtan Bernoville une très belle œuvre d'une farouche poésie, *la Croix de sang*, d'où émerge la grande figure guerrière du curé carliste Santa Cruz. Hier, il publiait un livre à la gloire du *Pays des Basques*, et demain, ce sera cette admirable suite d'images, qu'il nous a été donné de voir dans un studio des Buttes-Chaumont.

Oui, un pays, « une chose vivante dessinée par le contour des collines et de douces habitudes de vie ». Elles sont là, frémissantes et sonores, les sept provinces, dont quatre d'Espagne, Guipuzcoa, Biscaye, Navarre, Alava et trois de France, Labourd, Basse-Navarre et Soule. Elles sont là groupées, agenouillées, au pied du chêne de Guernica, symbole des franchises locales, du vieil esprit d'indépendance de la petite patrie, et en leur nom, au pied de l'arbre « planté par Dieu », quarvingts hommes du pays basque chantent en chœur l'hymne national, le *Guernikako Arbola*...

Images, images... Sur un fond de collines desséchées, l'homme de cette terre sacrée; conduisant ses bœufs, dont les cornes ont la forme de la lyre antique, le jeune paysan, si souple, si fin, si noble d'allure! Quand il gravit la pente, l'aguillon à cheval sur les épaules, la tête haute, la face rasée sous le béret, vous diriez un proconsul romain.

Printemps sur la montagne : l'aigle, les bergers, les troupeaux en transhumance; les moutons aux laines abondantes; tintement des clochettes et ces longs *Irrintz nas*, glapissements étranges, miaulements longuement modulés, que termine, sur dehutes notes, une sorte de rire sauvage. Ainsi, tout le long des Pyrénées, sous d'autres noms que l'*Irrintzina*, selon que la race est gasconne, languedocienne ou catalane, on s'appelle d'homme à homme, dans la montagne, jusqu'à ce que la distance efface le bruit.

Banquets au soleil, où l'on chante à pleine voix. Au dessert, on presse de demandes les improvisateurs qui, tout à l'heure, sont arrivés à cheval du fond de la montagne... Suivant l'usage immémorial, des bardes bien connus dans les trois provinces du versant français vont ainsi de fête en fête, toujours deux par deux, improvisant sur le même thème des couplets contradictoires, avec la même familière courtoisie.

Les métiers. Au petit jour, parmi le chant des coqs, le sandalier tresse sa semelle de cordes, tandis que le vieil Aincart fabrique ses cannes, ses *maquilas*.

Flûte et tambour. Le pays basque de l'autre côté des monts, celui que d'Hernani à Oyarzun, illustra le génie d'un Victor Hugo. Aux accords de l'allègre musique, les villages défilent : Fontarabie, Guernica, Orio, Ondarroa, son port si animé, son pont en dos d'âne où passe, jetant son cri, la jolie marchande de sardines; danses basques, fandangos des jeunes hommes, des fillettes et des garçonnets...

De nouveau, nous voici maintenant dans la province française. Procession à Ascain, dans le village où Loti écrivit *Ramuntcho*, procession du *Corpus*, de cette Fête-Dieu aux reposoirs embaumés, aux Enfants de Marie voilées de blanc. Comme le dit l'auteur de la *Croix de sang*, « la paroisse est la véritable cellule sociale du pays basque ».

L'été, le travail presse. La moisson qui, dans le *Village du péché*, étreignit déjà tous les cœurs. Le blé s'abat sous la faux, dont on entend le crissement de la lame sur les tiges; et là-bas, à l'ombre de la ferme, les piaulements de la volaille.

Au foyer, la vieille qui tricote, et, près de la haute cheminée, la jeune mère balançant le berceau. Et une berceuse douce et mélancolique rythme le sommeil de l'enfant.

La contrebande et ses risques. Le Basque est né contreban-

dier. Que de belles glissades sournoises sous les fougères, pour échapper aux douaniers!

La mort du vieux Basque ; sa veuve et son fils se rendant devant le rucher, et l'homme, en une formule transmise d'âge en âge, annonçant aux abeilles, protectrices du foyer, que le maître de maison a fait son chemin, qu'il vient de mourir,

Parties de pelote aux frontons d'Ascaïn ou de Sare. Curieuse pastorale de Napoléon I^{er} à Mauléon ; et puis le départ du cadet pour les Amériques, l'adieu sobre à la fiancée, le chant des émigrants ; et enfin le retour, la fiancée retrouvée qui sera la bonne madone du foyer... Et pour finir, la vision du début : le paysan et son couple de bœufs gravissant la pente sur un noble fond de collines desséchées.

Une telle « chose vue » dépasse de beaucoup le cadre, d'ordinaire si médiocre, de l'écran. Plus de piteuse affabulation, plus de *stars*, plus de figurants : de la nature, des paysans, des chants millénaires, recueillis sur la bouche de la race... Le film sonore n'est plus alors un but, mais un moyen, un moyen inespéré d'exprimer la poésie de la nature, le caractère singulier et si touchant de nos petites patries.

CONCHITA SUPERVIA

Elle a chanté en basque un vieux refrain populaire d'une beauté profonde, et puis en espagnol tant d'autres couplets allegres ou nostalgiques.

Son charme rare, fait de bonne grâce et de distinction souriante, lui a conquis ce qu'il y a de plus difficile à conquérir dans Paris : les gens du monde et les artistes.

Elle est jolie et elle est belle. On songe à Corrège devant cette peau nacrée, argentée, ces prunelles humides et bougeuses, cette bouche à l'arc bien dessiné, ces fossettes...

Pour ses toilettes, Conchita Supervia fut mal inspirée en s'adressant à M. Nestor, et nous avons revu la fameuse robe à godets qui, toute une saison, n'embellit guère Argentina. M. Nestor est à la mode, paraît-il, outre-monts. Il ne l'est guère ici, où l'on préfère, et de beaucoup, les costumes que dessine un Zuloaga pour *l'Amour sorcier* et pour les danses de Teresina.

Pourtant, il y eut une toilette fort agréable, la robe de tulle noir à trois volants sur la tunique chair, avec la coiffe à la

Fontanges, d'un orange exaspéré, les grands rubans feu descendant tout le long des cheveux cuivrés et encadrant le décolleté ; souliers feu ; mouchoir de dentelle noir ; longues boucles d'oreilles et ferrets de diamants, que de raffinements !

Mais tout cela ne ferait jamais qu'une jolie femme, fort spirituelle et fort élégante. Il y a beaucoup mieux. Conchita Supervia est une grande artiste. Son exquise diction ravit, son style enchanter, et surtout cette merveille : Conchita possède deux voix, une de mezzo, une de soprano, dont elle joue comme elle sait jouer de l'éventail, avec un goût subtil...

Chants galants et nobles d'il y a deux siècles, qu'accompagne avec sentiment M. Alexandre Vilalta, et puis la belle floraison sonore des maîtres espagnols d'hier et d'aujourd'hui : Albeniz, Granados, Turina, Mompou, Joaquin Nin, Manuel de Falla. Falla, et ces *Sept chansons populaires*, où résonnent tant d'hérités mauresques, le sublime plain-chant, si désolé, si déchirant, de l'*Asturiana*, qui trouve en Conchita une interprète incomparable : « *Cherchant qui me consolera, je m'approchai d'un pin très vert, pour voir s'il me consolerait. Me voyant pleurer, il pleura. Et comme il était vert, ce pin, me voyant pleurer, il pleura.* »

Mais où Supervia achève d'enlever sa salle, — et quelle salle où se pressait l'élite de Paris ! — c'est quand, prenant soudain l'accent et l'attitude de Triana, elle lance ses chansons populaires andalouses et gitanes, bien souvent entendues dans les cafés-concerts de Grenade et de Séville. La race alors domine l'artiste qui a quitté l'éventail de la manola pour les cillets de Carmen, la domine et la subjugue, si bien qu'à l'heure des suprêmes ovations, ce n'est plus seulement à Conchita Supervia que Paris fait fête, mais à l'ardente et sonore Espagne, seule et véritable porte de l'Orient.

RAYMOND ESCHOLIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Amirauté, en Angleterre, quelle que soit la nuance du Gouvernement, parvient toujours à ses fins et exerce une influence prépondérante sur la politique. Tout bon Anglais s'incline devant ses décisions et se fait honneur de servir ses desseins, car elle est responsable de la sécurité du Royaume et de l'Empire; et elle est forte de sa tradition de glorieuse continuité.

C'est donc un succès d'importance que le ministère travailliste vient de remporter, grâce à sa ténacité et à la bonne volonté de la France et de l'Italie, en faisant aboutir, après un an de négociations, l'entente à cinq pour la limitation des armements navals. Le cabinet MacDonald avait le plus urgent besoin, pour pallier l'échec avéré de sa politique sociale, d'un succès diplomatique dont il put faire état et qui représentait en même temps une économie. Quant à l'Amirauté, elle obtient, si l'on peut ainsi dire, une satisfaction notable parmi des mesures dont l'ensemble ne la satisfait guère. Comment, en effet, se consolerait-elle d'avoir abdiqué, au profit des États-Unis, la royauté des mers et d'avoir renoncé à la règle du *two powers standard*? Mais, avec l'accord du 1^{er} mars, elle reprend, dans la Méditerranée, sa fonction traditionnelle d'arbitrage et d'équilibre, qui assure à la marine britannique la suprématie et le contrôle de la route des Indes par Gibraltar, Malte et le canal de Suez. L'égalité en *capital ships* avec l'Italie, que la France eut l'imprudence d'accepter à la Conference de Washington, fut imaginée par l'Amirauté britannique et escamotée à une délégation française surprise et mal préparée. L'Amirauté poursuit cette politique dans la Méditerranée en insistant pour la réduction du nombre et du rayon d'action des sous-marins français et pour un équilibre entre les deux marines les plus fortes. Remarquons,

d'ailleurs
la guer
britann
confian

Dep
lers n'
part, l
prêté b
pouva
Les vo
lemen
d'ies,
dénou
fréque
la fin
après
Socié
M. An
et M.
au qu
minis
tion
On jo
ba'e
d'acc
minis
la jo

C
il co
poli
pro

I
lém
Gon
bate
Wa
don
l'Em

(
193

d'ailleurs, combien une telle tradition retarde; l'entente cordiale et la guerre ont créé une nouvelle tradition : c'est l'amitié franco-britannique sur laquelle pourrait, à moins de frais et en pleine confiance, s'appuyer la politique navale de l'Angleterre.

Depuis l'échec de la Conférence du printemps 1930, les pourparlers n'avaient pas été interrompus entre Londres et Paris d'une part, Londres et Rome de l'autre. Les Américains avaient même prêté leurs bons offices, car l'accord à trois réalisé à Londres ne pouvait prendre toute sa valeur qu'en devenant un accord à cinq. Les voyages de M. Craigie entre Londres, Paris et Rome avaient utilement préparé l'entente ; le terrain était trouvé, les formules étudiées. Les circonstances politiques intérieures précipitèrent le dénouement. A l'improviste, — du moins pour le public qui ne fréquente pas les coulisses, — on vit arriver à Paris, le 23 février, à la fin de l'après-midi, non plus M. Craigie qui en était parti le 21 après un entretien avec M. Massigli, directeur du service de la Société des nations à notre ministère des Affaires étrangères, mais M. Arthur Henderson, ministre des Affaires étrangères, lui-même, et M. Alexander, premier lord de l'Amirauté. Ils avaient aussitôt, au quai d'Orsay, une conférence avec M. Briand, M. Charles Dumont, ministre de la Marine, lord Tyrrell qui a joué dans toute la négociation un rôle aussi discret qu'efficace, et les experts des deux nations. On jonglait, deux heures durant, avec des chiffres de tonnage et de bateaux ; on recommença le lendemain et on se mit évidemment d'accord puisque, dans la soirée du même jour (24 février), les deux ministres britanniques partaient pour Rome. Ils en revenaient dans la journée du 1^{er} mars : l'accord était fait.

Cet accord, dont les conditions n'ont été publiées que le 12 mars, il convient de l'examiner sous deux aspects, l'un technique, l'autre politique. Quelle est la situation actuelle et comment se posaient les problèmes ?

La Conférence de Londres, on ne l'a pas oublié (1), avait partiellement échoué par suite du différend entre la France et l'Italie. Le Gouvernement de Rome insistait pour obtenir la « parité » pour les bateaux inférieurs à 10000 tonnes, comme elle l'avait obtenue à Washington pour les *capital ships*. La France et l'Italie refusèrent donc de signer l'accord qui resta une entente à trois. Les États-Unis, l'Empire britannique, le Japon purent mesurer les conséquences,

(1) Voyez la *Chronique* des 1^{er} et 15 février, 1^{er} mars, 1^{er} et 15 avril, 1^{er} mai 1930.

déplorables pour toutes les Puissances, de la mésintelligence franco-italienne; ils multipliaient les efforts pour ménager une entente. Le désaccord était surtout verbal: question de prestige: la solution devait donc être surtout un accord de formules. Les deux États, s'abstenant de rouvrir le débat sur la « parité », qui ne peut conduire qu'à une impasse, se communiquent leurs programmes respectifs de constructions neuves, les harmonisent de manière à conserver la proportion qui existe actuellement entre les deux flottes et à éviter une rivalité ruineuse dans les armements navals. Le document signé le 1^{er} mars ne contient que très peu de choses: il est fort ingénierusement conçu et rédigé pour ménager aussi bien les amours-propres que les intérêts et pour n'introduire que des modifications et des simplifications qui puissent comporter un avantage général sans porter préjudice à aucune des parties intéressées.

La France possède, dans l'état actuel, 233 000 tonnes en service de plus que l'Italie, dont 142 000 en bâtiments neufs. Si un accord n'était pas intervenu, l'Italie se trouvait libre d'appliquer toutes ses ressources à la construction de croiseurs légers jusqu'à ce qu'elle eût atteint la parité de fait, tandis que, par suite de l'apparition du croiseur de bataille allemand, — réalisé dans les limites du traité de Versailles, mais dont certains aménagements ont fait un instrument de combat beaucoup plus puissant que les anciens bateaux du même tonnage, — la France se trouve dans la nécessité de construire des unités capables de « surclasser » le « cuirassé de poche » de l'Allemagne. Il fallait donc obtenir de l'Italie qu'elle renonçât, jusqu'à 1936, à construire assez de croiseurs légers pour réduire ou annihiler la marge française, et qu'elle s'engageât à ne pas mettre en chantier un type plus puissant que celui que nous adopterions pour « surclasser » le cuirassé allemand. C'est à obtenir ce résultat que s'employa la diplomatie britannique. Durant la Conférence de Londres, les Anglais avaient laissé se développer le différend franco-italien sans jeter dans la balance le poids de leur influence; ils avaient compris les inconvénients et l'avantage qu'ils trouveraient à un accord. Il fut facile à la France de leur concéder que, jusqu'en 1936, elle s'abstiendrait de construire de nouveaux croiseurs légers, mais qu'elle se bornerait au remplacement, dont elle s'était réservé la faculté, de ses grosses unités vieillies, par des cuirassés neufs, et que, d'autre part, elle consentirait une réduction sur le tonnage global de ses sous-marins. Tel fut l'esprit de la négociation.

Les résultats souhaités par les trois Puissances directement inté-

ressées sont assurés dans les meilleures conditions. Avec l'Italie, la question irritante et vaine de la « parité » n'a pas été réveillée, mais la marge de fait que la France possède est maintenue. En 1936, la France aura 670 000 tonnes dont 85 000 seulement en navires vieillis. L'Italie aura, à la même date, 440 000 tonnes dont 427 000 modernes. La marge en faveur de la France sera de 230 000 tonnes. En *capital ships* et bateaux porte-avions, les plénipotentiaires français à Washington, en concédant la « parité » à l'Italie, avaient réservé une marge de 410 000 tonnes pour remplacement d'unités démodées. Sur cette marge nous allons construire deux navires cuirassés de 23 000 tonnes portant des pièces de 305 millimètres. L'Italie s'engage à ne mettre en chantier aucun bâtiment dépassant ce tonnage et ce calibre qui tendrait à devenir une sorte de « plafond » pour les *capital ships*. L'Angleterre, en effet, sans pouvoir s'engager formellement avant d'avoir obtenu l'adhésion de l'Amérique et du Japon, se déclare favorable à cette limitation du tonnage et du calibre. En échange de ces constructions neuves, nous ne détruirons pas nos cuirassés actuellement en service, dont la valeur militaire est encore très sérieuse, et dont l'un, la *France*, s'est perdu et n'a pas été remplacé ; mais nous déclasserons les anciens croiseurs du type *Diderot*. En croiseurs légers, nous obtenons un supplément de 3 000 tonnes. En 1935, nous aurons 197 000 tonnes de bâtiments neufs de cette catégorie et l'Italie 143 000, plus 42 000 tonnes contre 8 000 d'unités vieillies, mais aptes à la protection des colonies lointaines. En sous-marins, nous acceptons une réduction de 1 200 tonnes sur 83 000 ; nous gardons 30 000 tonnes de plus que les Anglais. L'Italie en aura 52 000 tonnes.

Telle est l'économie générale de l'accord du 1^{er} mars. Il n'innove pas ; il se contente d'aménager, au mieux des intérêts de tous et en vue d'éviter une déplorable reprise de la course aux armements, un *status quo* amélioré. Le différend franco-italien est ramené sur le terrain technique où il est sans danger. Un pas important est fait vers une entente européenne et vers une limitation générale des armements sur mer.

Au point de vue politique, l'accord naval se solde par un bénéfice net pour tous les signataires : « Vous apprendrez demain, disait M. Briand à la Chambre le 2 mars, qu'aucun des trois pays n'a fait pour cela de sacrifice essentiel, qu'aucun d'entre eux n'aura donc à garder la moindre amertume de cet accord. » Le Cabinet britannique réalise l'un de ses desseins les plus chers et donne satisfaction à la fois à l'Amirauté et au pacifisme travailliste. Il déblaie utilement

les avenues de la Conférence générale pour la limitation des armements qui doit s'ouvrir le 2 février 1932 et qui, d'ici là, sera au premier plan des préoccupations de toutes les Puissances. Le Gouvernement français n'est pas le dernier à en préparer le succès dans les limites compatibles avec sa sécurité sur terre et sur mer : on aime à penser qu'il n'a pas consenti à se prêter aux desseins du Gouvernement britannique sans s'assurer qu'il se a payé de retour quand il s'agira de ce qui lui importe le plus, c'est à dire les forces indispensables à sa sécurité continentale et coloniale. Si le Gouvernement du Reich adoptait comme thèse officielle celle que recommande presque toute la presse, nous devrions être en droit de compter sur le concours du Cabinet de Londres. En tout cas, l'opinion publique, en Angleterre et dans les Dominions, accueille avec une vive satisfaction la réalisation de l'accord ; toute la presse y applaudit et, dans cette unanimité, apparaît une fois de plus la puissance du sentiment national britannique supérieur aux partis et à leurs divisions.

Le *Times*, anticipant peut-être un peu trop vite sur les réalités, décide : « La conclusion de l'accord naval laisse aux négociateurs des deux pays un long espace de temps pendant lequel ils pourront résoudre d'autres problèmes importants, comme celui de la nationalité des Italiens de Tunisie. Le fait que la rivalité méditerranéenne prend fin donne un aspect moins terrible aux fortifications qui s'élèvent des deux côtés de la frontière franco-italienne. MM. Mussolini et Briand ont bien mérité de leur pays ; mais le peuple britannique peut être fier de voir que les hommes d'Etat anglais n'ont pas seulement rendu son équilibre à l'accord conclu entre la Grande-Bretagne, les États Unis et le Japon et limité à force réclamée par la France en sous-marins qui menaient de devenir disproportionnée, mais ont continué à accomplir leur fonction traditionnelle de médiation européenne. M. Henderson a pris ainsi la succession de sir Austen Chamberlain. » Il nous plairait qu'un durable renouveau de l'entente cordiale franco-britannique sortît de l'accord naval et des concessions dont nous le payons, pourvu cependant que ce resserrement d'une entente qui sera toujours en état d'imposer la paix à l'Europe nous apporte quelques avantages substantiels. Le langage que M. Henderson tenait dernièrement à la Chambre des communes n'est pas de nature à nous donner toute garantie sur ce point. A notre diplomatie de se montrer alerte, afin de ne pas laisser passer l'heure favorable.

Que les rapports franco-italiens perdent, par suite de l'accord naval cette acrimonie qui, depuis la Conférence de Londres et surtout depuis les discours de M. Mussolini au mois de mai dernier, les rendait si pénibles et en faisaient le caractère, les plus ardents patriotes, en France, sont les premiers à s'en réjouir. Comment s'est réalisé cet accord qui sera peut-être le premier et décisif vers un rapprochement? Il faut y voir d'abord l'heureux effet de l'action de la diplomatie britannique. Dans la Méditerranée, l'entente anglo-italienne est une tradition qui répond, ou qui du moins a longtemps répondu, aux intérêts des deux pays. La veille du jour où les ministres de S. M. George V sont arrivés à Rome, la presse commentait non sans aigreur le récent vote, à une très grosse majorité, du budget de la marine à la Chambre française; elle y voyait une réponse négative aux appels de M. Henderson en faveur du désarmement. *Il Lavoro fascista* tirait des conclusions pessimistes du fait que M. Craigie, après son dernier séjour à Paris, n'avait pas reparu à Rome avant de reprendre le chemin de Londres.

Les ministres anglais arrivent à Rome le 25 février: comme par enchantement, ou plutôt comme sur un mot d'ordre, le ton change, tout en restant réservé. L'accord, le surlendemain, est accueilli chaueusement par une presse disciplinée; elle se plaît à voir l'acheminement vers une entente plus générale qui mettrait fin au *dissidio* franco-italien. Depuis bien des mois la presse italienne ne s'était pas montrée aussi traitable. Nous nous plaisons à voir le désir de mettre fin à une tension aussi nuisible à l'Italie qu'à la France; mais il est difficile de n'y pas reconnaître aussi l'effet d'une action diplomatique anglaise. Le *Times* indique une autre raison encore: «En Italie, dit-il, les difficultés financières se sont fait sentir, au cours des douze derniers mois, avec plus d'acuité que dans les autres pays.» Économies, détente: ce sont les nécessités du moment. Dans les milieux financiers parisiens, où l'on a ticipé volontiers sur l'avenir, on affirme déjà que des pourparlers pour un emprunt seraient sur le point de s'engager. S'il en était ainsi, la diplomatie aurait évidemment son mot à dire. L'heure serait peut-être venue d'une liquidation générale des différends franco-italiens. La situation financière relativement satisfaisante de la France, les réserves de capital qui attendent l'occasion de s'employer peuvent devenir, aux mains d'un Gouvernement habile et conscient de ses avantages, de puissants leviers pour

l'entente et la pacification de l'Europe, mais il faut que la finance reste au service de la diplomatie dans l'intérêt du pays.

L'accord naval est, en général, favorablement accueilli par la presse italienne, bien qu'elle n'ait pas encore eu le temps d'en commenter le texte. Elle s'efforce d'établir, ce qui est exact, que M. Mussolini n'a pas abandonné les positions qu'il avait prises à Londres ; elle prend soin de spécifier que l'Italie, malgré son désir sincère d'entente et d'amitié, ne renonce ni à ses ambitions ni à ses revendications. Aussi bien n'est-ce pas ce dont il s'agissait ; l'accord du 1^{er} mars prouve que l'on peut arriver à trouver un *modus vivendi* parfaitement acceptable en pratique pour les deux parties dès que l'on s'arrange pour ne pas soulever les questions de principe. Par cette même méthode pourraient être provisoirement résolues la plupart des difficultés qui divisent les deux pays, par exemple la question des ressortissants italiens en Tunisie. Le moment ne pourrait-il pas aussi devenir favorable, afin de calmer les appréhensions de nos voisins, pour reprendre un projet qui associerait l'Italie au pacte d'entente, d'arbitrage et d'amitié de la France avec la Yougoslavie ? C'était le dessein primitif et il n'a pas dépendu de nous qu'il n'aboutit. Quoi qu'il en soit, l'essentiel, pour le moment, est d'assainir l'atmosphère, de dissiper les malentendus : ce sera, on doit l'espérer, l'effet de l'accord du 1^{er} mars ; ensuite « le temps est galant homme ».

Un accord entre l'Italie et la France, sous les auspices de l'Angleterre, si limité et si spécial qu'en soit l'objet, ne pouvait manquer d'alarmer l'opinion en Allemagne, d'autant plus qu'il vient compléter l'entente déjà ébauchée à Londres avec les États-Unis et le Japon. Si, en effet, cette conjonction se maintient et se renforce, elle est capable d'assurer le succès de la Conférence pour la limitation des armements de février 1932. L'Allemagne proclame qu'elle met tous ses espoirs dans le succès de cette conférence ; mais ce succès, tel qu'elle le conçoit, consisterait à réduire les forces militaires de toutes les Puissances à la même échelle qui lui a été imposée à elle-même par le traité de Versailles ; c'est ce qu'elle appelle « rétablir l'égalité ». Elle n'a jamais douté d'ailleurs que ce soit là une impossibilité et elle table déjà sur l'échec de la conférence pour réclamer et reprendre le droit de passer outre aux clauses du *Diktat* et d'augmenter ses armements sans autres limites que son intérêt. Le poids de sa masse lui assurerait ainsi la prépondérance dans l'Europe

continentale. Aussi voyons-nous, en ce moment, la presse allemande exprimer la crainte que la réactivation de l'entente navale ne soit le gage de ce qu'elle appelle, de son point de vue spécial, l'échec de la conférence pour le désarmement, et de ce que les Anglais, les Français, les Italiens, appellent, eux, le succès de la conférence pour la limitation des armements.

Que l'Allemagne redoute par-dessus tout un accord franco-anglais, c'est ce qui ressort, entre autres, d'un article de la *Gazette de Cologne*. « Il est permis de faire confiance au Gouvernement travailliste britannique pour penser qu'il n'a pas mis à la charge de l'Allemagne, par certains accords secrets, les frais politiques de l'entente qui vient d'être réalisée. On n'aura pas oublié à Londres l'histoire de l'accord naval franco-britannique de 1927 et l'on se dira que l'existence d'un accord secret analogue, qui ne pourrait pas rester secret, serait le meilleur moyen de discréditer infailliblement la Conférence à venir aux yeux du peuple allemand. » On voit ici percer le bout de l'oreille ! Il n'y a pas d'accord secret, mais on doit espérer qu'il y aura un accord qui assurera, sous les auspices de la Société des nations, la limitation des armements dans le respect des traités et la sécurité de toutes les nations. La presse nationaliste, par exemple la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, se lamente déjà et voit l'Allemagne abandonnée. « Quand nous nous approcherons prochainement du tapis vert de Genève, nous serons dépourvus de tout appui. On nous traitera à nouveau comme un facteur négligeable, comme des gens à qui il est inutile de rien donner. Et l'Italie ne nous apportera aucun soutien... Il ne faut pas oublier que l'Italie a toujours poursuivi et qu'elle continue à poursuivre ses desseins égoïstes et particuliers qui sont très loin de concorder avec ceux du peuple allemand et qui, très souvent, sont même au désavantage de l'Allemagne. » Le moyen, pour le peuple allemand, de ne pas se préparer d'inutiles déceptions, c'est d'abord de ne pas se nourrir d'illusions. Le dilemme, savamment préparé par la presse et les hommes politiques du Reich : ou désarmement général à l'étiage de l'Allemagne et dans les mêmes conditions, ou réarmement de l'Allemagne et destruction du traité de Versailles, ne jouera pas comme on l'imagine avec quelque simplicité.

C'est toujours, en Allemagne, la même faute qui se renouvelle, encouragée par une complicité presque unanime ; les partis les plus sages dans leurs actes sont aussi les plus imprudents pour promettre à un peuple qui souffre matériellement et moralement que

tout le passé qu'il regrette va refluer et qu'il est victime non des conséquences des erreurs de ses dirigeants, mais de la méchanceté de ses vainqueurs. Et l'on s'étonne que le hitlérisme, comme viennent encore de le montrer les élections communales dans le Brunswick, continue ses inquiétants progrès!

Il est parfois difficile au public français de se rendre compte du travail méthodique, persévérant et prudent qui est poursuivi dans les commissions qui fonctionnent sous les auspices de la Société des nations. La Conférence qui se réunira le 2 février de l'année prochaine et qui alimente déjà les polémiques de presse ne sera certes pas improvisée; le pacte a prévu ces précautions et voulu ces études préparatoires. La Commission préparatoire à la Conférence pour la limitation des armements apporte un projet qui a été mis au point dans sa dernière session. M. Briand, dans son discours du 2 mars à la Chambre, a insisté sur ce point: « Sans rien négliger des précautions à prendre pour elle-même, pour ses amis, pour tous les peuples, la France, pas à pas, a largement contribué à la réalisation de progrès croissants. Elle a écarté les obstacles les uns après les autres et, finalement, on est arrivé à la rédaction d'un protocole qui permet de convoquer une conférence telle qu'il ne s'en est jamais réuni de semblable dans l'histoire des peuples ... Dire simplement: « désarmement », ce n'est point résoudre le problème, c'est le poser d'une manière par trop particulière et dont la brutalité ne laisse pas apparaître toute la complexité des intérêts en jeu... Lorsque, du côté allemand, on a dit: « Les travaux de la commission préparatoire ne constituent pas un engagement pour nous »; j'ai répondu: « C'est vrai en théorie, mais, en fait, ce sont ces travaux qui rendent possible la réunion de la conférence, qui en déterminent le cadre, qui en fixent les conditions. Et si vous alliez à la conférence prochaine avec la pensée de ne pas tenir compte des résultats péniblement acquis en commission préparatoire, vous compromettriez le sort de cette conférence. J'espère que vous ne le ferez pas. »

Il s'agit, en effet, d'une entreprise difficile que l'on ne saurait aborder avec trop de précautions; tranchons le mot: il s'agit d'une tentative dangereuse. M. Franklin-Bouillon, au cours de la discussion du budget des Affaires étrangères, en a montré, en termes pathétiques, avec de terribles précisions, tous les périls. Il est utile que de telles paroles aient été entendues au Parlement, si excessives sans doute que soient quelques-unes d'entre elles, comme il est heureux qu'aient été prononcées celles du ministre responsable, car

les destins sont suspendus. Pourtant, l'aspiration générale des peuples civilisés est qu'il faut essayer et qu'il faut oser; l'opinion universelle est aussi une force qu'il convient d'éclairer, mais qu'il serait imprudent de décevoir brutalement et dont on doit craindre les réactions brutales. L'art des hommes d'état consiste à canaliser et à diriger ces aspirations justes et nobles, à ne s'avancer que pas à pas, en organisant le terrain à chaque nouveau progrès. De là vient le grand intérêt et l'importance morale de l'accord du 1^{er} mars qui dépasse de loin son importance technique et qui apporte avec lui de hautes espérances.

Le Comité d'études pour l'union européenne a créé, par sa résolution du 21 janvier, deux commissions; l'une a pour mission de rechercher les moyens de faciliter la vente de la dernière récolte aux pays européens exportateurs de céréales; l'autre est chargée d'étudier l'organisation du crédit agricole pour les petits producteurs de l'Europe orientale. La première s'est réunie le 23 février, la seconde le 26. Est-il besoin de dire qu'elles n'ont pas abouti à des solutions définitives et qu'elles ne l'espéraient pas? C'est quelque chose d'avoir essayé de bien poser les questions et de les délimiter. Il s'agit d'un problème d'une singulière ampleur qui est, à proprement parler, vital pour tous les pays d'Europe et en particulier pour ceux dont l'exportation de céréales est l'unique ou la principale ressource. La crise économique universelle est d'abord une crise de surproduction et de névètes des céréales. La Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Pologne ont des stocks de blé, d'orge et de maïs de la récolte de 1930 qui, malgré l'avilissement des cours, ne trouvent pas d'acheteurs. Redoutable problème économique, problème social plus redoutable encore. Les paysans de l'Europe orientale sont accablés de dettes hypothécaires contractées à un taux usuraire et ils ne réussissent pas à vendre leurs récoltes. Serait-il possible de les faire bénéficier, sous une forme quelconque, d'un régime de faveur qui leur permettrait de vendre leurs stocks dans les pays industriels de l'Europe occidentale importateurs de céréales sans nuire à l'agriculture, elle aussi très éprouvée, de ces mêmes pays? Il ne saurait d'ailleurs que de mesures de fortune essentiellement provisoires pour débarrasser les stocks en souffrance. M. François-Poncet, qui présidait la première commission, a souligné qu'il s'agissait d'une manifestation de solidarité européenne. Mais la commission n'a pas tardé à constater qu'elle n'avait de renseignements

assez précis ni sur les quantités de céréales disponibles, ni sur les qualités, ni sur les prix possibles. Les études vont être poursuivies rapidement : en attendant, « la conférence a acquis la conviction que, dans un délai rapproché, les dispositions qui se sont affirmées au cours de ses réunions permettront le placement et l'écoulement des quantités de blé excédentaires. »

Vers le 20 février s'était tenue à Bucarest une conférence agricole où étaient représentés les pays suivants : Pologne, Lettonie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie ; elle avait achevé de constituer un Comité permanent des études économiques des États agricoles de l'Europe centrale et orientale. C'est, en somme, cette Europe orientale agricole qui est venue s'aboucher, à Paris, avec l'Europe industrielle. C'est un pas nouveau dans la voie de l'organisation. Il était important, au point de vue moral, de donner le plus vite possible aux peuples en détresse l'impression qu'ils ne sont pas abandonnés et qu'une solidarité européenne s'organise sous les auspices de Genève et l'impulsion de Paris. Mais qui ne voit que la moindre intervention dans le jeu des lois naturelles du commerce soulève, si nécessaire qu'elle puisse être, des difficultés formidables, au premier rang desquelles se placent les rapports de l'économie européenne avec l'économie soviétique ? Nous sommes en présence d'une surproduction mondiale qu'il sera long et difficile de canaliser ; du moins doit-on se féliciter que l'on ait commencé à s'en préoccuper.

Aux Indes, M. Gandhi et le vice-roi, lord Irwin, ont signé la paix. L'Inde ne renonce pas à obtenir son autonomie, mais la guerre contre les produits britanniques et la campagne de désobéissance civile prennent fin. Les prisonniers s'ouvrent. Le programme de la Conférence de la Table ronde va être appliqué. C'est un résultat qui fait autant d'honneur à la modération des nationalistes hindous, et particulièrement de M. Gandhi, qu'à la sagesse ferme, et éclairée de haute raison, de la politique britannique et, en particulier, de lord Irwin, fils du vénérable lord Halifax. Ainsi, cette quinzaine apporte de précieux gages d'apaisement, d'ordre, d'organisation, et ouvre d'heureuses perspectives vers un moins sombre avenir.

RENÉ PINON.

ix.
erre
nce
nfé-
fait
arti-
ute
vin,
pré-
neu-